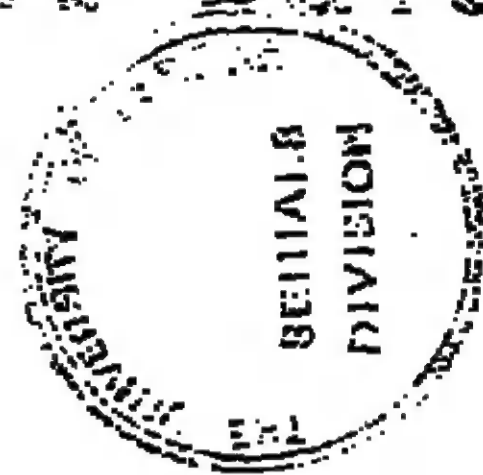


مكتبة من رصاص

Initiatives : les embuscues du travail

Le Monde



15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14834 - 7 F

MERCREDI 7 OCTOBRE 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MERY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Après le « lundi noir » sur les places européennes

Les incertitudes politiques et monétaires pèsent sur les marchés boursiers

Cinq ans après

La crise boursière et monétaire que traverse l'Europe, et qui a connu, lundi 5 octobre, un nouveau paroxysme, est, pour partie, la conséquence d'un sentiment croissant de défiance des milieux économiques à l'égard des dirigeants politiques. Engagés dans la construction d'un cadre favorable à la croissance et à l'emploi - un marché unique et un système monétaire stable, prélude à une monnaie unique - ceux-ci ne sont parvenus ni à mobiliser réellement les peuples en faveur du projet d'union européenne, ni à coordonner efficacement leurs politiques économiques.

Dans l'attente désespérée d'une hypothétique reprise, chefs d'entreprises, investisseurs et même syndicalistes sont ainsi de plus en plus inquiets face au comportement des responsables des politiques économiques et monétaires des pays de la Communauté. La décision de ne pas aborder de front la question des taux de change au sein du système monétaire européen (SME) lors du sommet des chefs d'Etat et de gouvernement à Birmingham, le 16 octobre, apparaît ainsi pour eux comme une nouvelle fuite des dirigeants politiques devant leur responsabilité.

Années, la plupart des pays européens se sont révélés incapables de mettre en œuvre des politiques économiques favorables à une croissance saine, équilibrée et créatrice d'emplois. Plus, la concentration, élément-clé du SME, n'a guère fonctionné. Réduite notamment en matière d'inflation, les écarts restent forts lorsque l'on prend en considération les déséquilibres budgétaires et commerciaux. Les divergences sont plus importantes encore sur les politiques monétaires : la Bundesbank maintient des taux d'intérêt élevés, au risque d'étouffer la croissance, faible, de ses partenaires, voire aujourd'hui celle de l'Allemagne.

Contrairement au krach boursier d'octobre 1987, celui d'aujourd'hui s'inscrit dans un climat de morosité générale. Les Etats-Unis et le Japon ne sont pas vraiment en meilleure santé que l'Europe. Il y a cinq ans, le krach n'avait pas nui à la croissance et la crise avait pu être surmontée grâce à une concertation économique et monétaire internationale et à une reconstruction du secteur financier.

Aujourd'hui, tant sur le continent qu'au-delà, les dirigeants européens se retrouvent dans une situation désastreuse. Comment faire pour relancer, au niveau national, la machine et rétablir les grands équilibres ? Les hésitations du premier ministre britannique, M. John Major, sont à cet égard symptomatiques. Alors que la livre flote, il s'interroge à la fois sur l'opportunité d'une baisse des taux d'intérêt... et sur celle d'une hausse de ces mêmes taux ! Autre hypothèse qu'il envisage : une augmentation des impôts, ce qui serait en contradiction avec les principes du Parti conservateur.

Désarmés chez eux, les grands argentiers le sont aussi lorsqu'ils se retrouvent entre eux. Sur le Vieux Continent, ils proclament leur détermination d'éviter l'Europe à deux vitesses. Celle-ci est pourtant déjà une réalité. Elle est ensuite parfaitement prévue dans le traité de Maastricht. Une autre illustration de ce désarroi général.

Les marchés financiers européens ont connu, le 5 octobre, un nouveau « lundi noir ». La Bundesbank ayant renoncé, vendredi, à réduire ses taux d'intérêt directeurs, la lire et la livre ont à nouveau plongé. La monnaie italienne est désormais à 23 % au-dessous de son cours de la mi-septembre par rapport au deutschemark, la devise britannique à 20 % environ. Les incertitudes politiques et monétaires pèsent sur les marchés boursiers, qui ont enregistré des baisses spectaculaires (4 % à Londres, 3,6 % à Francfort et Madrid). Alors que - défense du franc oblige - les taux à court terme français restent élevés, Paris a chuté de 4,3 % lundi. Mardi 6, l'indice CAC 40 était en légère baisse en fin de matinée.



Brouillards et dogmes

par Erik Izraelewicz

Le « non » à Maastricht devait conduire, selon les fanatiques du « oui », à une chute du franc et à un krach boursier. Le « petit oui » du 20 septembre n'a pas permis d'y échapper. Plus de deux semaines après les attaques contre le franc, les autorités françaises sont obligées de maintenir sur le marché monétaire des taux d'intérêt à court terme élevés (autour de 14 %) pour éviter un

retour de la spéculation. Depuis le référendum, la Bourse de Paris a perdu 14,4 % - dont 4,3 % dans la seule journée du lundi 5 octobre.

La conjonction exceptionnelle d'un grand nombre d'incertitudes explique, en partie, cette situation. Mais les milieux économiques les plus divers s'inquiètent aussi de la myopie du gouvernement. Au CNPF comme dans les milieux financiers, on estime que le nouvel environnement interna-

tional a accru, en France, le risque de déflation, c'est-à-dire de baisse généralisée des prix des actifs, avec les conséquences négatives que cela peut avoir sur la croissance et l'emploi. M. Bérégovoy et M. Sapin, son ministre de l'économie, continuent à nier avec obstination ce risque.

Lire la suite et les articles de ÉRIC LESSER, SERGE MARTI, FRANÇOIS RENARD et LAURENT ZECCHINI pages 17 et 18

La deuxième chute de l'Empire romain

L'Italie se débat dans une triple crise : politique, économique et morale

ROME

de notre correspondante

La menace des luges, venue du Nord, est déjà aux portes de la ville, la monnaie nationale, livrée à elle-même, coule chaque jour un peu, les manifestations enflent les rues, les idoles politiques statufiées par quelque quarante ans d'un pouvoir immobile vacillent sur leur socle. Les clientèles se défont, et, depuis peu, sous le vernis de l'affairisme apparaît la corruption. En ce début d'automne où, comme par un fait exprès, les trombes d'eau de la tempête se mêlent au vent violent de la contestation, l'Italie lève de toute illusion s'offrait-elle l'ironie perverse d'une seconde « chute de l'Empire romain » ? Car c'est bien un empire qui

s'écroule, fait de concessions réciproques, de compromis sans histoires, d'instinct de survie : celui, symbolisé par Rome, capitale détestée, d'un certain pouvoir et de la « partition » qui gère depuis trop longtemps le pays. La comparaison n'est pas si gratuite : la Démocratie chrétienne en pleine dégénérescence ne manque pas de légions perdues, repoussées dans les régions méridionales, dernières terres électorales fidèles à l'Empire.

Le Parti socialiste fournirait, lui, son drame à l'antique, avec, sur fond de complots internes, un César-Craxi, blessé peut-être à mort par ce Brutus moderne qu'est l'ex-dauphin Claudio Martelli, le ministre « des grâces et justice », champion du renouveau du PSI.

MARIE-CLAUDE DECAMPS

Lire la suite page 4

Les élections au Koweït : succès de l'opposition

Promises par l'émir durant l'occupation irakienne, les élections législatives qui ont eu lieu lundi 5 octobre au Koweït vont permettre un retour de l'opposition, écartée depuis la dissolution du Parlement en 1986. Les premiers résultats confirment que le scrutin a été libre. Il a été suivi avec intérêt par les citoyens d'autres pays du Golfe.

Lire l'article de FRANÇOISE CHIPAUX page 24

SCIENCES & MÉTÉO

■ Un siècle de tremblements de terre ■ La sèbe tel qu'on en parle ■ Les ferrailleurs du nucléaire ■ La recherche au microscope

pages 11 à 13

Le sommaire complet se trouve page 24

Le paria de Calais

Les habitants d'une cité déshéritée font la chasse à un jeune homme accusé de tous les crimes par la rumeur publique

CALAIS

de notre envoyé spécial

Il triture sa gitane mais, l'écrase, l'allume. Un blouson de cuir, un regard brillant, inquiet, au bord de la rage : « Vous trouvez que je suis laid ? » Il s'agit, se lève, se rassemble. Il fait froid. Il attend encore quelques heures, ici, dans ce squat, quelque part à Calais, avant de repartir. La nuit tombée, il prendra son duvet, choisira une rue, un bosquet et se blottira sous la tempête : il ne dormira pas. « Vous trouvez que je fais peur à ce point-là ? »

Christophe ne comprend pas. Il répète seulement que, « quand on veut abattre un chien, c'est facile », et ajoute : « D'une certaine manière, ils m'ont abattu. » Christophe à la rue, condamné et exécuté,

traqué et menacé. Christophe, le rebut, l'ennemi numéro un de toute une cité, le coupable, forcément coupable d'un, voire de deux, et même de dix-sept crimes d'enfants. Il a suffi d'une tête d'Arabe - son père est tunisien - d'un visage boursoufflé d'acné et de la malgreur du toxicomane qu'il était pour que Christophe devienne, en une semaine, « le Monstre de Calais », « Dracula » ou « l'Homme qui n'aime pas les enfants blonds ». Le diable de la cité du Beau-Maraïs.

Le Beau-Maraïs : dix-huit mille habitants, des barres d'immeubles où s'engouffrent les tempêtes du large avec des accents de Hurlvent.

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX
Lire la suite page 8

Amsterdam : la lente fouille des décombres

Seuls douze corps avaient été dégagés, mardi matin 6 octobre, des décombres des deux immeubles éventrés dimanche soir dans le quartier Bijlmermeer d'Amsterdam par le Boeing-747 cargo de la compagnie El Al. En effet, les opérations de fouille et de secours se révèlent plus lentes que prévu. La dernière estimation du bilan de cette catastrophe est de 250 morts. Dans un pays bouleversé par le drame, qui a surtout touché des familles immigrées, l'enquête sur les causes de l'accident progresse avec difficulté. Par mesure de précaution, Boeing a demandé à toutes les compagnies aériennes d'inspecter les fixations des réacteurs sur trois types de 747.

Lire l'article de CHRISTIAN CHARTIER et nos informations page 9

La gauche en morceaux

Les uns défendent l'actif, les autres critiquent le passif : le PS cherche toujours une stratégie

par Patrick Jarreau

Ce n'est pas le « sauve-qui-peut », mais cela y ressemble. Qu'on en juge : après M. Michel Rocard, qui, fin août, rassemblait ses amis à Quimper pour proposer au pays de faire de la politique « autrement » (sous-entendu : autrement qu'elle n'a été faite depuis onze ans sous la conduite de M. François Mitterrand), M. Jacques Delors réunit les siens à Lorient pour dresser un constat accablant de l'état du pays au terme de la décennie socialiste.

M. Jean-Pierre Chevènement n'avait pas attendu cette rentrée pour prendre ses distances, jusqu'à préconiser le « non » au référendum du 20 septembre et à créer un Mouvement des citoyens qui est, au

moins, concurrent du Parti socialiste. M. Harlem Désir, qui, sans avoir jamais été formellement membre du PS, était proche d'un parti sur lequel, avec SOS-Racisme, il pensait pouvoir exercer une influence, se lance, lui aussi, dans une entreprise distincte sous le nom d'Action Égalité. Génération Ecologie avait montré des les élections régionales de mars dernier, sous la direction de M. Brice Lalonde, le profit qu'il peut y avoir à offrir aux anciens électeurs du PS une structure d'accueil « de gauche », mais critique par rapport au parti dominant.

Lire la suite ainsi que l'article de BEATRICE JÉROME
« Les socialistes et le bon usage de l'adversaire » page 7

FRANÇOIS WEYERGANS
La Démence du boxeur
roman

« Du très grand art. »
Yann Queffelec, *Le Nouvel Observateur*

« La grâce d'écrire. »
Renaud Matignon, *Le Figaro Littéraire*



Grasset

M0147 - 1007 0 - 7.00 F



A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 26 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN. ; Antilles-Réunion, 9 F ; Côte d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 190 PTA ; G.-B., 95 p. ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2.200 L. ; Luxembourg, 42 F. ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL. ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 1,90 SF ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

مذا من لامل

DÉBATS

République

A l'épreuve du bicentenaire

par Serge Berstein

DEUX siècles après la fondation de la I^{re} République, le modèle républicain a-t-il épuisé ses vertus et n'apparaît-il plus que comme le vestige désuet d'une époque historique révolue ? Une telle affirmation pourrait trouver quelque consistance dans le fait que, mis à part l'épisode aberrant de Vichy, le régime républicain peut se prévaloir d'une durée désormais supérieure à un siècle et ne fait l'objet d'aucune contestation sérieuse dans l'opinion publique nationale. Mais elle se trouve aussitôt démentie par les polémiques que continue de susciter l'épisode révolutionnaire. Paradoxe apparent dont la solution réside dans l'observation que la République d'aujourd'hui est moins l'héritière du décret de la Convention de septembre 1792 que du modèle élaboré par la III^e République dans le dernier quart du XIX^e siècle. Sans doute les fondateurs de la III^e République entendaient-ils poursuivre et parfaire l'œuvre des hommes de 1789, mais non avec l'idée de bouleverser l'Europe par de nouveaux principes comme leurs prédécesseurs. Le projet, bien différent désormais, n'avait d'autre objet que de permettre à la société française de s'exprimer dans la voie du progrès en adaptant les « immortels principes » aux réalités d'une société qui n'avait plus que de lointains rapports avec celle des vainqueurs de la Bastille.

De fait, les principes républicains posés lors de la Révolution française ont survécu à l'usure du temps, mais au prix d'adaptations permanentes exigées par l'évolution de la société, celle de la culture politique ou tout simplement par la prise en compte des difficultés de fonctionnement du régime. C'est ainsi que la III^e République avait cru pouvoir ériger en dogme sa conception du pouvoir politique qui impliquait que la souveraineté de la nation et la liberté de l'individu s'exerçaient dans des conditions d'autant plus favorables que le pouvoir exécutif, porté par nature à abuser de ses prérogatives, était plus faible, soumis au contrôle permanent et taillonné, voire à l'impotence d'un Parlement considéré comme le seul détenteur légitime de la souveraineté nationale. Tirant argument de la faiblesse du pouvoir qui devait le conduire au désastre politique de 1940 puis à l'effacement de la IV^e République sous les coups des émeutiers d'Alger, le général de Gaulle, en inspirant la rédaction puis en mettant en œuvre la Constitution de la V^e République, jugea au contraire que la sauvegarde de la République exigeait un exécutif fort, dont le président, naguère proposé à l'inauguration des chrysanthèmes, constituerait la clé de voûte. De ce qui fut considéré en 1958 puis 1962 comme une violation de la tradition républicaine « établie à la fin du XIX^e siècle, les présidents successifs de la V^e République devaient faire la base d'un nouveau modèle républicain.

cain qui, sur bien des points, apparaît en rupture avec celui des III^e et IV^e Républiques.

C'est ainsi qu'à la vision philosophique de l'homme et du devenir de l'humanité inspirée de la philosophie des Lumières et qui devait faire du rationalisme et de la laïcité les racines mêmes de l'idée républicaine jusqu'au milieu du vingtième siècle, la République gaullienne, dans un souci de rassemblement sans exclusive, substitue une conception qui considère les choix religieux et philosophiques comme relevant de la sphère de la vie privée et s'efforce de fonder le régime sur l'idée neuve du consensus. De la même manière, la Révolution française cesse, durant les années 60, de constituer le point tournant de l'histoire pour ne plus représenter qu'une séquence d'une évolution bimillénaire acceptée dans son intégralité. L'individu, exalté par la République naissante et dont la défense devait trouver dans l'affaire Dreyfus son illustration la plus spectaculaire, perd la position centrale qui était la sienne dans la société civile et politique pour laisser place à un État fort, garant de l'unité nationale, placé au-dessus des partis et désormais comptable de la réussite économique de la nation. Ce renversement rend d'ailleurs compte du relatif effacement du Parlement, lieu d'édiction de l'action des partis politiques, représentants supposés d'intérêts catégoriels.

Le « phare de l'humanité »

Il est donc clair que le modèle républicain a évolué depuis un siècle au rythme même des changements sociaux et des transformations de la culture politique. Pour autant les principes fondamentaux qui étaient à la base même du modèle sont demeurés intangibles, même si leur traduction dans les faits s'est modifiée.

Principe de base de la République, la participation de la nation souveraine à la gestion des affaires publiques, demeure le fondement même du régime. Mais si le peuple souverain reste incontestablement la source du pouvoir, l'exercice de celui-ci passe désormais moins par ses représentants élus au suffrage universel que par un chef de l'État désigné par les mêmes voies et en qui se résume de plus en plus la souveraineté nationale. De la même inspiration relève la pratique du référendum, forme de démocratie directe passant par-dessus la tête des corps intermédiaires et, de ce fait, revêtant quasi systématiquement en France un caractère prébicaire qui en pervertit l'usage.

Il reste que cette nouvelle forme de l'exercice de la souveraineté nationale implique que République et démocratie soient étroitement liées dans la pratique, même si, au niveau de la théorie, les deux conceptions ne sont nullement solidaires. En fait, dès la fondation de

la I^{re} République, le régime est apparu comme traduisant les aspirations de la masse de la population, et en particulier des classes populaires urbaines. Mais, d'emblée également, la République s'est révélée porteuse d'un projet de démocratie sociale dont le point d'application a varié au cours des âges. Aux tentatives de démocratie agraire d'un Saint-Just, la III^e République substituera la vision d'une France des petits et moyens agriculteurs, artisans, industriels et commerçants, tous maîtres de leurs instruments de travail et formant une démocratie de propriétaires, constamment ainsi la classe moyenne indépendante en assise sociale du régime. Avec l'évolution de la société française, c'est sur la classe moyenne salariée que s'appuiera la V^e République, la croissance générale des revenus devenant le moteur d'une société dans laquelle l'accès à la consommation constitue le fondement même du progrès social. Mais, durant toute son histoire, la République apparaît inséparable d'une promesse de promotion sociale hors de laquelle elle s'efface. Reste enfin à considérer le domaine spécifique que constitue la dimension internationale du modèle républicain. Dès l'origine, celui-ci a oscillé entre deux conceptions largement antagonistes, mais que les principes se sont ingéniérés à mener de pair : le pacifisme de principe, qui conduisit les hommes de 1789 à « déclarer la paix au monde », et le messianisme, qui voyait dans la France le « phare de l'humanité », porteur privilégié des idées de progrès et d'émancipation devant affirmer de ce fait le souci de conserver un « rang » que lui impose son passé historique. Dilemme qui paraît aujourd'hui trouver sa solution dans la construction européenne. En s'inscrivant au modèle républicain, celle-ci répond à la volonté exprimée dès le début du XX^e siècle par un Léon Bourgeois, apôtre d'une société des « nations civilisées » et d'une paix fondée sur le droit et la justice. Mais ce n'est pas tout. L'idée même d'une défense commune, l'Europe donne à la France le moyen de conserver, par la Communauté interposée, un rang que sa position de puissance moyenne ne lui permettrait guère de conserver.

La République de la fin du XX^e siècle n'est plus, à l'évidence, celle que la Convention proclamait le 22 septembre 1792. Mais il est peu douteux que, sur la base des principes proclamés par les hommes de la Révolution, s'est progressivement implanté en France un III^e République, constamment adapté depuis en fonction des circonstances, et qui continue à se transformer sous nos yeux en intégrant les traits nouveaux que l'histoire imprime au monde d'aujourd'hui.

► Serge Berstein est historien.

Retour aux sources

par Georges Sarre

L'histoire officielle, genre particulier des dictatures de tout bord, trouve son accomplissement le plus ignoble dans l'histoire mystifiée commune aux totalitarismes d'aujourd'hui. Tout détournement et tout oubli de l'histoire est donc aussi dangereux pour l'avenir qu'il est coupable envers le passé. Car l'ordre politique, qui détermine pour partie les voies futures, se trouve alors sans repère. Les commémorations ont donc leur importance, à condition qu'elles ne se limitent pas au respect du passé, mais aident à éclaircir le présent. C'est ainsi que nous devons comprendre le bicentenaire de la I^{re} République. La gauche, qui traverse en ce moment une crise d'identité, peut trouver dans l'extraordinaire mouvement enclenché en 1789 et dans les événements de 1792 de quoi refonder son discours dans une tradition adaptée aux impératifs d'aujourd'hui.

L'enjeu premier d'une réflexion approfondie sur les origines de notre République est en effet de faire comprendre quel sens particulier des hommes de gauche accordent à des notions si fondamentales que celles de souveraineté, de nation et de démocratie. Car le consensus sur ces termes n'est qu'apparent. En tant que tel, il est trompeur. Il repose pour partie sur une réduction de l'idée républicaine et passe par une censure de l'expérience fondatrice de 1792-1794. Or les effets pervers d'un tel consensus sont tout douloureusement sentis aujourd'hui : au bout du compte, il y a perte sèche de substance pour le projet républicain, trop souvent assimilé à un simple cadre formel de notre démocratie. En clair : tout ce qu'on a gardé de la République, mais au fond, personne ne peut dire ce qu'il entend par là. Le mot tourne à vide.

En honorant la I^{re} République, nous pourrions peut-être sortir du discours traditionnel sur les

« valeurs », mot-valise auquel il est impératif de substituer un message concret. Les événements qui se sont produits à l'Est en 1989, l'écrasement de l'idéologie communiste, ont eu pour conséquence inattendue de nous contraindre à une redéfinition de notre propre modèle démocratique.

La prise en compte des aspirations sociales

L'exemplarité de la démarche de 1792 réside précisément dans la complexité et la richesse de l'œuvre accomplie : à côté des ambitions à prétention universelle d'égalité et de justice (qui se sont traduites par l'établissement du suffrage universel ou l'instauration de la liberté de culte), les premiers républicains s'efforçaient de proposer des réformes qui répondaient aux aspirations sociales de leur temps. C'est en effet aux hommes de 1792 que nous devons les notions de droit au travail et de manifestation ou encore les bases des mécanismes de redistribution et de solidarité que seule la gauche peut revitaliser. Il est inutile d'énumérer l'ensemble de leurs mesures, dont beaucoup sont désormais obsolètes aujourd'hui. Ce qui, en revanche, peut être fécond, c'est l'idée qu'il n'est pas de démocratie politique sans justice sociale. Les premiers républicains avaient compris que l'adhésion d'un peuple à la célébration d'une vision des divisions et des chemins du présent comme du futur.

Cet axiome mérite d'être explicité. Il ne signifie pas seulement qu'une démocratie doit « faire du social » quand les conditions économiques le permettent. Il rend au contraire consubstantiel le lien entre dynamique politique et dynamique sociale. Il n'y a pas la liberté politique d'une part, la justice sociale d'autre part : toute disjonction de ces deux champs présente

des dangers pour l'un comme pour l'autre.

La commémoration du bicentenaire de la République doit donc être l'occasion de repenser ce lien, au regard de la situation actuelle, tout en donnant à notre action la force d'une tradition authentiquement populaire : penser l'école, dont les missions – faire des citoyens et activer le processus de mobilité sociale – sont les deux faces d'un même problème ; penser le chômage, en mesurant les conséquences politiques de l'exclusion ; penser la fracture Nord-Sud et les attentes des pays de l'Est, en dépassant les leçons de vertu démocratique, qui ont toute chance de paraître illusoire à des peuples plongés dans la misère. Ainsi nous affirmerons une identité qu'une adhésion trop respectueuse à la République gaulliste a contribué à rendre floue pour de nombreux citoyens et militants. Il nous faut montrer que la gauche existe sans le marxisme-léninisme, et nous le pourrions d'autant mieux qu'il y a bien une histoire propre à la gauche française, dont les racines se confondent avec celles de la République.

Enfin, je voudrais souligner ceci : ceux qui nous accusent d'attiser les vieilles passions et d'encombrier l'idéologie une réalité complexe savent sans doute que les obligations symboliques sont au moins aussi chargées d'idéologie que les célébrations. Toute sélection engage. Je souhaite pour ma part que la commémoration du bicentenaire de la République contribue à une clarification des positions. Au-delà du flou de « valeurs » communes jamais définies, ce peut être l'occasion d'une vision des divisions et des chemins du présent comme du futur.

► Georges Sarre est secrétaire d'État aux transports routiers et fluviaux, et président du club Rassembler à gauche en France et en Europe.

Un malentendu très citoyen

par Evelyn Pisier

DANS le Monde du 30 septembre 1992, j'ai la triste surprise de lire l'article de Bertrand Poirot-Delpech qui met en cause le bien-fondé d'une intervention du Centre national des livres lors de la Journée du livre politique organisée à l'Assemblée nationale et les résultats de l'étude commandée par le CNL concernant l'émergence d'une « culture citoyenne ».

Le CNL a, entre autres, deux missions distinctes : il encourage l'activité littéraire et il apporte son concours aux actions de promotion du livre et de la lecture.

Au titre de la première, il aide chaque année la publication d'environ un millier de livres – sur les seuls critères de la qualité et du risque pris par l'éditeur – en favorisant les ouvrages de vente lente. Les domaines qui bénéficient de ses subventions ou de ses prêts sont notamment la littérature, les sciences humaines, la traduction. En philosophie, en sociologie ou en histoire politique, le CNL soutient la publication ou la traduction d'œuvres difficiles, parfois inédites, parfois introuvables. Votre collaborateur ne peut ignorer que le CNL accorde, avec l'appui de commissions de spécialistes, une mission indispensable à la logique du marché risqué souvent d'inciter l'éditeur à d'autres choix.

Une contribution modeste

Mais le CNL doit aussi aider la promotion du livre et de la lecture dans les secteurs les plus diversifiés. Il s'agit, comme le dit admirablement Octavio Paz dans votre journal, de « parler sur la pluralité des genres, des passions et des tendances ». Aussi doit-il être présent auprès de lecteurs, des auteurs et des lecteurs lorsqu'une manifestation met le livre à l'honneur ou à l'étude. Tel était le cas de la Journée du livre politique à l'Assemblée nationale. Comme tel est le cas dans bien d'autres manifestations de genres très différents. Notre contribution à la Journée du livre politique ne pouvait avoir pour but de discuter sur les mérites respectifs du roman et de l'essai, du livre de musique ou d'archéologie, ou de tel ou tel genre littéraire. Cette manifestation était centrée sur un secteur éditorial particulier, celui du livre politique, nous avons voulu apporter une première contribution, d'ailleurs fort modeste, à une meilleure connaissance de ce secteur, de sa croissance et de sa variété.

Il est regrettable, et je le regrette

personnellement, que ce travail ait donné lieu à un profond malentendu. N'ai-je pas pourtant précisé lors de mon intervention liminaire que notre commande portait sur une définition large du livre politique, ce qui permettrait d'y inclure bien d'autres écrits que ceux des hommes politiques ? N'ai-je pas à deux reprises mentionné l'œuvre de Paul Ricoeur pour son souci de la Cité, son effort pour penser l'événement à la bonne distance – c'est-à-dire critique ? N'ai-je pas aussi, à ma manière, tenté de souligner une distance en rappelant que si nos dirigeants, en démocratie, se sentaient un devoir d'écrire, ou, en tout cas, de publier un livre, dans le jeu ambigu du pouvoir et du livre, le livre pouvait y gagner ? Ces propos permettraient-ils de nourrir une quelconque « arnaque citoyenne » ? Pouvait-on sérieusement y déceler une préférence quelconque pour le « voyeurisme gogo » ou le « produit de marketing » ?

Le malentendu est d'autant plus

douloureux que l'article qui nous incrimine émane d'un écrivain dont le talent est reconnu et dont l'écoute nous est précieuse.

► Evelyn Pisier est directrice du Livre et de la lecture, présidente du Centre national des livres.

[S]i y a malentendu, ce n'est pas de mon fait. Je n'ai rien contre les diverses missions du Centre national des livres telles que liées à la lecture et à la culture.

L'adjectif « citoyen » est aussi absurde que le néologisme « saisonnalité » ; les listes de best-sellers sont inutiles ; et la plupart des « livres politiques » écrits sur commande par des « auteurs » tirent leur succès de la médiocrité de leur signature à la façon des conférences d'experts.

Je répète que ces produits de marketing font tort à la vraie réflexion politique et aux romans, dont le moins récent enrichit plus les « citoyens » que la pacifique préélectorale. — B. P.-D.]

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social :
620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde PUBLICITE

Président directeur général :
Jacques Lesourne
Directeur général : Michel Cros,
Membres du comité de direction :
Jacques Oudin, Philippe Dupuis,
Isabelle Tadié
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avix
75007 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-73
Téléfax MONDPUB 634 128 F
Télécop. 46-62-99-71 - Société civile
de la SARL Le Monde et de Nicolas et Régis Dange SA.

Le Monde

TELEMATIQUE
Composées 36-15 - Taper LMD
ou 36-15 - Taper LMD
Imprimerie
du « Monde »
15, r. M. Gaudin
94832 IVRY Cedex

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléfax : 206.806F

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-90-30-10
Téléfax : 261.311F

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

ABONNEMENTS

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEM.-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Vale normale y compris CEE avion
3 mois	536 F	572 F	700 F
6 mois	1 036 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP. Paris RP
Durée choisie : 221 MQ 02
3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Localité : _____ Code postal : _____
Pays : _____
Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

EUROPE

La préparation du sommet des Douze à Birmingham

M. John Major rentre dans le rang communautaire

LUXEMBOURG

de notre envoyé spécial

Alors que sur les marchés financiers, la fièvre est loin d'être tombée, l'heure n'est certainement pas, pour les Douze, à de déchantantes remises en cause ou même à l'évocation de réformes lourdes. Les marchés, pour s'apaiser, ont besoin de certitudes : aussi, à moins qu'une nouvelle boursique monétaire ou boursière ne vienne d'ici là, bouleverser les esprits, le Conseil européen extraordinaire qui se tiendra le 16 octobre à Birmingham sera consensuel. Les ministres des affaires étrangères des Douze ont confirmé cette orientation lors de leur réunion du 5 octobre à Luxembourg.

Certes, quand, au lendemain de la sortie de la livre du mécanisme de change du Système monétaire européen (SME), M. John Major avait proposé de réunir le Conseil européen de crise, ses intentions étaient différentes : choqué par la mésaventure monétaire qu'il venait de subir et par le comportement jugé ambigu de la Bundes-

bank, il souhaitait engager à Birmingham une réforme du SME tout en examinant les décisions à prendre pour convaincre les Danois de revenir sur leur rejet du traité. Il avait également annoncé que, dans ce contexte troublé, il ne présenterait pas le traité de Maastricht à la ratification des Communautés avant que l'affaire danoise ne soit réglée.

M. Major a pu donner ainsi, durant quelques jours, l'impression paradoxale de chercher à s'appuyer sur une crise qui affectait en premier lieu le Royaume-Uni pour infléchir la politique de Maastricht dans le sens d'une Europe à l'anglaise. La tentative, en admettant qu'elle n'ait pas relevé principalement de la tactique à usage interne, a échoué, et le premier ministre britannique, entouré de la sollicitude de ses partenaires, est rentré dans le rang.

La réunion ministérielle de lundi ne laisse aucun doute sur la réalité du tournant ainsi pris. Le communiqué concernant la préparation du sommet de Birmingham indique que les chefs d'Etat et de gouvernement,

dans la droite ligne de ce que les Douze ont proclamé à New-York au lendemain du référendum français, confirmeront leur volonté de faire ratifier le plus vite possible le traité de Maastricht. « Une réflexion et une analyse à la lumière de l'évolution sur le marché des capitaux et dans les systèmes monétaires européen et mondial » y seront amorcées. Mais, pour convaincre du caractère peu opérationnel d'un tel échange de vues, M. Major, dans une lettre qu'il vient d'adresser à M. Delors, président de la Commission européenne, indique qu'il n'a pas invité les ministres des finances à Birmingham.

« Définir quelques règles simples »

Pour le reste, on trouvera au centre des préoccupations des Douze, nouvellement promu, le citoyen communautaire, celui-là même qui en France, au Danemark et de façon différente dans les autres pays membres où il n'y a pas de référendum, a exprimé le désir d'y voir plus clair, d'être

associé plus directement à l'entreprise collective. Le Conseil européen, explique le communiqué, « devrait essentiellement aborder trois sujets sur lesquels les récents débats dans l'opinion publique ont montré la nécessité d'une clarification : l'ouverture et la transparence des procédures de décision dans la Communauté ; la mise en œuvre pratique du principe de la subsidiarité (1) ; les conséquences positives du traité de Maastricht au niveau de la vie quotidienne des citoyens ».

M^{me} Elisabeth Guigou se félicite de tant de préoccupations pédagogiques. Cependant, au-delà de l'apparence, le débat sur la subsidiarité, qui se poursuivra après Birmingham, fait apparaître de sérieux clivages. L'idée est connue : la Communauté ne doit pas se mêler de tout ; il ne faut légiférer, au niveau européen, que dans la mesure où le même résultat ne peut être atteint de façon aussi satisfaisante au niveau national.

Son exécution peut comporter bien des nuances. Le Royaume-Uni, qui, à la lumière des premiers débats, ne semble pas à non plus prendre l'avantage, plaide pour un

encadrement strict, avec des procédures contraignantes, de l'activité législative de la Commission. Plusieurs Etats membres, dont la France, seraient plutôt partisans d'une autodiscipline de chacune des institutions, de façon à ne pas remettre en cause le droit administratif de la Commission (un des fondements du traité de Rome), ni susciter des blocages. « Nous devons faire preuve de pragmatisme, définir quelques règles simples, voir au cas par cas comment on tranche les éventuels différends », estime M^{me} Guigou. Une chose est sûre, dans l'esprit de la majorité, la subsidiarité n'est pas faite pour être utilisée comme un nouveau droit de veto.

PHILIPPE LEMAITRE

(1) La clarification de ces concepts est un long chemin. Pour preuve, cet extrait d'un compte rendu d'un débat du comité des représentants des Douze sur la subsidiarité : « La délégation belge s'est dite perplexes sur l'introduction du principe de subsidiarité en en demandant une définition, et a réitéré la nécessité d'opérer une distinction entre principe de subsidiarité et principe de proportionnalité ».

La deuxième chute de l'empire romain

Suite de la première page

De son côté, tel un gladiateur chétif entré dans l'arène à l'avance dans l'arène de l'austérité économique, l'actuel président du conseil, de plus en plus conspué, le socialiste Giuliano Amato, fait sans doute son dernier tour de piste.

Jouant les augures, on pourrait voir le signe du destin dans le départ à la retraite, annoncé il y a quelques jours, du « témoin » par excellence de toute l'histoire récente, le sénateur à vie, « l'avvocato » Giovanni Agnelli, qui se retire de la scène en 1994. Et comment ne pas sourire, même, avec certains commentateurs, en remarquant que le pape, pour l'ouverture des travaux du synode romain, a fait sortir l'autre jour l'antique icône de la Vierge que l'on porte en procession dans les rues depuis le Moyen Âge à chaque fois que Rome est menacée d'un grand danger ?

L'Etat pris en otage

Rome, unique objet de tous les ressentiments : au-delà de l'ironie, c'est toute l'histoire d'une lente dégradation qui vient de se jouer. Et à chaque fois, c'est au nord que s'est précisée la menace : à Brescia au printemps dernier, à Mantoue cet automne. Deux élections locales sans importance, mais qui ont donné, l'une le coup d'envoi, l'autre, peut-être, le signal de la fin de ce drame – à moins que ce ne soit un vaudeville – en trois actes, qui s'est accéléré ces derniers mois. Auparavant, bien sûr, faut-il le rappeler, il y avait eu la chute du rideau de fer, qui, en Italie, est tombé en dernier et avec le plus de fracas, déstabilisant un jeu politique aux données programmées depuis la guerre froide

et qui a soudain montré ses faiblesses et ses limites.

Presque dans le même temps, les perspectives et les exigences communautaires concrétisées par le traité de Maastricht redimensionnaient le pays en montrant les inégalités économiques : naissait « Rome la voleuse », gaspillant les deniers d'un Nord riche et tenté par l'aventure fédéraliste. Mais encore fallait-il effectuer la nouvelle donne des cartes rebattues par l'histoire. Or les grands partis, de la toute-puissante Démocratie-chrétienne à son allié socialiste, en passant même par leur vieux associé, le traditionnel opposant communiste, s'en sont révélés incapables.

Et le vote de Brescia est arrivé : la Ligue, mouvement de contestation par excellence, grossi de toutes les frustrations – de tous les fantasmes aussi – a fait brutalement irruption sur la scène politique. La sanction des 5 et 6 avril, lors des législatives, a confirmé ce verdict : battus en brèche, les partis traditionnels de la majorité (relative), coupés de leur base, coupés tout simplement du pays réel, savaient à peine les menaces avec une courte majorité. Tandis que – autre épisode troublant – il fallait, pour mettre un terme à l'interminable marathon de l'élection présidentielle, que l'Etat, pris en otage par la Mafia, qui venait de lui tirer son meilleur juge, Giovanni Falcone, accouche en hâte d'un président.

Deuxième acte : Rome la corrompue, ou comment, sur la crise politique, s'est greffée une profonde crise morale, celle qui touche au fondement même des partis, finacés à coups de pots-de-vin. Après le malaise de la remise en question des idéologies, le dégoût et l'écœurement. A Milan, celle que l'on appe-

lait « la capitale morale de l'Italie », les premières têtes ont commencé à tomber, avec une régularité accablante, et bientôt, à Rome même, où, au début du mois, le juge chargé de l'affaire, Antonio Di Pietro, a été accueilli, tel un justicier populaire, par des ovations et une foule compacte à l'entrée du palais de justice.

Car la crise touche à présent aux racines du système, cette sacro-sainte *lottizzazione*, qui répartit les compétences ou, plus légèrement, « les parts du gâteau ». Un exemple ? Le plus significatif est peut-être le vent de révolte qui gronde actuellement à la Rai, la télévision d'Etat, où chaque grand parti, de la DC au PSI et au PDS (l'ex-PCI), possède sa chaîne. Et bien, là aussi, la candellette des partis est déjà fortent ébranlée : vote de défiance contre le directeur de TGI (d'obédience DC), tandis que les journalistes du TG2 déclarent : « Nous ne voulons pas être Tèlé-Crazi » et que certains sur le TG3 (proche de l'ex-PCI) réclament « un conseil de gestion qui ne soit pas subordonné aux partis ».

La gifle de Mantoue

C'est dans pareil contexte qu'est intervenu, au soir du 28 septembre, le vote de Mantoue. Une véritable gifle, cette fois, à la paritocratie : d'après ce test électoral, la DC et le PSI, les plus compromis dans les scandales, perdent en deux ans jusqu'à 50 % de leur électorat. La Ligue, qui n'a rien cédé de son pouvoir de mobilisation, bien qu'elle siège au Parlement depuis le printemps, caracole en tête avec près de 40 % des suffrages. Comme le dit, avec une froide jubilation, le sénateur Umberto Bossi, fondateur du mouvement : « Nous sommes le venin dans les veines des partis ». Et le poison est violent. Tellement même que le ministre de l'intérieur, invoquant des « raisons techniques », pour mieux enlever le mal ? – a décidé de repousser de neuf mois les autres élections locales prévues dans certaines villes du Nord.

Certes, il est vrai aussi que dans

les périodes de troubles apparaissent les faux prophètes. Mais, au-delà d'une certaine « ivresse » de la contestation, et d'une certaine irresponsabilité aussi, on peut comprendre, quand la lire dévaluée flotte aux confins du SME, quand les queues d'épargnants affolés s'alignent aux guichets des banques et quand la violence organisée gangrène les manifestations syndicales, l'enthousiasme des croisés « légitimes ».

Et ces derniers d'applaudir de plus belle leur chef qui leur propose, comme cette semaine, tout à la fois de tenir les élections en dépit des décisions d'un ministre « libéralicide », ou encore de créer un système de mutuelle autonome dans le nord du pays ou, plus simplement, de boycotter les impôts. Ne répond-il pas après tout, coup pour coup, aux carences et aux excès du système ? Mais si beaucoup sont prêts à suivre ses propres excès, c'est sans doute aussi qu'après la crise des valeurs politiques et la crise morale, l'Italie, taraudée par des urgences économiques auxquelles elle ne parvient pas à faire face, en vient à douter de ses institutions, de son gouvernement.

Souffrir pour Maastricht

Dernier acte. Rome citadelle du pouvoir assiégée. A cet égard, en quelques semaines la situation s'est inversée. Pendant l'été, goguenards, les Italiens ont ironisé sur les impôts impayables et les timbres fiscaux introuvables inventés par Giovanni Goria, ministre des finances trop brouillon et trop bronzé. Et puis la « grogne » s'est transformée en colère lors de l'annonce du plan d'austérité qui doit faire économiser à l'Etat 93 000 milliards de lire (360 milliards de francs). Un plan tardif, disent certains, sévère et bien injuste encore, en dépit des correctifs apportés pour préserver retraites et couverture sociale. Un plan obligé, en tout cas, par la rigueur européenne.

L'Europe, à laquelle, dernier déve-



appel pour cautionner au moyen

un prêt la crédibilité de ses propres mesures. Après la colère, le manque de confiance : le président du conseil a dû intervenir lui-même devant les télévisions pour couper court aux rumeurs et dire justement aux épargnants détreuillés que non, décidément, leurs économies ne seraient pas touchées.

De plus, souffrir pour Maastricht, les Italiens, fervents européens, veulent bien l'admettre, mais, déjà, l'Europe, après le vote du bout des lèvres des Français, avance à deux vitesses. Et les sacrifices ont soudain un goût doublement amer. Ils ont été des centaines de milliers, ces jours-ci, à manifester dans la rue, à Milan, Florence, Rome, où des heurts ont fait, la semaine dernière, une soixantaine de blessés. Et les syndicats, qui, pris à leur tour dans cette spirale des remises en question, ont décidé, lundi 5 octobre, une grève générale de quatre heures pour mardi prochain, ne savent plus très bien sur quel pied danser. Consueus par des groupuscules organisés, mais aussi par une partie de leur base, peut-être doivent-ils aussi se renouveler.

Quel renouveau ?

Le renouveau : voilà le grand mot lâché. Soit, mais quel renouveau ? Celui du gouvernement ? A l'heure actuelle, rien n'est prêt pour changer M. Amato. Même si l'on dit que le président de la République, M. Oscar Luigi Scalfaro, étudie les possibilités d'un gouvernement « technique » ou « institutionnel » avec tel ou tel grand technicien de l'Etat, ou encore le président du Sénat, M. Giovanni Spadolini, seul « joker » disponible, mais pourvu de quelle crédibilité ? En réalité, le problème est ailleurs, car comment former une majorité solide et élargie avec des partis en pleine décomposition ? Républicains et PDS virevoltent, s'essaiment à plusieurs idées, flirtent avec le danger, et la Ligue, toute « venimeuse » qu'elle soit, est bien courtoise.

Le mot « fédéralisme » n'a jamais été aussi bien porté en ce moment qu'à l'ancien PCI. Ailleurs, dans les grands partis, on mise sur la survie – par défaut – du gouvernement Amato jusqu'en décembre. Gagner du temps, pour se renouveler justement. Mais par où commencer ? La DC, la plus touchée, a déjà donné l'exemple. Piazza del Gesù, le sauveur est attendu : le secrétaire du parti, M. Arnaldo Forlani, a enfin été admis à démissionner, lui que l'on « congelait », faute de mieux, à son poste depuis la débâcle des législatives.

ALAIN FRACHON

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : une défaite politique pour M. Bush

Le Congrès passe outre à un veto présidentiel

M. George Bush y verra sans doute un mauvais présage : pour la première fois depuis sa prise de possession à la Maison-Blanche, le Congrès a, lundi 5 octobre, passé outre à son veto. La question portait sur une affaire éminemment technique, mais ce vote n'en représente pas moins une défaite politique à un mois du scrutin du 3 novembre.

WASHINGTON

de notre correspondant

M. Bush avait mis son veto, à la mi-septembre, à une loi régissant les activités de l'industrie de la télévision par câble ; elle réglemente notamment les tarifs pratiqués par les câblo-opérateurs. Soutenu par les industriels, M. Bush y voit une législation contraire à sa philosophie du laissez-faire. Il se dit aussi convaincu que les associations de consommateurs à l'origine du projet – en l'espèce les téléspéculateurs – ont tort et qu'elles versent les tarifs augmentés, et non pas diminués.

Revenu lundi devant le Congrès, le texte, pour être adopté en dépit du veto présidentiel, devait être voté par une majorité des deux tiers. Elle fut confortablement acquiescée : au Sénat, 75 voix pour (dont 18 républicains), 25 contre ; à la Chambre, 308 pour et 114 contre. M. Bush avait par conséquent une bonne partie de la journée de dimanche avec ses amis au Sénat et à la Chambre. En vain. C'est la première fois qu'une telle majorité est réunie au Congrès, que tant d'élus républicains font défaut au président et que celui-ci voit ainsi les parlementaires passer outre à son veto. Jusqu'à présent, M. Bush se disait particulièrement fier du fait qu'aucun des trente-cinq textes auxquels il avait mis son veto n'avait, en deuxième lecture, recueilli cette majorité des deux tiers nécessaire à la transformer en loi.

Le Congrès est dominé par les démocrates (57 sièges contre 43 au Sénat ; 266 contre 166 à la Chambre, qui compte un indépendant et deux sièges vacants). Le chef de la minorité républicaine au Sénat, M. Robert Dole, a dénoncé un mauvais coup politique « destiné à embarrasser le

président Bush à un mois de l'élection présidentielle et à une semaine du premier débat télévisé » entre les candidats.

La journée de M. Bill Clinton n'a pas été forcément plus faste. Une bonne partie des médias était à nouveau occupée à sonder son passé de surintendant pendant la guerre du Vietnam. Cette fois, c'est *Newsweek* qui a relancé le sujet. Selon l'hédoniste, le FBI enquêterait sur la disparition de documents (des pages arrachées) relatifs aux passeports du candidat démocrate dans les archives du département d'Etat. La disparition aurait été constatée après que plusieurs journalistes eurent demandé au département d'Etat de pouvoir consulter ces documents afin de vérifier quelques insinuations distillées par les républicains. Certains élus républicains laissent entendre que M. Clinton aurait été invité à Moscou dans le cadre de ses activités de militant contre la guerre du Vietnam à l'époque où il était étudiant en Grande-Bretagne, à Oxford. Les mêmes propagent la rumeur selon laquelle M. Clinton aurait voulu changer de nationalité pour échapper

à la conscription, rumeur que l'intéressé a jugée fautive.

M. Clinton a indiqué qu'il avait bien visité Moscou, durant quatre ou cinq jours, quand il était étudiant, à l'occasion d'une tournée en Europe qui l'avait aussi conduit en Tchecoslovaquie, au Danemark, en Suède, en Norvège et en Finlande. Il s'agissait de tourisme, et non de militantisme.

Selon *Newsweek*, des pages d'un ancien passeport de M. Clinton, datant des années 1969-1970, l'époque où il était susceptible d'être mobilisé, auraient été arrachées. L'information a conditionné à suscité une multitude de spéculations : le geste serait dû à un fonctionnaire sympathisant du gouvernement et désireux de faire disparaître une pièce compromettante ; il s'agirait, au contraire, d'un « coup » monté par un opposant prêt à fournir à la presse la même pièce compromettante. Ce ne sont encore que suppositions sur une rumeur mais elles accréditent l'idée qu'il y a bien quelque chose de brumeux dans le dossier du surintendant Bill Clinton.

Son successeur déjà désigné sera couronné officiellement les 11 et 12 octobre. Il s'agit de M. Mino Martinazzoli, grand avocat, homme de culture, ancien ministre, peu impliqué dans les intrigues du parti. Son devoir : redonner à la grasse DC une éthique et une conduite, mais aussi, disent certains, un côté pauvre et volontaire, un côté « franciscain ». Mais cet admirateur de Manzoni aura du mal à trouver des « francs » pour la grande alliance de gouvernement espérée. A commencer par l'intérieur du parti, où la guerre fratricide a laissé de belles blessures.

A côté, au PSI, se joue l'après-Craxi. Et les scénarios ne manquent pas : l'actuel secrétaire – depuis seize ans – du parti deviendrait président, laissant par exemple la place à un visage « neuf » ou même à un Giuliano Amato, bien fidèle et qu'il faudra « recadrer » à court terme. En tout cas, les rebelles, menés par Claudio Martelli – une quarantaine de parlementaires déclarés – ont franchi le Rubicon et, insurgés, demandent la convocation d'un congrès extraordinaire du parti. L'ennui c'est que César, bien que très blessé, n'est pas décidé à se laisser achever : « Je ne suis pas prêt à prendre ma retraite, a confié au Monde un Craxi déterminé. Jusqu'en juillet, dans le parti, il y avait une unité ; à présent, elle n'existe plus. Martelli, quant à lui, veut en fait créer un parti libéral à l'américaine : je ne sais pas s'il sera entendu. Moi, je suis pour mettre à jour les idées, changer les hommes. Faire une fédération d'unions régionales, et surtout, pour régler une bonne fois le problème moral, faire une loi véritable sur le financement des partis ».

A moins que le renouveau ne vienne de ces carbonari du changement, conspirateurs inter-partis et adeptes des organisations « transversales », dont les réunions s'évitent aucun hôtel discret de la capitale, mais qui, cette semaine, ont décidé de tenir des meetings au grand jour : parmi les plus actifs, les « populistes » de la réforme du catholicisme Mario Segni, champion estimé du mouvement référendaire, bien qu'il reste toujours aux franges d'une DC qu'il a du mal à quitter ; les « émigrés » du PDS et l'aile gauche du Parti social-démocrate, le PSDI, qui préconise « une sinistre *di governo* », une gauche de gouvernement. Les tentatives sont bien embryonnaires, et il est clair que, pas plus que l'ancienne, la « nouvelle Rome » ne se fera en un jour.

MARIE-CLAUDE DECAMPS

25 من رمضان

AFRIQUE

ANGOLA : retirant ses officiers de la nouvelle armée

M. Jonas Savimbi ne veut pas reconnaître sa défaite électorale

M. Jonas Savimbi, chef de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), a clairement manifesté son refus d'accepter le verdict des urnes. L'Angola, après dix-huit mois d'une paix incertaine, est peut-être de nouveau au bord de la guerre civile. Alors que le Conseil national des élections (CNE) s'apprête à divulguer le résultat final des premières élections libres du pays, l'UNITA a purement et simplement exigé l'annulation des scrutins présidentiel et législatif qui ont eu lieu la semaine dernière et qui, selon des données encore incomplètes, donnent un net avantage au président Dos Santos et à son parti.

LUANDA

de notre envoyé spécial

Pour donner du poids à ses exigences, l'organisation de M. Savimbi a annoncé, tard dans la nuit du lundi 5 octobre, le retrait de ses généraux incorporés dans les nouvelles Forces armées angolaises (FAA). Revêtus de l'uniforme de celles-ci, six d'entre eux ont affirmé qu'ils se retireraient de l'armée unique constituée la semaine dernière (le Monde du 30 septembre) pour protester contre « des fraudes et des violations jamais enregistrées dans l'histoire des démocraties naissantes ». Les militaires de l'UNITA ont repris les thèmes développés, quelques heures plus tôt, par les responsables politiques de leur mouvement, souhaitant que le CNE ne diffuse plus « aucun résultat » sous peine d'être considéré comme « complice

des manipulations gouvernementales ». Les résultats probables du scrutin expliquent la réaction des partisans de l'UNITA. Mardi 6 octobre à l'aube, le dépouillement était suffisamment avancé pour que la victoire du président sortant, M. José Eduardo Dos Santos, candidat du Mouvement pour la libération totale de l'Angola (MPLA) paraît acquise. Le Conseil national des élections créait M. Dos Santos de 1 878 422 voix, contre 1 121 996 pour M. Jonas Savimbi, son principal rival. Le chef historique du Front national de libération de l'Angola (FNLA), M. Holden Roberto, arrivait en troisième position avec 81 267 voix.

Cette tendance ne devrait désormais plus s'inverser. Le fossé qui, initialement, séparait M. Dos Santos de M. Savimbi, s'est spectaculairement comblé à mesure que les derniers résultats convergèrent vers Luanda. M. Dos Santos n'est pas vraiment plébiscité mais son avance sur M. Savimbi est confortable. Sa probable élection au premier tour constitue un réel succès et un retournement de situation paraît aujourd'hui écarté.

En tout état de cause, un éventuel second tour serait inéluctablement favorable à M. Dos Santos, grâce, notamment, à l'appui de M. Holden Roberto qui, comme beaucoup d'autres petits candidats, appellerait à voter en faveur du président sortant. De même, les électeurs qui, ne se reconnaissant ni dans le MPLA ni dans l'UNITA, ont voté blanc au premier tour, reporteraient majoritairement, au second, leurs voix sur M. Dos Santos.

Les résultats officiels devraient être proclamés après l'aval de la Cour suprême, mettant fin au suspense qui tient les Angolais en haleine depuis

une semaine. Le succès du président Dos Santos est aussi celui de la MPLA, ancien parti unique d'obédience marxiste-léniniste, au pouvoir depuis l'indépendance du pays en 1975, et qui disposera d'une majorité absolue au Parlement.

Les Angolais n'étaient pourtant pas tendres avec le MPLA et sa nomenclature, accusant ouvertement l'un et l'autre de mauvaise gestion et de corruption. Mais plutôt que de faire le saut dans l'inconnu, ils ont opté pour la continuité, voulant croire aux changements promis par les caciques du parti au cours d'une campagne électorale habilement menée. Ce n'est pas sur ses mérites propres que le MPLA a remporté les premières élections législatives multipartites, mais plutôt sur la peur suscitée par M. Savimbi et son parti.

Retour au maquis ?

En effet, pour la majorité des Angolais, l'alternative n'était pas au rendez-vous. L'incapacité de la société civile à s'organiser pour permettre l'émergence d'une troisième force social-démocrate a laissé face à face le MPLA et l'UNITA.

Ceux qui s'étaient combattus pendant seize ans, les armes à la main, étaient, pour ainsi dire, seuls en lice sur le terrain politique. Les scores des autres formations sont en effet quasi insignifiants. Seul, M. Holden Roberto et le FNLA, arrivés en troisième position aussi bien dans le scrutin présidentiel que législatif, ont pu, pour des raisons historiques, tirer leur épingle du jeu.

L'attitude de M. Savimbi refusant le résultat des urnes a le mérite d'être claire. Le pourfendeur du communisme en Afrique, soutenu pendant seize ans par les États-Unis et l'Afrique du Sud, n'accepte pas sa

Treize chefs d'Etat seulement participent au sommet de Libreville

Le sommet franco-africain de Libreville, auquel participent seulement treize chefs d'Etat, a débuté, lundi 5 octobre, par une réunion puis un dîner des présidents hôtes de M. Omar Bongo. Dans son discours d'ouverture, mardi, le premier ministre français, M. Pierre Bérégovoy, devait annoncer des mesures en faveur de la dette gabonaise.

LIBREVILLE

de notre envoyé spécial

Le maréchal Mobutu, président du Zaïre, a envoyé son ministre des transports; le Maroc et Djibouti sont représentés par leurs ministres de l'éducation nationale. A priori, le dix-septième sommet des chefs d'Etat de France et d'Afrique ne restera pas dans les annales : seulement treize chefs d'Etat ont répondu à l'invitation de leur pair gabonais. Jamais depuis le sommet de Nice, en 1980, les présidents africains n'avaient été aussi peu nombreux.

A La Baule, en juin 1990, ils étaient vingt-trois. Le Gabon avait avancé le même chiffre il y a un mois, avant que, pour raisons de santé, le président Mitterrand ne

renonce au voyage. Etant donné l'importance, dans ce type de réunion, des tête-à-tête, des rencontres en coulisse, l'absence du chef de l'Etat français entre certainement pour une part dans cette désaffection. Mais elle n'explique pas tout. Plusieurs présidents ont renoncé au déplacement en raison d'une situation intérieure instable (à Djibouti et aux Comores, par exemple). D'autres sont en pleine campagne électorale (le Centrafricain André Kolingba et le Camerounais Paul Biya - encore que celui-ci, d'habitude, ne participe pas aux sommets franco-africains). Enfin, ceux qui, de président, n'ont plus que le titre ont préféré s'écarter de la scène.

C'est le cas du président Mobutu, qui avait déjà évité le sommet de La Baule, et de son homologue nigérien, M. Ali Seibou, qui a délégué le chef du gouvernement de transition, M. Amadou Cheffou. Au Togo, le président Gnassingbé Eyadéma et M. Joseph Kokkoi Koffigoh, ancien premier ministre de transition, ont apparemment trouvé un compromis : c'est le ministre des affaires étrangères qui représente le pays. Madagascar, qui vit aussi une période de changement institutionnel, échappe au ridicule de la situation créée fin juin à Dakar, au sommet de l'Organisation de l'unité africaine, par le président Didier Ratsiraka, qui avait imposé sa présence en « doublet » la délégation gouvernementale. Cette fois, le premier ministre, M. Guy Razanamasoa, est venu seul.

D'anciens « hommes forts » - le Malien Moussa Traoré, le Béninois Mathieu Kérékou, le Congolais Denis Sassou N'Guesso - ont laissé leur place à des présidents issus des urnes. N'était la faible participation, on pourrait croire que la scène politique africaine a beaucoup changé depuis le sommet de La Baule puisque seuls huit des chefs d'Etat qui y avaient pris part se retrouvent à Libreville.

MARIE-PIERRE SUBTIL

Tchad : un enfant « signé » Mohamed

Né avec de curieuses arabesques sur son avant-bras gauche, un bébé, fils de parents chrétiens, monopolise l'attention des médias, du clergé et des plus hautes autorités de l'Etat tchadien : d'aucuns ont cru pouvoir lire le nom de « Mohamed Mohamed » sur la peau de l'enfant.

Le président de la République, le colonel Idriss Deby, et Mgr Charles Vandame, archevêque de N'Djamena, ont rendu visite à l'enfant tatoué, suivi bientôt de l'imam de

la mosquée de la capitale, M. Hassan Hussein, à la tête d'une importante délégation. L'imam a fait transporter l'enfant et la mère dans un grand hôtel de la ville, tandis que le Comité islamique de N'Djamena, lançait un appel invitant les volontaires à apporter leur contribution financière pour l'organisation d'une cérémonie au cours de laquelle un nom serait donné à l'enfant. Un compte bancaire aurait été ouvert par des bienfaiteurs au nom de l'enfant. - (AFP)

ASIE

Afghanistan : les moudjahidins divisés contre eux-mêmes

Le pays se trouve plus menacé aujourd'hui dans son existence qu'il ne l'était sous la domination soviétique

Six mois après l'offensive islamiste qui a mis fin au régime de M. Najibullah, on en est à se demander si les moudjahidins, contre lequel se sont brisés tous les envahisseurs depuis cent cinquante ans ? Au plus bas, de toute évidence, après les combats qui viennent de faire plus de cinq cents victimes à Herat, la grande ville de l'Ouest, que le Hezb-e-Islami intégriste a tenté de prendre aux sympathisants du Jamiat-e-Islami pro-gouvernemental.

Déjà, en août, la deuxième offensive contre Kaboul des amis de M. Gulbuddin Hekmatyar avait fait officiellement deux mille quatre cents morts et neuf mille blessés. Cette attaque avait d'abord pris de court le ministre de la défense Ahmed Shah Massoud, d'autant que ses troupes ne se sont pas battues avec une égale énergie. Lorsque, enfin - l'ardeur au combat des miliciens du chef de guerre ouzbek Rashid Dostom aidant - il fut devenu évident que le Hezb ne prendrait pas la capitale, le Pakistan et l'Arabie saoudite ont fait pression sur le président Rabbani afin qu'il consente à un cessez-le-feu. Quoique persuadé, il l'a dit publiquement, que M. Hekmatyar est un « criminel de guerre », le chef de l'Etat intérimaire, pris à la gorge, a dû obtempérer.

Cette démarche des deux grands « protecteurs » musulmans sunnites a eu, entre autres conséquences, sans doute accueillies sans déplaisir par leurs alliés intégristes, celle de glisser un coin entre les deux figures de proue du Jamiat au pouvoir à Kaboul : M. Rabbani et M. Massoud. Le ministre de la défense était, lui, désireux de mener la bataille jusqu'au bout, et prêt, à l'inverse du chef de l'Etat, à utiliser même l'aviation pour déloger le Hezb.

Quoi qu'il en soit, la capitale, jusque-là épargnée par la guerre, s'est mise à ressembler à Beyrouth, après l'explosion des milliers de roquettes tirées par les hommes de M. Hekmatyar. La situation sanitaire, déjà précaire, s'est aggravée du fait de la destruction du dépôt de médicaments de la Croix-Rouge. Les ambassades ont aussi été très touchées : volontairement, selon maints observateurs, convaincus que les intégristes pashtouns entendaient ainsi isoler le gouvernement et faire

dégénérer les derniers Occidentaux, témoins désormais gênants de leurs agissements. De fait, la plupart des missions diplomatiques ont fermé leurs portes (1).

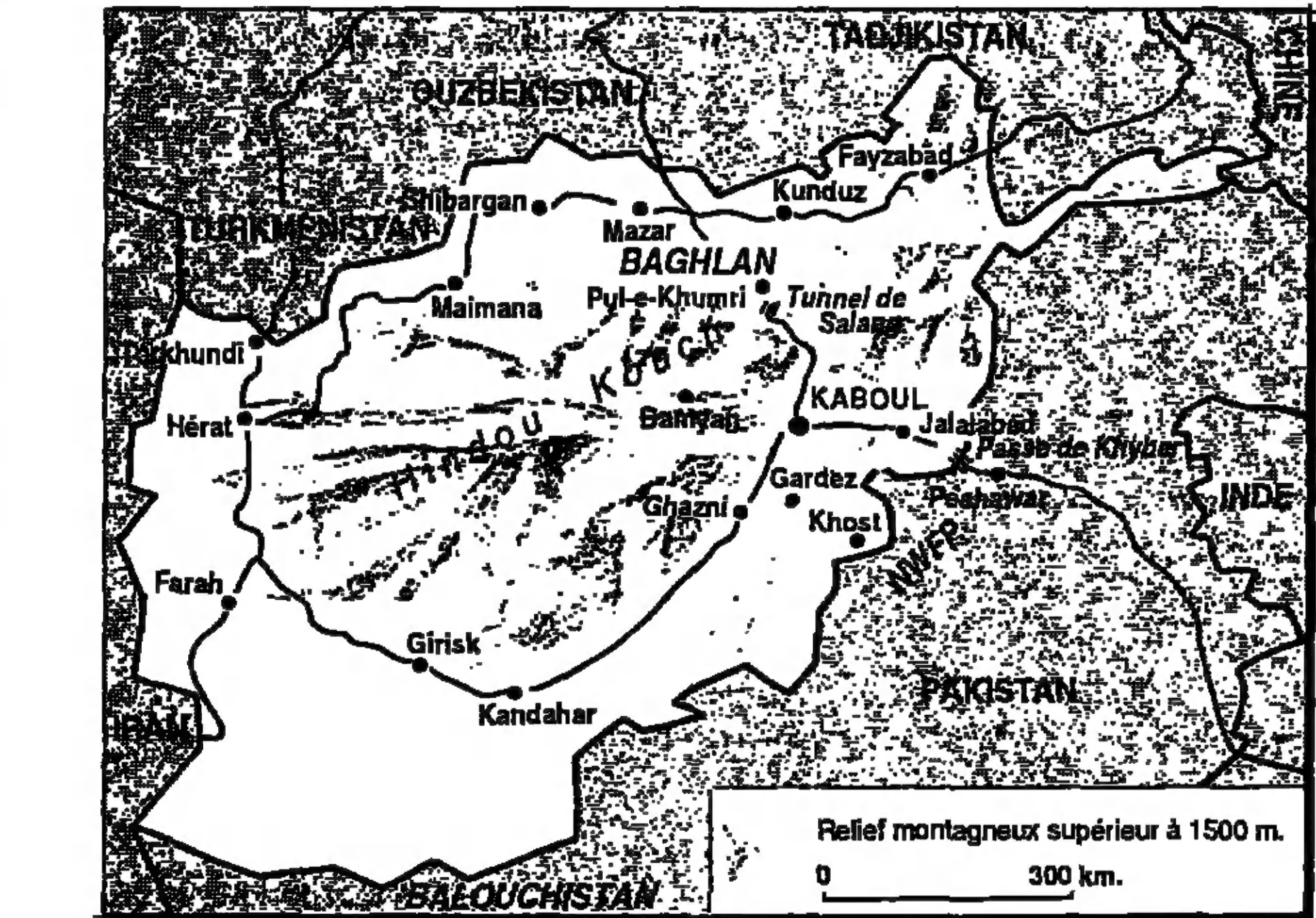
Le cessez-le-feu du 29 août à Kaboul a tenu tant bien que mal, écorné seulement par des affrontements entre Hezbans chiites pro-iraniens du Wahdat et Pashtouns sunnites pro-arabes de l'Ittehad. La situation en province s'est, en revanche, dégradée sur plusieurs fronts, impliquant partout le Hezb. Avant les combats de Herat, des incidents se sont produits autour de Shindand, un aérodrome militaire tenu par les amis de M. Hekmatyar dans l'Ouest, ainsi que dans la province du Badkhan, au nord de Kaboul, pour le contrôle du tunnel stratégique du Salang.

Islamabad sur tous les fronts

Dans ce contexte, le jeu des poissances régionales impliquées dans le conflit est crucial. Aucune ne peut se désintéresser de ce pays, compte tenu de sa situation géopolitique exceptionnelle. Mais aucune ne peut, non plus, souhaiter son éclatement de gaité de cœur, tant cela pourrait être lourd de conséquences. Car il n'est aucune des ethnies afghanes qui ne se trouve aussi au-delà des frontières du pays.

Ainsi les Pashtouns. Ils sont sept millions au Pakistan. Dénommés « Pashtuns », ils y ont pour chef la province de la frontière du Nord-Ouest (NWFP). Leur poids, déjà très fort, notamment dans l'armée, risquerait, s'il devait être doublé par celui de leurs frères afghans, de devenir intolérable, à moins que ne revienne chez eux la vieille revendication d'un « grand Pashtounistan » indépendant.

Les Turkmènes, Ouzbeks, Tadjiks, et Kirghizes forment, eux, le substrat ethnique des nouvelles Républiques de l'Asie centrale ex-soviétique auxquelles ils ont donné leurs noms. Bon nombre d'Ouzbeks - en particulier sont arrivés en Afghanistan après l'installation du communisme en



URSS et la répression contre les minorités qui a suivi.

Téhéran, enfin, « suit » avec une attention aussi vive que discrète tant les Farsiwands (persophones vivant autour de Herat) que les Tadjiks (eux aussi persophones, encore que sunnites, nombreux au Nord-Est), ainsi que les Hazaras (chiites de la montagne centrale) - sans oublier les Baloutches qui forment, en Iran comme au Pakistan, une minorité consistante.

Parmi les capitales de longue date parties prenantes au conflit afghan, deux sont ennemies farouches, en raison de leurs conceptions très militantes, mais antagonistes, de l'islam : Ryad et Téhéran. Cette hostilité a trouvé à maintes reprises son reflet dans les affrontements, à Kaboul, entre Wahdat et Ittehad.

L'Arabie saoudite, quant à elle, est poussée à une attitude peu retenue du fait qu'elle est le seul des pays engagés en Afghanistan à ne pas avoir de frontière commune avec lui. C'est aussi celui - avec les pays du Golfe, également assez impliqués, -

qui dispose des ressources financières les plus considérables. De nombreux combattants d'origine arabe sont aussi présents en Afghanistan.

Le Pakistan, à l'inverse, veut à tout prix garder des liens forts avec les autres protagonistes régionaux : avec l'Arabie saoudite, parce que cela va de soi entre pays qui se considèrent comme des piliers de l'islam; avec les Républiques d'Asie centrale, parce qu'islamabad y voit volontiers la nouvelle « terre promise » de sa politique internationale; avec l'Iran, enfin, par un souci volontariste qu'a dénoté, début septembre, la visite à Islamabad du président Rafsanjani.

Cette attitude du Pakistan, qui modère ses parvenues, lui est très profitable : il parvient ainsi à demeurer l'intermédiaire crucial en Afghanistan, soutenant Kaboul... tout en laissant une grande latitude à ses services secrets (ISI) pour appuyer le Hezb.

Les protagonistes afghans ne manifestent pas la même réserve. Convaincus de ne pouvoir l'emporter

seuls, certains poussent leurs alliés étrangers à des solutions radicales. C'est ainsi, selon la dernière livraison de l'hebdomadaire *Far Eastern Economic Review*, que M. Hekmatyar ne désespère pas de convaincre Islamabad et Ryad de la nécessité de créer un Etat pashtoun dans le sud-est de l'Afghanistan, base de reconquête du pays le moment venu.

Rashid Dostom pour un Etat fédéral

A défaut d'être appuyé par les tribus de la région de Kandahar - des Durranis, ennemis immémoriaux de la confédération ghilzai, aujourd'hui dominante - le chef du Hezb croit pouvoir compter sur les autres factions islamistes à majorité pashtoun, telle la branche dissidente du Hezb dirigée par M. Yunus Khalis, maître de la ville de Jalalabad, sur l'axe crucial Kaboul-Pakistan. En

attendant, il semble bien attirer les braves islamistes dans le Tadjikistan voisin, notamment par l'envoi d'armes et de combattants.

Autre protagoniste essentiel, le général Dostom ne demeure pas non plus inactif. Il est ni maître incontesté de Mazar-i-Sharif. Pour son activité débordante et la tranquillité qui y règne, la deuxième ville du pays, au centre de la grande plaine du Nord, fait de plus en plus figure de capitale alternative de l'Afghanistan. Le chef ouzbek est aussi le principal soutien militaire des Tadjiks du Jamiat qui dominent le gouvernement central.

L'avenir de Kaboul est entre ses mains : Ahmed Shah Massoud ne peut en effet ni survivre durablement sans son appui, ni espérer rétablir une vraie paix dans la capitale tant que ses combattants ouzbeks y seront cantonnés, ce en raison des baïnes que leur ont valu leurs méthodes brutales.

Rashid Dostom ne fait pas mystère de sa préférence pour un Etat fédéral, dont il espérerait naturellement diriger le quart septentrional. Ces derniers mois, il a beaucoup plaidé sa cause auprès d'interlocuteurs tout « naturels » pour ce turcophone laïc et ancien communiste : en Turquie et en Ouzbékistan ex-soviétique. L'homme intègre beaucoup ses frères de Tadjikistan dont le nationalisme ne dédaigne aucun renfort face aux voisins tadjiks ou turkmènes. Mais ce fait rend le général Dostom suspect aux yeux des autres Afghans du Nord qui font un bout de chemin avec lui, tel le général Massoud.

C'est dire qu'un Afghanistan fédéral, qui se déchirerait pour la maîtrise de Kaboul, compterait au moins six Etats : outre, sans doute, deux entités pashtounes et une ouzbèke, un ou deux blocs persophones et un ensemble central bazar : un casse-tête entre tant d'autres pour celui qui devrait succéder, le 25 octobre, au président Rabbani, si un tel homme peut encore surgir dans ce pays gravement divisé.

JEAN-PIERRE CLERC

(1) Les Nations unies et les missions occidentales ont fermé en août. Ne restent en activité que les ambassades du Pakistan, d'Iran, de Turquie et de l'Italie.

POLITIQUE

L'examen à l'Assemblée nationale de la réforme de la procédure pénale

La commission des lois souhaite protéger le justiciable face aux pouvoirs du juge d'instruction

L'Assemblée nationale devait entamer, mardi 6 octobre, l'examen du projet de loi réformant la procédure pénale, présenté par M. Michel Vauzelle, ministre de la justice. La discussion s'annonce laborieuse entre des députés qui, en commission des lois, ont adopté une série d'amendements modifiant substantiellement le texte afin de mieux protéger le justiciable, et le garde des sceaux, qui ne souhaite pas s'engager très loin dans les concessions.

Il y a en ce moment un « cas Pezet » au sein du groupe socialiste de l'Assemblée nationale. Le député des Bouches-du-Rhône, rapporteur du projet de réforme de la procédure pénale pour la commission des lois, s'est emparé du dossier avec la foi d'un croisé. Partisan d'une réforme en profondeur de l'instruction qui s'inspirerait des conclusions de la commission Justice pénale et droits de l'homme présidée par M. Mireille Delmas-Marty, il s'attache de la « réforme » proposée par le gouvernement. « Le PS s'honorerait de conclure la législature avec un grand texte de société touchant aux libertés individuelles », lance-t-il. Le climat se prête-t-il vraiment à ces audaces réformatrices ? Qu'importe ! « Tant qu'à aller dans le mur, allons-y avec panache », a-t-il récemment déclaré aux journalistes parlementaires du PS devant des collègues... médusés.

En face, il y a un « cas Toubon ». Marathonien des débats judiciaires au Palais-Bourbon, le député RPR de Paris ne craint pas de bousculer les traditions les plus établies, quitte à passer pour un marginal au sein de son groupe. Si l'on ajoute le « cas Pezet » et le « cas Toubon », on obtient un duo turbulent qui,

durant tous les travaux de la commission des lois, a rêvé à voix haute d'une autre justice. Jusqu'à proposer, entre autres amendements compliqués, « l'indépendance fonctionnelle du parquet » ! Fortement impressionnés, leurs pairs ne les ont pas suivis.

La version gouvernementale malmenée

Mais rien n'est simple. D'accord sur certains points, les deux hommes se séparent sur d'autres, à commencer par l'opportunité de ce texte. Si M. Pezet veut passer en force, M. Toubon rejoint, lui, ses collègues Pascal Clément (UDF) et Jean-Jacques Hyst (UDC) pour condamner « la prédisposition » gouvernementale et s'apprêter à voter la question préalable (signifiant qu'il n'y a pas lieu de débiter). Pour peu que les communistes s'y associent, le projet risque d'avorter dès le début de séance.

Quant aux amis socialistes de M. Pezet, ils n'ont pas vraiment le goût de revêtir l'armure du croisé. Craignant qu'un grand débat sur la suppression de l'inculpation n'accroît l'idée que ce texte a un rapport avec les affaires en cours, selon la formule de M. Gérard Gouzes (Lot-et-Garonne), président de la commission des lois, ils auraient préféré, en cette période préélectorale, des projets à coloration plus sociale (le Monde du 1^{er} octobre). Mais, puisque le calendrier en a décidé ainsi, ils se résignent et s'emploieront à jouer les médiateurs entre le « panache » de M. Pezet et un garde des sceaux qui ne « veut pas trop charger la barque de réformes ».

C'est l'alchimie de tous ces éléments hétéroclites qui a donné naissance au texte finalement adopté, jeudi 1^{er} octobre, par la commission des lois. Le moins que l'on puisse dire est que la version gouvernementale en sort singulière-

ment malmenée. Les députés ont ainsi obtenu que soit autorisée la présence d'un « officier durant la garde à vue », ce que ne prévoyait pas le texte du gouvernement. Confirmant la suppression de la procédure d'inculpation prévue par la chancellerie, ils l'ont remplacée par une « ordonnance de présomption de charges » rendue par le juge d'instruction, alors que le gouvernement avait mis au point un mécanisme à double détente, la « mise en cause » succédant éventuellement à la simple « mise en examen ». Mais, surtout, cette ordonnance devient susceptible d'appel devant la chambre d'accusation qui doit statuer dans les quarante-huit heures. Il n'est pas indifférent de relever qu'une telle innovation, qui devrait alimenter des débats passionnés, est le fruit d'un amendement écumeux défendu par MM. Pezet et Gouzes (PS), ainsi que par MM. Toubon et Aubert (RPR).

La presse visée

Autre amendement illustrant ce souci de protéger le justiciable face aux pouvoirs du juge d'instruction : la mise en détention provisoire sera décidée collectivement par une « chambre » composée d'un magistrat du siège et de deux assesseurs, ces derniers étant désignés parmi les autres juges du siège ou sur une liste établie annuellement par le tribunal. L'idée n'est pas neuve puisqu'elle figurait déjà dans la loi Chalandon. Ironie de l'histoire, les socialistes qui, aujourd'hui, se ruilent avec entrain à cette formule, avaient à l'époque tempêté contre une telle mise à l'écart du juge d'instruction. Mais il est vrai qu'entre-temps le rapport Delmas-Marty, qui dénonce le cumul entre les mains du juge d'instruction des fonctions d'investigation et des fonctions juridi-

tionnelles, a fait son effet. Enfin, la presse est la cible du dernier bouleversement introduit par les députés.

Au nom du « respect du secret de l'instruction », il est créé une incrimination spécifique visant les « personnes qui auront publié le nom ou tout élément permettant d'identifier une personne faisant l'objet d'une ordonnance de présomption de charges pendant la durée de l'instruction ». En d'autres termes, citer le nom d'une personne « inculpée » devient un délit passible d'une peine allant de un à six mois d'emprisonnement. Là encore, l'amendement est écumeux puisqu'il est coigné par des députés PS et RPR.

Voilà donc une moultre qui sent le soufre. Quitte à devoir affronter la grogne de certains policiers, M. Vauzelle se dit prêt à faire des concessions sur la présence de l'avocat durant la garde à vue, sous réserve d'« aménagements ». Mais pour le reste, il ne semble guère décidé à reculer. Il est résolument hostile à toute idée d'appel d'une « ordonnance de présomption de charges », car, si celle-ci venait à être confirmée par la chambre d'accusation, souligne-t-il, « la solennité de l'inculpation s'en trouverait renforcée ». De toute manière, il souhaite conserver le mécanisme de la « mise en examen » et de la « mise en cause ». De même, le rôle du juge d'instruction dans la décision de mise en détention provisoire ne lui « paraît pas négociable ». Quant au délit créé en matière de secret de l'instruction, le garde des sceaux affirme « se froter les yeux ». « Je ne vois pas, objecte-t-il, comment on va porter atteinte à cent ans de liberté de la presse ». Au « voit » trop, en revanche, comment ce délit va donner lieu à de beaux empoignades entre les députés et le gouvernement.

FREDERIC BOBIN

Après l'instauration d'une taxe

Polémique sur les transports passagers entre la Corse et le continent

BASTIA

de notre correspondant

« On veut toujours décourager les vacanciers de venir chez nous », commente un restaurateur bastiais après la décision prise, jeudi 1^{er} octobre, par l'Assemblée de Corse d'imposer une taxe de 30 francs sur chaque billet d'avion ou de bateau dans le sens Corse-continents ou continent-Corse.

La recette escomptée - 70 millions de francs - sera consacrée à « l'aménagement des sites menacés par le tourisme ». Cette taxe devra être acquittée par tous les passagers, mais l'Assemblée de Corse a adopté à l'unanimité une motion demandant à l'office régional des transports d'étudier les « conditions d'un abaissement du tarif spécial résident en Corse » qui permettrait de compenser la perception de cette taxe. Ce « tarif résident » autorise sur les vols réguliers, au départ de la Corse, un contingent limité de places bénéficiant d'une baisse de 38 % sur le tarif normal aller-retour Corse-Paris.

L'idée d'une telle taxe n'est pas le fait des élus territoriaux, qui

d'ailleurs se sont divisés sur son vote. Elle a été instituée par un amendement à l'article 60 de la loi du 13 mai 1991, portant réforme du statut de l'île, déposé par M. José Rossi, député UDF de la Corse-du-Sud, rapporteur du projet de loi. Le gouvernement proposait, lui, une dotation exceptionnelle de 150 millions de francs pendant trois ans.

L'exécutif territorial, que préside M. Jean Baggioni (UDF), a proposé jeudi aux élus de revenir au principe de cette dotation, mais cette proposition a été rejetée par 24 voix (divers droite proches de MM. José Rossi et Paul Natali, et nationalistes de Corsica Nazione) contre 14 (RPR, UDF, PC). Il y a eu 6 abstentions et 4 refus de vote.

M. Baggioni a annoncé qu'il pourrait y avoir « des recours contre la légitimité de cette taxe ». En revanche, M. Edmond Siméoni, au nom des nationalistes, a exprimé sa satisfaction. « Pour la première fois nous percevons directement un impôt, a-t-il dit. Notre logique de responsabilité l'emporte ».

MICHEL CODACCIONI

M. Le Pen et la communauté juive

Conseiller régional d'Ile-de-France du Front national, coopté au comité central de ce parti, M. Robert Hemmerding déclare dans le mensuel Interview d'octobre que « la communauté juive a été persécutée, en 1940, à cause de la connivence de ses dirigeants et de ses rabbins ». Vice-président du Cercle national des Français juifs, une association juive de la région d'extrême droite, M. Hemmerding affirme qu'il y a « autant d'antisémitisme au PS qu'au RPR qu'au Front national ».

Interrogé sur les jeux de mots douteux de M. Jean-Marie Le Pen, cet ancien des Forces françaises libres qui côtoya les activistes de l'OAS pendant la guerre d'Algérie, indique : « Ma femme a été déportée à Aus-

chwitz. Quand on l'interrogeait sur les personnes disparues dans sa famille à l'époque, elle répondait toujours : « Je sais qu'ils sont partis à telle date, qu'ils ne sont pas revenus... La rumeur est un détail ! » Quant à M. Durafour, la veille du fameux cambour, il avait affirmé qu'il voulait exterminer le Front national. Le lendemain, Le Pen lui a répondu : « Vous montrez votre vrai visage, M. Durafour criminel ! » Par contre, je déplore que Le Pen parle de juiverie internationale ».

M. Hemmerding fait sans doute allusion à une expression utilisée en privé, car les dirigeants du Front national préfèrent, en général, parler de « lobby cosmopolite ».

O. B.

POINT DE VUE

L'impérieuse nécessité d'un consensus

par Jean-Jacques Hyst

« DEPUIS un certain temps, l'action des juges, à l'occasion de procédures particulières, donne lieu à des débordements, par le verbe et par l'écrit que je tiens pour excessifs - et même chargés de périls pour l'institution judiciaire. Dès lors que cette action est engagée suivant les règles de nos codes de procédure et qu'elle est menée sous le contrôle (le seul) des juridictions du degré supérieur, le juge, qui en est le moteur, ne saurait faire l'objet d'attaques visant sa personne ou tendant à le faire suspecter de noirs desseins ou à le déconsidérer dans l'esprit de nos concitoyens. Telle est, en effet, la première et fondamentale règle d'un Etat de droit ».

Ces propos, graves et lourds de signification, extraits d'une lettre du 25 juillet dernier adressée au garde des sceaux, sont ceux du premier président de la Cour de cassation. L'action engagée dont il est question n'est autre que la procédure qui conduira à l'inculpation de M. Henri Emmanuelli. Les raisons qui firent sortir de son silence habituel le premier personnage de la plus haute juridiction française sont les attaques répétées du PS à l'encontre du magistrat instructeur. Quelques semaines plus tard, le gouvernement est amené à présenter devant le Parlement un projet tendant à réformer la procédure pénale. Il n'y a - bien entendu - pas de lien direct entre ce projet de réforme et l'actualité politico-judiciaire qui

frappe le parti du président Mitterrand. En revanche, nous sommes en droit de nous demander sérieusement si le pouvoir socialiste est encore en mesure de proposer quoi que ce soit dans le domaine de la justice sans paraître automatiquement suspect de vouloir créer les mécanismes qui pourraient le servir contre toute nouvelle tentative de magistrats désireux de connaître la vérité sur certaines affaires.

Un budget déjà insuffisant

Et nos craintes sont d'autant plus fondées qu'il y a dans ce projet certaines dispositions qui pourraient, éventuellement, s'inscrire dans cette triste perspective. En tout état de cause, il y a eu trop de critiques récentes sur le rôle du juge d'instruction, sur ses pouvoirs, sur les relations de la justice avec la presse pour pouvoir en débiter aujourd'hui de manière sereine. De la procédure pénale découle à la fois le respect fondamental des droits à la défense et l'efficacité de tout notre système pénal. L'enjeu est donc trop important pour en discuter dans de mauvaises conditions.

A cela s'ajoute l'impérieuse nécessité d'un véritable consensus sur ce texte, et notamment sur la question de la collégialité en matière d'instruction et de mise en détention provisoire. Faute de quoi, on aboutirait dans les mois à venir à une situation analogue à celles de 1988 et de 1989 où la nouvelle majorité politique avait abrogé les dispositions d'une loi récente. De tels bouleversements, répétés, sont de nature à ternir davantage encore l'image de la justice dans l'opinion publique.

A ces différentes raisons d'opportunité politique qui militent contre ce texte s'ajoute une considération budgétaire. Alors que la magistrature connaît une véritable crise, justifiée notamment par les terribles problèmes d'effectifs auxquels elle se trouve confrontée depuis quelques années, il paraît surréaliste de créer des procédures nouvelles qui, d'un intérêt pour le moins discutable, demanderaient, par contre, la création de très nom-

breux postes supplémentaires, budgétairement impossible à financer. Le budget de la justice est déjà très largement insuffisant. Dans ces conditions, on ne voit pas comment le gouvernement pourrait rendre ce texte applicable dans les faits, sauf, bien entendu, à ralentir un peu plus encore le cours de la justice, au point de l'asphyxier totalement.

Pour toutes ces raisons, le groupe UDC a d'ores et déjà déposé une question préalable visant à ce que le texte ne soit pas discuté. Une réforme de la procédure pénale est certes nécessaire, mais il est impensable qu'elle ait lieu dans le climat actuel et sur les bases qui nous sont proposées. Faire autrement reviendrait à condamner notre justice et à désespérer un peu plus ceux qui ont la haute mission d'en assurer la bonne administration.

► Jean-Jacques Hyst est député UDC de Seine-et-Marne, vice-président de la commission des lois de l'Assemblée nationale.

Le Monde des DEBATS
1^{er} Monde



LE NOUVEAU MENSUEL DU MONDE
EN KIOSQUE LE 10 OCTOBRE/30 F

Executive MBA : faire la différence.

Echelonné sur 16 mois et compatible avec la vie professionnelle, l'Executive MBA d'ESSEC IMD s'adresse à de jeunes cadres à fort potentiel.

Pour faire la différence, ce graduate program est fondé sur l'engagement de 3 partenaires : un jeune manager, son entreprise et ESSEC IMD.

Durée : 80 jours de juillet 1993 à octobre 1994.

ESSEC
IMD

VINCENT HENRIOT
ou CATHY BOURGEOIS
(1) 46 92 21 00

DONNER AUX HOMMES
LES MOYENS
DE LEURS RÉUSSITES

INTERNATIONAL
MANAGEMENT
DEVELOPMENT

100, rue de la République, 92000 Nanterre

POLITIQUE

Au congrès de l'Association française de science politique

Les socialistes et le bon usage de l'adversaire

La stigmatisation de l'adversaire a longtemps aidé la gauche, singulièrement le Parti socialiste, à se forger une identité. La reconnaissance par le PS du respect du pluralisme serait-il facteur de faiblesse ? La question a été débattue, les 25 et 26 septembre dernier, au cours d'une table ronde qui réunissait une vingtaine de chercheurs, lors du quatrième congrès de l'Association française de science politique, à la Sorbonne.

D'emblée, les historiens, politologues, économistes invités à débiter sur « le modèle » et « les effets » de représentations de l'adversaire dans la gauche française, ont rappelé une réalité : la gauche, peu après son accession au pouvoir en 1981, a entamé la hache de guerre contre ses ennemis traditionnels : la droite, le capitalisme, voire le libéralisme.

La PS est progressivement passé d'une logique de réduction de l'autre à un modèle de coexistence critique. Simple changement de tactique sans incidence sur le but final ? Gérard Grunberg a fait une autre hypothèse : loin d'avoir pour seule fonction « le déchiffrement d'un système à détruire », a-t-il dit, l'usage et les représentations de l'adversaire sont « un élément constitutif de l'identité des partis politiques ». Or, valable pour toutes les formations, cette loi vaut davantage encore pour les socialistes, tant l'évocation de « l'ennemi à abattre » a toujours été une ressource mobilisatrice forte dans les familles politiques de la gauche. De là à conclure que le parti d'Épinay, en renonçant à son vieux tempérament pourfendeur, concourt à son déclin...

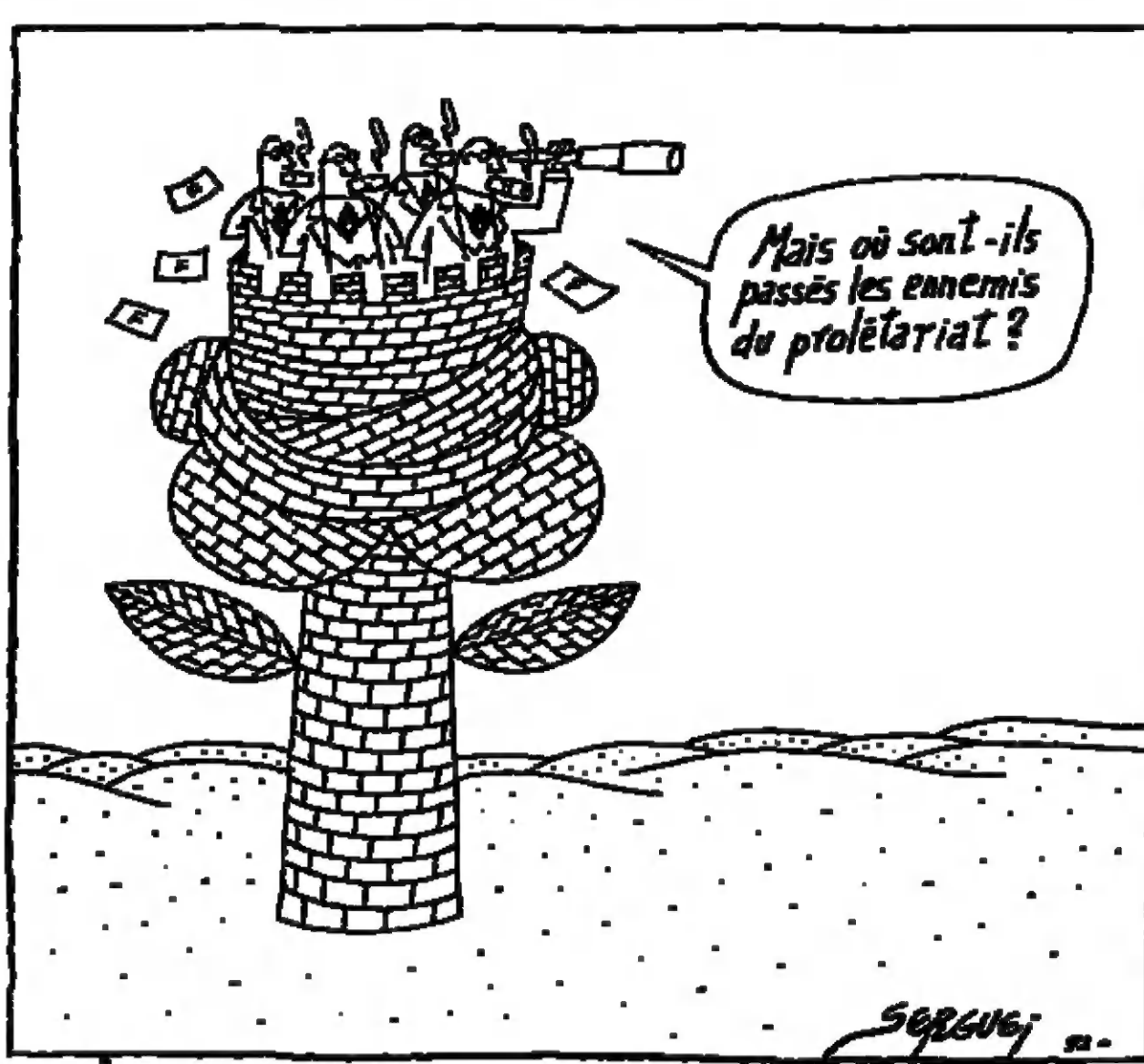
Bernard Manin, à partir d'une étude sur la Révolution, a souligné que ce réflexe d'exclusion n'avait rien d'une fatalité au départ. Ancêtres de la gauche,

les révolutionnaires de 1789 ont été conduits non par principe, mais sous la pression des événements, à rejeter la noblesse et le clergé réfractaire « hors de la nation ». Les menaces de « scission » de la noblesse au moment de la discussion sur le vote par tête ou par ordre aux États généraux, la condamnation de la Révolution par Pie VI, le départ des émigrés, sans parler de la fuite du roi, ont fourni aux acteurs de l'époque prétexte à assimiler leurs adversaires intérieurs à l'ennemi extérieur pour mieux les condamner. L'exploitation de la vieille haine contre l'étranger a ainsi permis, « d'avantage que la toute-puissance de la volonté générale », selon Bernard Manin, de justifier la dérive dictatoriale de la Révolution.

Prolétariat, tiers-état, même combat

Les socialistes du début du siècle, a montré Alain Bergounioux, se sont bien gardés de rompre avec ce legs révolutionnaire. Prolétariat, tiers-état, même combat, ont prétendu Jaurès et Guesde. Surtout, le SFIO a réussi à intégrer l'anticléricalisme et la lutte contre l'autoritarisme, thèmes républicains, à la vulgate marxiste qui prône la dénonciation du capitalisme et de la propriété bourgeoise. A une lecture politique de la gauche classique, ils ont ajouté une lecture sociale de l'adversaire. Le couple patron-ouvrier est devenu le pendant du couple bourgeoisie-peuple.

L'amalgame s'est révélé un redoutable ciment politique, a estimé Alain Bergounioux. Les accusations récurrentes contre l'impérialisme et « les intérêts qui ne connaissent pas de frontières » ont perpétué l'image repoussoir de l'étranger. Tout comme la référence aux « deux cents familles », expression d'Édouard Daladier reprise par les socialistes, n'a été qu'une déclinaison de la « vindicte de Sleyers » contre les « deux cent mille privilégiés », recensés par lui sous la Révolution pour mieux convaincre le



peuple de l'existence de visées dangereuses d'une petite caste nuisible. Pour autant, a reconnu Marc Sadoun, la gauche socialiste a constamment hésité entre deux traitements de l'adversaire. Elle a oscillé entre la méthode libérale, qui ne cherche pas à éliminer l'autre mais à tirer profit de la rencontre, a-t-il dit, et la procédure démocratique ou jacobine, qui, au nom d'une exigence de purification sociale, considère que le compromis « retrace au lieu d'ajouter ».

Cette ambivalence a eu un grand mérite : celui de dispenser la gauche, jusqu'en 1981, d'évaluer réellement la consistance de ses ennemis. Au pouvoir, les socialistes ont donc d'entrée de jeu adopté une posture offensive, agitant les mêmes épouvantails que sous le Front populaire. En nationalisant à 100 % au lieu de 51 %, ils ont cherché, a estimé Elie Cohen, à montrer leur volonté d'arasement des donjons des féodalités industrielles et financières. Mais « l'irruption du réel », selon ce dernier, dès 1982, a totalement chamboulé

leur système de représentation de l'adversaire. Le choix de l'Europe et du SME contre la voie du socialisme à la française a « sapé les croyances » des militants, a continué Elie Cohen, faute d'avoir été accompagné d'un « discours de substitution ».

La logique de l'état de droit

Pour Alain Bergounioux, le divorce avec les communistes et l'engagement européen avaient, avant 1982, amorcé l'intégration des socialistes dans le jeu démocratique. Mais deux autres facteurs ont accéléré le ralliement du PS à « la logique de l'état de droit », selon l'expression de Gérard Grunberg. D'une part, la conquête présidentielle a périmé le « procès en illégitimité » républicain des institutions de la V^e République, a expliqué Alain Bergounioux. La cohabitation, d'autre part, a définitivement empêché les socialistes de se représenter la droite comme une menace contre la République. Les participants au débat se sont

pour autant gardés de trancher sur un point : est-ce une carence d'adversité ou, à l'inverse, un abandon trop tardif de son rôle pour l'exclusion qui place le PS, aujourd'hui, dans une situation difficile ? Elie Cohen a montré comment les nationalisations, au lieu de réduire « l'ennemi de classe », ont finalement modernisé le capitalisme français et « renouvelé l'élite des affaires ». Philippe Urfalino a démontré les effets pervers de la dénonciation de « l'impérialisme culturel américain » sur la politique culturelle de Jack Lang.

Pour lutter contre les États-Unis, la priorité a été donnée, rue de Valois, au soutien financier aux industries culturelles autochtones. Pendant ce temps, a-t-il affirmé, la réflexion sur le contenu de l'art subventionné et sur le sens de la mission de l'État en matière culturelle s'est trouvée, par voie de conséquence, négligée.

Ces deux exemples du caractère néfaste de l'utilisation de la figure de l'adversaire ont conduit Gérard Grunberg à s'interroger : le PS « a-t-il encore besoin de justifier sa politique par la nécessité de combattre ses ennemis, et lesquels ? » L'existence des écologistes et du Front national, ont conclu différents intervenants, indique que les socialistes ne peuvent pas faire l'économie d'un nouveau positionnement.

Alain Bergounioux a néanmoins réfuté l'idée selon laquelle les socialistes, faute de renouer avec une stratégie d'hostilité franche envers leurs adversaires, et d'abord envers la droite classique, pourraient connaître le même étiolement que le Parti radical pendant l'entre-deux-guerres, décrit par Serge Bernstein. Reste qu'à ses yeux le projet socialiste adopté à l'hiver 1981 est passé « totalement inaperçu » et se révèle donc incapable d'assurer à lui seul la relève idéologique. Sur ce point, il n'a été contredit par personne.

BÉATRICE JÉRÔME

Une élection cantonale partielle

LOT-ET-GARONNE : canton de Casteljaloux (1^{er} tour).

J., 5 031 ; V., 3 589 ; A., 28,06 % ; E., 3 498.
Jacques Dufrin, PS, c. m. de Casteljaloux, 877 (25,07 %) ; Alain Combes, RPR, adj. m. de Casteljaloux, 592 (16,92 %) ; Bruno Gallichon, div., m. de La Réunion, 523 (14,95 %) ; Jean Rascol, app. UDF, 468 (13,37 %) ; Philippe Lobjan, div., d., 107 (3,05 %) ; Nadine Roussel, Verts, 97 (2,77 %) ; René Orsini, FN, 79 (2,25 %) BALLOTAGE.

[M. Jean Rascol, candidat soutenu par M. Jean-François Ponceau (UDF), président du conseil général, au nom de la majorité départementale, est exclu du deuxième tour, faute d'avoir obtenu un nombre de voix au moins égal à 10 % des inscrits. Les quatre candidats qui le devançant ont en revanche franchi cette barre. Cette partielle était provoquée par la démission de M. Jean-Louis Teyssier (PS) à la suite de la non-intégration de trois supérieurs-pompier de Casteljaloux au sein de la DFCI (défense de la forêt contre l'incendie), organisme départemental de sécurité.]

M. Teyssier avait été réélu au deuxième tour en 1988, avec 1 833 voix (52,07 %) contre 1 687 (47,92 %) sur 3 520 suffrages exprimés, 3 666 votants (26,26 %) et 4 972 inscrits. Au premier tour, les résultats avaient été les suivants : J., 4 972 ; V., 3 531 ; A., 28,98 % ; E., 3 403 ; José Bea, UDF, 1 527 (44,27 %) ; Jean-Louis Teyssier, PS, 1 123 (33 %) ; Claude Pelerin, PC, 753 (22,12 %).

□ Deux élections cantonales annulées dans l'Hérault. - Le tribunal administratif de Montpellier a annulé, mercredi 30 septembre, les élections cantonales de Mauguio et de Sète-2. Le préfet avait estimé que « différents griefs avancés par les auteurs des recours devaient conduire les juges à prononcer l'annulation, au regard du faible écart de voix ». A Mauguio, M. Pierre Michellet, RPR, l'avait emporté de deux voix, le 29 mars, sur M. Michel Bacala, conseiller sortant PS, et à Sète-2 M. François Liberti, conseiller sortant, PCF, avait devancé de cinquante-cinq voix M^{me} Hélène Le Vin, RPR.

□ M. Jean-Dominique Giuliani nommé directeur du cabinet de M. Monney. - M. Jean-Dominique Giuliani, secrétaire général du groupe de l'Union centriste du Sénat, a été nommé, lundi 5 octobre, directeur du cabinet de M. René Monory, président du Sénat.

[Né le 5 février 1956, à Marseille, M. Jean-Dominique Giuliani est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris. Secrétaire général du groupe de l'Union centriste du Sénat, auteur d'un ouvrage consacré aux groupes de pression (*Marchés d'influence, la France des lobbies*, Le Seuil, 1991), M. Giuliani a été chargé de cours à l'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence. Ancien auditeur à l'Institut des hautes études de la défense nationale (IHEDN) (session 1991-1992), secrétaire général du Centre de recherche et d'études sur les problèmes internationaux (CREPI), secrétaire général adjoint du CDS, M. Giuliani dirige depuis 1992 la fondation Robert Schuman.]

Le Monde ÉDITIONS
LA REPUBLIQUE MENACÉE
Dix ans d'effet Le Pen
Edwy Plenel, Alain Rollat

La gauche en morceaux

Suite de la première page

Le Parti socialiste illustre jusqu'à la caricature la loi qui veut qu'une formation politique, en France, prospère dans l'opposition et s'étiolle au pouvoir. Le mal n'est certes pas nouveau. Ce qui l'est, c'est l'ardeur avec laquelle ceux qui en sont frappés énoncent eux-mêmes les diagnostics les plus alarmants et, ne croyant plus aux remèdes que pourraient leur apporter les dirigeants en place - le président de la République, le premier ministre, le premier secrétaire du parti - pratiquent l'automédication. Cela va de la mise au repos pure et simple, lorsqu'un dixième du groupe socialiste de l'Assemblée nationale décide de ne pas se représenter aux prochaines élections législatives (*Le Monde* daté 4-5 octobre), jusqu'à la recherche désordonnée d'une « nouvelle gauche » hors les murs du PS. M. Delors considère même que le temps des clubs du début des années 60, qui avaient pris le relais d'une gauche étiolée et à court d'idées, est revenu.

Dans ces conditions, être le premier secrétaire du PS n'a « rien d'une sinécure », comme l'a dit M. Laurent Fabius au *Journal du dimanche*. Arrivé à la direction du parti au début de cette année, le député de la Seine-Maritime, qui brigait cette fonction depuis cinq ans, estime qu'il lui en faudra encore cinq pour mener à bien la « rénovation » dont il avait fait son cheval de bataille. Ne dissimulant pas que la période n'est pas propice de satisfactions et que l'apprentissage du rôle de chef de parti est rude, M. Fabius est discret, en revanche, sur les premiers enseignements qu'il peut tirer de son expérience de neuf mois à la tête du PS. A ceux qui lui reprochent une conception trop solitaire de sa responsabilité, il répond simplement qu'il refuse de se plier à la loi des courants. Affirmer l'unité et l'identité du PS implique, à ses yeux, de se situer au-delà des transactions et accords entre ses diverses composantes.

La panne stratégique dans laquelle le PS se trouve, en fait, depuis 1988 - ni union de la

gauche ni accord au centre - et dont les élections régionales avaient mis en évidence les conséquences électoraux, n'a pas été réparée. Les tentatives d'accord avec les écologistes, voire à militer pour la censure du gouvernement et pour des élections législatives anticipées. « A l'évidence, le Parti socialiste vit une crise idéologique parce qu'il a perdu son âme dans l'exercice du pouvoir, où il s'est davantage soucie de gestion que de principes », déclare M. Anicet Le Pors, membre du comité central du PCF et ancien secrétaire dans le *Quotidien de Paris* du mardi 6 octobre.

Crise idéologique

Le PS est toujours aussi isolé qu'il y a six mois, alors même que le niveau atteint par le « non » au traité de Maastricht, le 20 septembre, incite les rénovateurs communistes à croquer le fossé avec les socialistes, voire à militer pour la censure du gouvernement et pour des élections législatives anticipées. « A l'évidence, le Parti socialiste vit une crise idéologique parce qu'il a perdu son âme dans l'exercice du pouvoir, où il s'est davantage soucie de gestion que de principes », déclare M. Anicet Le Pors, membre du comité central du PCF et ancien secrétaire dans le *Quotidien de Paris* du mardi 6 octobre.

MM. Bérgéyov et Fabius s'efforcent de faire face à cette situation en dotant les socialistes d'un budget pour 1993 dont tous reconnaissent qu'il est un des meilleurs qu'ils aient jamais eu à voter et en leur proposant une ligne de conduite simple pour les élections législatives : défendre le bilan de la gauche au pouvoir ; souligner les divisions de la droite, que le référendum avait mises en évidence ; alerter les Français sur les risques que comportent pour eux les projets du RPR et de l'UDF. Ils y ajoutent la perspective, évoquée par le premier ministre, le 4 octobre, sur TF1, et par le premier secrétaire dans le *Journal du dimanche*, d'une

situation plus fluide que prévu au lendemain du scrutin législatif, ouvrant la voie à une coalition possible des partisans de l'Europe. En 1986, l'objectif était de ramener au Palais-Bourbon suffisamment de députés socialistes pour que M. Mitterrand puisse affronter la cohabitation. En 1993, il serait de revenir assez nombreux pour que, dans la future Assemblée, le poids des adversaires de l'Europe soit équilibré par celui de ses défenseurs, voire pour que les socialistes puissent éventuellement jouer un rôle dans la formation d'une majorité inédite.

Deux tendances

Cette esquisse de stratégie rencontre un scepticisme certain dans les rangs du PS. Outre le fait que le thème conservateur de la « protection » ne ravit pas tous ceux qui pensent que la gauche, c'est, d'abord, la réforme, l'hypothèse d'une convergence européenne paraît irréaliste. M. Delors le soulignait lui-même, le week-end der-

nier, à l'occasion des rencontres de Lorient. En outre, plus d'un député socialiste, ayant entendu sa préconisation pour les élections législatives, observe que le discours sur le bilan passe mal. « Qu'on le veuille ou non, si l'on commence par dire aux gens que tout va bien, on est sûr de ne pas être écouté », constate M. Jean-Christophe Cambadéris, député de Paris. L'écart risque de s'aggraver entre le gouvernement et la direction du parti, d'une part, qui cherchent à mettre en valeur l'acquis, et tous les autres, moins directement engagés dans les choix gouvernementaux, qui pensent, au contraire, que les chances de la gauche dépendent de sa capacité à reconnaître le passé, à l'analyser et à proposer des solutions nouvelles.

Le PS, fédération de courants divers, voit ceux-ci affirmer davantage leur identité, sans pour autant rompre avec lui. M. Chevènement, qui est le plus près d'une telle rupture, prend bien garde de ne pas commettre l'irréparable. Le chef de file du courant Socialisme et République a indiqué, lundi, au « Club de la presse d'Europe 1 », qu'il sol-

liciter l'investiture « des militants socialistes du Territoire-de-Belfort » pour les élections législatives, à charge pour M. Fabius de « trancher la question suivante : y a-t-il place pour l'expression d'un courant progressiste du « non » de gauche dans le monde socialiste ? »

Le débat tend à prendre la forme d'une confrontation entre deux tendances : d'un côté, la direction du parti, qui chercherait le salut dans des alliances hypothétiques, lesquelles auraient pour corollaire de réduire le PS à un syndicat d'élus ; de l'autre, ceux qui cherchent à redéfinir un courant socialiste, en affirmant, comme M. Michel Delors, Rocard, Chevènement ont tous les trois choisi, chacun à sa manière, de se situer dans cette seconde perspective. M. Fabius, le « rénovateur », court ainsi le risque de se voir enfermé dans le camp de la conservation, tandis que ses concurrents arpentent vaillamment les espaces incertains de la rénovation.

PATRICK JARREAU

BANGKOK
3 580 F

VOL ALLER RETOUR. DEPART DE PARIS
PRIX A CERTAINES DATES

Nouvelles Frontières.
On ne vit que mille fois.

NOUVELLES FRONTIÈRES

Et après les marchés flottants
ou les rivières à dos d'éléphant,
poser vos bagages
dans une chambre calme
ne vous coûtera pas plus cher
qu'un lifting pour votre shar pei.*

* La Thaïlande avec Nouvelles Frontières,
c'est aussi des séjours ou des circuits,
avion compris, à partir de 5 990 F.

TAPEZ 36 15 NF TELEPHONEZ (1) 42 73 10 64

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Devant la cour d'assises de l'Isère

L'avocat général demande la réclusion à perpétuité contre le « trio à la 205 rouge »

L'avocat général, Jean-Paul Gandellier, a requis, lundi 5 octobre, la réclusion criminelle à perpétuité assortie d'une période de sûreté de trente ans contre Didier Rossi, Michel Schmitt et Jean Winterstein. Ces accusés comparaissent depuis le 28 septembre devant la cour d'assises de l'Isère pour répondre d'un meurtre, d'un viol collectif et d'une série d'agressions à main armée commis dans la vallée du Rhône par trois hommes circulant à bord d'une 205 rouge.

GRENOBLE

de notre envoyé spécial

« Je vous demande un verdict d'autodéfense de notre collectivité. Je ne vois aucune circonstance atténuante. Ils n'ont pas de respect pour la personne humaine. Il ne faut pas qu'ils puissent recommencer. »

Après avoir lu ces derniers mots de son réquisitoire, l'avocat général Gandellier a demandé la peine maximum prévue par la loi : la réclusion criminelle à perpétuité exécutée avec une période de sûreté de trente ans pendant laquelle le condamné ne peut bénéficier des dispositions concernant la suspension ou la fractionnement de la peine, le placement à l'extérieur, les permissions de sortir, la semi-liberté et la liberté conditionnelle. Cette mesure particulière d'exécution de la peine est prévue par l'article 720-2 du code de procédure pénale pour plusieurs cas, dont l'homicide volontaire accompagné d'actes de torture et de barbarie ou exercé sur une personne hors d'état de se protéger elle-même, ou encore pour les attentats terroristes. En l'occurrence, il s'agit de l'application du passage de l'article concernant « le meurtre ou l'assassinat, lorsque il a précédé, accompagné ou suivi un autre crime ».

En réclamant cette sanction contre les trois hommes, le magistrat a refusé de les « désocialiser » en remarquant que, dans chacun des crimes qui leur est reproché, « l'action repose sur la complémentarité de leur rôle ». Auparavant, l'avocat général avait consacré plus de trois heures à examiner chaque détail du dossier pour souligner une à une, toutes les charges pesant sur les accusés. La dernière en date lui avait été offerte le matin par la déposition de l'expert chargé par la cour de vérifier s'il était matériellement possible, à bord d'une 205 GTI, de rallier Tain-l'Hermitage à Salaise-sur-Sanne puis

à Saint-Vallier en trente minutes. L'expert a effectué le parcours en 21 minutes à une moyenne horaire de 148,77 km/h. Ce qui laisse le temps de commettre l'agression du camion snack-bar de Salaise où un jeune homme de vingt-trois ans a été tué, puis d'attaquer la station-service de Saint-Vallier.

« Qu'importe les aveux ! »

Mais le magistrat a repris le dossier par le menu, additionnant les témoignages pour en faire une synthèse qui constitue, à ses yeux, « un édifice indestructible ». La cassette reconnue par un membre de la famille du propriétaire de la 205 rouge et découverte dans la voiture de Rossi est une preuve irréfutable qu'ils ont bien volé la Peugeot, selon l'avocat général, qui se sert ensuite des nombreuses déclarations recueillies pour démontrer que, s'ils ont volé la voiture, ils sont donc les auteurs des agressions. M. Gandellier en profite, au passage, pour démolir la thèse d'un dossier « construit pour justifier des soupçons », en soulignant que les divers témoignages ont d'abord été rassemblés par des services de police ou de gendarmerie différents qui ignoraient les dépositions faites ailleurs. « Qu'importe les aveux ! », s'est exclamé l'avocat général, nous n'en avons pas besoin. Et il s'est félicité qu'il se soit « toujours trouvé des témoins pour mettre un visage sur chaque capote ».

Après cette somme d'indices, de charges, de présomptions assemblées méthodiquement, tout semblait dit. Pourtant, M. Jean-Yves Leborgne, défenseur de Winterstein, s'est lancé courageusement sur la piste du doute, avant que ses confrères ne plaident dans la journée du mardi 6 octobre. Récusé par son client, commis d'office par le président, l'avocat a cependant permis, par sa plaidoirie, que le jury ne reste pas sur la seule impression d'un réquisitoire apparemment sans faille. « L'avocat général a parlé de coïncidences et de suite de preuves. Il s'agit, en réalité, des mêmes faits qui ont simplement changé de qualification », a relevé M. Leborgne en martelant : « Rien ne constitue la preuve que ce soient eux ». Et il s'est insurgé contre une mécanique injuste qui désignait les trois hommes coupables de tout ce qu'ils auraient pu faire. « Ce n'est pas parce que rien n'empêche qu'ils soient coupables qu'ils le sont. Si l'on n'est pas sûr de l'innocence, c'est aussi parce que l'on n'est pas certain de la culpabilité. »

Verdict mardi 6 octobre.

MAURICE PEYROT

Au tribunal correctionnel de Lyon

Le dérapage douanier de l'« Opération Gisèle »

Le procès des cinq trafiquants britanniques arrêtés à Lyon, en juin 1990, alors qu'ils venaient de prendre possession d'une tonne de résine de cannabis déposée dans un camping-car, s'est ouvert, lundi 5 octobre, devant le tribunal correctionnel de Lyon. Cette saisie record était l'aboutissement d'une livraison si étroitement contrôlée par les douaniers que la justice s'émuet alors de méthodes frisant la provocation (le Monde daté 16-17 septembre 1990).

Au terme d'une première journée de bataille procédurière, le tribunal s'est donné trente-six heures pour répondre à la première contre-offensive de la défense : une inscription de faux contre le procès-verbal numéro un, sur lequel se fonde l'ensemble de la procédure.

LYON

de notre bureau régional

Ce PV-1 est, à première vue, un modèle de PV, serin, précis, exhaustif : « Ce jour, mercredi 6 juin 1990, (...) en service de contrôle de véhicules, place Carnot, à Lyon-2*, à 5 h 20, heure légale, nous faisons les signaux réglementaires d'arrêt à l'adresse d'un camping-car immatriculé G 942 BLB, en vertu de l'article 61 du code des douanes. Ce véhicule sort du passage sous le pont de Perrache... » La routine, qui transpire entre chaque ligne du procès, est bientôt relayée par un hasard absolument munific.

Dans le camping-car en question, les chanceux gabolous « tombent » sur pas moins de 1 058 kg de résine de cannabis et interpellent, dans la foule, cinq ressortissants britanniques : les deux occupants du véhicule, Alan Morgan, trente-cinq ans, et Michael Cook, quarante-deux ans, mais aussi, à leur hôtel lyonnais, James O'Dea, quarante-cinq ans, Terence Stuart, cinquante ans, et un simple comparse, Jeffrey Thurgood, trente et un ans. L'affaire des Britanniques de Perrache - parmi lesquels trois sérieux récidivistes - est joliment bouclée. Effet d'annonce, choc des photos, poids des statistiques, félicitations, congratulations... « Ce PV est un faux ! », clament pourtant



aujourd'hui, chacun à sa manière, les huit avocats des accusés.

De fait, un « flag » de rive peut cacher une opération d'infiltration poussée. A l'extrême. Comme M. Jacques Dallest, juge d'instruction à Lyon, n'avait pas tardé à le découvrir en prenant en charge le dossier, la prise réalisée par les douaniers en uniforme n'était que l'ultime phase d'une enquête rapprochée - qualifiée d'« occulte » par les avocats - principalement menée par l'échelon de Lyon de la Direction nationale du renseignement et des enquêtes douanaires (DNRED) sous le nom de code d'« Opération Gisèle ». Bien plus qu'une « livraison surveillée », légalisée depuis longtemps, il s'agit d'une « livraison contrôlée », et même « encadrée », dans laquelle Jean-Pierre Cazé, contrôleur divisionnaire à l'antenne lyonnaise de la DNRED, a joué un rôle de premier plan. Et ambigü.

Stratagèmes et initiatives « limites »

Sous une fausse identité, ce « courrier » des douanes a été mis en contact, par un émissaire (informateur approuvé), avec un représentant de fournisseurs de haschich marocains, basé à Tanger. Le fonctionnaire a servi d'intermédiaire, puis a lui-même déchargé la drogue, arrivée en bateau de plaisance à Port-Neuf (Aude), l'a fait transporter jusqu'à Lyon et a établi le contact avec les acheteurs, dans un grand hôtel parisien.

Mieux, ou pis : les douanes ont

de faire dire le droit au tribunal, à grand renfort de conclusions. Après une première suspension, le président, M. Vincent Garraho, rassura la défense : les douaniers seront bien entendus au cours du procès, « quitte à prendre un certain nombre de précautions pour préserver leur sécurité ».

Un PV « faux » comme un jeton

Puis vint la fameuse inscription en faux « visant l'hypocrite PV. Pour s'opposer aux représentants de l'administration des douanes et du ministère public, chaque avocat usa de son arme favorite. Un score mais austère juridisme pour ceux-ci, une verve procédurière confuse pour celui-là, mais qui, l'une et l'autre, visaient à dénoncer une « répression spectaculaire », portant atteinte à la liberté individuelle ou une procédure « exorbitante du droit commun ». On s'étonna que le magistrat instructeur ait dû dépenser plus d'énergie à reconstituer les « exploits » des douaniers qu'à établir la réalité des délits. On querroya à coups d'articles du code pénal, d'exception d'irrecevabilité, de jurisprudences salvatrices.

Et puis M. Henri Jarray, du barreau de Marseille, ne put résister à sa nature. Appelant à la rescousse Danton et Robespierre, stigmatisant des « pratiques dignes de Caeusca », se lamentant sur un pays où « tout est pourri, sauf les juges », dénonçant « un PV faux comme un jeton et des douaniers qui mentent comme des arachides de dents », l'avocat, qui fait dans la ruse comme le César de Pagnol faisait du Picon-curepau, s'emporta jusqu'à la suffocation : « Cette procédure est massacrée et fétide. Arrêtez ça, arrêtez ça ! »

Le tribunal dira, mercredi 7 octobre, si l'inscription de faux est retenue ou rejetée. Dans les deux cas, un appel, du parquet ou de la défense, est probable, qui renverrait à plus tard le débat sur le fond.

ROBERT BELLERET

(1) Les récentes aventures et mésaventures des enquêteurs de la DNRED sont reconstituées et analysées par Philippe Bordes, journaliste lyonnais, dans un livre, *Enquête aux frontières de la loi*, paru, début 1992, chez Robert Laffont.

FAITS DIVERS

Le paria de Calais

Suite de la première page

Devant, il y a la rocade qui va à Lille, à gauche, la haute cheminée de la chaufferie centrale. Les enfants jouent avec la terre noire des plates-bandes des anciennes pelouses, ils se trémoussent à bord des chariots du supermarché, certains ont fait un feu dans une cage d'escalier, d'autres jettent des poubelles du sixième étage. Un voisin, nouvellement arrivé, a encore l'énergie de s'offusquer : « Regardez cet escalier, c'est plein de papiers ! Et puis vous allez arrêter de me balancer de la merde sur ma fenêtre. » Mais l'homme n'en revient pas : « Ils m'ont répondu : « Ta gueule, tu vas voir ta bagnole, on va te la déssaler. »

Les chariots sont partout : renversés sur les plates-bandes au milieu des immeubles, accrochés dans les escaliers, démontés dans les caves sinistrées ou les plus grands ont pris leurs quartiers. Les lampadaires sont décapités et, déjà, les tuiles orange qui décoraient plusieurs façades d'immeubles récemment « réhabilités » ont cédé sous les coups des ballons. Le Beau-Marnais est ainsi, soumis au vent qui fait voler les papiers journaux et les oiseaux, il faut appuyer sur une sonnette d'appartement pour les entendre chanter. Le Beau-Marnais « la cité des RMistes et des tickets bleus », dit le chauffeur de taxi, ces tickets de l'aide sociale qui donnent droit aux soins médicaux gratuits, dernier bastion communiste de la ville où le « non » à Maastricht a dépassé, ici, les 70 %. Le Beau-Marnais, c'est « la cité où personne ne travaille », résumait ses habitants. Christophe, lui, y débarqua à la mi-septembre. Après cinq cures de désintoxication, il retrouve sa

mère et neuf de ses douze frères et sœurs dans le deux-pièces de la cité. « La DDASS l'avait placé d'office à l'âge de dix-huit mois comme mes trois autres premiers enfants parce que j'étais moi-même à la rue, sans mari et sans à manger », explique sa mère, Marie-Christine, trente-huit ans, tout en laissant couler ses cheveux blonds par un de ses derniers négligés agrippés à sa large silhouette. « Quand il a eu douze ans, on est venu me voir et on m'a dit : votre fils, ça fait deux ans qu'il demande à vous connaître. Nous nous sommes vus les week-ends, ça se passait tellement bien qu'il ne voulait plus rentrer au foyer le dimanche. Un jour il a mis le feu au dortoir, il pensait qu'il allait revenir chez moi comme ça. Ils l'ont placé en hôpital psychiatrique. Et là il a commencé à se plaindre, à faire des fugues. Quand il est venu à la maison, ce n'était plus le même garçon. Je me souviens qu'il m'avait dit : maman, je voulais me suicider, mais je m'étais juré de ne pas le faire avant de revoir ton visage. Il prenait des drogues très dures. Un policier m'avait dit qu'avec ces drogues-là il pouvait ouvrir la fenêtre, se prendre pour un oiseau et se jeter dans le vide. »

Dix-huit ans enfin, et la liberté. Après ses cures de désintoxication, Christophe jure de ne plus retourner à Paris ni de céder à la tentation. « C'était dur, mais j'étais heureux de retrouver ma famille. En plus, j'étais sur le point de trouver un travail de manœuvre dans une entreprise de bâtiment. Je commençais à reprendre une vie normale. » Non sans mal : le jeune homme absorbe encore des médicaments pour calmer les douleurs du sevrage. « Il avait l'habitude

d'écraser les médicaments dans de l'eau et de se les injecter par intraveineuse, dit Marie-Christine. Je n'étais pas d'accord qu'il fasse ça devant les enfants. Alors, il allait dehors. C'est peut-être parti à cause de ça, il paraît qu'ils ont vu des seringues sur la pelouse. »

« Une trentaine autour de lui »

Comment est-ce « parti » au juste ? « Vendredi 25 septembre, une petite fille dit à sa mère : « Maman, mon ami, il y a un monsieur qui m'a pris en contact avec un géomètre travaillant avec son appareil de visée. Mais c'était trop tard, les mères se sont rassemblées devant l'école, Christophe passait par là, elles se sont mises à courir après lui », raconte M. Armand Pierrot, le directeur de l'école primaire Georges-André. « Ils étaient une trentaine autour de lui, il avait un revolver sur la table », dit Marie-Christine. Ils l'entraînaient : « Solenn ! Bougonne ! Bougonne ! Drogue ! Tu as violé nos gamines, tu as pris des photos de nos enfants pour faire des manières avec eux. Une femme m'a dit : j'ai une arme et la prochaine fois que je vois ton fils, j'épaulerai le tire. »

« Ils étaient hystériques. La rumeur prenait comme un incendie, vorace, s'alimentant de tout, avec une surcharge incroyable : c'était à celui qui apporterait à chaque fois un élément nouveau », se souvient M. Pierrot. Une femme dont l'enfant avait été enlevé plusieurs heures, il y a deux ans, avant d'avoir été reconstruit chez elle, croyait reconnaître le ravisseur de sa fille. Plus tard, c'était « une petite fille qu'on avait violée et éternisée à l'école [voisine] de Greuze ». On n'a pas retrouvé le corps, mais, selon les habitants, « c'est parce qu'on a déplacé le cadavre à la piscine des Tournesols. Un témoin l'a vu, avec un poignard

ensanglanté à côté ». Et puis, affirmant d'autres, des inscriptions avaient été écrites sur les murs de Greuze : « Les petites filles blondes, vous pouvez préparer votre tombe ! ». Mais, précisent les mêmes « témoins », la directrice de l'école s'est dépêchée de les effacer, tout comme les traces de sang. « Allez, avouez, avouez que c'est toi, donne-moi les preuves ! », ordonnent-ils à Christophe.

Les policiers, arrivés sur les lieux, ont dû mal à recueillir les « vrais » témoins et à fortiori à trouver le ou les auteurs d'enfants. Christophe est interpellé, puis relâché. Pas de crime, pas de témoins, mais toujours un coupable. Le lendemain matin, ils sont une trentaine à tambouriner à la porte de Christophe. Le lundi, une quarantaine, en majorité des femmes, Marie-Christine, accepte que deux d'entre eux fouillent de fond en comble l'appartement. Ces derniers ne trouvent pas l'appareil photo. « Tu parles, il avait eu le temps de le cacher » disent encore les mères de famille. Christophe décide alors de descendre en compagnie de quatre policiers : il veut se soumettre à une confrontation avec les enfants.

« A la porte de l'école, ils étaient une soixantaine, comme des fous. Ils voulaient le lyncher, réclamer justice, j'ai dû fermer les portes à clé, dit le directeur de l'école. Des délégués de parents sont entrés, mais ça n'a pas suffi. Dehors, des gens qui n'avaient rien à voir avec l'école étaient venus avec un mégaphone sur une voiture. Autant enlaid ne reconnaît Christophe, d'ailleurs reconnaître quoi ? Ils étaient terrorisés, rétorquent les parents aujourd'hui. Cette histoire de photos, ils ne l'ont pas inventée. »

L'après-midi, l'inspectrice départementale, l'adjoint au maire, M. Michel Lenglin, et le commissaire Cott tentent d'en finir une bonne fois pour toutes. Devant deux cents personnes, ils répètent qu'il n'y a pas eu de crimes, qu'aucune charge ne pèse sur Christophe, et que désormais il faut arrêter cette cabale. Le lendemain

main pourtant, puis le surlendemain, les parents reviennent à la charge sur le palier de Marie-Christine : « Quand on entendait du bruit, Christophe montrait dans les étages et s'enfuyait par les toits. » Un jour, un voisin parvient à défoncer la porte. « C'est normal puisqu'elle le cachait, se justifie-t-il aujourd'hui. Nous, ce qu'on veut, c'est qu'il quitte Calais. Vous avez vu sa tête, avec ses cravasses et ses boutons ? Il donne des bonbons aux enfants et il y a de la drogue dedans. Et puis le crime de Greuze, on dit que c'est lui, moi je ne sais pas, mais la police nous cache quelque chose. Et la mère, vous croyez qu'elle est sérieuse avec tous ces enfants ? Ils sont toujours en train de salir la cage d'escalier. Ils nous piquent notre électricité et leur appartement est plein de cafards. »

« Des grenades et des pistolets »

La chasse à l'homme est ouverte. On murmure que Christophe est quelque part dans la cité, « avec sa tête, vous verriez sa tête », répète une femme. Des rondes sont organisées, des cibistes quadrillent le quartier. La police, elle, se contente d'inviter Christophe à se réfugier à Lille dans un foyer. Faute de place dans cet établissement, il revient à Calais, errant de planque en planque. « Nous l'avons un jour, ce matin à la guéule pleine de trous, marmonne Bernard, serveur dans un café du centre-ville, l'un des leaders des justiciers du Beau-Marnais. Nous, on fait ça pour qu'il y ait enfin des preuves. On veut qu'il arrête d'attirer les enfants avec ses seringues et ses bonbons. On nous prend pour des fous, des ivrognes, des gens armés. Personne ne veut nous croire, mais on sait, nous, qu'il a de la drogue dans les chaussures. On sait même qu'il a planqué l'appareil photo à la consigne, avec des grenades et des pistolets. »

SOCIÉTÉ

CATASTROPHES

Deuil national aux Pays-Bas après la chute de l'avion-cargo d'El Al

Amsterdam compte ses victimes

Moins de quarante-huit heures après la chute du Boeing 747 cargo d'El Al dans un quartier populaire d'Amsterdam, les services de secours avaient dégagé, mardi 6 octobre, douze cadavres. Mais l'estimation du bilan est toujours beaucoup plus lourde, s'élevant mardi matin à 250 victimes. Quarante-huit des 239 familles habitant les deux immeubles évanouies se sont manifestées. Les opérations de fouille des débris se déroulent plus lentement que prévu et les autorités ont décidé d'employer les moyens lourds de déblaiement.

AMSTERDAM

de notre correspondant

La reine Beatrix, vêtue d'une cape noire pour toute protection contre le vent cru d'un matin blafard et brumeux d'octobre, fixe d'un regard atterré les immeubles évanouies, en masquant d'une main le signe d'effroi que l'on devine sur ses lèvres. Le prince héritier Willem-Alexander, un peu plus loin, baisse la tête pour réprimer le plus discrètement possible un sanglot muet.

Volées par des reporters tenus à distance du déplacement effectué lundi matin 5 octobre par la souveraine et son fils sur les lieux de la tragédie, ces deux images symbolisent la façon dont les Pays-Bas ont vécu le lendemain du drame. En prenant la mesure de son ampleur, et en se glissant, choqués, dans le deuil.

A l'incrédule des premières heures a succédé une douloureuse prise de conscience de la gravité des événements et de l'atrocité du sort subi par les victimes. Les images de la gigantesque brèche percée par le Boeing en perdition dans une barre habitée par plusieurs centaines de personnes, celles des ruines de béton arraché et, surtout, du mille-feuilles de gravats fumants faisant office de sépulture pour des dizaines de cadavres ont secoué les Néerlandais.

La déolation s'est teintée d'horreur à la découverte des témoignages des habitants de la cité sinistrée. Celui-là a vu des locataires des immeubles ravagés sauter par les fenêtres de leur appartement et s'écraser à ses pieds. Tel autre a entendu les cris

de douleur de malheureux transformés en torches vivantes par l'explosion de la bombe volante. Un troisième a aperçu des victimes appelant au secours en tapant sur les vitres, avant de s'effondrer, pris dans un piège de feu et de béton.

Les Pays-Bas sont traumatisés par tant de chaos et de violence. La visite qu'a rendue la famille royale à la cité Bijlmermeer, en compagnie du chef du gouvernement et des ministres de l'intérieur et des transports, exprime une compassion et un sentiment de révolte généraux. Rappelant celle effectuée en 1953 par la reine Juliana dans la Zélande inondée, elle estampille le drame d'Amsterdam comme « national ».

A La Haye, la « capitale institutionnelle », le président du Parlement et les chefs des groupes parlementaires ont décidé de reporter l'essentiel de leurs travaux. La Chambre devait rendre hommage à la mémoire des victimes, mardi 6 octobre. Le conseil municipal d'Amsterdam s'est réuni, pour sa part, en séance extraordinaire. « Un trou n'a pas seulement été creusé dans un quartier, mais dans toute la ville », a déclaré le maire, M. Ed van Thijn. Ivride, les traits tirés par la fatigue, il a annoncé l'annulation de toutes les festivités inscrites au calendrier des prochaines semaines.

Des fouilles plus lentes que prévu

Sur les lieux de la catastrophe, la fouille des débris consiste à extraire les cadavres de leur prison de gravats, car plus personne ne croit au sauvetage d'improbables miraculés. Mais elle se déroule beaucoup plus lentement que prévu. Interrompue dans la nuit de dimanche à lundi en raison des risques d'écroulement des débris, l'opération avait repris à l'aube, lundi, mais devait être suspendue à la mi-journée. Le vent menaçait de faire s'écrouler des blocs de béton en suspens et attisait des feux rampants sous les ruines. En fin de journée, la situation était finalement maîtrisée et quelque trois cents secouristes ont repris, dans la nuit de lundi à mardi, leur douloureux travail de fourmi.

Dans le même temps, des pompiers ont entrepris d'assécher les pièces d'eau agrémentant le quartier sinistré dans l'espoir de retrouver des corps ainsi que la « boîte noire » de l'avion accidenté. Cet équipement renferme

la clé du mystère qui entoure toujours la cause précise du plongeon du 747 d'El Al, sur laquelle trois équipes d'experts - du gouvernement israélien, de la compagnie aérienne et de la firme Boeing - sont venues enquêter à Amsterdam.

Les Surinamiens de Bijlmermeer

Mais, sans attendre le résultat de ces diverses investigations, les informations communiquées lundi par le ministère néerlandais des transports, les services du contrôle aérien de l'aéroport Schiphol et la direction de l'aviation civile permettent de reconstituer le scénario du drame.

Le hasard n'est pas clément avec les Pays-Bas. Les deux autres pays impliqués dans cette catastrophe

sont ceux avec lesquels les Néerlandais entretiennent les relations les plus émotionnelles. C'est le cas d'Israël, dont la cause a toujours été soutenue ici, et celui du Surinam, ancienne colonie devenue indépendante en 1975, dont les ressortissants forment, à Amsterdam notamment, une communauté aux effectifs imprécis (plusieurs dizaines de milliers de personnes), mais importants.

Or la cité Bijlmermeer est habitée par de nombreux surinamiens, qui, selon l'ambassadeur de Paramaribo à La Haye, pourraient avoir payé l'écot le plus lourd à la tragédie. Celle-ci est ressentie d'autant plus durement aux Pays-Bas comme au Surinam, qu'elle survient un peu plus de trois ans après un accident qui avait déjà coûté la vie à cent soixante-dix

sept passagers d'un Boeing-767 de la compagnie surinamienne.

Deux autres groupes d'immigrés, qui constituent l'essentiel de la population de la cité dévastée, sont aussi frappés. Il s'agit de personnes originaires des Antilles néerlandaises - dont le premier ministre devait arriver à Amsterdam pour soutenir ses compatriotes - et de Ghanéens. Quarante familles ghanéennes auraient disparu dans la catastrophe, mais le nombre des victimes africaines pourrait être beaucoup plus élevé. Il n'est pas rare que, pour un locataire officiel, les appartements abritent quatre ou cinq occupants clandestins. Ce qui fait craindre que le bilan de la tragédie d'Amsterdam ne soit jamais établi avec précision.

CHRISTIAN CHARTIER

Boeing demande d'inspecter les fixations des réacteurs sur certains types de 747

Le constructeur américain Boeing a demandé dans la soirée du lundi 5 octobre à toutes ses compagnies aériennes clientes d'inspecter, par mesure de précaution, les fixations des réacteurs sur trois types de jumbos-jets, les 747-100, 200 et 300, équipés de réacteurs Rolls Royce et Pratt et Whitney. L'avionneur de Seattle faisait en effet état le même jour de similitudes entre l'accident d'Amsterdam et celui d'un Boeing 747-200 version cargo (équipé de réacteurs Rolls Royce) de la compagnie taiwanaise China Air, qui s'était abîmé en mer après avoir perdu ses deux réacteurs de l'aile droite, peu après son décollage de Taipei.

C'est ce qui est arrivé, semble-t-il, au Boeing 747 cargo de la compagnie israélienne El Al, équipé, lui, de réacteurs Pratt et Whitney. Un premier incendie du réacteur intérieur sur l'aile droite de l'appareil a été suivi par un autre sur le réacteur extérieur, toujours sur l'aile droite, avant que les deux moteurs se détachent.

La piste extérieure 27

Lundi 5 octobre, on était en mesure de donner une chronologie exacte de l'accident. A 18 h 23, le Boeing 747 décolla de l'aéroport d'Amsterdam-Schiphol en direction du nord. Le décollage est assez lent, probablement du fait du chargement de l'appareil. Cinq minutes plus tard, le pilote, qui a, entretemps, pris la direction de Tel-Aviv, envoie un premier appel de détresse annonçant qu'un réacteur sur l'aile droite est en flammes. A 18 h 29, le pilote, qui a entamé son retour vers Schiphol, demande l'autorisation d'atterrir d'urgence et signale sa préférence pour la piste extérieure 27.

Une minute plus tard, la tour de contrôle propose la piste 06, mais le pilote maintient son premier choix. A 18 h 31, la tour de contrôle donne finalement son accord pour la piste 27 et le pilote entame une approche en cercle de la piste pour réduire son altitude. Trois minutes plus tard, le pilote annonce que son autre réacteur sur l'aile droite est en feu. A 18 h 35, il fait état de problèmes hydrauliques et indique ne plus contrôler l'appareil.

M. La.

REPÈRES

IMMIGRATION

Une manifestation du Front national contre les Maliens de Vincennes

Une centaine de militants du Front national ont manifesté, lundi 5 octobre à Paris, jour du vingtième anniversaire de la fondation de leur organisation, devant le secrétariat d'Etat à la ville, pour demander l'expulsion des quelque 1400 Maliens mal logés qui campent sur l'esplanade de Vincennes. Les manifestants protestaient aussi contre le logement de trente-cinq familles maliennes par la préfecture de région, et réclamaient « des chantiers pour les Maliens, des logements pour les Français », thème de la campagne d'opinion lancée par M. Jean-Yves Le Gallou, président du groupe FN au conseil régional d'Ile-de-France. Les manifestants voulaient être reçus par M. Jean-Louis Bianco, ministre de l'équipement, et par M. Marie-Noëlle Lienemann, ministre déléguée chargée du logement, mais semblaient ignorer que leurs cabinets sont implantés non

pas à Paris, mais à la Grande Arche de la Défense. M. Jean-Christophe Cambadélis, député (PS) de Paris, a qualifié de « lamentable provocation » cette initiative, tandis que SOS-Racisme appelle à une manifestation, samedi 10 octobre, entre Vincennes et la place de la Nation.

INTEMPÉRIES

Inondations dans le Sud-Ouest

Les pluies très abondantes de ces derniers jours (160 millimètres en deux jours) ont provoqué des inondations dans le Sud-Ouest, en particulier dans le piémont pyrénéen. Le niveau de la Garonne, de ses affluents et de ses sous-affluents ne cesse de monter. Dans les départements de la Haute-Garonne, de l'Ariège et des Hautes-Pyrénées, des routes secondaires et la nationale 119 ont été coupées. A Saint-Girons, des ponts sur le Salat ont été submergés. Lundi 5 octobre, des quartiers bas de Toulouse ont été mis en état de « pré-alerte » : la cote d'alerte de la Garonne est de 2,50 mètres et le fleuve devait

monter à 3,60 mètres dans la soirée du 5 octobre. La résidence universitaire de l'île du Ramier a été évacuée « par mesure de précaution ».

A Salies-du-Salat (Haute-Garonne), quatre-vingt-deux personnes ont été évacuées d'une maison de retraite et d'un lotissement. A Saint-Béat (Haute-Garonne), ce sont les occupants de plusieurs fermes qui ont dû partir de chez eux et des campements ont dû être évacués. A Lavelanet (Ariège), vingt maisons et une usine de textile sont dans l'eau. Dans le bassin de l'Adour, des routes et des ponts ont été coupés. A Lourdes (Hautes-Pyrénées), les sanctuaires sont dans l'eau et les cérémonies du pèlerinage du Rosaire, prévues pour le 6 octobre, risquent d'être annulées ou reportées. A Bagnères-de-Bigorre (Hautes-Pyrénées), un camping a dû être évacué. Dans les Pyrénées-Atlantiques, où le gavage de Pau, la Nive et les autres rivières ont dépassé leur cote d'alerte, il a fallu évacuer des habitants de Mauléon-Licharre et des environs de Saint-Jean-Pied-de-Port. Plusieurs usines ont dû mettre leur personnel en chômage technique.

DIAGONALES

UMBERTO ECO, lorsqu'il parle en public et qu'il cite un texte, au lieu de dire « je cite » et « fin de citation » comme ses collègues français ou dans l'audiovisuel (de moins en moins, dans l'audiovisuel, car les références littéraires, c'est mauvais pour l'Audimat), Eco, donc, le temps de sa citation, mime l'ouverture et la fermeture des guillemets en levant l'index et le médium de chaque main de part et d'autre du visage. La geste rappelle le V de Churchill et des manifestants du monde entier, les doigts moins écartés, moins triomphants, plus neutres et bénédissants, comme le pape dans la foule ou certains Jean-Baptiste vêtus de peau de bête.

Ce signe que les Parisiens ont semblé découvrir lors de sa leçon inaugurale au Collège de France, vendredi dernier, Eco l'a emprunté aux campus d'outre-Atlantique, où il a remplacé le « quote », équivalent de nos « je cite ». Adoptée par les Italiens, plus prompts que nous à joindre le geste à la parole, l'habitude américaine pourrait gagner bientôt les amphithéâtres français. Nos happy few s'en servent déjà dans la conversation, pour signifier que leur dire est à prendre avec des réserves quand au sens commun de certains mots employés comme à regret. Ce recours au second degré, marque distinctive de l'élite intellectuelle, il est chic de le souligner par l'expression redondante : « avec des tonnes de guillemets ».

Tant de respect confirme, par son exception, la règle d'un dédain grandissant envers les citations exactes.

Les romanciers abandonnent de plus en plus les discours direct et indirect, au profit d'une relation indéfinie des propos tenus, sans signe de ponctuation renvoyant à la responsabilité de celui qui parle, narrateur ou personnage. On lit couramment : « Il m'a dit je t'aime, j'ai répondu c'est pas trop tôt ». Après la mort de Dieu et de l'auteur, ce serait la fin, logique, de tout « locuteur » identifiable. Foin des qui a dit quoi et des copyrights ! De la parole circule, du discours anonyme coule, sans origine marquée : on entend des doctes dire ce genre de choses !

On ne comprend plus rien aux glissements du langage, on se trompe de coupables et de remèdes aux affaiblissements déplorables, si on perd de vue qu'en une génération l'essor de l'audiovisuel a donné à la langue orale une pré-

dominance massive sur la langue écrite, en volume de mots rencontrés. On entend désormais plus de phrases publiques qu'on en lit. Des formules toutes faites se répandent par contagion immédiate et contaminent la prose imprimée.

La classe technico-politico-médiatique fait et défait les modes de vocabulaire et de syntaxe. Citons pour mémoire les « c'est vrai que », « un peu », « clairement », « concrètement », « au quotidien », gros comme des craintes refoulées, ou encore « absolument » et « tout à fait », mis pour... « oui ». La variante « j'ai été tout à fait clair » ou « le ministre a été tout à fait clair » est en passe de devenir l'équivalent oral de la ponctuation : deux points ouvrent les guillemets. Je signale l'arrivée d'un nouveau virus grippal, « ceci étant ».

Ces chevilles destinées à gagner du temps, ou à en perdre, par rapport au vide de la pensée, on en sourit d'autant plus volontiers qu'on n'y échappe pas soi-même. Dorénavant, les métaphores connaissent le même destin propre à en ruiner l'effet : venues de nulle part, reprises partout comme autant de truquillages, elles sont bientôt démodées par la suivante, toute aussi creuse. Ainsi de : « adopter un profil bas », remettre les pendules à l'heure », « jouer dans la cour des grands ». « L'Europe à deux vitesses » est le dernier en date des doubles blancs du domino à quoi jouent nos experts.

Fortes de leur puissance de feu médiatique, les « communicateurs » patentés ont ravi aux autorités universitaires le pouvoir de faire la loi en matière grammaticale. Lu récemment dans le *Correspondance de la presse* : « le magazine X... va bientôt décliner son concept à l'international ».

Ce charabia se conjugue avec des calembours qui tiennent, on le sait, le haut du pavé... publicitaire. L'apprentissage de l'orthographe s'en trouve compliqué, avec la bénédiction des pouvoirs publics. Au risque d'ajouter à la confusion qui règne chez nos écoliers, un musée national a jugé rigolo d'attirer (?) ces derniers avec un dépliant intitulé : « S'amusez ».

BERTRAND POIROT-DELPECH de l'Académie française

Les politiques, aussi appelés *politiciens* quand ils ne partagent pas vos vœux, participent au grand dévergondage décadent, à proportion de leur présence sur les ondes. Leur langue de plastique a multiplié les automatismes, selon lesquels un enjeu ne peut être que majeur, une question : fondamentale (centrale) pourrait bien prendre le relais ; une réflexion ne saurait être conduite que sous forme d'axes ou de pistes.

Cette logomachie n'est évidemment pas neuve, car rien n'est jamais fortuit dans le cheminement des mots, ce qui rend leur histoire si éclairante. Elle favorise un formidable alambic chez certains dirigeants. Je pense à l'un d'eux, fort en gueule, qui a pu soutenir Maastricht en juin, l'attaquer en juillet, et se proposer, en octobre, comme modèle d'un mot atteint lui aussi par la mode, la morale.

Fermons les guillemets, et revenons à Umberto Eco. « La Monde des livres » dira après-demain où l'auteur du *Nom de la rose* fait remonter le vieux rêve humain d'une langue universelle. Ce qui frappe et rafraîchit, quand on a le privilège d'écouter un tel conférencier, mais aussi bien en lisant des livres, c'est la qualité de ce qui est énoncé, par rapport à nos paroleries ordinaires.

Tout à coup, on apprend vraiment des choses, et sur un sujet qui nous concerne tous au plus intime : les diverses langues du monde sont-elles sorties d'une seule, celle que Dieu aurait employée avec Adam, comme on l'a beaucoup supputé, de la Bible à Chomsky ? Vaut-il, en fin de compte, un autre dialecte ou le même ? Comme Hagège dans le *Souffle des langues* (Odile Jacob éd.). Eco croit à l'avenir du multilinguisme, notamment en Europe, quitte à ce que nous utilisions deux sortes de langues, celles des aéroports - l'anglais ferait l'affaire - et les autres, non pas réservées aux clercs, comme disent les démagogues pour discréditer le savoir, mais ouvertes à quiconque n'a pas renoncé à réfléchir pour de bon.

Pourvu que les doigts-guillemets d'Umberto Eco, agités là même où Bergson, Valéry et Barthes ont pensé tout haut et tout bas de l'alégresse qu'on y trouve, pourvu que ces doigts d'officier ne prennent pas, après coup, le sens d'une ultime célébration, d'une parenthèse qui se ferme !

Bernard est décidé à sortir les bergers allemands, « jusqu'au moment où je l'aurai bien en face de moi et qu'il me dise enfin la vérité ». Il est persuadé que Christophe a des complices, que des meurtres d'enfants sont aussi commis ailleurs, dans les villages d'à côté. « Au total, il y en aurait dix-sept. » On n'est pas des fous, le vous assure, on n'est pas des méchants, on veut simplement des preuves. Si la presse est là, c'est bien qu'il y a un fond de quelque chose, non ? Et si, à l'école, ils ont renforcé la sécurité, c'est qu'ils nous cachent la vérité, non ?

« Nous sommes piégés », explique le directeur de l'école. J'ai fait le cirque en me baladant autour de l'école avec le téléphone portable pour leur faire croire que j'étais en liaison avec la police. J'ai accu la surveillance de la cour de récréation pour les rassurer et, en fin de compte, ça ne fait que les conforter dans leur paranoïa. Ils sont largués, ils sont au chômage, il y a un fort taux d'alcoolisme, ils se sentent laissés pour compte et ils ne supportent pas qu'on les ignore comme ça. On sent qu'ils ont envie d'une action spectaculaire, de montrer qu'ils existent. » Un parent d'élève, en désaccord total avec les habitants du quartier, pense qu'ils sont tellement dans leur délire qu'ils seraient bien capables de simuler un rapt d'enfant pour accorder leur thèse.

Quant à Marie-Christine, elle voit ses amis s'écarter de son chemin, elle a été surprise aussi de voir parmi les manifestants cette « mère dont le fils de quatorze ans avait été condamné parce qu'il avait donné un coup de couteau à un écolier pour une cigarette ». Et tous ont sans doute en mémoire l'arrestation, il y a un an, de parents qui avaient trouvé assez de clients dans la cité pour prostituer leurs enfants à domicile.

Christophe, lui, pense à son avenir : « Tout se casse la gueule alors que je n'ai jamais été aussi près du but. » Caché comme un malfaiteur, il est persuadé que le patron qui voulait l'embaucher va faire marche arrière. « Et puis, de toute façon, ils

veulent tous me flinguer. » Christophe est habitué à dormir dehors : « A Paris, je le faisais souvent, sauf qu'à Paris il n'y avait pas des dizaines de mecs qui voulaient me faire la peau. » Il dit qu'ici « c'est définitivement fou ». « Imaginons que ça se calme dans la cité. Il y en aura toujours qui se taperont une cuite un jour et se diront : tiens, si on se faisait le violer ce soir, il n'y a pas assez payé celui-là. » Christophe, quelquefois, rêve de campagne, « toute la famille enfin réunie dans une grande maison », ce serait la solution. Pour l'instant, il sent « les nerfs monter, plein de trucs dans la tête, il manque la dernière goutte : c'est quand on a tout perdu, que tout le monde est contre vous, on devient comme un chien, on n'y peut rien, c'est la nature humaine ».

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel des lundi 5 et mardi 6 octobre 1992.

UN DÉCRET

— n° 92-1076 du 2 octobre 1992 relatif aux emplois consolidés à l'issue des contrats emploi-solidarité.

UN ARRÊTÉ

— du 2 octobre 1992 relatif à la procédure d'importation et d'exportation des matériels de guerre, armes et munitions et des matériels assimilés.

UNE ORDONNANCE

— n° 92-1079 du 1^{er} octobre 1992 relative au code de la consommation des boissons et des mesures contre l'alcoolisme applicable dans la collectivité territoriale de Mayotte.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde ARTS et SPECTACLES

مكذا من راصل

Le Monde • Mercredi 7 octobre 1992 •

Le Monde des
DEBATS
Le Monde



LE NOUVEAU MENSUEL DU MONDE

des écrivains, des spécialistes, des chercheurs venant d'horizons très divers à

SCIEN
Un siècle

Le sida t

Le Monde

SCIENCES • MEDECINE

Un siècle de tremblements

A l'occasion du centenaire des premiers enregistrements de séismes lointains, des spécialistes d'une vingtaine de pays ont fait le point, à Strasbourg, sur les progrès de la sismologie

STRASBOURG

de notre envoyée spéciale

LE 20 décembre 1892, l'observatoire sismologique de Strasbourg enregistrait les ondes émises par un tremblement de terre qui s'était produit moins de dix minutes plus tôt au Beloutchistan. Certes, le 11 mai précédent, un séisme survenu au Japon s'était déjà inscrit sur les sismographes de Strasbourg. Mais il a été impossible à Michel Cara, professeur à l'université Louis-Pasteur de Strasbourg, de retrouver l'enregistrement de l'événement du Japon. Comme le sismogramme du Beloutchistan figure dans les archives de l'Ecole et Observatoire (ex-Institut) de physique du globe (EOFG) de Strasbourg, c'est lui qui est considéré comme le premier enregistrement de séisme lointain jamais obtenu en Alsace.

Quel que soit l'enregistrement retenu, les dates du symposium «Défis de la sismologie fondamentale», qui a été organisé par Roland Schlich, directeur de l'EOFG, et qui a réuni, du 22 au 25 septembre, 140 participants venus d'une vingtaine de pays pour célébrer ce centenaire, étaient donc bonnes.

De tout temps, les hommes ont subi les séismes. La terre se secouait violemment; les villes s'écroulaient; les morts étaient très nombreux. Mais on ne savait rien de ce phénomène redoutable. Les Chinois avaient bien inventé, au II^e siècle de notre ère, le premier sismographe: une très jolie jarre dont l'un des huit dragons ornant la partie supérieure lâchait une

bille qui tombait dans la bouche d'une des huit grenouilles assises en rond au pied du vase. L'appareil était superbe. Mais il ne donnait rien et c'était tout de même un premier renseignement que la direction initiale de la première secousse.

En 1880, un violent tremblement de terre se produisit à Tokyo. John Milne, un physicien britannique «embauché» pour moderniser l'enseignement supérieur du Japon, construisit un appareil très rustique pour mesurer les déplacements du sol pendant un séisme. Il obtint des résultats intéressants. Certes, il soupçonnait l'existence et la propagation des ondes sismiques, mais il n'avait aucun moyen de prouver celles-ci.

Le génie de von Rebeur-Paschwitz

Néanmoins, l'idée de surveiller les tremblements de terre était «dans l'air». Tout au long du XIX^e siècle, des scientifiques de nombreux pays — qui, forcément, ne connaissaient rien à la sismologie — ont commencé à faire des catalogues des séismes dont ils avaient connaissance en y notant le jour, l'heure (approximative), les dégâts, les victimes et autres caractéristiques des secousses.

On a aussi installé, un peu partout dans le monde, des pendules dont les perturbations permettaient de détecter d'infimes variations de l'inclinaison du sol dues, en particulier, aux marées terrestres engendrées, comme leurs «sœurs» marines, par les positions relatives de la Terre, de la Lune et



Une vue (très limitée) de la faille qui a joué en quelques secondes sur une quarantaine de kilomètres de long lors du tremblement de terre d'Asanum (10 octobre 1880, magnitude 7,3). Le côté nord de la faille (à droite sur la photo) est monté d'environ 2 mètres par rapport au côté sud (à gauche sur la photo). (Photo: Rolando Armijo).

du Soleil. C'est un jeune physicien allemand, Ernst von Rebeur-Paschwitz (1861-1895), qui eut «le» trait de génie en 1889. Tout d'abord, il remarqua que les enregistrements de deux pendules situés l'un à Potsdam (tout près de Berlin), l'autre à Wilhelmshaven (non loin de la mer du Nord, à quelque 70 kilomètres au nord-ouest de Brême) avaient eu dans l'après-midi et la soirée du 17 avril de fortes perturbations dont les enregistrements se ressemblaient beaucoup, les heures coïncidant à quelques minutes près.

En quelques années...

Deux mois plus tard, von Rebeur-Paschwitz apprit, par la revue scientifique britannique *Nature*, qu'un violent séisme s'était produit à Tokyo un peu plus d'une heure avant les bizarreries de ses enregistrements en tenant compte du décalage horaire. Il fit la relation entre ces phénomènes, sans rapport apparent entre eux selon les connaissances de l'époque, et dès le 25 juillet 1889, il affirmait dans *Nature* que les perturbations des sismogrammes allemands avaient été engendrées par le séisme de Tokyo. A partir de ce jour-là, on a su que les ondes sismiques existent et se propagent dans toute la Terre. La sismologie était née.

Les progrès de cette nouvelle science ont été foudroyants. En quelques années — jusqu'à la première guerre mondiale — les spécialistes ont appris à distinguer les différentes ondes engendrées par les séismes; ils ont su calculer —

sans ordinateur — la vitesse de chacune d'entre elles; ils ont compris que cette vitesse varie en fonction de la densité, et aussi de la température, du milieu traversé; ils ont su que les discontinuités existant à l'intérieur de la Terre réfléchissaient (ou) réfractaient chaque train d'ondes; ils ont utilisé ces toutes nouvelles connaissances à «ausculter» l'intérieur de notre planète; ils ont distingué, dans ce dernier, différentes couches concentriques.

En 1906, John Milne évoquait, dans une conférence faite à Oxford, la présence d'une discontinuité située à la profondeur de 5 à 30 kilomètres. En 1909, le Croate Andrija Mohorovicic confirmait l'existence de cette discontinuité (à laquelle il a laissé son nom) à la base de la croûte. Pen avant, l'équipe d'Emil Wiechert (université de Göttingen) avait suggéré la présence d'un noyau central; en 1913, Beno Gutenberg (1) nous seulement prouvait cette existence, mais encore estimait à 3 500 kilomètres le rayon de ce noyau, estimation que les calculs ultérieurs ont reconnue exacte à quelques kilomètres près!

YVONNE REBEYROL
Lire la suite page 12

(1) Dans les années 30, le même Beno Gutenberg, immigré aux Etats-Unis, et Charles Richter, travaillant ensemble au California Institute of Technology, ont imaginé la méthode permettant de calculer et de comparer l'énergie libérée par la rupture initiale qui se produit au foyer d'un séisme: ainsi est née la notion de magnitude.

Le sida tel qu'on en parle

Une enquête sur l'attitude des Français face à l'épidémie révèle un niveau de connaissances et de tolérance accru

COMMENT la société française réagit-elle face à l'épidémie de sida? Quels changements la maladie engendrent-elle dans les valeurs, les comportements? La deuxième enquête, dite KARP (en anglais, et selon la terminologie de l'OMS), sur les «connaissances, attitudes, croyances et pratiques» des Français face à l'infection par le virus du sida, annoncée au mois de juin par M. Jean-Paul Moatti, chercheur en sciences sociales à l'INSERM, devant les associations de prévention («le Monde Sciences-Médecine» du 22 juillet), vient de paraître dans le numéro d'octobre du mensuel la Recherche. Comparées aux résultats d'une première étude effectuée en mars 1990 et «redressées» pour cause de protocole différent (1), les données recueillies entre février et mars derniers attestent d'une lente, mais sûre, évolution des mentalités.

Le savoir acquis, tout d'abord, s'améliore. Sur les huit questions concernant les modes de transmission du virus, plus de la moitié du panel interrogé (51,7 %) formule sept réponses exactes. Parallèlement, certaines illusions s'estompent. En 1990, 25,4 % des sondés croyaient que «se laver après l'acte sexuel» était un moyen de protection efficace. Ils ne sont plus que 17,3 % en 1992. C'est parmi les répondants de niveau d'éducation inférieur au baccalauréat et chez les moins de trente ans que le degré d'information a progressé de façon «particulièrement significative».

D'emblée, prévient M. Moatti, «il ne s'agit pas d'analyser toutes les réponses comme des QCM (questions à choix multiples) de médecine». La diffusion des connaissances a aussi ses ambiguïtés, des «effets pervers» dont il convient de tenir compte. Ainsi, par exemple, quelques doutes se renforcent dans l'esprit des sondés, notamment sur les risques de contamination lors de soins dentaires (64,8 % y croient en 1992, contre 53,6 % en 1990), lors de séances d'acupuncture (58,2 % contre 55,2 %), ou en cas d'utilisa-

tion du rasoir mécanique d'une personne contaminée (64,5 % contre 60 %).

Dans les trois hypothèses, les chercheurs soulignent que «l'existence d'un risque ne peut être totalement écartée, même si la probabilité d'infection demeure infinitésimale», et constatent surtout un renforcement «inévitable» de ces croyances «dans tous les cas où l'information scientifique peut apparaître au grand public comme contradictoire ou en tout cas incertaine». M. Moatti évoque à ce titre la transmission du virus du sida de la mère au fœtus par le lait maternel, un mode de contamination désormais scientifiquement avéré. 31,9 % seulement des personnes de niveau égal ou supérieur au baccalauréat y croient, contre 40,9 % des répondants de niveau d'éducation inférieur. Information mal comprise ou mal transmise d'un côté, bon sens de l'autre.

La confiance dans la profession

Plus étonnant: malgré la crise de légitimité qui a frappé le système transfusionnel français, les risques de transmission du virus «en recevant» ou «en donnant du sang» sont cités moins souvent qu'il y a deux ans. En outre, le nombre de personnes ayant effectué au moins un don de sang dans l'année écoulée a «peu varié» (12,9 % en 1990, 11,9 % en 1992). Enfin, l'affaire de la contamination des hémophiles n'a apparemment pas favorisé la distinction discriminatoire qui était à craindre entre les «bons» et les «mauvais malades». «Un petit effet inverse» se serait même produit, explique M. Jean-Paul Moatti, «la solidarité avec les malades transfusés ayant eu tendance à se renforcer et à s'étendre à tous les autres».

En dépit des «événements», cette «relative robustesse du climat de tolérance dans notre pays» perdure, à l'égard des personnes infectées et... du corps médical. L'image des médecins des centres de transfusion sanguine, entachée par l'affaire du sang contaminé (41,7 % des per-

sonnes interrogées les désignent comme «principaux responsables», tandis que 30,7 % incriminent le gouvernement, ne paraît pas avoir entamé la confiance dans l'ensemble de la profession.

L'attitude se traduit en revanche sur le terrain de la responsabilité individuelle: 74,2 % des sondés de 1992 (ils étaient 70,4 % en 1990) se disent partisans d'une action en justice contre les personnes séropositives qui n'auraient pas informé leur partenaire sexuel du risque encouru. Plus de la moitié des femmes (56,1 %) et des hommes (51,6 %) considèrent «irresponsable» une femme enceinte séropositive qui refuserait l'interruption volontaire de grossesse.

Au chapitre de la fermeté également, une forte proportion de l'échantillon reste «d'accord et peut-être d'accord» avec le dépistage obligatoire (60,8 % en 1992 contre 55,2 % en 1990). La tendance diffère cependant selon les circonstances, et les enquêteurs précisent que «ces évolutions n'affectent en réalité significativement que le groupe des plus de trente ans de niveau d'éducation inférieur au baccalauréat». A la hausse: les tenants du test obligatoire pour les prostituées (95,2 %), avant le mariage (83,7 %), à l'entrée à l'hôpital (79,4 %) et en médecine du travail (62,6 %). En légère baisse: ceux qui le souhaitent pour les toxicomanes (92,7 %), dans les prisons (81,5 %), à l'entrée (78,5 %) et pour les étrangers aux frontières (72,2 %).

Autre signe des temps, la relation aux enfants. La majorité des répondants se déclare favorable à l'éducation sexuelle à l'école avant le secondaire (64,7 %), à l'installation dans les établissements scolaires de distributeurs automatiques de préservatifs (68,3 %), et à leur remboursement par la sécurité sociale (59,2 %). En 1990, 32,5 % des sondés répondaient «non» à la question de savoir s'ils laisseraient leurs enfants en compagnie d'une personne séropositive. Deux ans plus tard, ils ne sont plus que 19,3 %.

Solidarité et tolérance accrues,

persistance de certaines craintes et pratiques «irrationnelles», l'enquête KARP permet d'appréhender, à un moment donné, sur un sujet précis, l'état des mœurs. Recoupée avec d'autres indicateurs (données épidémiologiques ou ethnographiques sur des populations spécifiques, des circonscriptions géographiques, enquêtes quantitatives et qualitatives des appels téléphoniques au numéro «Sida info-service», des activités des centres de dépistage, de l'évolution des ventes de préservatifs), elle réunit des indices capables d'orienter les politiques de prévention.

A l'Agence française de lutte contre le sida (AFLS), M^{me} Ariane Revol-Briard, chargée de mission à la communication, confie que «la campagne d'affichage «Dis-moi oui» a été complètement bâtie à partir des résultats de l'enquête de mars 1990. On s'est aperçu que, globalement, les gens se disaient à cent pour cent solidaires avec les malades du sida, explique-t-elle. Mais au fur et à mesure qu'on entrait dans le détail, avec des questions comme «Partirais-tu en vacances avec?», «Interviendrais-tu en tant que confidentiel pour vos enfants?», une personne séropositive, le pourcentage diminuait nettement. Les résultats 1992 sont actuellement à l'étude à l'AFLS. Quel impact auront-ils sur les choix stratégiques en matière de communication?

«Il est trop tôt pour le dire», affirme-t-elle à l'AFLS. Il semble pourtant que, sans négliger la communication «grand public» et en respectant l'équilibre entre, d'une

part, la promotion du préservatif et, d'autre part, les messages de solidarité à l'égard des malades, l'agence pourrait réfléchir à une communication plus ciblée, à destination de groupes de population dits «à risques». «On poursuit inévitablement plusieurs objectifs en même temps, commente pour sa part M. Moatti.

On n'est jamais à l'abri des effets contradictoires, des effets pervers de la prévention. Et la contradiction ne peut aller qu'en se renouvelant sans cesse, car la maladie est une maladie transmissible. Plus encore que l'opinion, la prévention est fragile.

LAURENCE FOLLÉE

(Publicité)

La MYCOLOGIE est une science tellement complexe que tous les ouvrages réalisés ne sont conçus, que pour faire connaître au Public, «l'existence de divers Champignons». Car pour «les reconnaître, les identifier», parmi les 1600 espèces les plus répandues, il faut y avoir consacré au moins 20 ans de sa vie!

L'ENCYCLOPÉDIE ANALYTIQUE DES CHAMPIGNONS

Un énorme travail de Jacques Montégut, vous donne une chance sérieuse, sans être Mycologue de reconnaître les Champignons, parmi 1600 espèces, car il les a analysés sur le plan de leurs caractères morphologiques et ensuite classés en fonction de la présence ou de l'absence de ces caractères. Répartis dans 7 grands groupes, empiriquement constitués, 205 INTERCALAIRES portent les analyses de 2350 Espèces dont 1600, parmi les plus répandues, sont présentées, en sus, avec photos couleurs, descriptifs complémentaires, sigles et mots clés.

Prix 1 800 F TTC et franco en 2 Volumes; format h. 32,5 x 24,5 cm, 1114 pages, 4,800 kg, couverture en dur et dorure à chaud.

Commande à: S.E.C.N. - BP 39 - 78830 ORGEVAL. Veuillez me faire parvenir l'ENCYCLOPÉDIE ANALYTIQUE DES CHAMPIGNONS. Ci-joint mon chèque de F. 1 800

La CASSETTE VIDEO, VHS, 3 heures 427 F Acquis avec l'ENCYCLOPÉDIE ANALYTIQUE ... 180 F

Nom : Prénom : Adresse : C.P. : Commune :

☐ Je désire d'abord recevoir votre Documentation Présentation (140 g.) Ci-joint mon chèque de 35 F déductible sur mon achat éventuel de l'ENCYCLOPÉDIE. (Il s'agit d'éléments de l'ENCYCLOPÉDIE.)

(1) L'enquête menée en mars 1990 portait sur un échantillon national de mille personnes constitué selon la méthode des quotas. L'interview était réalisée en face-à-face au domicile de l'interviewé. En février-mars 1992, l'enquête a été réalisée par téléphone auprès d'un échantillon sélectif d'individus âgés de dix-huit à soixante-neuf ans, suivant le même protocole que l'étude ACSF (analyse des comportements sexuels en France) effectuée sous la responsabilité de l'INSERM (le Monde du 1^{er} juillet).

SCIENCES • MEDECINE

Les ferrailleurs du nucléaire

Une industrie est en train de naître : celle des démonteurs d'installations nucléaires. Le CEA fourbit ses armes et développe de nouvelles techniques

QUE faire des ateliers ou des installations nucléaires qui arrivent en fin de vie ? Pas question, bien sûr, contrairement à ce qui se passe souvent dans d'autres domaines d'activités industrielles, de laisser bâtiments et matériels se dégrader lentement sous les assauts du temps. Trop dangereux. Dans ces installations, la radioactivité règne, invisible, prête à profiter de la moindre fuite d'inattention, de la moindre fissure, de la moindre faille dans le dispositif de sûreté.

Ailleurs aussi ces risques existent. Mais leurs dangers sont souvent perçus de façon différente. Or, plus que toute autre, l'énergie nucléaire se doit d'être exemplaire. Parce qu'il y a eu Hiroshima, parce qu'il y a eu aussi Three-Mile-Island, parce qu'il y a eu encore Tchernobyl et Tschelobinsk. Parce que, enfin, les quelque quatre-vingt réacteurs nucléaires civils qui fonctionnent dans le monde ne peuvent véritablement être acceptés par l'ensemble de l'opinion publique qu'à la condition que le nucléaire joue totalement la transparence de l'information et démontre sa capacité à gérer proprement ses activités.

Dans ce contexte délicat, la plupart des pays industriels ont décidé de la meilleure manière de démanteler leurs installations nucléaires et de remettre dans un état aussi proche que possible de leur état initial les sites qui ont hébergé les fameuses installations nucléaires de base. La tâche n'est guère aisée.

Elle est d'autant plus difficile qu'on monte dans la hiérarchie des opérations de démantèlement. Au niveau 1, on se contente d'une fermeture sous surveillance accompagnée d'un enlèvement définitif des matières nucléaires. Au niveau 2, on pratique une libération partielle et conditionnelle du site en réduisant au minimum le volume de l'enceinte radioactive. Avec le niveau 3, on atteint l'idéal puisque le site traité devient réutilisable sans restriction.

D'une manière générale, on choisit plutôt aujourd'hui de ne pas démanteler totalement les installations lorsqu'elles ne présentent pas de risque de détérioration rapide, afin de permettre une décroissance significative de la radioactivité qu'elles contiennent encore et être mieux à même ensuite de procéder à un démantèlement de niveau 3. En dépit de ces contraintes, les spécialistes de ces techniques se sont déjà livrés à quelques démonstrations de niveau 3.

C'est ainsi que les Américains ont presque entièrement démantelé leur réacteur de Shippingport (72 MW) pour un coût d'environ 100 millions de dollars. Les Allemands ont fait de même pour 120 millions de dollars avec leur 100 MW de Niederwiesbach, et les Japonais avec leur JPRD de 90 MW pour 145 millions de dollars. Paradoxalement, la France ne s'est pas encore lancée dans une opération de cette envergure.

Mais, depuis vingt ans déjà, le

Commissariat à l'énergie atomique (CEA) a totalement démantelé – au niveau 3 – six réacteurs de recherche ou maquettes critiques de faible puissance et huit installations composées de laboratoires ou d'usines. D'autres sont en cours : quatre opérations de niveau 2 sur des réacteurs (G2, G3, EL-4 et Rapsodie) et six de niveau 3 sur des laboratoires et des usines. Au total, une vingtaine d'installations du CEA devraient être « traitées » d'ici à l'an 2000. Coût de la facture : 1,5 à 2 milliards de francs.

Le CEA n'est donc pas à la remorque de ses concurrents. L'un de nos

notus par rapport aux opérations qui ont été menées à l'étranger, explique M. Jean-Yves Barré, directeur du cycle du combustible au CEA, c'est que nous avons depuis vingt ans travaillé sur une multitude de projets différents. De ce fait, nous avons acquis une vue d'ensemble des problèmes qui se posent et avons évité le piège d'une spécialisation sur un seul type de démantèlement. En outre, nous bénéficions par rapport à nos confrères de l'appui constant et des apports des équipes de la direction du cycle du combustible.

Une opération test à Chooz

Sans doute est-ce là l'une des raisons pour lesquelles le CEA, selon M. Barré, a pour les dix ans à venir, « le programme de démantèlement plus ambitieux ». Seule inconnue : les crédits. Seront-ils disponibles quand cela sera nécessaire ? Car, par un de ces paradoxes dont l'administration est familière, le CEA se doit, du fait de son statut d'organisme public, de provisionner ces opérations pluriannuelles par des crédits annuels seulement prélevés directement sur son budget de recherche (1).

Une situation inconfortable et qui tranche avec celle d'EDF, qui met régulièrement en réserve les sommes nécessaires au démantèlement futur de ses centrales, soit 15 % environ du coût actualisé de la construction d'un réacteur. Près de 16 milliards de francs ont ainsi été provisionnés en 1989 par l'établissement public. Mais ce n'est pas avant 2020-2030, estime M. Barré, que le gros de ce marché se manifesterait, du fait de l'augmentation de la durée de vie des centrales à quarante ans. Dans ces conditions, il est probable que les opérations de niveau 3 sur ces sites n'interviendront pas avant 2050.

Ce n'est bien entendu pas une raison pour éviter de se préparer. D'ailleurs, il n'est pas impossible qu'une petite opération de démonstration soit bientôt effectuée sur le plus ancien des réacteurs de la centrale de Chooz, une unité de 320 MW mise en service en avril 1967. « Ainsi pour-on », explique M. Barré, mieux cerner les coûts et les difficultés techniques. Acquérir des connaissances, des tours de main, du savoir-faire, c'est toute l'ambition de la division du cycle du combustible et de ses cinquante personnes chargées

du démantèlement au sein de l'UDIN (2).

« Notre objectif », ajoute-t-il, n'est pas de jouer les opérateurs pour les grosses opérations. C'est à d'autres comme Framatome, Technicatome, SOG et bien d'autres de s'en charger et de mettre en œuvre les méthodes, les connaissances, les techniques, les systèmes de mesure et les contrôles que nous aurons développés. C'est d'ailleurs le sens de toute une série d'opérations qui sont actuellement mises en place. A commencer par le système expert Baladin, qui doit aider le démonteur dans ses choix.

C'est aussi celui du développement au Crousel, en association avec EDF et Framatome, d'un four d'incinération destiné à brûler les tonnes de graphite qui ont connu le feu nucléaire dans les réacteurs plutonigènes du CEA ou dans les tranches graphite-gaz d'EDF. C'est encore celui de cette aciérie prototype (le Monde du 19 septembre) installée au cœur même des réacteurs militaires G2 et G3 du centre de Marcoule (Gard), qui a déjà fondé en quelques mois un peu plus de mille tonnes d'acier légèrement contaminé en lingots de 25 kilos ou de 2 à 5 tonnes. Coût de ce programme : 43 millions de francs financés en partie par le ministère de la défense, auxquels s'ajoutent 40 millions de francs pour les Activités du haut Languedoc, chargées de l'opération.

Depuis vingt ans, tout avance donc à petits pas. Ce qui permet à M. Barré d'être optimiste quant à l'avenir de ce métier en devenir. « Le démantèlement, dit-il, est aujourd'hui une opération techniquement maîtrisée, dont les technologies sont disponibles à près de 90 % et la sûreté garantie. Les doses de rayonnement reçues par les équipes de démantèlement sont acceptables et très en dessous des niveaux initialement prévus, comme l'ont montré certains chantiers ».

« Enfin, la gestion des déchets générés par ces opérations, qui représente entre 30 % et 70 % du coût du démantèlement, est également maîtrisée, comme le sont les coûts, que j'estime supportables. » Excess de confiance ? Peut-être un peu. Car si la technique « a débouché », il reste encore beaucoup à faire en ce qui concerne par exemple la réglementation, aujourd'hui inexistante, de la gestion des déchets légèrement radioactifs ou la construction des futures installations nucléaires, qui, dès leur conception, devront désormais prendre en compte les opérations de démantèlement, comme le précise un décret du 19 janvier... 1990.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

(1) Le budget démantèlement du CEA a été de 183 MF en 1991 et de 132 MF en 1992. En 1993, il devrait en principe dépasser à cette dernière somme.

(2) Unité de démantèlement des installations nucléaires.

POINT DE VUE

Deux ou trois choses que je sais d'eux...

par le docteur Francis Curtet

Le débat sur la légalisation de la drogue se durcit. Après des juristes et des économistes, ce sont des médecins qui souhaitent que les généralistes puissent soigner les toxicomanes par la prescription de stupéfiants (le Monde du 9 septembre). Et, peu à peu, le doute s'installe dans le public... Et si la prescription de stupéfiants permettait d'établir un contact préalable à la guérison ? Et si la distribution d'héroïne limitait les risques de sida ? Ainsi on s'acharne insidieusement vers un modèle espagnol, suisse ou hollandais... Le projet européen n'impliquant pas de se couler forcément dans le moule d'un mauvais gîteau, j'aimerais bien dire deux ou trois choses que j'ai apprises des toxicomanes.

Contrairement à une idée reçue, plus de la moitié des toxicomanes aidés par les institutions spécialisées se lient d'affaire. Leur réussite est telle que vous ne pourriez, en les croisant dans la rue, soupçonner qu'ils ont gagné des années au travers de la drogue et des prisons. L'efficacité du réseau de soins français et le pari pris de ne considérer la drogue que comme le symptôme d'une souffrance plus profonde qu'il importe de résoudre ont abouti à ces résultats qui nous permettent d'être proportionnellement le pays européen le moins touché par la drogue. Certes, la « guerre » n'est pas gagnée, mais elle est loin d'être perdue, et nous n'avons pas encore

joué tous nos atouts : une prévention plus diversifiée et plus constante et l'accroissement du réseau de soins viendront compléter la création du numéro national (05-23-13-13) offrant à chacun la possibilité d'être conseillé anonymement et gratuitement. Stopper nos efforts en organisant une distribution légale de drogue serait donc une énorme erreur stratégique.

Quand un toxicomane va voir un médecin, il lui demande avant tout des substances pour calmer les douleurs, l'angoisse et l'insomnie consécutives au manque de drogue. Certes, il va tester le médecin en tâchant de le convaincre de prescrire des stupéfiants, ne serait-ce que parce qu'il est plus pratique de se droguer légalement. Si le médecin cède, il n'y aura pas de sauvetage, mais passage d'une dépendance à une autre. Quant à l'instauration d'un dialogue permettant la mise à plat des problèmes qui ont entraîné la toxicomanie, elle est illusoire. Comment faire confiance à un prétendu « soignant » qui entretient sciemment une toxicomanie ?

C'est en ce sens que les sollicitations du consultant ont valeur de test. Si le praticien propose de traiter les symptômes avec des médicaments qui ont rien à voir avec la drogue, et ces médicaments existent, il devient alors un interlocuteur possible. D'ailleurs, 70 % des toxicomanes consultants du Trait d'union étaient contre la légalisation

de la drogue, un chiffre qui en dit long sur ce que les toxicomanes attendent véritablement d'un médecin. Les Hollandais font état d'un nombre minime de cas de sida, parmi leurs toxicomanes. Je ne remets pas en cause ce résultat, je constate seulement qu'ils ne nous fournissent jamais un autre chiffre : celui du pourcentage de toxicomanes parvenant à quitter définitivement la drogue. Ils ont choisi de sacrifier la lutte contre la toxicomanie à la lutte contre le sida. Peut-on se satisfaire de cette amère victoire ? Je crois que, pour notre part, nous avons le devoir de nous battre sur les deux fronts – de la drogue et du sida – même si c'est plus difficile.

Quant à ceux qui proposent de distribuer des stupéfiants aux toxicomanes « irrécupérables », je leur dirai qu'il n'existe pas de toxicomane irrécupérable. Contrairement à un cancer ou une maladie, devant lequel nous sommes impuissants, le toxicomane, quelle que soit son histoire, quelle que soit la durée de son intoxication, peut toujours se décider à vivre. Il suffit pour cela d'un déclic, d'une étincelle de confiance, qu'il ira chercher dans le regard du thérapeute. Je crains fort que cette étincelle ne passe pas dans les yeux de ceux qui, en blouse blanche, se proposent de relayer les trafiquants.

Le docteur Francis Curtet est psychiatre des hôpitaux, directeur de l'association Grande écoute.

Un siècle de tremblements

Suite de la page 11

L'Allemagne – et donc à l'époque Strasbourg – a été particulièrement active dans les progrès fulgurants de la sismologie, comme l'a rappelé au récent symposium le géophysicien Elie Peterschmitt, ancien directeur du Centre sismologique méditerranéen dont le siège est à Strasbourg. Les deux premières conférences internationales de sismologie se sont, d'ailleurs, tenues à Strasbourg en 1901 et en 1903. Bien évidemment, la première guerre mondiale a freiné ces extraordinaires développements.

Jusqu'aux années qui ont suivi la seconde guerre mondiale, la sismologie a été marquée, notamment, par la mise au point par Gutenberg et Richter de l'échelle des magnitudes et par la découverte, en 1936, par la Danoise Inge Lehmann (née en 1888 et, aux dernières nouvelles, toujours de ce monde...) de l'existence, au centre du noyau liquide, d'une graine solide de 1.250 kilomètres de rayon.

A partir de 1960, les progrès de la sismologie ont repris. Le 21 mai 1960 s'est produit au Chili le plus violent tremblement de terre du siècle. Ce qui donna, notamment, l'oc-

casions de « voir » et de mesurer les oscillations libres de la Terre (une vibration qui fait « tinter » toute notre planète selon des périodes très particulières après une violente secousse).

Ce fut aussi ce séisme du Chili qui permit à Ari Ben Menahem (Weizmann Institute, Rehovot, Israël et Massachusetts Institute of Technology) de calculer pour la première fois la vitesse à laquelle se propage, en surface, la rupture déclenchée par un tremblement de terre : le séisme du Chili a fait jouer une faille sur une longueur de 1 000 kilomètres et la rupture s'est propagée à la vitesse de 3,5 kilomètres par seconde.

Les plaques, les appareils et l'informatique

Les années 60 ont vu des progrès extraordinaires dans des domaines très divers. Au cours de cette décennie s'est élaborée la théorie de la tectonique des plaques qui donnait enfin à la dérive des continents une explication rationnelle. Théorie d'autant plus intéressante pour les sismologues que la grande majorité des

séismes se produisent aux frontières des plaques.

En outre, des sismomètres de plus en plus sophistiqués ont été mis au point. Enfin l'informatique a mis à la disposition de la sismologie – comme à celle de toutes les autres disciplines scientifiques – la possibilité de numériser les données recueillies actuellement en quantités toujours plus énormes et, pour traiter ces dernières, une puissance de calcul inimaginable jusqu'alors et qui ne cesse de grandir.

Ainsi a pu naître la tomographie sismologique. Grâce à la capacité d'apprécier de mieux en mieux la vitesse de propagation des ondes sismiques et grâce à l'augmentation considérable des observatoires sismologiques, notamment dans le réseau Géoscope (lire l'article ci-dessous), on « voit » désormais la vitesse des ondes sismiques selon des plans multiples horizontaux (c'est-à-dire sphériques puisque parallèles à la surface de la Terre) ou verticaux. On a donc maintenant une vue globale – encore partielle et incomplète, certes, mais sans cesse plus fine – des dynamiques qui, à tous les niveaux de l'intérieur de la Terre, agissent les unes sur les autres et font que notre planète est bien vivante.

YVONNE REBEYROL

Vingt-trois stations pour ausculter la Terre

En 1982, l'Institut national des sciences de l'univers (INSU), qui est partie intégrante du CNRS, a initié l'initiative de l'Institut de physique du globe de Paris (IPGP) dont le directeur était alors Claude Allègre, a lancé le programme Géoscope dirigé jusqu'en 1990 par Barbara Romanowicz (1) (actuellement professeur à l'université de Californie à Berkeley et chargée de moderniser les réseaux sismologiques de cette institution) et, depuis lors, par Jean-Paul Montagner, Jean-François Karczewski en étant le directeur technique. Le CNRS et le ministère de l'éducation nationale ont célébré le dixième anniversaire de Géoscope en tenant à Paris, du 28 au 30 septembre, un symposium au cours duquel plus de 150 spécialistes d'une vingtaine de nationalités ont fait le point des techniques et des connaissances dans les domaines de la dynamique de la Terre et de la sismologie.

Le réseau Géoscope compte actuellement 23 stations réparties sur toute la planète. Et on espère en avoir une trentaine d'ici peu. Ce qui implique une coopération étroite avec divers organismes français et avec plusieurs pays étrangers. Chacune de ces stations, équipée de sismomètres très sensibles, enregistre en X, Y et Z différentes ondes émises dans de nombreuses fréquences par tous les tremblements de terre dont la magnitude est supérieure à 5,5. Ce qui permet de « voir » sous quelle forme et au bout de combien de temps les ondes émises par le même séisme arrivent à chaque station. Ainsi peut-on sans cesse améliorer la connaissance globale toujours plus complexe – de la dynamique de l'intérieur de la Terre.

Pour comprendre que notre planète est « vivante », il faut avoir à l'esprit que la Terre est une machine thermique. Le manteau (tout ce qui est entre la croûte et le noyau) est chaud car il contient des matériaux radioactifs. En plus, le noyau est chaud, lui aussi, peut-être à cause du passage de l'état liquide (du noyau externe) à l'état solide (la graine) qui dégage forcément de la chaleur. En outre, le noyau a conservé une partie de la chaleur née de la formation de la Terre par accrétions (on pourrait dire aussi caramélisation) de nombreux corps célestes qui se sont produites aux alentours de 4,6 milliards d'années. Toute cette chaleur cherche forcément à se dissiper en s'évacuant à travers les couches superficielles de notre planète.

En partant de la surface de la Terre, il y a d'abord la lithosphère (les plaques rigides qui se déplacent sans cesse les unes par rapport aux autres) épaisse en moyenne de 70 kilomètres, faite d'une part de la croûte (océanique ou continentale) et d'autre part du haut du manteau supérieur.

De 70 à 200 kilomètres sous la surface, on a, dans le manteau supérieur, l'asthénosphère qui est visqueuse à l'échelle des temps géologiques. Elle est « brassée », sans doute à des vitesses de

quelques centimètres par an, par des courants de convection (analogues à ceux que l'on voit dans une casserole de soupe posée sur une source de chaleur) dont la tomographie sismologique permet de « voir » la direction. De 200 à 400 kilomètres, le manteau supérieur continue sans être séparé de l'asthénosphère par une discontinuité globale.

Les courants de convection, jusqu'à 400 kilomètres de profondeur, sont énormément importants. Ils sont, sans doute possible, corrélés aux mouvements des plaques au point que ces mouvements et ces courants réagissent les uns sur les autres. En revanche, vers la profondeur de 400 kilomètres (à 10 ou 20 kilomètres près), il y a une surface de discontinuité qui est due probablement à des changements de la structure cristallographique des roches et qui n'est guère épaisse que de quelques kilomètres.

Des zones de transition encore mal comprises

La zone de transition qui vient ensuite (de 400 à 670 kilomètres) sépare le manteau supérieur du manteau inférieur. La profondeur de 670 kilomètres est intéressante : elle correspond à la profondeur maximum des tremblements de terre sans que l'on sache très bien expliquer cette coïncidence. Mais cette zone de transition pose des problèmes : on ne sait pas, en effet, si elle est une discontinuité physique ou chimique ; on ne sait pas non plus si elle est une région d'échanges entre les deux parties du manteau, ni même si ces échanges existent. Pour certains, les courants de convection brassent tout le manteau. Pour d'autres, il y a deux systèmes de courants de convection, l'un dans le manteau supérieur et l'autre dans le manteau inférieur même si, en l'état actuel des techniques, on « voit » encore très mal le manteau inférieur.

Dans l'hypothèse de deux systèmes de convection, qui est actuellement la plus couramment admise, on peut imaginer qu'il y a cependant des échanges intermittents de matière entre les deux régions du manteau. Et d'autant plus qu'il y a les fameux points chauds et leurs panaches (des angles « hot spots » et « plumes »). Les points chauds et leurs panaches d'une centaine de kilomètres de diamètre, pense-t-on, sont caractérisés par des montées, plus rapides que les courants de convection, de matière très chaude venant de la base, soit du manteau supérieur, soit du manteau inférieur. Ils ont une durée de vie suffisamment longue pour être fixés par rapport aux plaques. En surface, ces points chauds sont marqués par des volcans. La plupart des volcans du Pacifique sont de ce type. Etant fixés par rapport à la plaque Pacifique qui dérive vers le nord-ouest, les points chauds créent des chaînes d'îles (Hawaii, Marquesas, Société, etc.) tous alignés

selon un axe nord-ouest-sud-est, dont seule l'île la plus au sud-est porte un volcan actif et dont l'âge augmente vers le nord-ouest. Outre le Pacifique, l'Afrique est riche, elle aussi, en points chauds anciens ou récents (Hoggar, Tibesti, mont Cameroun, Djibouti, Canaries, etc.). En tout, les auteurs comptent entre 50 et 100 points chauds sur la Terre.

Certes, les techniques actuelles ne permettent pas de « voir » un panache. Mais elles détectent les groupes de panaches, même si ces derniers sont individuellement éloignés l'un de l'autre.

A 2 700 kilomètres (à 100 kilomètres près) du profond, on a détecté une couche D'' très bizarre qui fait la transition entre le manteau visqueux à l'échelle des temps géologiques, et le noyau qui, lui, est liquide. Tout ce qu'on en sait, c'est qu'elle est épaisse d'environ 200 kilomètres (à 50 kilomètres près) et qu'elle est très hétérogène. Mais on ne peut dire si ce sont la température ou la composition de la couche D'' – ou les deux – qui sont à l'origine de ces hétérogénéités.

Du noyau, qui commence aux alentours de 2 900 kilomètres, on ne sait pas grand-chose. Toutefois, on sait depuis longtemps que le noyau liquide, fait essentiellement de nickel et de fer, est lui-même « brassé » par des courants internes complexes et lents (quelques kilomètres par an peut-être), mais assez rapides pour engendrer un mécanisme de dynamo auto-entretenue, lui-même créateur d'un double champ magnétique, l'un dipôle (90 % de l'intensité du champ magnétique terrestre total) et l'autre non dipôle (les 10 % restants).

Entre 4 700 et 5 120 kilomètres, on pense qu'existe une nouvelle zone de transition au-dessous de laquelle se trouve la graine solide.

De telles études relèvent, bien évidemment, de la recherche fondamentale. Mais elles sont aussi fort utiles pour mieux localiser les foyers et les épicentres, pour mieux calculer l'énergie libérée et donc la magnitude, pour mieux connaître les mécanismes des tremblements de terre, notamment le nombre, la durée et les processus des ruptures (des chocs). Toute meilleure compréhension des séismes faisant espérer qu'on sera, tôt ou tard, mieux en mesure de protéger les personnes et les biens des risques sismiques.

La France est le premier pays à avoir constitué un réseau global pour la tomographie sismologique dont les résultats sont si intéressants que les États-Unis ont commencé à en faire un autre.

Y. R.

(1) En ouvrant le symposium du dixième anniversaire de Géoscope, André Bernier, directeur de l'INSU, a annoncé que Barbara Romanowicz allait recevoir une des médailles d'argent de CNRS pour l'année 1992.

مركز لاصح

SCIENCES • MEDECINE

La recherche au microscope

Après trois ans d'expertise, le Comité national d'évaluation de la recherche vient de présenter les premiers résultats de ses travaux

CINQ rapports, portant respectivement sur le programme spatial français, l'institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER), l'institut national des sciences de l'univers (INSU), le Centre scientifique et technique du bâtiment (CSTB) et les Groupements d'intérêt public (GIP) ont été présentés, début octobre, aux autorités de tutelle.

Le programme spatial français, ne serait-ce que par sa taille (16,7 % du budget civil de recherche et de développement (BCRD) en 1992, soit le plus gros budget des grands programmes de développement technologique) et par son taux de croissance (+7,2 % en 1993), méritait que le Comité national d'évaluation de la recherche (CNER) (1) se

penche sur ses procédures, sa gestion et ses différentes composantes. Il s'agissait d'en «apprécier la cohérence, tant au niveau des objectifs affichés que des moyens disponibles».

Constatant que «l'accroissement des dépenses dans le domaine spatial au cours des dernières années a été beaucoup plus rapide que celui de l'ensemble de la recherche française», le Comité estime que la part des dépenses publiques de recherche qui lui sont consacrées «ne saurait augmenter encore sans poser de graves problèmes à d'autres activités de recherche tout aussi justifiées». Il suggère notamment que soient étudiés du programme financé par le BCRD «les activités devenues opérationnelles, tels les satellites Météosat, dont le financement doit être assuré par d'autres ressources». Et souligne

l'urgence, pour le gouvernement, de «se préoccuper activement de satisfaire les besoins de lancement de satellites scientifiques de défense ou d'observation de la Terre, auxquels le programme Ariane-5 ne répond pas directement».

Doté d'un budget global annuel supérieur à 860 millions de francs (dont 750 de provenance du BCRD), l'IFREMER résulte de la fusion, en 1985, du Centre national pour l'exploitation des océans (CNEXO) et de l'Institut scientifique et technique des pêches maritimes (ISTPM). Un regroupement qui explique, sans pour autant le justifier, que son champ d'action reste aujourd'hui encore constitué par «la juxtaposition d'activités très diverses, voire disparates» et par «une forte dispersion géographique et thématique».

VENTES PAR ADJUDICATION
Régisseur OSP - 64, rue La Boétie-PARIS
Tél. : 45.63.12.66 - FAX : 45.63.89.01

STUDIO A PARIS 2^e
273, rue Saint-Denis, 22, rue Saint-Pol - Bât. A - 5^e étage
M. à P. : 40 000 F
S'adresser à M. H. ROBERT
AVOCAT ASSOCIÉ
64, rue du Rocher PARIS 8^e - Tél. : 42-93-31-30.

APPARTEMENT A FRESNES (94)
52 et 52 bis, rue de la Liberté, 16, 3^e arr.
M. à P. : 80 000 F
S'adresser à M. Théophile MAGLO
AVOCAT
4, allée de la Toison-d'Or à Créteil (94) - Tél. : 49-90-01-85
Excl. de 9 h 30 à 12 h et s/p. pr. vis. le 16 OCTOBRE de 11 h à 12 h

APPARTEMENT AU PERREUX-SUR-MARNE (94)
246, avenue Pierre-Desroches, Bât. A - 2^e Et. au s/p. par esc. Bât. de 1^{er} au 2^e Et.
M. à P. : 100 000 F
S'adresser à M. Théophile MAGLO
AVOCAT
4, allée de la Toison-d'Or à Créteil (94) - Tél. : 49-90-01-85
Excl. de 9 h 30 à 12 h et s/p. pr. vis. le 16 OCTOBRE de 9 h à 10 h

APPARTEMENT A PARIS 17^e
Rez-de-Chauss. drts de l'entrée comp. : 1 pce s/rue, ch., cuis., cave
56, rue Davy - Mise à Prix : 50 000 F
S'adresser pour renseignements à M. WEISZ, avocat à PARIS 15^e,
130, avenue de Suffren - Tél. : 43-06-71-99, et au Greffe du Tribunal de Grande Instance de PARIS, sur les lieux pour visiter.

APPARTEMENT au 5^e étage
A droite en sortant de l'ascenseur, dans un immeuble
PARIS 19^e - 55 et 57, av. Simon-Bolivar
et comp. entré, séjour, chambre, cuisine, salle de bain, W.C., placards, dég.
Mise à Prix : 350 000 F
S'adresser à M. Denis TALON, avocat à PARIS 1^{er}, 20 quai de la Mégisserie
- Tél. : 42-36-59-25 - Et sur les lieux pour visiter en s'ad. à l'avocat.

APPARTEMENT à MONTROUGE
(92) - 26, rue d'Estienne-d'Orves
et rue Jean-Vallet
Dans le Bât. B, de 4 PP., au 2^e étage, une cave et un parking
Mise à Prix : 300 000 F
S'adresser pour renseignements à M. DENNERY-HALPHEN, avocat, 12, rue de Paris
92 BOULOGNE - Tél. : 46-05-36-94. S'adresser pr. visiter en s'ad. à l'avocat.

LOGEMENT A PARIS 5^e
24-24 bis, rue Tournesfort
LIBRE DE LOC. et OCCUPATION
Mise à Prix : 600 000 F
S'ad. à M. B. de SARIAC, avocat (SCP B. de SARIAC-A. JAUNEAUD)
42, avenue George-V (rue de la Paix) de 10 h à 12 h. Tél. : 47-20-52-38)
M. LE DOSSEUR, mandataire liquidateur, 17A, 20 St-Germain, Paris

MAISON à REIMS (Marne)
à usage COMMERCIAL et d'HABITATION
3 et 3 bis, rue Emile-Zola
Mise à Prix : 500 000 F
S'adresser à M. Bernard MALINVAUD, avocat à PARIS 16^e, 1 bis, place
de l'Alma. Tél. : 47-23-73-70 - M. JOSSE, Mandataire liquidateur,
4, rue du Marché-Saint-Honoré PARIS 1^{er} et à tous avocats près
le Tribunal de Grande Instance de PARIS.

UN APPARTEMENT au 9^e étage
porte droite, de 2 pièces principales
95 bis, rue Manin à PARIS 19^e
avec droit à la jouissance exclusive d'une TERRASSE sur rue
Mise à Prix : 380 000 F
S'ad. à M. DEVOIS-CAMPY, avocat à la cour, 57, av. de Suffren à PARIS 7^e,
Tél. 46-67-02-84 (m/j. de 10 h à 12 h) - M. DE LILLE-MONTMARCHÉ,
avocat ad. du cb. de feu M. ABADIE. Tél. : 42-78-94-65.

Relevant «l'insuffisante définition des missions» de l'IFREMER (à la fois service technique des ministères chargés de la mer et de l'environnement, structure de recherche et gestionnaire de la flotte océanographique), le CNER constate également «la gravité du phénomène de vieillissement» dont souffre cet organisme. Il recommande aux pouvoirs publics de «définir une politique française de l'océanographie». Et de clarifier les financements de cet établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC), afin d'apaiser «les conflits qui s'instaurent entre le souci d'augmenter les ressources propres de l'organisme (...) et les missions d'expertise au profit des pouvoirs publics de transfert technologique et de recherche proprement dite».

En se substituant, en 1985, à l'Institut national d'astronomie et de géophysique (INAG), l'Institut national des sciences de l'univers (INSU), qui dépend du Centre national de la recherche scientifique (CNRS), a

élargi son domaine de compétence à la géologie et à l'océanographie. Son budget annuel, supérieur à 230 millions de francs, se répartit entre trois divisions : astronomie-astrophysique (52,7 %), océan-atmosphère (21,8 %) et sciences de la Terre (25,5 %). Face à cette organisation sectorielle, le bilan du Comité d'évaluation reste mitigé. «L'INSU ne semble être, dans une large mesure, que la juxtaposition de ses trois divisions scientifiques. Il n'a pas élaboré ni affiché une véritable stratégie, qui correspondrait pourtant à sa mission», estime-t-il.

Soulignant le rôle «très positif» joué par cet organisme en matière d'équipements lourds (tant en astronomie qu'en océanographie), le CNER déplore une fois encore «l'absence d'une véritable coordination nationale des programmes océaniques français, qui n'est assurée ni par l'IFREMER ni par l'INSU». S'interrogeant par ailleurs sur «la confusion entretenue entre les modes d'intervention pris en charge par l'INSU et ceux qui relèvent du département des sciences de l'univers du CNRS», il suggère la création d'une agence ou d'un comité extérieur au CNRS qui assurerait au plan national «une coordination ou une concertation entre les organismes actifs dans le domaine des sciences de l'univers».

En bonne voie

Un budget civil de recherche et de développement (BCRD) de 63,7 milliards de francs pour 1993, en hausse de 5,25 % par rapport à 1992, des programmes nationaux aux enjeux sociaux et économiques parfois considérables, une perspective européenne d'ores et déjà devenue réelle pour les plus ambitieux d'entre eux, tel le programme spatial : c'est dire la responsabilité qui incombe à la «régistrature» consultative qui, dans les années à venir, aura en charge l'évaluation du fonctionnement et de l'efficacité des institutions scientifiques et le contrôle des grands équilibres de la recherche française.

Les travaux du Comité national d'évaluation de la recherche (CNER), à la création duquel ont été associés vingt-deux départements ministériels, répondront-ils à cet impératif ? A en juger par les premières analyses que ses dix membres viennent de rendre publiques, l'objectif initial du CNER, qui

était d'évaluer, à sa propre initiative ou à la demande du ministre de la recherche, «les organismes, les programmes et les procédures ou institutions spécifiques dont le financement figure au BCRD», semble en tout cas en bonne voie d'être atteint.

Qu'il s'agisse d'estimer le bien-fondé des choix scientifiques et technologiques, l'adéquation des moyens affectés aux programmes et des instances chargées de les mettre en œuvre, ou l'efficacité des coopérations développées avec les entreprises, leurs expertises et recommandations mettent en lumière de manière cohérente et argumentée, pour chacun de ces établissements ayant «vocation à être des organisations vivantes et évolutives», de multiples faiblesses de structure ou d'organisation.

Cinq autres évaluations sont actuellement en cours, qui concernent respectivement l'Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération (ORSTOM), trois programmes prioritaires (Biotechnologies ; Homme, travail, technologies ; Matériaux) et les Centres régionaux d'innovation et de transfert de technologie. Doté d'une relative autonomie dans le choix de ces thèmes d'étude, le CNER affirme également vouloir étendre le champ de ses réflexions à des problèmes plus généraux, «qui lui paraissent revêtir une singulière importance dans la configuration actuelle du dispositif national de recherche».

L'ambiguïté du statut d'établissement public de recherche à caractère industriel et commercial (EPIC), les dysfonctionnements qu'entraîne sur de nombreux organismes de recherche le système de double tutelle, l'insuffisance, enfin, de la coopération entre les institutions scientifiques n'en sont que quelques exemples.

Ca. V.

Correspondance

Le gouffre du Sumatriptan

Suite à l'autorisation de mise sur le marché du nouvel anti-migraineux (le Sumatriptan améliorait la deuxième et la troisième crise, mais pas significativement la première), l'autre au gynécène caféiné, médicaments traditionnels des crises (le Sumatriptan améliorait 66 % des patients, le gynécène 48 %). Ainsi l'intérêt de cette forme orale est réel, mais modéré. En revanche, il n'existe pas d'étude comparant la forme injectable (celle qui est autorisée en France) à d'autres médicaments. Or, ceux-ci existent et sont efficaces, le spray nasal (Dienogest) et la dihydroergotamine injectable. Ainsi, sur le plan scientifique l'étude est incomplète.

Les conséquences de ces imprécisions seraient mineures si les coûts de ces médicaments étaient comparables. Or il n'en est rien : les sommes mises en jeu par les décisions récentes sont considérables, bien que sans doute moindres que celles annoncées. En effet, il est peu probable que tous les migraineux essayent l'injection sous-cutanée du Sumatriptan, ni que celui-ci soit constamment efficace et supporté sans appréhension. Quoi qu'il en soit, le bon sens paraît choqué par

le fait que puisse être proposé à tout migraineux un traitement coûteux, par crise, 300 F à la collectivité et 100 F au patient, sans que ce produit ait été testé ni par rapport au spray (disponible en pharmacie pour 49 F, non remboursé) ni par rapport à la dihydroergotamine, dont l'ampoule vaut 2,57 F.

Une information médicale d'une ampleur sans précédent a entraîné un public trop crédule à croire à la survenue d'un médicament miracle. Parallèlement, les instances médicales n'ont su, ou n'ont pu, rationaliser la démarche scientifique. Notre réglementation n'a pas permis d'orienter la prescription aux seuls migraineux qui auraient réellement besoin de ce médicament, car les armes dans ce domaine sont extrêmement limitées. Et finalement la décision, nécessairement politique, s'est faite à la main forcée, ignorant pudiquement l'avenir. Face à ce gouffre financier, le contribuable n'a plus qu'à espérer de la sagesse du prescripteur... et du migraineux.

quant les «difficultés de l'apprentissage du partenariat codifié» et les insuffisances qui en résultent (absence de suivi des programmes, présentation hors normes des budgets et des comptes, qualité défectueuse des rapports d'activité...), le CNER constate, enfin, qu'«échouent les GIP qui sont imposés aux partenaires par regroupements purement conjoncturels».

CATHERINE VINCENT

(1) Le CNER comprend dix membres, nommés par décret en Conseil des ministres pour une période de six ans et renouvelés pour moitié tous les trois ans. Y participent actuellement : MM. Christian Bode (recteur d'académie et président du Comité), Jean-Pierre Causse (ancien directeur général adjoint chargé de la recherche à Saint-Gobain), Michel Demazure (professeur de mathématiques à l'Ecole polytechnique), Pierre Joliot (professeur au Collège de France), Gaston Meyniel (docteur honoraire de la faculté de médecine de Clermont-Ferrand), Jacques Deudon (président de la Caisse nationale des télécommunications), Jacques Stern (président d'honneur de Bull), Jean-François Thiry (conseiller d'Etat), Roland Morin (conseiller-maire à la Cour des comptes), et M^{me} Danièle Blondel (professeur à l'université Paris-IX).

PUBLICITÉ

CHUTES DE CHEVEUX.

PROGRAMMER LE NATUREL.

La perte de cheveux est tout un programme. L'évolution anti-chute aussi. Femmes et hommes sont inégaux devant la chute parce qu'il y a deux types d'alopécie bien marqués. «La chute aiguë et diffuse. Elle se répartit sur la surface de la tête et normalement, ne s'éternise pas. Elle est toujours provoquée (grosse fatigue, état dépressif, régime amaigrissant, shampooings trop agressifs...)». «La chute chronique et sévère. Souvent à dominante héréditaire, mais qui n'est pas désespérée pour autant. Des résultats cliniques montrent une réussite dans 3 cas sur 4. Ces 2 problèmes peuvent être maintenus traités par la voie naturelle. Les Laboratoires Phytosolba alignent aujourd'hui 2 programmes distincts pour venir en aide aux cheveux qui lâchent.

Programme n° 1, contre les chutes à caractère féminin. 1. Après-shampooing sans rinçage en ampoules, Phytocane - 4 un ajustant alimentaire, Phytophanère. Triple action : 1. Antichute avec Ginkgo Biloba et Viburnum associés pour tonifier et protéger l'irrigation. 2. Anti-âge du cuir cheveu avec la découverte d'une molécule 50 fois plus puissante que la vitamine E qui participe à la neutralisation des radicaux libres du tissu cutané. 3. Action embellissante par apport de vitamines B5 et B6.

Programme n° 2, anti-chute de type masculin. Priorité absolue au cuir cheveu avec une synergie d'huiles essentielles : Phytopolleïne Plus, avant-shampooing + Phytophanère.

Trois missions : 1. Activer la microcirculation et la production de fibre capillaire. 2. Favoriser la normalisation des sécrétions de sébum, aider à la correction des excès et redonner du gonflant à la chevelure. 3. Nettoyer le cuir cheveu des impuretés, éliminer les pellicules et diminuer les démangeaisons en favorisant l'oxygénation.

Ces stratégies végétales, durées minimum 4 mois, permettent d'agir avec discernement et résultats sans rien dénaturer.

Patrick Alès, pour les Laboratoires Phytosolba, a ouvert la voie.

En vente dans les circuits spécialisés. Pour plus d'informations, téléphonez au (16 1) 43 59 57 88.

Nous avons tout "Tracé" pour réaliser vos ambitions

Cursus Entrepreneur Indépendant

Le Top du Management

3 Mois intensifs de Formation pour Créer votre propre Entreprise de Services en Informatique et Gestion Niveau Bacc+ et sélection sur entretien

pour plus de détails sur ce programme

SIS Data France sa

47-71-29-82

46-02-54-33

CULTURE

CINÉMA

Confessions d'un Anglais émotif

Le long jour s'achève, une autre vie commence, où douleur et désir se mêlent

THE LONG DAY CLOSES
de Terence Davies

Sous la pluie torrentielle de Liverpool, un garçon de onze ans attend qu'un adulte le fasse entrer au cinéma pour voir une comédie musicale. Il a circonvenu sa mère, elle lui a donné l'argent nécessaire. Elle s'occupe du ménage, et chantonne. Dans la mémoire de Terence Davies, chansons et films composent une toile de fond tenace, d'une réalité plus forte que la réalité objective.

The Long Day Closes, présenté en compétition au dernier Festival de Cannes, fait exactement suite à *Distant Voices, Still Lives* (Quinzaine des Réalistes, 1988) — où déjà, en chansons d'époque — les années 50 —, et dans un même enchaînement de tableaux anglais à l'humour doux-amer, il décrivait son enfance, les réunions familiales, amicales, et son père détesté.

Son père est mort, l'enfant est devenu un adolescent aux yeux graves qu'émue le torse nu d'un ouvrier maçon. Qui retrouve dans la tendresse du corps maternel la volupté des premiers jours de la vie. Et s'émerveille encore du sourire des jeunes filles, de leurs jupes bouffantes sur les bicyclettes, de la virilité joyeuse de ses frères. Mais en dépit des apparences, les deux films ne sont pas jumeaux.

Les acteurs, en particulier l'adolescent Leigh McCormick, entrent plus étroitement encore dans l'imagerie. L'art de Terence Davies s'est aiguisé, montre une simplicité succulente, provoque un enchantement continu. L'humour vire sur un arrière-fond poignant. Sourires, rires, larmes. Terence Davies n'a rien de l'Anglais flegmatique, il ne ménage ni ses émotions ni celles du public.

Le premier
chagrin d'amour

The Long Day Closes est d'ailleurs le titre d'un pastiche flâneur. Le film raconte une évolution irréversible. Le passage d'une école à l'autre, d'une vie à l'autre ne va pas sans déchirement. Devant les mains clouées du Christ, naît la conscience de la douleur jointe au désir. Devant la « trahison » du meilleur ami qui va jouer avec un autre, jaillit la violence foudroyante du premier chagrin d'amour.

Comme Jean-Claude Lauzon avec *Leolo* ou Kanewski avec *Une vie indépendante*, Terence Davies puise dans son passé. À sa façon sulfureuse, avec sa calme, sa souriante féroce. À présent, il est à New-York pour tourner un « thriller gay ». Il quitte l'autobiographie directe. Avec *The Long Day Closes* s'est-il délié, apaisé ? Apaisé ? Pas vraiment, dit



Leigh McCormick.

Terence Davies. Je ressens plutôt ce qu'exprime Dante, dans *l'Enfer* : c'est aux moments de tranquillité que se rappelle ses souffrances est le plus douloureux. Quand vous y êtes, vous n'y pensez pas. En bon chrétien, vous vous dites : « Le monde est ainsi. » Par la suite, vous vous interrogez : pourquoi ? Mais le pire est le souvenir du bonheur quand la vie se montre cruelle.

Mon premier chagrin d'amour s'est imprimé avec force dans ma mémoire, il en va de même chez tous les enfants. Par la suite, vous pouvez le croire sans importance, bientôt vous êtes obligé de vous rendre compte à quel point il vous a marqué. C'est du pur Tchekhov, que j'adore. La première fois que je suis allé au théâtre, j'avais quinze ans, j'ai vu *la Mouette*. Quand je lis *Oncle Vanja* ou *les Trois Sœurs*, je suis en larmes. Je me sens proche d'Olga, l'ainée.

Encore que certaines répliques de Sonia, la cadette, me fassent également pleurer : « Je commence à oublier, chaque jour j'oublie davantage ». Leur existence est en ruine, elles s'accrochent l'une à l'autre. « Si seulement nous savions », disent-elles. Elles savent, voilà pourquoi la pièce est tragique, et admirable. Je ne sais pas quelle est l'influence de Tchekhov sur moi, mais j'aime sa manière de raconter une tragédie en deux répliques banales. Il illustre parfaitement ce que disait un auteur américain : les gens vivent un désespoir tranquille. Le désespoir tranquille est le sujet de mon nouveau film, *Vile Bodies*.

Il ne sera pas autobiographique. J'ai l'impression d'avoir tout dit de moi. Je veux passer à autre chose. Totalement autre, sans rapport avec l'Angleterre et ma famille. Ce sera l'histoire d'un homme incroyablement séduisant, détruit par la solitude et un amour obsessionnel. Un thème tchékhovien, mais dans l'esprit de *Gilda* et *Laura*, qui sont des thrillers, et avant tout des films d'atmosphère, sur la possession, ou la frustration. Les personnages ne sont pas conscients de leurs sentiments, voilà pourquoi ils fascinent. Laura est vivante, mais porte en elle quelque chose de mort, qui vient de la personnalité de Gene Tierney, de sa personnalité, car elle n'était pas une si bonne actrice, il faut bien le dire. Moi, à la place d'Otto Preminger, j'aurais distribué Alexis Smith, pour son mystère et son extraordinaire beauté.

La puissance
des gestes banals

Si je peux montrer l'émotion et l'ambiguïté, alors mon film sera réussi. Je ne parle pas seulement de l'ambiguïté chez les personnages, mais dans la vie en général. Pourquoi deux personnes désirent-elles être ensemble ? Leurs raisons sont infinies, c'est ça qui est fascinant, et pas passionné. Au-delà de l'atmosphère, je veux capter les mystères de la vie quotidienne, la puissance des gestes banals. Une main tenant un stylo, le mouvement d'un bras en disent plus que les explications.

En fait, le texte sera plus

abondant que dans *The Long Day Closes*, mais ne racontera pas grand-chose. Juste le contraire de ce que j'ai fait jusqu'à présent. L'action se passe à New-York, où je vais tourner. La ville me terrifie, m'excite. Là-bas, c'est le dehors, l'extérieur qui sont claustrophobes. De toute façon, les grandes villes m'épouvantent. Je suis timide. New-York est tellement immense que vous pensez ne pouvoir jamais arriver au bout d'une rue. Le rêve américain et son échec m'intéressent. Les Américains ne savent pas le montrer, la notion d'échec leur fait peur.

Je suis content de travailler avec des acteurs de là-bas. Ils possèdent une vraie tradition cinématographique et une grande capacité d'invention, alors que les Anglais sont faibles, en tout cas au cinéma. Au cours des auditions, je leur confie un bout de scénario, et leur demande surtout de ne pas « jouer ». Sur le tournage, je leur donne leur scène la veille, et on fait entre sept et dix prises.

J'aime aller vite, ne pas attendre que l'acteur se sente prêt. À un moment des répétitions, on sent qu'il y est presque, on y va. Au début de *The Long Day Closes*, la mère est seule, et chante en regardant la lumière, c'est quelque chose qu'on ne peut pas « jouer ». Cela dit, il y a très peu d'improvisations. Je n'ai pas de story-board parce que je ne sais pas dessiner, mais j'ai tout dans la tête.

Avec les adultes, je suis extrêmement pointilleux. On les dirige, pas les enfants. Tout au moins, plus difficilement. On ne peut pas leur donner de motivations. Lesquelles ? Si tu ne pleures pas, je t'en tue la mère ? Seulement, c'est impossible. J'ai été acteur, et j'ai appris une chose : il existe plusieurs sortes de vérités, celles auxquelles vous croyez et les autres. Quand je dirige quelqu'un, sa vérité doit me convaincre, quel que soit le chemin qu'il emprunte pour y parvenir. C'est ce qui fait la vérité du film.

Propos recueillis par
COLETTE GODARD

LA FORMATION
DE HAUT NIVEAU,
EN TOUTE LIBERTÉ !

L'objectif du CNAM ? Vous proposer une formation de qualité, reconnue, diplômante dont vous bénéficiez à votre rythme, sans interruption de votre vie professionnelle. Une occasion de suivre ou d'anticiper les mutations de votre activité.

Bacheliers, techniciens supérieurs, professionnels confirmés, des centaines de formations à votre disposition. Inscriptions : 800 F en moyenne pour l'année.

Informations : 3615 CNAM INFO, ou sur place : 292 rue Saint-Martin - 75003 PARIS.

MUSIQUES

Mineurs, musiciens, mozambicains

Les Chopis travaillent dans les mines de platine sud-africaines. Le week-end, ils jouent du xylophone en groupe

BRUXELLES

de notre envoyée spéciale

L'effet est surprenant, vibratoire. On que l'on se place, les douze xylophones de cet orchestre au son sympathique ondulent avec des allures de sonnerie de cathédrale, à grandes envolées d'aigus et de graves livrés en vagues houleuses et imbriquées. De ces flux sonores, de ces battements élastiques et amplifiés, fabriqués pour envahir l'espace dans tous ses recoins, on se dit qu'ils sont forcément ordonnés, mais comment ? Il y a bien un chef, visiblement rivi au milieu de la troupe, dans le rôle du géant sage. Épaissi par trois tambourinaires, il résonne, coupe les cercles sonores qui sont la base de la musique Chopi, une ethnie originaire de la côte sud du Mozambique, au nord de Maputo.

Du soprano à la contrebasse, il s'agit de jouer ensemble en suivant une structure rythmique cyclique, soigneusement ordonnée par les indications d'un joueur de corde, et de maintenir l'unité avec les douze danseurs qui font face aux musiciens. Or, les *timbilas*, terme chopi qui désigne à la fois l'orchestre et l'instrument, le xylophone, sont conçus pour qu'on les entende de loin et pour qu'on les sache de près. Pour une oreille à géométrie variable. Reflet des chefferies avant l'indépendance en 1975, les *timbilas* devaient assurer la fonction de chroniques sociales locales, mais aussi faire la nique au voisin, donc traverser les kilomètres qui les séparaient des autres villages.

Venancio Mbande, le chef, se doit d'être un homme posé. Grand, large, absorbé dans ses pensées. Depuis 1948, il travaille à la mine de platine de Wildebeestfontein, propriété de la société sud-africaine Impala Platinum Ltd. Dans cette fourmilière où peinent près de douze mille ouvriers d'éthnies et de nationalités variées, Venancio est chargé de la logistique culinaire. Un économiste en quelque sorte, qui tient la place du leader et du compositeur dans l'orchestre créé par ses soins, pour « perpétuer les traditions du peuple chopi », à la fin des années 50.

L'écusson

de la compagnie minière

Ses troupes — une trentaine d'hommes pour la tournée aux pannes, le double au pays — portent tous, en coulisse, le même blazer bleu marine, impeccable, brodé à l'écusson de la compagnie minière, qui soutient l'initiative depuis le début, en vertu du principe qu'un loisir vaut mieux qu'une dangereuse agitation sociale. Si ces hommes sont, en cet automne 1992, en Flandre, à l'abbaye de Grimbergen, à quelques kilomètres de Bruxelles, avant d'aborder Paris et son Festival d'Automne, ils le doivent à l'ethnomusicologue anglais, Hugues Tregay. Aujourd'hui disparu, ce grand connaisseur des cultures africaines, fondateur de l'International Library of African Music, installée à la Rhodes University de la petite ville de Graham's Town, au sud de Durban, a suivi et étudié les *timbilas* depuis 1948. Son fils Andrew a repris le flambeau. Venancio ne manque d'ailleurs pas de tirer son chapeau à l'ethnomusicologue.

Rigueur héritée de la colonisation portugaise, discipline obligée quand on vit une situation aussi précaire que celle du mineur de

fond étranger au pays de l'apartheid faiblissant : avant d'entrer en scène, les membres du *timbila* sont droits comme des i. Pendant la semaine, les Chopis musiciens creusent, tracent, cuisinent. Le week-end, ils jouent. La mine est alors leur autre village. Mais là, ces hommes rompus aux transferts obligatoires ont dû faire et refaire la démonstration des vertus de leur ethnie, en profitant d'un art appris de leurs ancêtres. Ce qui leur a, finalement, valu un traitement de faveur que jalouaient certains de leurs coéquipiers.

La paix au bout
de la tournée

Venancio Mbande a vécu si longtemps en Afrique du Sud, de contrats temporaires en contrats temporaires (douze mois à la mine, deux mois à la maison), qu'il en a oublié son pays natal. Des mots le hantent : « civil war », « hunger ». La guerre civile, la faim, dont le Mozambique a souffert depuis bientôt seize ans, depuis l'entrée en rébellion du RENAMO (Résistance nationale du Mozambique), suivie de l'apparition des bandes armées et de dures années de sécheresse. Encore que, pour ces *solitaires*, batailles forcées, qui gagnent l'argent familial chez l'ennemi, la paix est au bout de la tournée. Sans cesse, les regards se sont tournés vers Rome où le président de la République mozambicaine Joaquim Chissano vient d'arracher un accord de paix avec les rebelles.

Car il ne faudrait pas croire que la musique anesthésie le sens civique. Les chants qui doublent les pièces orchestrales (la plupart signés par Venancio) et les danses, sont autant d'évocations de la vie d'aujourd'hui, avec quelques compromis à l'histoire officielle mozambicaine. Exemples : la mort de Samora Machel, premier chef d'Etat, à tendance marxiste, du Mozambique indépendant, tué en 1986 dans un accident d'hélicoptère où beaucoup ont vu la main de l'Afrique du Sud. Le travail des travailleurs mozambicains aux grés des relations entre les deux pays. Ou encore, l'histoire de Jopo, qui a dépensé tous ses sous en bière et en femmes, dans les bordels qui cernent la mine, avec conseils prophylactiques à l'appui.

Au premier son du tambour, les employés de l'Impala Platinum Ltd changent d'allure. Ces ouvriers consciencieux, en costume strict l'instant d'avant, s'égayent donc sur la scène en tenue de travail : T-Shirt, short, chemise à carreaux, jambières d'apprentis footballeurs. Trois tambours, quatre xylophones : c'est, en appétit, la *Danse de minuit pour les jeunes garçons*, version quotidienne. Puis c'est le *Mzeno*, la « grande chanson ». Les Chopis rentrent alors à la maison, sur le territoire des hommes valeureux : douze danseurs de jaune vêtus frappent la terre, à coups secs, de leurs boudiers, bondissent en moulinant l'air de leurs jambes tendues, sur les ordres d'un maître de ballet et de son sifflet à roulette.

Véritables maîtres de ballet, les xylophones chopis sont d'allure rudimentaire mais de traitement problématique. Accordés sur une note fondamentale (la *davumbila*, première note du xylophone soprano, le *chilanzane*), ils sont faits de larges lamelles de bois tendues sur des cordes de cuir sèches. Les caisses de résonance, des écorces pour les graves ou des écorces de fruits pour les aigus, sont coiffées d'une fragile membrane en boyau. Le tout est consolidé à la cire d'abeille. On frappe fort, avec des batons munis de boules de caoutchouc naturel.

Bien entendu, aucun cycle n'est joué de la même manière. Plus riches sont les broderies, plus forte est l'impression. Au milieu de ces danses épidémiques, de ces ondulations sonores élastiques comme les ressorts, les Chopis s'accrochent quelques moments de répit. Un peu d'amour, un chant murmuré, accompagné par le *chilanzane*, est une musical à une corde métallique, les vibrations s'apaisent. Car à l'Impala Platinum, au-delà de la frontière de barbelles qui sépare encore le Mozambique de l'Afrique du Sud, on rêve aussi. D'une danse débarrassée des démons de la colonisation, où l'on mine la mort du leader noir asservi par des empires blancs.

VÉRONIQUE MORTAIGNE

► Du 7 au 11 octobre au Théâtre Renaud-Barrault à 20 h 45. Dimanche 17 heures. Tél. : 42-98-12-27. Le 13 au Zargo à Grenoble. Le 15 à l'Arsonel à Metz.

AUDIOVISUEL

La Vidéothèque change de tête

Jean-Jacques Aillagon remplace Véronique Cayla, qui rejoint Marin Karmitz pour devenir directrice générale de son groupe MK2

Après dix ans de bons et fougues services, Véronique Cayla quitte son souberrain des merveilles situé au cœur du cœur de Paris, avec la satisfaction d'une jeune mère ayant élevé un enfant qu'elle va laisser en d'autres mains en pleine santé. La présidente de la Vidéothèque, Française de Panafieu, devait annoncer le nom de son successeur, M. Jean-Jacques Aillagon, quarante-cinq ans, actuellement délégué général aux manifestations culturelles à la Ville de Paris et directeur de l'Association de préfiguration de l'Ecole des beaux-arts.

Cinq cents visiteurs par jour, vingt mille scolaires par an, les 40 postes des deux grandes salles de consultation occupées en permanence, sans compter les consultations par Minitel, le conservatoire de la mémoire audiovisuelle de la capitale est une réussite exemplaire. « J'avais déjà travaillé dans le créneau « culture et audiovisuel », dit Véronique Cayla. Aux côtés de Michel Guy, qui voulait faire pénétrer la culture à la télévision par le biais du cahier des charges, en 1974. Puis avec Danièle Delorme à la réalisation de grandes interviews filmées de hautes personnalités de ce siècle pour la collection « Témoins ».

Jusqu'au moment où Jean Musy (il dirigeait alors une vidéothèque animée par quatre personnes) m'a demandé de le rejoindre. Et Pierre Emmanuel a posé alors, avec

son langage de poète, les bases d'un projet qui, à l'époque, ne paraissait pas du tout évident. Pour lui, le vingtième siècle ne retiendrait que deux phénomènes, l'avènement de l'audiovisuel sous toutes ses formes et le développement inéluctable des mégapoles. De l'idée de créer une structure qui se situe au croisement des deux est née la Vidéothèque.

Accessibilité
ou exhaustivité ?

Véronique Cayla souligne qu'à partir de là, dans toutes les phases de conception, de réflexion, d'études, de réalisation, d'exploitation, de croissance de la Vidéothèque, elle a pu profiter d'une entière liberté, que la Ville de Paris a démontré sa confiance en souscrivant dès le départ un engagement plurianuel de cinq ans, et qu'un projet qui bénéficie du parrainage d'un poète et de la bénédiction d'un maître a beaucoup de chances.

Ayant opté dès sa naissance pour l'accessibilité plutôt que pour l'exhaustivité, la Vidéothèque, aujourd'hui, programme en continu les 3 000 heures d'images dont elle est propriétaire, 4 500 films différents, dont 1 000 longs-métrages de cinéma, des bandes d'actualités, des courts-métrages de fiction et de publicité, des documentaires et des films d'amateur. Missions pédagogiques et ludiques intimement liées, visites mêlées de chercheurs, d'étu-

dians, de banlieusards en attente de RER, de professionnels de l'audiovisuel, la Vidéothèque, championne du « tout thématique » permet d'accéder sous toutes ses formes à la découverte et à la connaissance du phénomène urbain.

Par exemple, des historiens travaillant ici sur la libération de Paris rappellent Véronique Cayla, ont découvert sur des images tournées par des amateurs qu'il y a eu des mouvements de foule et des coups de feu tirés tout au long du passage du général de Gaulle entre l'Arc de triomphe et Notre-Dame. On « localise » jusque-là ces dernières rafales au quartier de l'Hôtel de Ville...

Pour Véronique Cayla, qui fait remarquer que 50 % du public de la Vidéothèque déclare ne fréquenter aucun autre équipement culturel en dehors des salles de cinéma, il reste encore beaucoup à faire pour quitter le statut de glorieux prototype. D'après elle, l'audiovisuel est désormais le seul patrimoine commun, le seul territoire culturel que tous les Français partagent, le seul lien social entre eux. « Je suis indispensable permettant à ceux qui ne l'ont pas trouvée au pied de leur bureau d'accéder à la « culture cultivée ».

Dernière question, pourquoi Véronique Cayla a-t-elle décidé de rejoindre Marin Karmitz ? « Parce qu'il a toujours produit les films que j'avais envie de voir. »

DANIELE HEYMANN

PREMIER

Le 7 octobre 1992, à 20 h 45, au Théâtre Renaud-Barrault à Paris. Le 13 octobre, à 20 h 45, au Zargo à Grenoble. Le 15 octobre, à 20 h 45, à l'Arsonel à Metz.

Le 7 octobre 1992, à 20 h 45, au Théâtre Renaud-Barrault à Paris. Le 13 octobre, à 20 h 45, au Zargo à Grenoble. Le 15 octobre, à 20 h 45, à l'Arsonel à Metz.

مكتبة من رصاص

CULTURE

PHOTOGRAPHIE Plus réel que nature

Lynne Cohen trouve dans les lieux et les objets les plus ordinaires des références multiples à l'histoire de l'art

LIMOGES
de notre envoyé spécial

« On parle mieux de l'homme quand il n'est pas là. » Le travail photographique de Lynne Cohen part de cette conviction largement confirmée par les formats noir et blanc qu'elle expose dans le superbe espace du Fonds régional d'art contemporain de Limoges. A la manière d'Eugène Atget et Walker Evans, Lynne Cohen, Américaine installée au Canada, accumule des espaces sociaux (salles de classe, bureaux de conseil d'administration, lieux de formation) où la présence humaine se réduit à des mannequins et à quelques traces comme un cartable, des chaussures ou des portraits de membres d'un club, alignés au mur.

On a un sentiment de malaise devant ces lieux impersonnels et glacés type *Star Trek* et *War Games*, qu'ils soient photographiés en France, en Allemagne, au Canada ou aux Etats-Unis. Première conclusion : rien n'est plus anti-concret qu'un lieu dépourvu de vie. Et de constater que l'homme est également une cible, que les lieux d'apprentissage sont tout autant des lieux de destruction.

Mais Lynne Cohen prend un malin plaisir à broder les cartes de cette apparente critique sociale. « Il n'y a aucune volonté documentaire dans mes images. Le monde n'est pas comme ça », affirme-t-elle. Pour

preuve, les espaces pour adultes (écoles de police ou militaire, stands de tir) s'apparentent à des salles de jeu pour enfants. Tout comme la lumière naturelle qui semble plus artificielle que celle des néons. Les titres des images entraînent la confusion : « Class Room », « Exhibition Hall », « Office », « Men's Club ».

La critique sociale s'efface alors pour mettre en lumière la matière noble des objets qui forment une sorte de décor. Lynne Cohen ne touche aucun des éléments du cadre. « Je prend énormément d'images, il n'y a rien de spontané. Je peux rester quatre heures sur une prise de vue et ne rien garder. » La présentation vient renforcer cette forme-tableau : grands formats, tirages soignés, cadres en Formica proche du grain, verre allemand (denglass) qui enlève les reflets afin que le spectateur soit confronté avec la matière. « Je veux que la matière implique le spectateur, donner une dimension qui le fasse entrer dans un espace tangible. »

Cet espace, c'est celui de l'art contemporain tout simplement que Lynne Cohen ne cesse de citer. « Je veux montrer comment le monde social se rapproche de l'histoire de l'art. Je suis étonné comme le monde est ready-made. » La baguette en inox ? « Un Brancusi. » La marche simulée de l'homme sur ordinateur ? « Marcy ou Mybridge. » Les sacs de sable ? « Joseph Beuys. » Les mannequins apolliniens ? « Des sculptures inégales de Lemi Riefenstahl. » Ces tâches noires sur un bryan ou un mur ? « De l'expressionnisme abstrait, voire un Soulages. » Mais aussi des références à Marcel Broodthaers, Jasper Johns, au pop art, à Liechtenstein.

Sculpteur venu à la photographie en 1971, enseignante, Lynne Cohen a bien digéré les influences dont elle s'est nourrie : art et langage, minimalisme, pop art, post-modernisme, offrant une réflexion forte et originale sur la représentation du réel.

MICHEL GUERRIN
► FRAC Limoges, Impasse des Charentais, 87200 Limoges. Tél. : 85-77-08-98. Jusqu'au 30 novembre. Catalogue : 110 p., 110 F. L'exposition est coproduite par l'Hôtel des Arts à Paris, où elle sera présentée du 20 avril au 6 juin 1993. Lynne Cohen est représentée par la galerie Samia Saouma (tél. : 42-78-40-44).

THÉÂTRE Sans foi ni loi

Mais qui donc vote pour Hitler ? se demandait Horvath avant l'incendie du Reichstag

LÉGENDES
DE LA FORÊT VIENNOISE
de la Maison de la culture
de Bobigny

La pièce de Odo von Horvath, *Légendes de la forêt viennoise*, date de 1931. Cette année-là, le NSDAP, le parti de Hitler, obtient cent sept sièges au Reichstag. Il y a cinq millions de chômeurs. A l'approche d'un gouffre, même si ses composantes n'en sont pas imaginables d'avance, l'écrin public, le dramaturge, s'il est d'ont de raison, comme Horvath, se demande ce qu'est le théâtre, à quoi il sert.

De toute façon, une première question se pose : comment des millions d'élus peuvent-ils être recités ? Comment peuvent-ils soutenir une politique fasciste ? Et de chercher à gauche à droite, et de tourner autour du pot, et d'en revenir, haute de main, au même point : c'est par bêtise. Par manque de facultés mentales. Car la mécanique est aussi une bêtise.

De ses *Légendes de la forêt viennoise*, Odo von Horvath fait donc une manifestation de bêtise. Un dithyrambe de débiles. Il y a carrement dans le tas un jeune nazi, bel Hitler, intello. Et à la première page de sa pièce, von Horvath écrit : « Hier ne donnez pas de la bêtise. »

L'alliage
du bon et du pire

Et ce n'est pas si simple, voilà ! Car ces messieurs-dames de la pièce ne disent pas que des bêtises. Le charbonnier Oscar, un vrai artisan qui aime son métier et le soigne, a bien le droit de répondre au client qui le félicite : « C'est la machine ! Une vigne de guerre, qui n'a pas digéré l'armistice de 1918, ni ce traité de Versailles qui met son pays dans le désastre, a bien le droit de rêver : « Huit jours de plus, nous gagnions peut-être la guerre ! » Et deux ans qui se couvrent dans la rue sont pas forcément débiles s'ils se lancent, juste en passant : « Le printemps arrive. » « Oui. Même le temps est devenu fou. » « Nous le sommes nous-mêmes. »

Or le dialogue de *Légendes de la forêt viennoise* est un jeu de mots comme ça. Le plus trépidant peut-être, dans les encheînements des destins, c'est le part de l'in-imaginable, la part de l'alliage du bon et du pire. Il est

bon qu'Horvath ne soit pas promis au camp, puisque le 1^{er} juin 1938 il est déjà à Paris, direction New-York ; il est pire que le même jour, en fin d'après-midi, un arbre des Champs-Élysées lui tombe dessus, et le tue.

Incertainité, hasards, ou ce que Racine nomme « embarras incertains », qui alternent avec des déesses dangereuses et des volontés décidées à détruire, voilà les assises, muettes, des scènes de von Horvath. Pour emplacement de l'action, Horvath opte pour vingt mètres d'une rue de Vienne, aligne trois commerces : une charcuterie, un tabac, et, entre les deux, un réparateur de poupées.

Le charcutier est consciencieux, vous le savez déjà. Presque un artiste, dans sa branche. Mais il tue les porcs, d'une main légère, et un porc que l'on tue, ça hurle. Et ces tronçons de viande, est-ce, si peu que ce soit, possible ? Le tabac, c'est également les fonctions organiques, à ras de terre, l'accolade des acris après le plein de l'estomac. L'accoutumance, le machinal. Le temps qui passe. Mais déjà un euphorisant. Une aide. Un facteur de consentement.

Entre les cervelles et les cigares : la maison vieillotte du réparateur de poupées, qui vend aussi des petits pantins à ficelle, des jouets mécaniques, et le crâne de Yorrik (avec fausses dents, c'est moins coûteux) dans la vitrine. « Ok, les gens mangent et fument toujours ! murmure le docteur des poupées, mais la magie ? Aujourd'hui, c'est le monde à l'envers. Sans foi ni loi. »

Légendes de la forêt viennoise est une belle pièce, noire et blanche comme certains grands ciels avant la foudre. Il y a une ivresse légère : la tête tourne un peu. André Engel a eu

peut-être raison d'inaugurer un dispositif peu banal : à la fin du premier tableau, la grande tribune des gradins se disloque, en trois fragments, et les spectateurs, assis bien sages, se sentent partir, comme sur un radeau (mais pas encore de la Méduse). Navigation dans le noir, à gauche, en arrière, à droite, aux sons de lambeaux de valses viennoises, et puis les gradins se retrouvent ensemble, bien assemblés, devant un autre décor, celui du tableau suivant. Comme ça, durant toute la soirée. Un peu le train-fantôme des foires (Horvath aimait les foires), rendu possible par l'immensité du théâtre de Bobigny (on dirait un hangar à Boeing-747).

Engel a réuni, et il conduit en demi-teintes, sans gros effets, un bon petit gang d'acteurs de la renommée (car il y a une nomenclature du théâtre, inutile de se le cacher) : Pascal Bonnard, Jean-Luc Bideau, Jacques Bonnard, Christiane Cohendy, Yann Collette... C'est très bien.

Odo von Horvath, voyant jouer *Légendes de la forêt viennoise*, se demandait, comme le font souvent les auteurs, si c'était drôle ou à pleurer, et si le théâtre c'est faux ou c'est vrai. On n'empêchera jamais les dramaturges de gémir. Mais Descartes disait simplement : « Que voit-il, sinon des chapeaux et des manteaux, qui peuvent couvrir des spectres, ou des hommes faits qui ne se remuent que par ressorts. Mais je juge que ce sont de vrais hommes. »

MICHEL GOURNOT
► Du mardi au samedi à 20 h 30. Dimanche 15 h 30 (15 heures le 25 octobre, relâche les 20 et 22). Jusqu'au 22 novembre. Tél. : 48-31-11-45.

PIANO
★ ★ ★ ★
FLEYEL 45.61.06.30
MARDI 20 OCTOBRE
ANDRÉS
SCHIFF
Cyrille Schindler
VEND. 23 OCTOBRE
ALFRED
BRENDEL
Cyrille Schindler

ORCHESTRE COLONNE
DIRECTEUR MUSICAL ANTONELLO ALLEMANDI
Dimanche 11 octobre 1992 à 17 h 30
THÉÂTRE DU CHÂTELET
VALSES DE VIENNE
La Culture pas le folklore
Mozart
Schubert
J. Strauss
direction
ANTONELLO ALLEMANDI
PLACES DE 80 F à 180 F
LOC. CHATELET - FNAC - VIRGIN
GALLERIES LAFAYETTE
Rens. 42 33 72 89

CHANSON
18h 75'
MAR. 13, VEN. 16, SAM. 17 OCT. 18h
JULIETTE
charme, émotion,
intelligence, humour...
2 PL DU CHATELET 42 74 22 77

PREMIÈRES - 50% du 7 au 17/10
PETIT MONTARNASSE
Location 43.22.72.30
la traversée
à côté ALONSO ALEGRIA
Un des plaisirs du Festival
"Off" d'Avignon. Libération
"C'est du très bon théâtre !"
France Culture
"Original, puissant, bien écrit,
bien joué." L'Humanité
du mardi au samedi 21h - dim. 15h 30

ENSEMBLE INTER CONTEMPORAIN
Pierre Boulez
dirige au Châtelet
17 octobre à 20 h 30
Webem
Schaenberg
Bonnet
commande de l'Ensemble
avec les BBC Singers
et Christiane Oelze, soprano
23 octobre à 20 h 30
Webem
Ligeti
avec
Florent Boillard, soprano
Pierre-Laurent Aimard, pianos
Jean-Paul Bouillon, violoncelle
40 28 28 40

CONNAISSANCE DU MONDE
SALLE CHOPIN-LEYEL : Dimanche 11 octobre (14 h 30), Lundi 12 (15 h 30), Mardi 13 (18 h 30), Mercredi 14 (16 h), Jeudi 15 (20 h 30), Vendredi 16 (15 h et 18 h 30), Samedi 17 (14 h 30).
SIBÉRIE
Film d'Yves SONNAYVILLA
Du 10 octobre aux 20 octobre de 14h à 18h, tous les jours à 14h et 18h. Code unique et films modernes. Village au cœur de la Sibirie, Route de la soie et Orient méditerranéenne, Tadjikistan. Prochain sujet : CHILI : du 25 octobre au 1^{er} novembre - Tél. : 45-61-16-89

Sur Minitel : 36 17 Code-SIRENE
Un accès direct au seul fichier exhaustif des entreprises et des établissements mis à jour quotidiennement.
Un service de l'INSEE
DOCUMENTATION GRATUITE :
INSEE - Bureau 208 M - 18 Bis Adolphe Pinard 75676 Paris Cedex 14

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

CHATELET
THÉÂTRE
MUSICAL
DE PARIS
Lundi 12
Mardi 13
Vendredi 18
octobre
12 h 45
19 h
19 h 45
Café
Waller
MIDIS MUSICAUX
le 12 : Nathalie
DESSAY
Soprano
Ruben
LIFSCHITZ
Piano
DEBUSSY
R. STRAUSS
PITZNER
le 14 : Roger
MURARO
Piano
LISZT
le 16 : Quatuor
ANTON
STRAVINSKY
TCHAIKOVSKI

AUDITORIUM
CHATELET
Lundi 12
Mardi 13
Vendredi 18
octobre
19 h
19 h 45
Café
Waller
**« Intégrale des
trios avec piano
de SCHUMANN »**
TRIO FONTENAY

AUDITORIUM
CHATELET
Mardi
13 octobre
20 h 30
Tél. loc.
42-36-12-50
(p.a. Mondial
Musique)
Récital de piano
Herbert
du
PLESSIS
SCHUBERT - CHOPIN - LISZT

GAVAU
Mardi
13 octobre
à 20 h 30
(p.a. Mondial
Musique)
JM FOURNIER PRODUCTIONS
« GRANDES HERZES-VOUS »
Piano : MARC
LAFOREST
CHOPIN - DEBUSSY
GELIS

GAVAU
Mardi
14 octobre
à 20 h 30
(p.a. Mondial
Musique)
JM FOURNIER PRODUCTIONS
QUINTETTE
PRO ARTE
DE MONTE-CARLO
GRANADOS - BORODINE
CHOSTAKOVITCH

OPERA
BASTILLE
Studio
Mardi
14 octobre
20 h
Tél. :
96 F
Tél. loc.
44-72-13-00
(p.a. Valma-
Mus)
RÉCITAL
Inge
DREISIG
Soprano
HEISE, STRAUSS
DEBUSSY
MEISSNER
BERNSTEIN

AUDITORIUM
CHATELET
Lundi
15 octobre
19 h
19 h 45
Café
Waller
Quatuor Muir
HAYDN
MENDELSSOHN
DVOŘAK

SALLE
PLEYEL
Lundi
15 octobre
20 h 30
Tél. loc.
45-61-08-30
(p.a. Valma-
Mus)
THE CHAMBER
ORCHESTRA
OF EUROPE
Dir. : Nikolaus
HARNONCOURT
BEETHOVEN
HAYDN
SCHUMANN

SALLE
PLEYEL
Mardi
16 octobre
à 20 h 30
Cépage
ORCHESTRE
KUENTZ
VIVALDI
QUATRE SAISONS
STABAT MATER

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde
ARTS ET SPECTACLES

du 14 au 18 octobre
LE CORTÈGE D'ORPHEE
Concert Spectacle
présenté par
APOLLINAIRE
BORTOLU DUREY
POULENC - HONEGGER
par
L'ENSEMBLE ERWARTUNG
42 36 27 53

LE LIVRE DU JOUR
MARABOUT
la mythologie
1000 illustrations
200 pages
1992
110 F

Le Monde
Edité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lescaur, gérant
directeur de la publication
Bruno Freppet
directeur de la rédaction
Jacques Gilly
directeur de la gestion
Manuel Luchet
secrétaire général
Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Solà
(adjoints au directeur
de la rédaction)
Yves Agnès
Jacques Amalric
Thomas Fornaciari
Philippe Harmanen
Jacques-François Simon
Daniel Vermet
(directeur
des relations internationales)
Anciens directeurs :
Hubert Bouvier-Méry (1944-1959)
Jacques Fauvet (1959-1982)
André Laurens (1982-1985)
André Fontaine (1985-1991)
RÉDACTION ET BUREAU SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-45-25-26
Télécopieur : 40-45-25-99
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÈRE
92400 SAINT-CLÉMENT
Tél. : (1) 40-45-25-25
Télécopieur : 40-40-30-10

EN OCTOBRE
Soyez les Premiers
aux
PREMIÈRES
DES THÉÂTRES PRIVÉS
pour les premières représentations
d'un nouveau spectacle
réduction de
50%
sur
toutes
les
places
ESSAÏON DE PARIS 42 78 46 42
GRAND THÉÂTRE D'EDGAR 43 35 32 31
MAIN D'OR 48 05 67 89
MOGADOR 48 78 04 04
PETIT MONTARNASSE 43 22 77 74
PETITS MATHURINS 42 65 90 00
PETIT THÉÂTRE DE PARIS 48 74 25 37
POCHE MONTARNASSE 45 48 92 97
RANELAGH 42 88 64 44
STUDIO DES CH.-ELYSEES 47 20 08 24
Ces Théâtres présentent une création en octobre.
Pour connaître les dates des PREMIÈRES,
contactez-les directement.
C'EST FACILE D'ALLER AU THÉÂTRE,
AVEC LES PREMIÈRES
C'EST ENCORE MOINS CHER !

Le Monde
PLANTU *est paru*
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

ÉCONOMIE

La crise des marchés boursiers et financiers

BILLET

La Ciotat et la censure

Le feuilleton des chantiers navals de La Ciotat a pris place parmi les grandes sagas industrielles — où le débauchage alterne avec les atermoiements, les faux espoirs distillés, les relances artificielles, et trop souvent la démagogie — qui ont pour nom Manufrance, Boussac, Creusot-Loire et quelques autres affaires autrefois illustres.

Dans le mauvais roman à rebondissements de la construction navale provençale, le premier ministre lui-même occupe, en ce début d'octobre, un rôle central. Il vient, dans une lettre adressée au président (PS) du conseil général des Bouches-du-Rhône, M. Lucien Weygand, d'indiquer qu'il n'était pas opposé à la réouverture immédiate des chantiers, paralytiques depuis la liquidation judiciaire de l'ex-Normed (qui dépendait à l'époque de Schneider) en février 1989.

Sachant bien, sur le fond, que le dossier ne tiendra pas la mer, M. Pierre Bérégovoy s'empresse toutefois de préciser que « les expertises récentes du ministère de l'Industrie ont conclu à l'absence de viabilité de la construction navale lourde à La Ciotat ». Or ce sont précisément des pétroliers de fort tonnage qu'envisagent de fabriquer sur ce site les repreneurs éventuels. En tout état de cause, ajoute le premier ministre, l'Etat ne déboursa pas un centime pour aider au redémarrage des grues et des machines. Bref, sa lettre constitue un chef-d'œuvre d'hypocrisie ambiguë : faites une bêtise industrielle et financière si vous voulez — après tout la décentralisation vous en donne le droit — mais de mon côté je sais bien qu'il s'agit d'une initiative absurde, dit-il en substance à son ami politique M. Weygand.

Le premier ministre d'aujourd'hui refait la démarche du ministre des finances qu'il était quelques jours avant les élections régionales de mars dernier. Pour épauler M. Bernard Tapie qui convoitait la présidence de la région, M. Bérégovoy avait autorisé la Banque Worms, bras séculier de l'Etat, à vendre l'outil de la Ciotat. En vain : M. Tapie, aujourd'hui, n'est plus ministre, et n'a pas été élu président. S'ensuivaient de nouveaux épisodes politico-juridico-politiques puisque le maire de La Ciotat, M. Jean-Pierre Lafond (UDF), conteste plus que jamais au conseil général son autorité et ses droits. En fait, l'affaire de La Ciotat n'a jamais cessé d'être politique, plus qu'industrielle. Au moment où se profile la menace d'une censure, le gouvernement Bérégovoy cherche à amadouer par tous les moyens les « forces de gauche ». Or les communistes, pour qui La Ciotat est un symbole, comptent trois députés dans les Bouches-du-Rhône.

FRANÇOIS GROSCHARD

o Bruxelles autorise l'accord Sabena-Air France. — La Commission européenne a approuvé, lundi 5 octobre, l'accord d'association conclu par les compagnies belges Sabena et française Air France. Les deux compagnies ont accepté d'aménager certaines dessertes et donné des garanties en matière de concurrence. Concrètement, la Commission a demandé à Air France et Sabena d'abandonner jusqu'au 31 décembre 1999 certaines liaisons africaines dès lors que se présentera une compagnie intéressée, jouissant d'une crédibilité suffisante pour garantir la permanence de son exploitation. A cette condition, Air France abandonnera donc un vol hebdomadaire au départ de Paris sur Kigali (Rwanda) et Bujumbura (Burundi) et Sabena un vol hebdomadaire au départ de Bruxelles sur Niamey (Niger), Ouagadougou (Burkina-Faso) et Bamako (Mali).

Vive alerte à Wall Street

NEW-YORK

de notre correspondant

Décidément, le mois d'octobre est toujours aussi néfaste à Wall Street. Après avoir perdu près de 2,5 % au cours des deux premières séances du nouveau mois boursier (et 54 points au cours de la seule séance du vendredi précédent), l'indice Dow Jones des valeurs industrielles s'est brusquement effondré, le 5 octobre, jusqu'à tomber à son plus bas niveau de l'année, avant de reprendre ses esprits sous l'effet d'achats à bon compte.

Une heure à peine après l'ouverture, le Dow Jones perdait déjà plus de cent points, et une mini-panique commençait à soufler sur Wall Street, où les boursiers avaient naturellement en mémoire le sinistre 19 octobre 1987, qui vit le New York Stock Exchange perdre 23 % de sa valeur en une seule journée, et le mini-krach qui, deux ans plus tard, entraîna un nouveau coup de torchon sur les valeurs américaines, en baisse de 7 % le 13 octobre 1989. Sans oublier, bien sûr, le premier krach, le « vrai », qui, du 23 octobre au 13 novembre 1929, provoqua une chute vertigineuse de 49 % du Dow Jones, marquant le début de la Grande Dépression des années 30.

Mais la crise boursière de 1987 et ses effets en cascade, aggravés en partie par les opérations massives sur ordinateurs, a incité les autorités boursières à mettre en place des coupe-circuits qui se déclenchent automatiquement dès que la baisse du Dow Jones dépasse les cinquante points, limitant le repli ultérieur de la cote.

Grâce à ce dispositif et aux achats opérés par les boursiers attardés par les cours subitement en forte baisse, la Bourse de New-York a pu clore la séance de lundi sur un repli limité à 21,61 points (soit 0,7 %), pour s'établir à 3 179 points en clôture. Une fois l'alerte passée, les familiers du Big Board

ont commencé à avancer les premières explications à ce nouvel accès de faiblesse du marché boursier new-yorkais, à l'unisson des baisses constatées le même jour sur d'autres grandes places financières internationales.

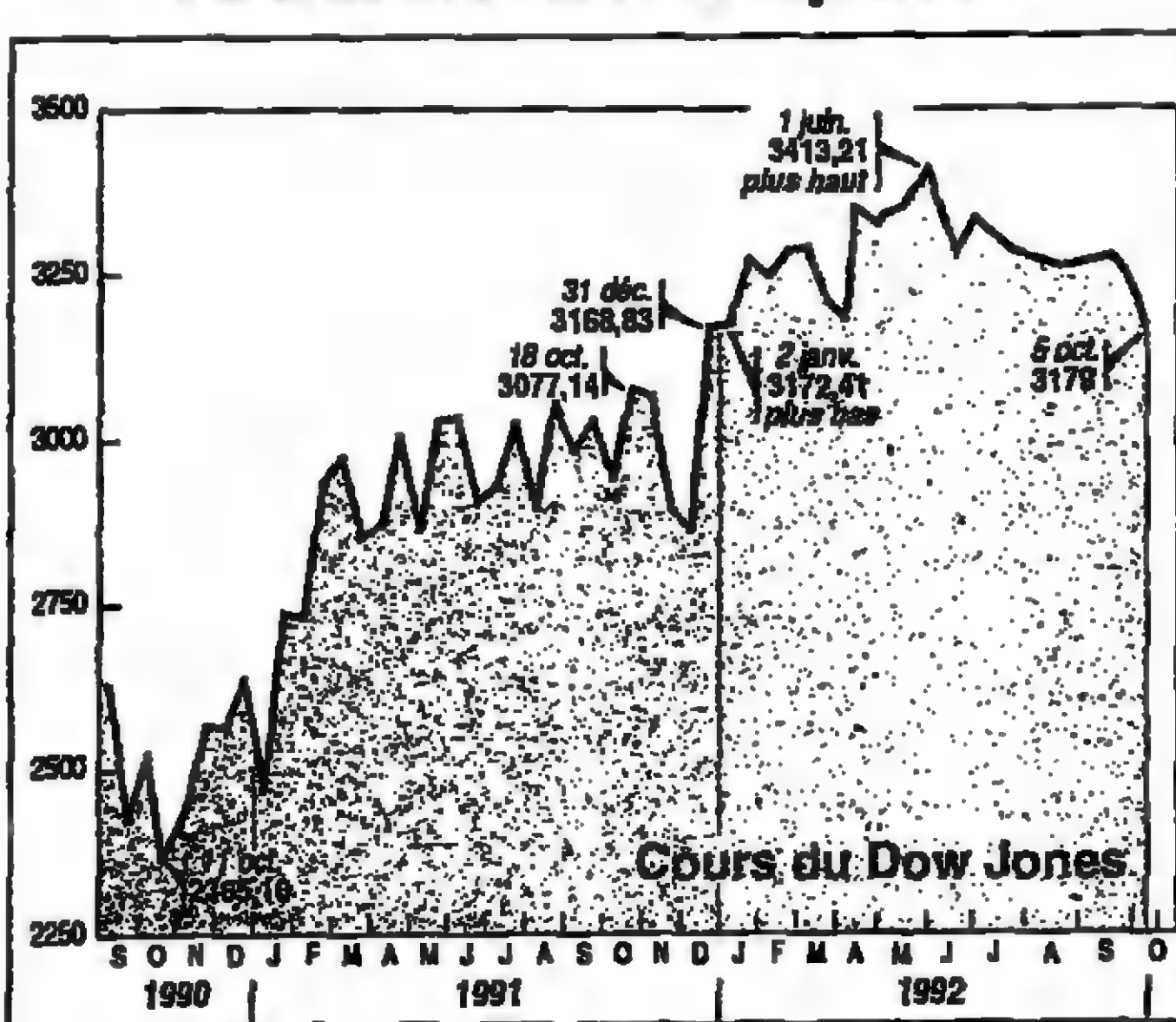
La crainte de la récession

Au plan politique, le retour en lice de M. Ross Perot, celui que l'on a coutume d'appeler « le milliardaire texan », dans la course à la Maison Blanche, aux côtés de MM. Bush et Clinton, entraîne indéniablement un facteur d'incertitude dont Wall Street se serait bien passé. Par ailleurs, la légère baisse du chômage annoncée le 2 octobre dernier au titre du mois de septembre est certes un facteur encourageant pour les demandeurs d'emploi, mais, dans le même temps, elle éloigne l'espoir d'une

nouvelle baisse des taux d'intérêt aux Etats-Unis. Parallèlement, les résultats des entreprises américaines pour le troisième trimestre 1992 risquent d'être plus mauvais que ne l'escomptaient les analystes, et un certain nombre de baromètres (l'indicateur de confiance du Conference Board, les ventes de maisons neuves, l'indice des indicateurs précurseurs), que Wall Street surveille avec attention, ont continué à virer au rouge en août et septembre. A tel point qu'à un mois de l'élection présidentielle certains spécialistes n'excluent pas que l'économie américaine retombe dans la récession à la fin de cette année ou au début de 1993, prenant totalement à contre-pied Wall Street, qui, depuis plus d'un an, semblait ignorer superbement la crise persistante de l'économie.

SERGE MARTI

Wall Street revient au niveau de janvier 1992



Nouvelles tensions sur les monnaies en Europe

La maintenance des taux directeurs allemands à un niveau très élevé provoque une nouvelle dépréciation de la lire et une hausse du mark.

La décomposition de ce qui fut le système monétaire européen s'est encore accentuée en début de semaine, avec une nouvelle chute de la lire qui, dans la journée du lundi 5 octobre, a perdu près de 7 % par rapport au mark (940 liras contre 882 liras à la veille du week-end). Cette chute porte à 23 % la dépréciation de la devise italienne depuis la mi-septembre et rien ne dit qu'elle soit terminée. La Banque d'Italie ne peut ni ne veut lever le petit doigt pour la freiner. Toute élévation de ses taux directeurs, actuellement de 15-16 %, donnerait le signal d'une nouvelle attaque à laquelle elle serait incapable de résister, puisque ses réserves de devises ont diminué de quatre cinquièmes, n'atteignant plus que l'équivalent d'une cinquantaine de milliards de francs. Tout juste de quoi payer les importations.

De son côté, la livre sterling a encore plongé, tombant à 2,36 DM et 8,10 francs avant de se raffermir un peu à 2,43 DM et 8,27 francs. Depuis sa mise en flottement, le 16 septembre, sa dérive atteint tout de même environ 20 % (24 % par rapport à son cours pivot).

Ces dépréciations « sauvages » vont poser de graves problèmes aux exportateurs français, qui risquent de perdre tout ou partie des gains de parts de marché enregistrés depuis dix ans. D'ailleurs, le prix des automobiles Peugeot et Renault a augmenté de 5 % en Italie. Les chefs d'entreprise de l'Hexagone réclament, à juste titre, qu'un nouveau cadre monétaire soit fixé rapidement pour les transactions européennes, sinon ce sera l'anarchie. En attendant, le franc s'est révalorisé de 0 % en moyenne pondérée par rapport aux monnaies européennes autres que le mark, dont la réévaluation est en cours en raison de ses importants échanges commerciaux avec le Benelux, qui n'a pas vu une modification de ses parités.

C'est l'annonce, vendredi 2 octobre, du maintien des taux directeurs de la Banque fédérale d'Allemagne, qui a provoqué en ce début de semaine une hausse sensible du mark face à toutes les monnaies, notamment le dollar, dont le cours est retombé à 1,39 DM, proche de

son plus bas niveau historique, et à 4,73 francs, avant de remonter à plus de 1,42 DM, et 4,83 francs. La devise allemande s'est affirmée également à l'égard des monnaies européennes, y compris le franc : le mark s'est élevé jusqu'à 3,4030 francs à Paris avant de revenir à 3,3950 francs. « On ne vend plus le franc, mais on n'achète que le mark », entendait-on sur les marchés des changes.

Les taux français à 13 %

Dans ces conditions, il n'a pas été possible à la Banque de France d'abaisser ses taux directeurs, qui restent fixés à 13 % en ce qui concerne les pensions à cinq-dix jours. Pour éviter que l'assèchement des liquidités, provoqué par les achats de francs de ces quinze derniers jours, n'aggrave l'économie, elle a fourni davantage de liquidités aux banques — près de 78

milliards de francs — à l'occasion de son appel d'offres du lundi 5 octobre. Le taux de l'argent à court terme sur la place de Paris a certes baissé depuis les 20-30 % du début de la semaine dernière, mais il est encore de 13 à 15 % contre 9 % en Allemagne.

Cette tension ne saurait persister trop longtemps sans aggraver les difficultés de certains secteurs, à commencer par l'immobilier, très lourdement endetté. Elle sert, sans doute, la politique de la Banque de France qui veut récupérer ses marks empruntés à la Bundesbank et vendus en échange de francs, mais elle est en train d'atteindre ses limites, dans la mesure où elle pénalise paradoxalement une économie en plein ralentissement. Mais, pour l'instant, la défense du franc prime tout.

FRANÇOIS RENARD

Coup de grisou sur les marchés

Presque cinq ans jour pour jour après le krach du lundi 19 octobre 1987, la planète boursière a cru revivre un instant un séisme de même ampleur. Au plus fort de la tempête, la Bourse de Paris perdait, lundi 5 octobre, près de 6,3 % avant de se reprendre à la suite de rachats d'investisseurs institutionnels dans les dernières minutes de cotation pour finalement abandonner 4,3 %. Wall Street aussi s'est fait peur. En milieu de journée, l'indice Dow Jones perdait plus de 100 points (3,25 %). Une nouvelle fois, un sursaut en fin de journée a permis à la Bourse américaine de limiter les dégâts (-0,88 %). Ce qui n'a pas été le cas de Zurich (-4,3 %), Londres (-4 %) et Francfort, Madrid et Amsterdam (-3,8 %). Quant à Tokyo, après sept séances consécutives de baisse, le Kabuto-chô se reprenait un peu mardi 6 octobre et gagnait 1 %.

A force d'attendre et de ne pas voir venir des lendemains qui chantent, promis après la victoire du

« oui » au référendum du 20 septembre, les marchés financiers ont fini par craquer. L'indice CAC 40 de la Bourse de Paris se retrouve à son plus bas niveau depuis février 1991, en pleine guerre du Golfe. Depuis le 30 septembre, les valeurs françaises ont perdu plus de 14,4 % et les actions allemandes, logées à la même enseigne, près de 10 %. En lieu et place d'une baisse des taux d'intérêt, seule issue pour améliorer la situation des établissements bancaires et du secteur immobilier et rendre possible cette hypothétique reprise de la croissance, les Bourses européennes en général et Paris en particulier, ont eu droit à une envolée du taux de l'argent.

Depuis deux semaines la situation n'a cessé de se dégrader pour atteindre un paroxysme lundi 5 octobre après un nouvel espoir déçu, en fin de semaine dernière, de baisse des taux allemands. L'inquiétude est telle sur les marchés que l'atmosphère de krach qui planait lundi n'a pas surpris grand monde. Elle était « logique » à en croire les opérateurs. Pour eux, les politiques restrictives suivies par les gouvernements en Europe ne font qu'accroître la déflation et la récession alors que les baisses de taux américaines et la relance japonaise semblent impossibles à redynamiser la machine.

Brouillards et dogmes

Suite de la première page

Les marchés ont besoin de visibilité. Ils sont aujourd'hui dans un brouillard total. La liste des facteurs déterminants pour l'économie française et sur lesquels plane une grande incertitude est en effet bien longue. Quel sera le prochain président des Etats-Unis ? Quelle sera sa politique économique ? Trouvera-t-il les moyens, alors que les taux d'intérêt y sont déjà au plus bas depuis trente ans, pour sortir l'Amérique de sa léthargie ? Le Japon évitera-t-il la récession ? Plus proche, l'Europe inquiète aussi davantage. Maastricht a affaibli les dirigeants des principaux pays du continent, contribuant à des interrogations sur les politiques économiques que les uns et les autres seront capables de suivre et surtout exacerbant une crise monétaire grave. Attendu avec impatience, l'assouplissement de la politique de la Bundesbank ne s'est toujours pas concrétisé. Sur le système monétaire européen, l'incertitude est totale. Va-t-il renaitre ou disparaître définitivement ? « Les doutes vont être prochainement levés », affirme un proche de M. Sapin. Les marchés attendent.

A ces incertitudes étrangères, essentielles, s'ajoutent celles portant sur la situation française elle-même. Après le « petit oui » à Maastricht, les acteurs économiques s'interrogent sur la maladie du président, la date et les résultats des prochaines échéances électorales et le programme économique de l'opposition. Les marchés ont sans doute rarement connu une telle accumulation d'inconnues. Dans le brouillard, on ralentit sa conduite.

Au-delà, les milieux économiques ont aussi le sentiment que le nouvel environnement, consécutif notamment à la crise du SME, a accru en France le risque de déflation. Excédés par l'optimisme affiché chaque dimanche par M. Bérégovoy, ils ne comprennent pas comment le gouvernement a pu retenir une hypothèse de croissance de 2,6 % pour 1993 dans son projet de budget. « A hurler de rire... ou à pleurer ! », s'étrangle le chef d'une grande salle de marché parisienne.

Quatre facteurs de l'activité

La crise monétaire récente aurait dû conduire, selon eux, à une réévaluation de certaines hypothèses. Elle affecte en effet négativement quatre facteurs de l'activité, soulignés par tous les industriels. L'un d'entre eux explique : « Nous allons avoir des marchés extérieurs déprimés, des marchés sur lesquels nous allons souffrir d'une baisse de notre compétitivité en termes de prix, alors que le coût de nos financements s'accroît et que la crise immobilière menace. » Sombre tableau effectivement.

Des marchés déprimés ? La plu-

part de nos grands partenaires européens (Italie, Espagne, Grande-Bretagne...) sont engagés dans des politiques restrictives. L'Allemagne elle-même — le premier marché de la France — est durement affectée, notamment par la réévaluation de sa monnaie. Elle est à son tour menacée de récession. La dévaluation compétitive, du dollar d'abord, de la livre, de la lire et de la peseta ensuite, est, dans ces circonstances, un coup dur pour les exportateurs français. « Le dollar à 4,75 francs, c'est complètement aberrant », constate un opérateur financier. C'est surtout une arme redoutable dans la compétition commerciale.

La réévaluation du franc a un autre coût : des taux d'intérêt à court terme très élevés. Pour étrangler les spéculateurs, les autorités françaises — qui avaient promis une baisse en cas de victoire du « oui », les opérateurs s'en souviennent cruellement — ont augmenté le taux de l'argent à court terme sur le marché monétaire. Avec des points de 25 % au lendemain de l'attaque contre le franc, les taux au jour le jour tournent encore autour de 14 % aujourd'hui. Un tel niveau peut être supportable quelques jours sans avoir trop de conséquences, estiment les opérateurs, qui se sont, pour la plupart, couverts par des contrats d'assurance.

Le règne de l'argent facile

Au bout de trois ou quatre semaines, les conséquences de taux courts élevés risquent d'être douloureuses, pour les banques d'abord, pour leurs clients ensuite vraisemblablement. C'est le règne de l'argent facile. « Il faut éviter la Bourse ou les investissements productifs et placer ses liquidités sur le marché monétaire », explique un gestionnaire de fortunes. Il vient de placer à 18 % sur quinze jours d'importants montants. « L'argent en dormant », comme disait un jour le président de la République.

Qui va payer la défense du franc ? Actuellement, je perds 1 million par jour à ce titre. 1 % de mes profits annuels chaque jour donc », explique un industriel, très endetté et qui se finance en partie sur le marché monétaire. Pour l'instant néanmoins, ce sont surtout les institutions financières qui en supportent le coût. Mais les banques envisagent fermement de le répercuter sur leur clientèle, en augmentant par exemple leur taux de base bancaire (TBB). Entreprises et ménages pourraient ainsi être appelés à participer au financement de la défense du franc ! Ce renchérissement du coût de l'argent risque enfin d'aggraver la crise immobilière et de conduire les banques, contraintes à respecter le ratio Cooke à compter du 1^{er} janvier 1993, à réduire leurs engagements en faveur des entreprises.

Quelles actions le gouvernement pourrait-il engager pour écarter ce risque de déflation, sans relancer l'inflation ni affecter la parité entre le franc et le deutschemark ? Certains experts suggèrent une politique budgétaire un peu plus dynamique, « l'augmentation du déficit devant procéder d'avantage d'une baisse des impôts que d'une hausse des dépenses ». Une solution difficile cependant, tant l'établissement politico-économique reste attaché aujourd'hui à la recherche de l'équilibre. C'est surtout sur le front monétaire que des solutions pourraient être imaginées, semblait-il. Pas question de réduire les taux directeurs. Mais certains proposent de mettre en place, à l'instar des Américains ou des Japonais, des programmes de soutien au secteur bancaire ou de rechercher une déconnexion partielle des taux d'intérêt français par rapport aux taux étrangers.

Alors que le gouvernement continue à parier sur la reprise, un nombre croissant de responsables économiques craignent donc que la crise monétaire récente n'ait accru le risque de déflation. Accroché aux dogmes du « franc fort » et de la « désinflation compétitive », M. Bérégovoy refuse même d'écouter le diagnostic. A plus fortes raisons d'en tirer quelques conséquences en matière de politique économique. La Bourse de Paris n'a pas fini de déprimer.

ÉRIC LESER

ÉRIK IZRAELWICZ

ÉCONOMIE

La chute des marchés et l'ouverture du congrès conservateur

M. Major dans une zone de turbulences

La dépréciation continue de la livre sterling, associée à une chute des valeurs à la Bourse de Londres, assombrissent davantage les perspectives de l'économie britannique. Cette situation accroît les difficultés politiques de M. John Major au moment où s'ouvre le congrès du Parti conservateur.

LONDRES

de notre correspondant

Le danger, pour M. Major, réside dans cette spirale de difficultés qui s'enchaînent les unes après les autres, aggravant insensiblement la situation du gouvernement : la monnaie, l'économie, l'Europe, les soutiens politiques du premier ministre, sa cote de popularité, tout se dégrade en même temps. Au moment où s'ouvre, mardi 6 octobre, à Brighton, le congrès du Parti conservateur, son chef naturel est sur la défensive, soumis à la pression de ses amis politiques et aux attaques des marchés financiers, alors qu'il fut l'artisan d'une victoire électorale inespérée, le 9 avril.

Brighton aurait dû donner lieu à un hommage collectif au premier ministre. Au lieu de cela, le congrès va se dérouler sur fond de morosité, d'incertitude, voire, s'agissant de l'Europe, de révolte interne. Comme par un fait exprès, les mauvaises nouvelles se sont multipliées, lundi 5 octobre, à la veille du rassemblement du parti Tory : la livre sterling, désormais libre de « flotter » au gré du marché mondial, depuis sa sortie du mécanisme de change du système monétaire européen (SME), a poursuivi sa chute jusqu'à une parité de 2,39 deutschemarks (et 8,08 francs), soit une dévaluation de fait de 18,9 % par rapport à son cours pivot de 2,93 DM à l'intérieur du SME, même si, depuis début septembre, la dépréciation réelle n'est que d'environ 13,5 %.

Cette chute continue de la monnaie britannique a accentué une vive baisse du marché boursier. A Londres, l'indice Footsie des cent plus grands valeurs a perdu 103 points lundi dans la même journée. Il faut remonter au « krach » d'octobre 1987 pour trouver trace d'une telle décadence boursière. Cette double « glissade » marque la volonté du marché de tester la détermination du gouvernement de M. Major. Le gouvernement, en train de perdre le bénéfice de la sortie de la monnaie britannique du SME, destinée à permettre une plus grande souplesse dans la politique des taux d'intérêt.

Une baisse du loyer de l'argent était censée rétablir la confiance et favoriser une reprise de l'économie. Or cette baisse des taux d'un point (de 10 à 9 %) est insuffisante en soi et, surtout, elle n'a été accompagnée ni par un programme de relance ni par la définition d'une stratégie économique pouvant substituer à la logique de

l'appartenance au SME. Conséquence de ce vide, la spéculation n'a pas été enrayée. Le marché est d'autant plus encouragé à profiter des circonstances que l'on assiste à l'expression publique des incertitudes et des divergences gouvernementales. Le problème est que la chute de la livre et la relance de la croissance supposent des recettes radicalement différentes.

Ces derniers jours, tout ou presque a été avancé : une hausse des taux d'intérêt, pour enrayer la chute monétaire ; une nouvelle baisse des taux pour encourager l'investissement (mais la chute continue de la livre semble l'interdire pour le moment) ; une réduction drastique des dépenses publiques pour réduire un déficit budgétaire ; voire une augmentation des impôts locaux, bref un coup d'accélérateur sur la politique budgétaire, un coup de frein sur la politique monétaire.

L'arme de la hausse des taux est probablement la plus illusoire, bien des secteurs sont déjà visés pour réduire le montant total des dépenses pour 1993-1994 à moins de 245 milliards de livres et d'autres risquent d'être épinglés, comme la santé et la sécurité sociale : une décision lourde de conséquences dans une période où le chômage ne cesse de s'aggraver. Augmenter les impôts, afin d'alléger le déficit du secteur public, plongés dans une crise économique, évalués à 32 milliards de livres pour 1993-1994, vont atteindre 40 milliards ? Une autre décision impopulaire pour une opinion publique qui se souvient que les conservateurs ont fait campagne sur le thème « le parti Tory est le parti de la baisse de l'impôt sur le revenu ».

Les Britanniques voteraient non

Que faire ? Affirmer une politique de chancelier de l'échiquier, M. Norman Lamont, devrait s'y employer dans quelques jours. Mais le chancelier est unanimement qualifié de « dément », sa crédibilité auprès des marchés a presque totalement disparu. Déjà, les ministres les plus européens du gouvernement tirent la sonnette d'alarme et demandent un retour rapide de la livre au sein du SME. Lord Tebbit, chef de file des « eurosceptiques », affirme que la Grande-Bretagne est maintenant plongée dans une « crise économique et politique », et M. Howard Davies, le chef de la CBI (Confédération of British Industry, le patronat britannique), estime que, faute de stratégie économique, le gouvernement « danse dans le noir ».

M. Major tente de se maintenir sur la crête de cette lame de fond.

Il assure que ces turbulences monétaires « arrivent de temps en temps » et que les Britanniques ne doivent pas « paniquer outre mesure ». Mais le temps ne lui est-il pas compté ? Les opinions défavorables le concernant atteignent 60 %, 30 % seulement des personnes interrogées se déclarant satisfaites de son action.

La grogne qui s'exprime à Brighton à propos de la situation économique et de l'absence de « leadership » gouvernemental grossit la révolte du mouvement des « eurosceptiques » hostiles à la ratification du traité de Maastricht. Ayant accepté la sortie de la livre du SME, M. Major veut faire preuve d'autorité à propos de la ratification du traité européen, quitte à aller, une nouvelle fois, à contre-courant de l'opinion : selon un récent sondage, 68 % des Britanniques voteraient « non » en cas de référendum.

LAURENT ZECCHINI

M. Michel Thery devient délégué à l'insertion des jeunes

M. Michel Thery, quarante-six ans, a été nommé à la tête de la délégation interministérielle à l'insertion des jeunes en difficulté (DIJ) par le conseil des ministres, mercredi 30 septembre. Le nouveau délégué remplace M. Pierre-Jean Andrieu, qui occupait cette fonction depuis 1989.

C'est M. Bertrand Schwartz qui, le premier, dirigé cette délégation interministérielle, créée à la suite de son rapport sur les difficultés sociales et professionnelles des jeunes, publié en 1982, pour animer notamment le réseau des missions locales. De 1984 à 1987, M. Thery fut chargé de mission au sein de la DIJ avant de devenir chef de la division pour le travail des détenus dans l'administration pénitentiaire où il entreprit de nombreuses innovations. Depuis, M. Thery a été successivement conseiller technique au ministère de la Santé, M. Michel Delebarre, et, au ministère de la Jeunesse et des sports.

Rectificatif. — Le coût des pilotes Air France-UTA n'atteint pas les mêmes niveaux que le prix du carburant comme nous l'avons indiqué dans un article intitulé « Les ailes dans le rouge », publié dans le Monde daté dimanche 4-5 octobre, sur la foi d'informations inexactes du groupe Air France. En réalité, c'est le coût salarial de l'ensemble du personnel navigant (technique et commercial) d'Air France qui est comparable à celui du carburant total, soit environ 4 milliards de francs.

COMMUNICATION

La fusion de « la Cote Desfossés » et de « la Tribune de l'Expansion »

Georges Ghosn, un patron en quête de groupe de presse

Georges Ghosn, patron de Desfossés International, vient de fusionner deux de ses quotidiens, la Cote Desfossés et la Tribune de l'Expansion sous le titre la Tribune Desfossés. Un pari pour la presse quotidienne économique, et pour son groupe.

Georges Ghosn, PDG de Desfossés International, groupe propriétaire de l'Agefi, de la Cote Desfossés et de la Tribune de l'Expansion, est un charismatique, il plaît aux banquiers. Et à lui-même. A la tête d'un groupe de 350 salariés, ce jeune patron — juste trente-huit ans — aime les discours de haute stratégie et les chiffres de business plan. Personnage controversé — alternant admiration ou décri par ses employés, ses anciens partenaires ou ses homologues de la presse — Georges Ghosn est aussi atteint de ce brin de mégalomanie qui pousse de risque chacune de ses entreprises.

L'homme tient en tout cas à son image d'entrepreneur parti de rien, ou presque. Il a bâti en moins de dix ans un mini-empire dans la presse économique et financière. Ce qui lui vaut quelques détracteurs et un flot de rumeurs négatives. Il balaise en fait les bruits d'un financement assuré par un flux d'argent « sales » issu de trafics de drogue dans la plaine de la Bekaa : « J'ai commencé avec 3 millions de francs empruntés aux banques, dont j'ai fait un capital que je rembourse toujours. Né à Beyrouth en 1954, Georges Ghosn a étudié les sciences politiques à Paris avant de débiter dans la presse dans les années 70. Un stage au Monde ne s'est guère révéler probant : le journalisme n'était sans doute pas la vocation du jeune homme. Toutefois, la presse et les médias l'intéressent.

Ambition, dynamisme et légèreté

Georges Ghosn est engagé par Marc Viger, patron du groupe du Monde, comme rédacteur en chef d'une nouvelle publication, Construction Afrique. C'est l'époque des grands contrats export et le nouveau responsable fait preuve de dynamisme. « En peu de temps, il a réussi à porter cette publication à un bon niveau. Je n'ai eu qu'à le louer de son travail », se souvient Marc Viger. « Beaucoup de gens n'aiment pas son désir de paraître et ses dents qui arrachent la moquette, mais je lui souhaite de réussir ».

L'ambition amènera Georges Ghosn à vouloir racheter Construction Afrique au Monde. Mais Marc Viger refuse. Georges Ghosn se tourne alors vers l'étranger et prend contact avec le Meed (Middle East Economic Digest), groupe britannique spécialisé dans l'information économique et la publication de lettres spécialisées. Après discussions, les Britanniques se laissent convaincre que la traduction en français et la diffusion des appels d'offres des grands contrats en provenance des pays arabes pourraient bien trouver un public en France. En 1983, un joint-venture est donc créé, Publications économiques internationales (PEI), détenue à 29 % par Georges Ghosn.

« Les Anglais m'ont dit : vous avez vingt-neuf ans, vous avez donc 29 % du capital », s'amuse encore le jeune patron. PEI diffuse alors une lettre intitulée Marchés arabes. Le succès est tel — 400 abonnés — à 4 000 francs sont vite engrangés — qu'il entreprend aussitôt de lancer d'autres lettres destinées aux marchés à l'export, comme Textes Arabes, Marchés africains, Asie export, etc.

Mais la gestion n'est pas le fort du jeune PDG. Meed se désengage très vite et Georges Ghosn prend le contrôle à 100 % de la société. « C'était un RES avant la lettre », explique-t-il sobriement. Mais pour se développer, il a besoin d'argent. Arrive le groupe Expansion. Son PDG, M. Jean-Louis Servan-Schreiber, impressionné par le dynamisme du jeune homme, accepte de financer le développement de PEI. D'autant que Georges Ghosn certifie alors qu'en doublant le chiffre d'affaires de PEI, il réalisera 1,5 million de francs de profit. Ajoutant foi à ces extrapolations, le groupe Expansion prend 80 % du capital de PEI. Mais un an plus tard, si le chiffre d'affaires a été multiplié par deux, les pertes elles aussi ont doublé.

« Il ne respectait pas le budget et les embouches étaient désordonnées, se souvient l'un des acteurs de la négociation, « on l'a mis en faillite un an après ». Le groupe Expansion a perdu dans l'affaire 1 million de

francs. Georges Ghosn garde un souvenir différent de cette liaison ratée : « En 1987, la stratégie du groupe Expansion a changé. Ils venaient d'acheter pour 185 millions de francs le groupe de presse de Bruno Berteaux et avaient choisi d'investir dans leur nouveau siège du Ponant. Brutalement, ils m'ont donné vingt-quatre heures pour racheter PEI ».

La cruelle leçon de la gestion

Un nouveau partenaire entre alors en lice, Daniel Lebard Management Development (DLMD). Repreneur d'entreprises généralement avisé, DLMD rachète 80 % du capital de PEI. Le nouveau patron paie les salaires et le loyer des bureaux mais, au fur et à mesure qu'un audit progresse, les pertes réelles s'accroissent. « Georges Ghosn a été très léger dans la présentation des comptes de la société. En outre, il vivait sur un grand pied. Mais une procédure d'arbitrage a prouvé que cette légèreté ne pouvait être qualifiée de coupable », explique aujourd'hui un proche collaborateur de Daniel Lebard. Une seule certitude : « Après avoir encaissé une perte de plusieurs millions de francs, nous ne ferons plus jamais d'affaires avec M. Ghosn ». Des accusations et des conclusions qui font bondir ce dernier. « Un train de vie important ? A l'époque, il y a cinq ans, je gagnais 25 000 francs mensuels ! Comment avoir un train de vie vraiment luxueux ? Quant aux lettres que j'ai lancées, elles ont été revenues mais elles sont toujours vivantes. » Toutefois, ces anecdotes ont appris à Georges Ghosn, la « cruelle leçon de la gestion d'entreprise ».

Sa volonté de construire un groupe de presse économique et financière reste pourtant intacte. « Ma stratégie depuis quatre ans consiste à m'intéresser à des titres rentables, que j'achète sur le plan du marketing et de l'image », explique Georges Ghosn. En 1988, il est sur les rangs quand Jean Chamboulive vend son journal la Cote Desfossés. Sur les conseils de ses banquiers, notamment Suez via sa filiale Initiative et Finance, Jean Chamboulive rencontre des magnats comme Rupert Murdoch ou Robert Maxwell, et des groupes de presse français. La Cote est une belle affaire. En 1988, elle dégage 29 millions de francs de résultat, imputables pour moitié aux services rétrospectifs qui représentent 600 000 heures annuelles de connexion. Jean Chamboulive en aurait demandé 400 millions de francs, alors que le chiffre d'affaires de la Cote atteignait 83 millions. « Je me suis mis à travailler

à 100 % sur ce dossier et c'est moi qui l'ai emporté », note Georges Ghosn. Son rachat de la Cote est généralement évalué à plus de 250 millions de francs, mais la majorité de cette somme est payable en cinq ans.

Armé de son premier quotidien, le jeune PDG en rachète un autre, l'Agefi (Agence économique et financière) au groupe Expansion. De plus que correcte (15 % à 18 % par an jusqu'en 1988), la rentabilité de l'Agefi est devenue médiocre (2,5 % en 1990), mais Georges Ghosn continue de penser qu'elle « a des capacités financières importantes ». Un an plus tard, en juillet 1992, il rachète, toujours au groupe Expansion, le quotidien la Tribune de l'Expansion. Là encore, il estime qu'il y a place en France pour deux quotidiens : les Echos (113 069 exemplaires en 1991 selon l'Office de justification et de diffusion, OJD) et la Tribune-Desfossés qui, Georges Ghosn l'espère, devrait atteindre 70 000 exemplaires, soit le total de la diffusion des deux titres avant leur regroupement.

Economies et rationalisation

Le nouveau titre a supprimé les graphiques en couleur et n'a plus gardé qu'une édition sur les deux — une le matin, une le soir (le Monde du 8 août) — originellement prévues. Mais le vrai défi de Georges Ghosn est désormais financier : il lui faut réussir l'augmentation de capital qui permettrait de réduire l'endettement du groupe Desfossés International — 162 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 330 millions — à 100 millions. En discussion avec sept investisseurs institutionnels, Georges Ghosn reste muet sur ses négociations. Le Crédit agricole, par le biais d'UNIDÉV et Eif, a d'ores et déjà refusé de mettre au pot. « Manque de visibilité », explique-t-on au Crédit agricole. Enfin, il reste à savoir si les journalistes de la Cote et de la Tribune joueront le jeu. La clause de cession leur a été ouverte jusqu'au 20 décembre, et leur patron a déjà prévu que « 7 % à 8 % de la masse salariale y serait consacrée ». Certains rédacteurs ont été choqués du comportement de leur patron : lors de la soirée du référendum, Georges Ghosn « est intervenu seul avec quelques happy few pour déguster un vin de Maastricht » et à la soirée de « mariage » des deux journaux il a rechigné à l'idée d'inviter toute la rédaction de l'Expansion. Surtout, il se demandait jusqu'où l'engagement et l'ambition de Georges Ghosn le mèneront.

YVES-MARIE LABÉ et YVES MAMOU

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT DE L'HÉRAULT RAPPEL D'AVIS D'OUVERTURE D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Dans le cadre du projet de liaison autoroutière Clermont-Ferrand - Pézenas - Autoroute A 75, sur le territoire des communes ci-dessous, des enquêtes conjointes d'utilité publique, de modification de P.O.S. et classement autoroutier, ordonnées par arrêté préfectoral du 2 septembre 1992, n° 92-1-2481 sont ouvertes, du 5 octobre au 20 novembre 1992.

Le dossier d'enquête ainsi que le registre principal sont à la disposition du public en mairie de Lodève aux jours et heures habituels d'ouverture de ladite mairie.

Des registres subsidiaires ainsi qu'un dossier d'enquête seront également déposés, pendant le même délai et aux jours et heures habituels d'ouverture en les mairies de La Couvrotière, Sainte-Eulalie-de-Cernon, L'Hospitalet, La Cavalière, Cornus, Nizas, Pézenas, Lézignan-la-Croix, Usclas-d'Hérault, Cazouls-d'Hérault, Le Caylar, Saint-Félix-de-Hérault, Pégairolles-de-l'Escalette, Soube, Fozzières, Sommont, Le Bosc, Lacoste, Cayras, Saint-Félix-de-Lodève, Clermont-l'Hérault, Brignac, Canet, Nébian, Aspiran et Paulhan.

« Des registres de modification de P.O.S. ainsi qu'un dossier d'enquête seront également déposés en les mairies de Nizas, Pézenas, Lézignan-la-Croix, Pégairolles-de-l'Escalette, Fozzières, Lacoste, Saint-Félix-de-Lodève, Clermont-l'Hérault, Canet, Nébian, Aspiran, Paulhan et Lodève.

Les membres de la commission d'enquête désignés sont : Président : M. Lucien Gontie, inspecteur de police divisionnaire, en retraite, demeurant 335, avenue de Triole, résidence Domitienne, Bât. A à Montpellier.

Assesseurs : M. Roger Ringuelet, ingénieur en chef du génie rural délégué régional à l'environnement, en retraite, demeurant 37, rue Richelieu, à Nîmes.

M. Michel Simon, géomètre-expert, demeurant 364, rue de l'Eglise, à Nîmes.

Un membre de la commission d'enquête siégera à la mairie de Lodève, de 14 h 30 à 17 h 30, les 18, 19 et 20 novembre 1992, et dans les mairies de Le Caylar et de Clermont-l'Hérault, de 9 h à 12 h, les 18, 19 et 20 novembre 1992, où toutes les observations pourront lui être adressées.

Une copie du rapport de la commission d'enquête sera déposée en les sous-préfectures de LODEVE, BEZIERS et MILLAU, ainsi qu'à la direction départementale de l'équipement à Montpellier à partir du 30 décembre 1992.

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde L'IMMOBILIER

appartements ventes

6^e arrdt

ST-GERMAIN-DES-PRÉS
URGENT. Caisse d'achat.
STUDIO 23 m². Balcon.
Luchette, 800 000 F.
à débiter. 46-69-64-04

9^e arrdt

METRO N.-DAME-LORETTE
STUDIO. TOUT CONFORT
Ocha, wc, 1^{er} étage.
Dépense, 280 000 F.
44-78-86-81

11^e arrdt

M^e PÉRE-LACHAISE
PLACE MÉTIVIER
BEAU 2 P., cuisine équipée, sol
de bain, wc, 2^e étage.
410 000 F. 44-78-86-87

14^e arrdt

HOPITAL BROUSSE
Immobilier ancien rénové.
TRES BEAU 2 PÈCES
Cuisine, bain, LBB.
880 000 F. 43-35-82-82

RUE GAZAN
Particulier vend dans immeuble
standing, face entrée du
parc Monceau.
COULET 2 PÈCES, 40 M²
Cuisine, salle de bain aménagée,
11 confort, chauffage central,
15 plancher, Parquet. Vue sur
jardin. Dégustation, Garçon.
Porte blindée. Excellent état.
PRIX 1 480 000 F.
Tél. 43-83-83-26 ou
43-22-85-82

locations non meublées offres

Paris

15^e arrdt. Dern. étg. Stand.
BEAU 4 P. Balcons. 11 000 F.
PARTENA. 40-07-86-80

7^e arrdt

125 m² 3 CHAMBRES 18 500 F
130 m² 3 CHAMBRES 18 000 F
AGCE ETROLE. 42-67-21-44

PARIS-20^e

A louer 3 P.
75,49 m². Pkg 9/10. Loyer
propre 9 397,55 F.
Tél. 40-08-67-89

20^e arrdt

Très bel appart neuf
2 P., ch. 50 m². Gd balcon.
4^e ét., imm. stand. dominant
a/jard. M^e Courmette. Loyer
5 000 F. chg. 450. Pkg 450.
Genc. serv. dev. 46-36-51-86

locations non meublées demandes

Paris

MASTER GROUP

rech. apparts vides ou meub.
de 2 à 7 P.
Pour CASH, DIRIGEANTS
de SOCIÉTÉS et BANQUES
47, r. Vaneau, Paris-7^e
Tél. 42-22-35-70

PARTENA

72, rue ST-HONORE, 8^e
Pari. BEAUX APPARTEMENTS
pour CLIENTÈLE SÉRIÉE
40-07-86-80 ou 39-96-06-34

maisons individuelles

A VENDRE dans la Vallée d'Oise

(95). Belle maison individuelle
dans impasse résidentielle.
8 pièces, toutes en chêne,
terrace, cuisine rustique amé-
nagée, cheminée Pierre Bou-
de Provence avec insert.
Sous-sol total, terrain clos
800 m². Pkg. 1 450 000 F.
Frais notaire réduits.
Tél. 34-72-32-84, apr. 20 h.

Espace pour la vente

Exposition Bouteilles-Charmant.
Maison individuelle, 100 m²,
80 m². JARDIN PRIVATIF.
1 bureau, 2 chambres, salle de
bain, 2 vcs. Charnant.
Tél. 43-80-30-40

Part. vend belle maison

d'architecte qual. excep.
proc. MAIRIE-LA-VALLEE
77 CHILLES-CHARENTAIS
380 m² hab., 2 étages,
garage 2 voitures,
boudoir, chauffage,
jardin arboré 880 m².
Possib. prof. habite.
Pkg. 3 000 000 F.
Tél. (1) 48-05-27-28

ST-LEU VILLAGE (95)

Demeure 200 m², sud, charmé,
cuisine exceptionnelle, très
rang. 54-12-01-58, main

villas

A VENDRE dans les Yvelines

(78), sup. villa très récente,
8 pièces, svcs. tout, sur ter-
rain arboré de 1 500 m²,
poutres en chêne, colombage,
terme, etc.
Possibilité profession libérale
avec 2 pièces indépendantes
au r.-de-ch. Belle prestation,
vue imprenable, très calme,
2 800 000 F. frais de notaire
réduits. Tél. 39-74-16-36

pavillons

MORET-SUR-LOING, 35 m²

gîte de Lyon, Pavillon 100 m²
habitable.
A C^h : entrée, salon, séjour
30 m², cuis. 12 m², wc, ché,
1^{er} : 3 ch., tech. vcs. S-vcs.
Pkg. 800 000 F.
Tél. 80-70-31-82

XVIII^e VAUVENARGUES PAVILLON

Caractère. A rénover. Quartier
vieux calme, proximité métro et
bus. Jardin « our. Possibilité
extension. Pkg. 2 200 000 F.
Agences à l'étranger
Tél. (1) 42-83-08-16

hôtels particuliers

8^e. SITE PROTÉGÉ
Belle maison XIX^e.
Dans voie privée. RARE.
SERGE KAYSER. 43-29-80-80

locaux commerciaux

Locations

BOUTIQUE M^e COURCELLE
50 m² hab. : 3, 5, 9
Loyer mensuel 10 000 F.
Tél. 48-22-82-82
Reprise 180 000 F.

bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
et tous services. 43-85-17-80

MONDIAL DE L'AUTOMOBILE



L'alliance Renault-Volvo est « irréversible »

affirme M. Louis Schweitzer, PDG du groupe automobile français

L'alliance de Renault et de Volvo est « irréversible » et va « s'approfondir », a affirmé, lundi 5 octobre, le PDG du groupe automobile français, M. Louis Schweitzer, en présentant à sept cents journalistes européens son modèle Twingo. Mais ce rapprochement devra se faire dans « le respect des deux marques et des deux identités ». Il ne conduira pas Renault à abandonner au Suédois le contrôle de ses poids lourds.

Renault ne faisait pas seulement sa nouvelle Twingo, lundi 5 octobre, à la Grande Halle de La Villette, en avant-première du Mondial de l'automobile. Le groupe public était aussi sa résurrection. Après l'annonce d'un bénéfice semestriel de 5,44 milliards de francs (le Monde du 29 août), son PDG, M. Louis Schweitzer, a pu se féliciter d'avoir exporté 64 % de sa production l'an dernier, d'avoir

réalisé un gain de productivité « de plus de 30 % entre 1985 et 1991 », d'être enfin dans son sixième exercice bénéficiaire consécutif. L'endettement qui s'élevait à 50 milliards de francs au milieu des années 80 (et pourrait descendre à 10 milliards à la fin de l'année), « ne constitue plus un handicap majeur dès lors que nous continuons à parvenir à dégager des bénéfices qui financent notre développement », a-t-il ajouté.

Priorité au pragmatisme

Voilà pour les chiffres. Restait la stratégie que M. Schweitzer, dans sa première conférence de presse depuis sa nomination au poste de PDG, a délibérément placée sous le signe de la continuité : « Notre alliance avec Volvo est irréversible ; elle va s'approfondir ». Les difficultés du groupe suédois n'y changeront rien, M. Schweitzer n'ayant, en effet, « aucun doute sur la capacité de Volvo à mener et à réussir une restructuration profonde, dou-

loureuse mais nécessaire ». Le PDG de Renault n'a mis qu'une barrière à ce rapprochement : « Ne rien faire qui puisse porter atteinte à l'identité des deux marques ».

Ce postulat posé, M. Schweitzer s'est bien gardé d'en donner le mode d'emploi. Fidèle à son habitude, le PDG du groupe s'est employé à laisser toutes les portes ouvertes, se contentant de rappeler qu'une fusion pure et simple exigerait le vote d'une loi et qu'à « sa connaissance, aucune décision en ce sens n'était prise ». A ceux qui, au gouvernement et notamment au ministère de l'Industrie, plaident pour un rapprochement prioritaire des entités poids lourds des deux groupes - RVI et Volvo Trucks, - M. Schweitzer a répondu, en aparté, qu'il « ne procédera pas par tranche. L'opération, le jour venu, se fera d'un bloc ».

Le nouveau PDG ne souhaite, en effet, rien faire qui s'apparente à un désengagement d'une de ses activités. « La vocation du groupe est de fabriquer des véhicules particuliers, des véhicules utilitaires et

des poids lourds. (...) J'écarte absolument toute hypothèse restreignant ce champ. » Hors micro, M. Schweitzer précisait qu'il ne céderait pas le contrôle de RVI à Volvo, comme le Suédois aurait pu le souhaiter.

Le rapprochement dans le poids lourd, il est vrai, est plus difficile à réaliser que dans l'automobile. Parce que la mémoire collective de RVI est encore marquée par la fusion difficile de Berliet et de Saviem qui lui a donné naissance et s'était traduite aussitôt par une perte de 10 points de parts de marché. Parce que les gammes des poids lourds, contrairement à celles de l'automobile, sont directement concurrentes. Bien que la défaite de la CGT aux dernières élections au comité d'entreprise de RVI et la victoire de la CFDT soient interprétées comme un signe plutôt favorable au rapprochement avec le suédois, priorité est donnée au pragmatisme. Et aux opérations ponctuelles comme dans l'automobile.

P.-A. G.

Du projet X 06 à la Twingo

Pour réduire le coût de son nouveau modèle, l'entreprise a misé sur la simplicité du produit et sur une réforme de ses chaînes

Trente-trois mois se sont écoulés entre la décision de la direction de Renault de lancer une petite voiture (janvier 1990) et la mise en fabrication de la Twingo, en octobre 1992 (le Monde du 5 octobre). Un délai remarquablement court, mais qui ne reflète pas la durée réelle de gestation du programme « X 06 ». Un projet plusieurs fois mis en veilleuse avant d'être adopté avec un cahier des charges très strict.

C'est en 1986 que Renault entame des études poussées sur une petite voiture. Celle-ci doit prendre un créneau inoccupé par l'entreprise, puisqu'il ne s'agit ni de remplacer l'ancêtre Renault 4 ni la Renault 5. Compte tenu des difficultés de l'entreprise, les recherches sont rapidement interrompues, au grand dam de la CGT. Celle-ci ébauche la maquette d'une voiture populaire, baptisée « Neutral ». Une initiative bien reçue par une partie des salariés de Renault, même si les lignes pataudes du « prototype » créent l'évocation étrangement le design d'une Trabant... Les comptes de la Régie s'étant quelque peu redressés, le projet ressort des cartons en 1988, mais c'est pour être une nouvelle fois repoussé. Le verdict est clair : la X 06 « n'est pas rentable ». Pourtant, en janvier 1989, M. Raymond Levy, alors président de Renault, décide d'en avoir le cœur net et nomme M. Yves Dubreil chef de projet, sans préjuger pour autant de l'issue de l'étude de faisabilité. Pendant un an, le constructeur ne saura trop sur quel pied danser - « on nous demandait d'accélérer les recherches, puis de les ralentir », se souvient M. Dubreil - avant que la direction ne décide, en janvier 1990, de donner son feu vert définitif.

ont été définis très en amont par un « plateau » réunissant les différents métiers de la firme (achats, fabrication, méthodes, gestion du personnel, médecins du travail, ergonomes, ont travaillé ensemble et non plus les uns après les autres) comme les sous-traitants. En outre, le choix d'un seul fournisseur a été généralisé pour les composants achetés à l'extérieur.

De même, le degré de robotisation de la tôle a été volontairement réduit, passant de 95 % pour

la Clio à 60-65 % pour la Twingo, soit 480 millions de francs de dépenses évitées. Les responsables de la fabrication ont estimé que la mise en place de robots sur tel ou tel poste devait correspondre à de strictes exigences de rentabilité, quitte à revenir ultérieurement sur les choix initiaux, et que certaines opérations ne justifiaient pas une automatisation poussée (c'est notamment le cas du montage de la planche de bord de la Twingo, trois fois plus légère que celle de la Clio). Détail révélateur : pour des

raisons d'économies, il n'a pas été prévu de livrer la nouvelle petite Renault avec une conduite à droite.

Pour la première fois, un « chef de projet ressources humaines » a été désigné. Les contraintes liées à la moyenne d'âge élevée (quarante-sept ans) du personnel ouvrier de l'usine de Flins (Yvelines) ont débouché sur l'aménagement de certains postes de travail, en dégageant, par exemple, des « poussoirs de respiration » sur les chaînes de montage afin de laisser un peu de souplesse aux cadences. Plus largement, la signature, en avril 1990, d'un accord permettant de créer une troisième équipe à Flins travaillant partiellement de nuit (le Monde du 10 septembre) a fortement contribué à la viabilité du projet.

Au total, le coût de fabrication de la petite Renault (le « ticker d'entrée », en jargon industriel automobile) atteint 3,7 milliards de francs, dont 2,2 milliards d'investissements corporels. « Si les méthodes de travail n'avaient pas été modifiées, il aurait fallu dépenser environ 1 milliard de francs supplémentaires, et le délai de mise au point aurait été de trois à six mois plus long », assure M. Dubreil. La Twingo pourra être produite à 1 250 exemplaires par jour : 800 à Flins et 450 dans l'usine espagnole de Valladolid, alors que l'assemblage des moteurs sera assuré par celle de Cacia, au Portugal. Ce nouveau modèle doit maintenant atteindre deux objectifs : séduire le public sur un créneau totalement nouveau sans pour autant « cannibaliser » excessivement la Clio, sa sœur aînée.

JEAN-MICHEL NORMAND

Un nom de synthèse

Twingo. Inutile de chercher derrière les six lettres du nom de baptême une signification implicite ou un message subliminal. L'association de deux mots de consonance anglaise (twin signifie jumeau et le verbe to go signifie aller) est parfaitement fortuite. Et pourtant, l'état-major du constructeur a constitué des « groupes de créativité », fait cogiter des experts, interrogé des clients témoins, utilisé des logiciels et consulté des avocats avant de faire son choix.

Comme il existe des images de synthèse, Twingo est une appellation de synthèse. Car Renault a fait sa religion : plus question de choisir, comme ce fut le cas jusqu'ici, des chiffres pour identifier ses voitures. Une telle approche est accusée d'induire un classement hiérarchique susceptible de pénaliser, par exemple, le Renault 19 par rapport à la Renault 21. Ces dernières années, la firme au

losange avait déjà innové en invoquant l'une des neuf muses pour la Clio. Dernièrement elle était allée un peu plus loin avec la Safrane, qui ne constituait qu'une allusion très indirecte au safran. « Cette fois, nous avons choisi un nom qui n'aît de signification qu'associé à la voiture », explique-t-on chez le constructeur, où l'on admet toutefois que « les clients seront sans doute un peu déçus de ne pas découvrir la Twingo ».

Après avoir longuement étudié les combinaisons réalisées par ordinateur et vérifiées auprès de leurs conseillers juridiques qu'ils avaient la voie libre, les spécialistes de Renault ont retenu deux possibilités : Twingo et Ypsa. Soupçonnée de suggérer « une certaine proximité » avec la Lancia Y 10, la seconde appellation a finalement été écartée...

J.-M. N.

Strictes exigences de rentabilité

Cette décision est le fruit d'une équation passablement complexe. Pour assurer la rentabilité du nouveau véhicule, Renault a dû chercher les moyens de réduire les coûts de fabrication pour maintenir le prix de vente en dessous de 55 000 francs et supporter l'impact négatif de la Twingo sur les ventes de Clio, le modèle situé juste au-dessus dans la gamme. Le résultat a été obtenu à l'arraché, en intégrant l'hypothèse d'un marché automobile défavorable, et au prix de choix parfois radicaux.

Grâce à son bon niveau d'équipement de série, la Twingo n'a rien d'un véhicule spartiate. Néanmoins, elle se résume à une version unique (une seule motorisation, une seule carrosserie trois portes) et comporte des coloris parfois inédits mais en nombre restreint (sept). Le processus de fabrication porte la marque de cette double nécessité de réduire les coûts tout en améliorant la qualité de la voiture. Les grands choix techniques

Entraînez-vous à vous dépasser

Un entraînement à la DIRECTION GÉNÉRALE conçu et animé par des dirigeants et experts reconnus.

CPA PLEIN TEMPS. JOUY EN JOSAS.

Programme « Résidentiel » de 12 semaines.

Prochaines sessions :

- printemps : 29 Mars au 18 Juin 1993.

- automne : 27 Septembre au 18 Décembre 1993.

Inscriptions en cours.

Marie-Christine DRUMARE vous renseignera au (1) 60.19.25.19.



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

RÉPUBLIQUE DU GHANA - VOLTA RIVER AUTHORITY PROJET D'EXTENSION DU RÉSEAU ÉLECTRIQUE DE LA RÉGION UPPER WEST DU GHANA

TECHIMAN - WA

Cet avis d'appel d'offres est lancé par la Volta River Authority (VRA) pour la construction d'une ligne de transport de 161 kV en vue de l'extension du réseau électrique de Techiman à Wa dans la région Upper West du Ghana.

Le financement du projet a été demandé à la Caisse centrale de coopération économique, France. VRA lance un appel d'offres auprès d'entreprises renommées et expérimentées du Ghana ou de la zone franc pour la construction et la garantie des travaux ci-dessous décrits :

- Ligne de transport lourde de 161 kV de Techiman à Teselima (près de Bui),
- Ligne de transport légère de 161 kV de Teselima à Wa,
- Sous-station de 34,5 kV/11 kV à Wa,
- Réseaux de distribution à Bole et Sawia.

Les documents d'appel d'offres pour le contrat sont disponibles à partir du 30-09-92. Les dossiers d'offres devront être présentés pour le 9-11-92.

Les entreprises éligibles désirant soumissionner pour ce marché peuvent se procurer les documents d'appel d'offres en écrivant à l'une des adresses suivantes (les dossiers devront inclure un chèque certifié de 300 dollars.)

VOLTA RIVER AUTHORITY - Director : engineering, design and construction
P.O. BOX M.77 - ACCRA, GHANA

ou

VOLTA RIVER AUTHORITY - C/O Embassy of the Republic of Ghana,
8, villa Said, 75116 Paris, France

M.A.C. ADDO - DIRECTOR, ORG. SERVICES



En millions	Le groupe		La société	
	1992	1991	1992	1991
A FIN JUIN				
Chiffre d'affaires	679,0	665,3	416,1	404,0
Commandes reçues	735,9	750,5	414,6	471,4
Résultat net des opérations	- 9,2	17,0	- 14,2	16,1
Plus-value à long terme, net	0,6	0	3,0	0
Résultat net hors opérations	- 8,6	17,0	- 11,2	49,7
A FIN AOÛT				
Chiffre d'affaires	876,9	873,8	535,1	538,8
Commandes reçues	914,3	934,0	533,2	573,8

En avril 1992, Intertechnique a acquis la quasi-totalité du capital de la SNEC. L'incidence de cet élargissement du périmètre de consolidation est, sur le chiffre d'affaires de 28,5 millions à fin juin et de 35 millions à fin août ; sur les commandes reçues de 58,8 et 65,2 ; sur le résultat net de 1,2 à fin juin.

La politique du groupe Intertechnique est d'amortir, dans les comptes consolidés, la totalité des écarts d'acquisition et des fonds de commerce dès leur acquisition ; le montant à imputer sur le résultat net total à ce titre est de 52,3 millions à fin juin 1992, contre 6,3 millions.

PERSPECTIVES POUR L'ENSEMBLE DE L'EXERCICE 1992

La conjoncture du marché aéronautique, tant civil que militaire, a continué de se dégrader pendant les huit premiers mois de l'exercice 1992, entraînant, comme pour l'ensemble de la profession, une réduction du volume d'activité du Groupe.

Le chiffre d'affaires consolidé de l'exercice 1992 devrait être en retrait de l'ordre de 5 % sur celui de 1991, qui était de 1 484,2 millions.

Le résultat net consolidé des opérations devrait être de l'ordre de la moitié de celui de 1991, qui était de 86,9 millions.

Le Groupe, face à cette situation, a décidé d'entreprendre une nouvelle action visant à réduire la structure et à améliorer la productivité de l'exploitation ; l'effort nécessaire au développement de produits nouveaux plus compétitifs encore sur le marché mondial sera maintenu. Les frais liés à cette réorganisation seront imputés en totalité sur l'exercice 1992.

De ce fait, le résultat net hors opérations de l'exercice 1992 devrait être voisin de celui de 1991 qui était négatif de 36,7 millions.

Le résultat net total de la société Intertechnique devrait être déficitaire et, dans cette hypothèse, le Conseil ne proposerait pas de distribution de dividende au titre de l'exercice 1992.

En revanche, le résultat net total consolidé devrait rester bénéficiaire. Le montant de l'amortissement des écarts d'acquisition à imputer sur le résultat sera de l'ordre de 55 millions.

Bien que traversant une période de turbulences sévères, le marché aéronautique est structurellement porteur. Après les difficultés actuelles qui amèneront un assainissement de la concurrence, déjà perceptible d'ailleurs, ce marché reprendra sa croissance.

Profitant pendant cette période de ses atouts que sont ses hommes, ses produits, son réseau commercial et la qualité de son bilan, le groupe Intertechnique améliorera sa compétitivité sur le marché mondial, se plaçant ainsi en très bonne position à la reprise de celui-ci.

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements : 46-62-72-67

BOURSE DU 6 OCTOBRE

Cours relevés à 13 h 30

[illegible]

COMPTANT

(sélection)

SICAV

(sélection)

5/10

[illegible]

**PUBLICITÉ
FINANCIÈRE**

Renseignements :
46-62-72-67

Hors-cote

to Europe	310
to Japan	75
to Latin America	576
to Africa	..
to Asia	77 50
to Oceania	12 20
to U.S.	44
to Canada	352
to Mexico	185
to Central America	1050
to Caribbean	325
to South America	40
to Europe	226 20
to Japan	1732
to Latin America	2080
to Africa	0 67
to Asia	291
to Oceania	1150

Marché des Changes.

COURS INDICATIFS	COURS préc.	COURS 6/10	ACHATS
Euro Unie (1 unit.)	4 752	5	4
Esas	9 678	9	6
Almagran (100 sim)	338 110	338	337
Belgisch (100 sim)	16 467	16	15
Pays-Bas (100 sim)	301 940	301	288
Italie (100 lines)	3 671	3	2
Danemark (100 lot)	87 328	87	83
Unité Danemark (1 U)	8 057	8	7
Gron (100 dischmark)	2 618	2	2
Suisse (100 sc)	388 750	388	374
Suède (100 lot)	89 210	89	87
Norvège (100 sc)	62 710	62	60
Finlande (100 sc)	49 300	49	46
Espagne (100 pes)	4 758	4	4
Portugal (100 esc)	3 792	3	3
Canada (1 \$ can.)	3 616	3	3
Japon (100 yen)	3 891	3	3

[illegible]

MUNICIPALITÉS ET DÉVISES	COURS préc.	COURS 6/10
fin (cote en barre)	53800	53800
fin (en lingot)	54100	54700
position (20)	313	319
ence Pr (10 f)	300	
ence Suisse (20 f)	315	319
ence Laine (20 f)	315	315
conversion	415	412
cote 20 dollars	1820	1815
cote 10 dollars	950	950
cote 5 dollars	540	
cote 50 pesos	2020	2025
cote 10 florins	321	321

C : coupon détaché - O : offert - " : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - m : marché continu

ENVIRONNEMENT

Le projet de budget en augmentation de 9,4 %

Sous l'impulsion d'un ministre « écologiste », le budget du ministère de l'environnement avait doublé en trois ans, passant de 763 millions de francs en 1989 à 1,4 milliard en 1991. Il avait encore fait un bond en 1992 (1,65 milliard), mais cette embellie s'achève avec le budget 1993. Au cabinet de M^{me} Ségolène Royal, on se flatte d'avoir obtenu une enveloppe de 1,818 milliard de francs, soit une augmentation de 9,4 %, « ce qui est presque trois fois plus que celle du budget de l'Etat », précise M^{me} Royal, fière d'appartenir au club des quatre ministères prioritaires au budget 1993.

Le ministère de l'environnement, toutefois, ne cache pas la dureté des temps : « La détermination d'une stratégie financière de l'Etat est rendue difficile, non seulement par la rareté des moyens effectivement disponibles en période de rigueur budgétaire, mais surtout par la dimension de ces enjeux, la complexité des réalités et la nouveauté de la prise de conscience. » Aux restrictions communes à tout le gouvernement s'ajoutent donc les incertitudes scientifiques, l'immensité de la tâche (planétaire) et les résistances d'une société pas encore complètement acquies à la protection de l'environnement. Difficile, dans ces conditions, de faire des prouesses budgétaires !

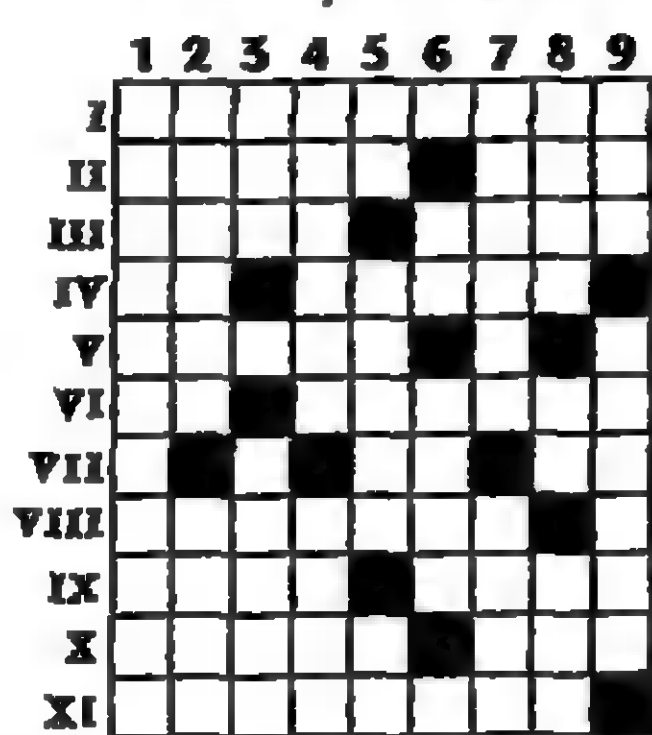
A l'intérieur de son enveloppe, M^{me} Royal redéploie des moyens en faveur de ses préoccupations favorites : le paysage et l'écologie urbaine. La politique de paysage augmente de près de 20 % (au détriment de la protection de la nature proprement dite). Quant à l'écologie urbaine, ses moyens passent de 16 à 30 millions de francs, avec une mention spéciale pour la lutte contre le bruit, qui bénéficie d'une enveloppe de 30 millions. Le budget recherche, qui reste stationnaire (65 millions), est lui aussi réorienté vers l'écologie sociale. « Notre budget est petit », a précisé M^{me} Royal, il doit donc se concentrer sur ce que ne font pas les autres. Par exemple, la recherche sur les effets du bruit au travail ou de la pollution de l'air sur la santé. Nous avons encore beaucoup de choses à apprendre sur l'égalité devant l'environnement. » Beaucoup de choses à faire avec toujours trop peu de moyens... en admettant qu'ils soient votés.

R. C.

Une papeterie du Maine-et-Loire fermée pour pollution. Une papeterie de Veu-d'Anjou (Maine-et-Loire), employant une vingtaine de salariés, a fermé ses portes, lundi 5 octobre, à la suite d'un jugement du tribunal correctionnel d'Angers ordonnant la suspension de ses activités jusqu'à sa mise en conformité. Le patron de l'entreprise, M. Alain Martéchal, avait été aussi condamné à 50 000 F d'amende, car sa papeterie ne respectait pas les limites de nuisances sonores et rejetait ses effluents directement dans la rivière de l'Honnée.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5883



HORIZONTALEMENT

1. Faire comme celui qui est loin d'avoir dit son dernier mot. — 2. S'est payé maintes fois le tête de ses contemporains. Fit se côtoyer le lion et la gazelle. — 3. Se fait en vitesses. N'est pas seule chez certains cardinaux. — 4. Note. Fit comme l'oiseau. — 5. Être en cours. — 6. Symbole. Qui ne date pas d'aujourd'hui. — 7. L'amour bats. Qui n'a donc rien passé. — 8. Amateur de « bons » mots. — 9. Qui a donc bien pris. Effectue de nombreux passages. — 10. S'oppose à la ren-

contre. Est souvent pressé quand il sort. — 11. Homme de couleurs.

VERTICALEMENT

1. Qui mangent beaucoup et toujours le même chose. — 2. Être le teint. Source d'interprétations. — 3. Chaine crétoise. Un orgueil ou un assisté. — 4. Oiseau. Avec lui, on est appelé à faire des écarts. — 5. Composant d'une pluie salvatrice. Va souvent au tableau. Proposition. — 6. Fait ses quatre-vingts bornes. Bien parti. — 7. Feras la paire. Une chose de « taille ». — 8. Soulevait la poussière. Préfixe. Bon à prendre. — 9. S'exprime... bêtement. Réactions à l'emploi.

Solution du problème n° 5882

Horizontalement

1. Acheminer. — 2. Soucieux. — 3. Trio. Naï. — 4. Tubage. — 5. Carte. Epi. — 6. Idées. Si. — 7. Eu. Oc. Ne. — 8. Uln. Gornar. — 9. Saigneurs. — 10. Lieu. Dé. — 11. Sion. Ras.

Verticalement

1. Astucieuses. — 2. Cor. Adulé. — 3. Huitre. Mito. — 4. Ecoute. Gin. — 5. Mi. Besogne. — 6. Léna. Cœur. — 7. Nuages. Mito. — 8. Es. Epi. — 9. Reg. Eris. — 10. Sion. Ras.

GUY BROUTY

CARNET DU Monde

Naissances

— Béatrice et Olivier VARENNE ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils

Nicolas,

samedi 3 octobre 1992.

Mariages

— Stéphanie DUPONT et Julien BRAUNSCHWEIG

sont heureux d'annoncer leur mariage, célébré à Monsco le 12 septembre 1992.

Décès

— Le scénariste Jean AURENCHÉ,

décédé à l'âge de quatre-vingt-neuf ans, a été inhumé dans le caveau familial, à Privas, le 2 octobre 1992, selon la tradition protestante.

Sa famille Et ses amis. (Le Monde du 2 octobre.)

— M^{me} Jean-Pierre Bois et son fils Eric. M. et M^{me} Raymond Bois, leurs enfants et petits-enfants, M^{me} Jacqueline Bois, Les familles Bois, Sarthou, Legier, Beaune, Guiraud, Parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès accidentel en montagne de

Jean-Pierre BOIS,

survenu le 25 septembre 1992, à l'âge de soixante et un ans.

Selon sa volonté, l'incinération a eu lieu au crématorium de Pau, dans l'intimité.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

25, rue Aristide-Briaud, 64000 Pau.

— M. Jacques Dagnicourt, son fils, Et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} veuve Roland DAGNICOURT, née Marthe Lepic,

survenu le 1^{er} octobre 1992, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

La cérémonie religieuse a été célébrée dans l'intimité familiale, le lundi 5 octobre, en l'église Notre-Dame d'Aureuil, à Paris-16^e.

130, avenue Mozart, 75016 Paris.

— Sa famille, Ses amis de Paris, Berlin, Amsterdam,

Jean Mollard, son compagnon, ont la tristesse d'annoncer la mort de

Christian GUILLON,

décédé du sida, le 2 octobre 1992, à l'âge de cinquante et un ans, à Paris.

L'incinération aura lieu le jeudi 8 octobre, à 15 h 30, au crématorium du Père-Lachaise, Paris-20^e, métro Gambetta.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Jean Mollard, 133, rue Darnatmont, 75018 Paris.

— M^{me} Elisabeth Gaillard, son épouse, Michel et Françoise Gaillard, Marie-Christine Gaillard, Laurence et Luc Thiel, ses enfants, Justine, Romain, Marion, Maximilien, ses petits-enfants, Christine Gédreud, Toute sa famille, Et ses amis, ont la tristesse d'annoncer la mort de

Roger GAILLARD, chevalier des Palmes académiques, le vendredi 2 octobre 1992, dans sa soixante-douzième année.

Il est associé à son souvenir

Karl-Henri GAILLARD, son fils, décédé le 18 décembre 1990, 04990 La Deymière-les-Mées.

— Le Frère supérieur général de l'Institut des Frères des écoles chrétiennes, Et son conseil, Le Frère provincial du district de France, Et ses adjoints, La Communauté de la rue de Sèvres à Paris, Les Frères des écoles chrétiennes, L'Association La Salle, M^{me} Céline Marcy, sa sœur, Et les membres de sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

Frère Patrice MAUREY, survenu à Paris, le 4 octobre 1992, dans sa soixante-dixième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 8 octobre, à 14 heures, en l'église Saint-François-Xavier, Paris-7^e, et sera suivie de l'inhumation en la concession des Frères des écoles chrétiennes au cimetière de Paris-Sud (Montparnasse).

Le Frère Patrice Maurey a été conseiller auprès du Frère supérieur général à Rome de 1966 à 1986. Depuis le mois de juin 1986, il était directeur du Centre lasallien français.

Les Frères des écoles chrétiennes, 78 A, rue de Sèvres, 75341 Paris Cedex 07.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiaires d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

Octobre de La Flamboyance Les anciens à l'honneur

Pour la deuxième année consécutive, le mois d'octobre sera sous le signe des anciens. Le mouvement de La Flamboyance (1), mouvement des plus de cinquante ans, parrainé par M. Jack Lang en tant que ministre de la culture, suscite dans la France entière plusieurs centaines de manifestations allant d'un « été au HLM » (2), thé proposé par les retraités aux plus jeunes, à un forum sur « Faiblesse, lenteur, disponibilité, frugalité : valeurs tierces, valeurs pour demain ? » (3), en passant par divers événements sportifs. « Je refuse l'approche qui ne prend en compte que les pertes, les manques, les déficiences que l'on associe généralement à l'avancée en âge, a souligné lors de la présentation de ce mois, jeudi 1^{er} octobre, M. Laurent Cathala, secrétaire d'Etat aux personnes âgées. Être âgé, c'est aussi et surtout, pour la majorité des personnes, vivre pour soi et avec les autres, accompagner les générations plus jeunes, avoir le temps de cheminer ensemble... » Plusieurs manifestations sont prévues à Paris et en province.

(1) La Flamboyance, 24, bd de l'Hôpital, 75003 Paris. Tél : 43-37-05-05.

(2) S'adresser à La Flamboyance.

(3) Les 10 et 11 octobre de 14 h 30 à 20 heures, Centre Georges-Pompidou, Paris.

b Devcom 92, troisième Salon des associations. — Signe de maturité et de sagesse, le troisième salon des associations, Devcom 92, organisé par Thématica, aura lieu, au Palais des congrès, porte Maillot à Paris, les 18, 19, et 20 novembre. Carrefour professionnel du monde associatif, il veut apporter une réponse pragmatique aux questions techniques ou déontologiques que se posent les associations. Il met en contact responsables d'associations et professionnels de la communication, du marketing direct, de l'informatique, des banques... Les visiteurs pourront rencontrer les exposants (des entreprises, des associations) et s'inscrire aux ateliers spécialisés (payants) et aux conférences (gratuites).

Thématica, BP 248, 95025 Cergy cedex. Tél (1) 34-24-90-90, Fax (1) 30-32-38-90.

— M^{me} André Meng, son épouse, M. et M^{me} Pierre Meng, M^{me} Laurence Meng et M. Alain Jaspard, M. et M^{me} Olivier Jaud de La Jousse, leurs enfants, Mathieu, Thomas, Marie, Pierre et Damien, ses petits-enfants, Les familles Fagot, Delacoste, Cognat et Rousselet, ont la tristesse de faire part du décès de

docteur André MENG,

survenu le dimanche 4 octobre 1992, à l'âge de soixante-douze ans, à Rueil-Malmaison.

Les obsèques auront lieu le jeudi 8 octobre, à 14 h 30, en l'église Saint-Pierre-Saint-Paul, place de l'Eglise, à Rueil-Malmaison.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Vioy (Yvelines), dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

13, rue Danielle-Casanova, 92500 Rueil-Malmaison.

— Sa famille, Ses amis, ont la douleur d'informer du décès, le 29 septembre 1992, de

Miguel OLCESE, psychogéographe, cofondateur du COMEDE (Comité médical pour les exilés).

Les obsèques se sont déroulées dans la plus stricte intimité, au crématorium du Père-Lachaise.

43, rue Richer, 75009 Paris.

(M^{me} en 1948 à Rosario (Argentine), Miguel Olcese a participé au groupe d'études de psychanalyse de Jorge Balleza. Assistant du professeur Roberto Vigliani, il se spécialise dans la psychologie des enfants délinquants. En 1978, il est contraint, après son arrestation, de quitter l'Argentine. Il s'installe à Paris où il reprend ses activités de psychogéographe et psychosociologue. Il est cofondateur de la revue « L'Exilé » et cofondateur du COMEDE. En septembre 1987, il avait organisé la première rencontre mondiale des centres médicaux et psychosociaux traitant des victimes de la violence organisée. Miguel Olcese est l'auteur de nombreux articles et communications sur les traumatismes liés à l'exil et aux diverses formes de torture. Il était chargé de mission au sein du Centre des affaires étrangères depuis 1990.)

— M^{me} Louis Pauthe, M. et M^{me} Pierre Rouss et leurs enfants, M. et M^{me} Patrice Debréges et leurs enfants, M^{me} Françoise Pauthe-Baylanq et ses enfants, M. et M^{me} Eric Ignot et leurs enfants, M. et M^{me} Georges Pauthe et leurs enfants, M. et M^{me} Antoine Pauthe et leurs enfants, M^{me} Marie-Christine Bouilly et ses enfants, M. et M^{me} Dominique Pauthe et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Louis PAUTHE, officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'ordre national du Mérite, conseiller honoraire à la Cour de cassation,

survenu le 2 octobre 1992, à l'âge de soixante-dix-neuf ans.

Les obsèques religieuses ont été célébrées le lundi 5 octobre, en l'église Sainte-Trinité d'Issy-les-Moulineaux, sa paroisse.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— André PIONNIER, ancien élève de l'Ecole polytechnique, chevalier de la Légion d'honneur,

est décédé le 2 octobre 1992, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 7 octobre, à 16 heures, en l'église Notre-Dame-de-l'Assomption des Buttes-Chaumont, 80, rue de Meaux, Paris-19^e, métro Laumière.

Cet avis tient lieu de faire-part.

De la part de Jean et Marie-Jeanne Pionnier, Catherine et Jean Lesobre, Richard et Joëlle Pionnier, ses enfants, Et de ses petits-enfants.

9, rue Meynadier, 75019 Paris.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-85-29-94

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques : 96 F

Abonnés et actionnaires : 85 F

Communications diverses : 109 F

Thèses étudiants : 55 F

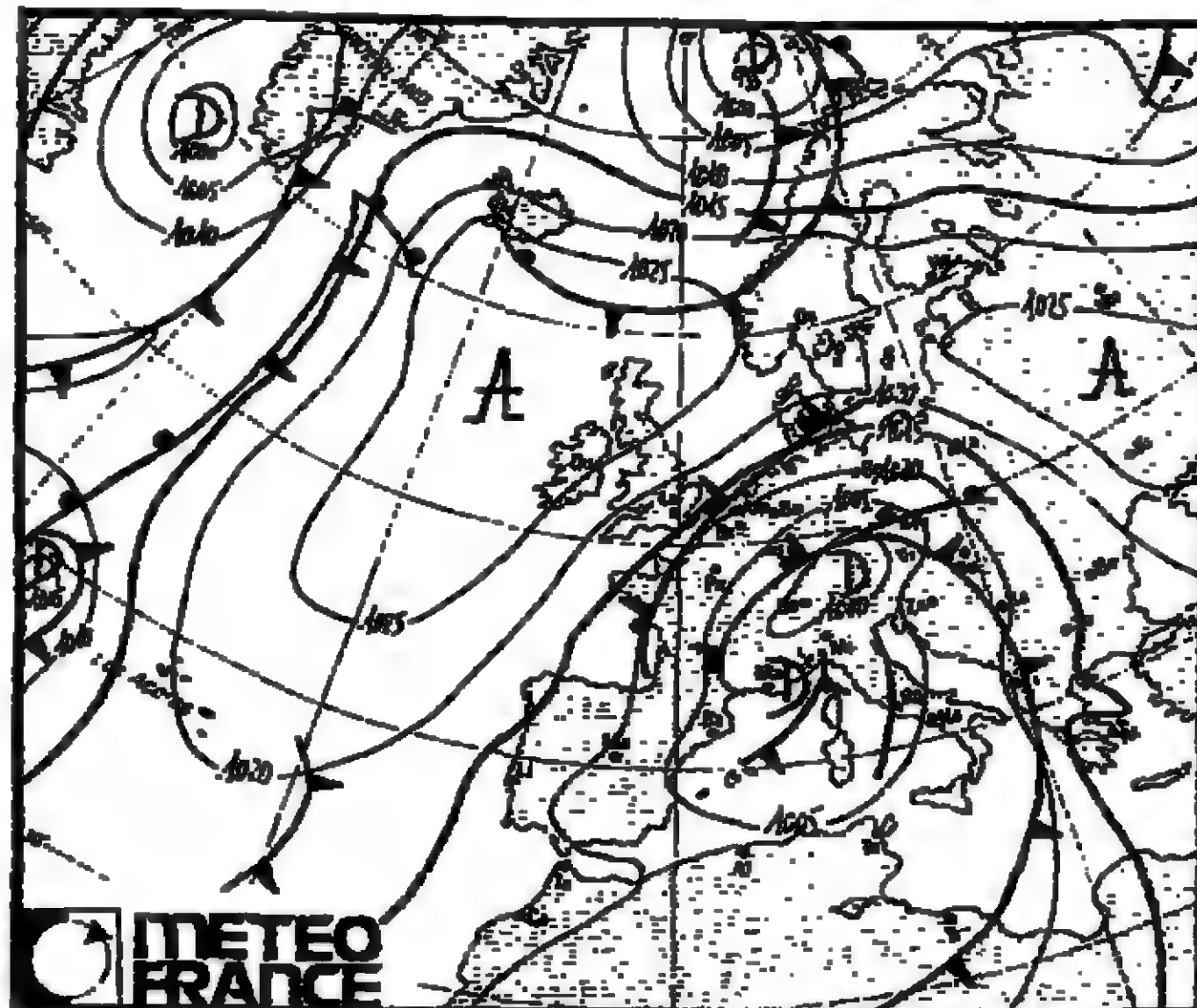
Pelléas et Mélisande
7 octobre à 20h40

L'oreille recueillie par Arne, l'opéra de Debussy, Pierre Boulez et Peter Stein. Une première. Oui, ouïe.

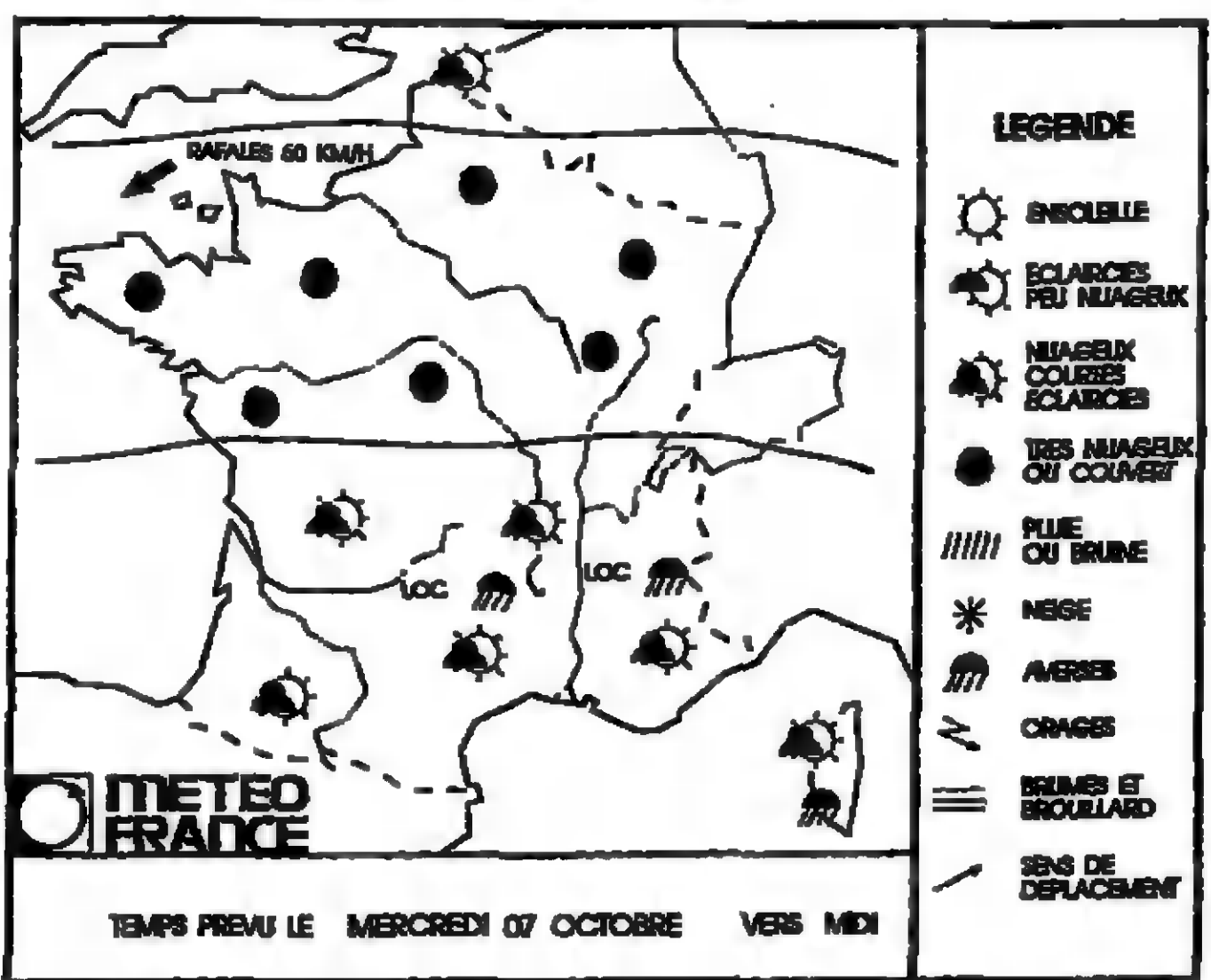
LAISSEZ VOUS DERANGER PAR ARTE.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 6 OCTOBRE A 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 7 OCTOBRE 1992



Mercredi : lente amélioration mais temps frais pour la saison. Le matin, les nuages seront nombreux sur l'ensemble du pays. Ils donneront quelques brumes sur la moitié nord, et seront accompagnés de brouillard sur la moitié sud.

En cours de journée, des éclaircies se développeront sur la moitié sud, mais des averses pourront se produire sur le relief. Sur les régions méditerranéennes, les éclaircies seront plus belles grâce à une petite tramontane.

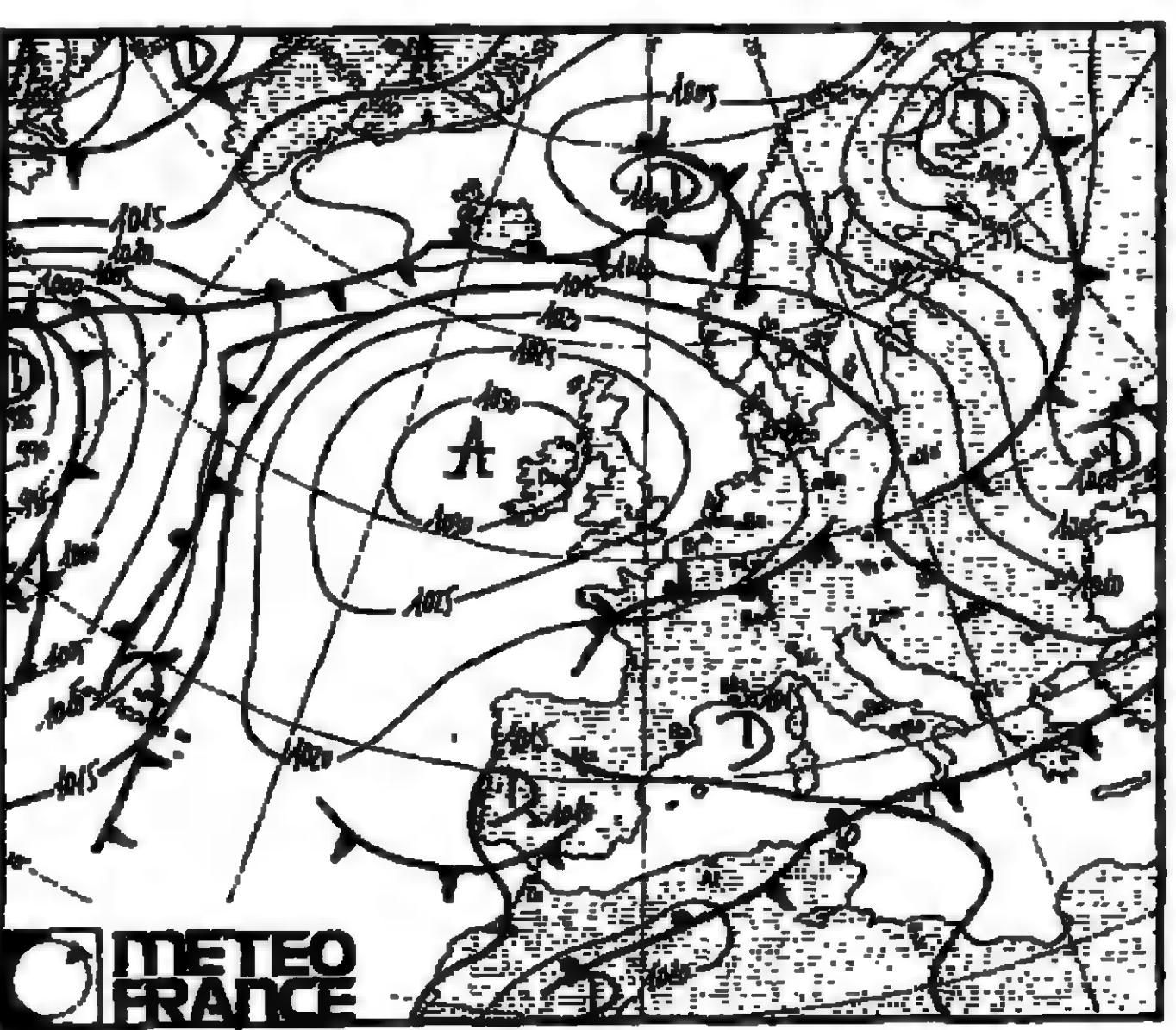
Sur la moitié nord, la grisaille continuera. Toutefois, le soleil revendra sur le Nord-Picardie en cours d'après-midi.

Le vent de nord-est soufflera en Manche à 60 kilomètres/heure le matin, et faiblira lentement en cours d'après-midi.

Les températures maximales seront de l'ordre de 8 à 10 degrés dans l'intérieur. Sur les côtes de la Manche et de la Méditerranée, elles seront un peu plus douces, avec 10 à 12 degrés.

L'après-midi, il fera frais pour la saison. Le thermomètre atteindra 12 à 15 degrés sur la moitié nord, 15 à 18 degrés sur la moitié sud ; localement, 18 à 20 degrés près de la Méditerranée.

PRÉVISIONS POUR LE 8 OCTOBRE 1992 A 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé											
Valeurs extrêmes relevées entre le 5-10-1992 à 18 heures TUC et le 6-10-1992 à 6 heures TUC											
le 6-10-92											
FRANCE				TOURS				LUXEMBOURG			
AJACCIO	20	14	P	PORT-AU-PRINCE	11	9	C	MADRID	21	11	P
BIARRITZ	16	12	P		11	9	C	MARRAKECH	25	15	N
BORDAUX	14	11	C	ÉTRANGER				MEXICO	23	13	N
BRESCIA	13	11	C	ALGER	23	14	N	MILAN	16	11	P
CARL	16	12	C	AMSTERDAM	10	10	D	MONTREAL	10	1	D
CHERBOURG	14	11	C	ATHENS	27	18	P	MOSCOW	8	8	C
CLERMONT-FR	11	9	C	BANGKOK	31	25	C	NEW YORK	12	7	D
DJON	14	9	P	BANGKOK	31	11	C	OSLO	10	1	D
GRENOBLE	14	12	C	BELGRADE	10	10	P	PALMA-DE-MAJ	21	12	C
LILLE	9	9	P	BERLIN	10	10	P	PARIS	15	8	C
LYONS	9	9	P	BRUXELLES	9	9	P	ROCHEFORT	15	8	C
MARSEILLE	16	14	P	COPENHAGEN	30	23	D	ROME	24	19	N
NANCY	14	9	P	DARJIL	24	25	D	SEVILLE	26	18	D
NANTES	16	11	P	NEW-DELHI	34	25	D	SINGAPOUR	30	24	C
NICE	16	12	P	GYERRE	14	11	C	STOCKHOLM	11	0	D
PARIS-MONTS	10	8	P	DELHI	34	25	D	STOCKHOLM	11	0	D
PAU	11	10	P	DONGKONG	27	20	N	STOCKHOLM	11	0	D
PERPIGNAN	16	13	C	STAGUEN	31	19	D	STOCKHOLM	11	0	D
REIMS	16	12	C	JERUSALEM	31	19	D	STOCKHOLM	11	0	D
ST-ETIENNE	12	9	C	LE CAIRE	30	12	D	STOCKHOLM	11	0	D
STRASBOURG	15	10	P	LEBONNE	29	12	D	STOCKHOLM	11	0	D
TOULOUSE	15	10	P	LONDRES	19	15	N	STOCKHOLM	11	0	D
				LOS ANGELES	26	16	C	STOCKHOLM	11	0	D
								STOCKHOLM	11	0	D
								STOCKHOLM	11	0	D
								STOCKHOLM	11	0	D
								STOCKHOLM	11	0	D
								STOCKHOLM	11	0	D
								STOCKHOLM	11	0	D
								STOCKHOLM	11	0	D
								STOCKHOLM	11	0	D
								STOCKHOLM	11	0	D
								STOCKHOLM	11	0	D
								STOCKHOLM	11	0	D
								STOCKHOLM	11	0	D
								STOCKHOLM	11	0	D
								STOCKHOLM	11	0	D
								STOCKHOLM	11	0	D
								STOCKHOLM	11	0	D
								STOCKHOLM	11	0	D
								STOCKHOLM	11	0	D
								STOCKHOLM	11	0	D
								STOCKHOLM	11	0	D
								STOCKHOLM	11	0	D
								STOCKHOLM	11	0	D
								STOCKHOLM	11	0	D
								STOCKHOLM	11	0	D
								STOCKHOLM	11	0	D
								STOCKHOLM	11	0	D
								STOCKHOLM	11	0	D
								STOCKHOLM	11	0	D
								STOCKHOLM	11	0	D
								STOCKHOLM	11	0	D
								STOCKHOLM	11	0	D
								STOCKHOLM	11	0	D
								STOCKHOLM	11	0	D
								STOCKHOLM	11	0	D
								STOCKHOLM	11	0	D
								STOCKHOLM	11	0	D
								STOCKHOLM	11	0	D
								STOCKHOLM	11	0	D
								STOCKHOLM	11	0	D
								STOCKHOLM	11	0	D
								STOCKHOLM	11	0	D
								STOCKHOLM	11	0	D
								STOCKHOLM	11	0	D
								STOCKHOLM	11	0	D
								STOCKHOLM	11	0	D
								STOCKHOLM	11	0	D
								STOCKHOLM	11	0	D
								STOCKHOLM	11	0	D
								STOCKHOLM	11	0	D
								STOCKHOLM	11	0	D
								STOCKHOLM	11	0	D
								STOCKHOLM	11	0	D
								STOCKHOLM	11	0	D
								STOCKHOLM	11	0	D
								STOCKHOLM	11	0	D
								STOCKHOLM	11	0	D
								STOCKHOLM	11	0	D
								STOCKHOLM	11	0	D
								STOCKHOLM	11	0	D
								STOCKHOLM	11	0	D
								STOCKHOLM	11	0	D
								STOCKHOLM	11	0	D
								STOCKHOLM	11	0	D
								STOCKHOLM	11	0	D
								STOCKHOLM	11	0	D

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

DANIEL SCHNEIDERMAN

Trois petits riens

PARFOIS, dans la routine télévisuelle, survient un miracle. Nul n'osait l'espérer, et pourtant il est là, scintillant, malicieux. Depuis quelques jours, TF 1 nous a offert un de ces miracles, qui se renouvellent chaque soir. « La roue de la fortune » a disparu. Enfin, quand on dit disparu... elle se cache peut-être dans quelque obscur recoin de la grille, au cours de l'après-midi ou de la nuit, on se gardera bien de mener l'enquête sur ce point. Où qu'elle soit, qu'elle y reste.

Et comme un bonheur n'arrive jamais seul, voici que tombe du ciel la musique familière de Christophe Dechavanne. Faut-il l'avouer ? Jeter

un œil aux facettes de Dechavanne est devenu un des petits plaisirs de la soirée. Evidemment, c'est du Dechavanne. Il ne faut pas compter sur lui pour faire visiter Saint-Petersbourg ou initier les foules à la malédiction du pharaon. C'est même du Dechavanne tout doux tout lisse, si l'on se souvient de « Ciel, mon mardi ». Les débats républicains - la garde à vue, le végétarisme, l'écologie, etc. - sont passés à la trappe. Les enfants regardent. Que reste-t-il ? Des petits riens. Trois blagues, quelques fêles de passage, de la bonne humeur qui sonne juste. Un coup de fil en direct à Maurice, boulanger à Gerches, pour le prévenir que son

miron voudrait bien sa journée du 29 novembre, rapport au mariage du beau-frère, et attention, Maurice, un certain nombre de familles de Gerches vous regardent ! Une histoire de pétition contre une mémé-pigeon, avec explications, toujours en direct, de l'adjoint au maire. Des petits riens, mais des riens qui coulent de source, ne font de tort à personne et se laissent regarder en découvrant le côté. Les écrans sont tellement encombrés de riens pompeux et solennels, de riens qui font tout un foin, de riens à mine grave et à nous papillon, de riens pontifiants et béatifiants, de riens psychologues, philosophes, de riens qui se donnent

des airs de quelque chose ! Alors pour une fois que des petits riens ne se prennent pas pour la télé réinventée, quelles vacances !

La présence quotidienne d'une tête connue, un acteur, une chanteuse, pimente l'affaire, même si la tête connue - véritable innovation - ne dit généralement rien, elle non plus. Pourquoi se fatiguerait-elle ? Chacun sait bien qu'il suffirait de tourner la clé pour qu'elle explique combien son film ou son disque sont le chef-d'œuvre de l'année. Mais Dechavanne, qui connaît son monde, se garde bien de tourner la clé. Cela ne constitue pas le moindre attrait du voyage.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ■ signalé dans « Le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ○ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mardi 6 octobre

- TF 1**
- 20.45 Cinéma : L'Arme fatale 2. ■ Film américain de Richard Donner (1989).
 - 22.45 Les Films dans les sables.
 - 22.50 Cinéma : La Loi de Murphy. □ Film américain de John Les Thompson (1986).
 - 0.40 Magazine : Le Club de l'enjeu.
- F 2**
- 20.50 Cinéma : Cyranos de Bergerac. ■■■ Film français de Jean-Paul Rappeneau (1989).
 - 23.10 Visages d'Europe.
 - 23.15 Magazine : Bas les masques. Présenté par Mireille Dumas. Je suis fou, moi non plus.
 - 0.20 Journal des courses, Journal et Météo.
 - 0.40 Magazine : Le Cercle de minuit. Présenté par Michel Field. Invités : Dominique Perrot, Robert Hossein, Jean-Louis Martelli, Jean-Claude Brialy, Fernando Arrabal, Jean-Marc Louisada.
- F 3**
- 20.45 Les Aventures de Tintin. Le Temple du soleil, de Stéphane Bernasconi.
 - 21.40 Magazine : Faut pas rêver. Mongolie : le Niamen, entre ciel et steppe, de Corinne Glowacki et Philippe Bigot. États-Unis : le joueur de bucket, de Philippe Lallet et Philippe Marchais ; France : la boule du fort, de Jean-Noël Roy et Michel Benjamin.
 - 22.35 Journal et Météo.

- 23.05 Téléfilm :** La Malédiction de Mariela. D'Antonio de Macedo.
- 0.30 Continentales.** L'Eurojournal : l'Info en v.o.
- CANAL PLUS**
- 20.00 Sport : Football. Championnat de France de D 1 : Nîmes-Montpellier.
 - 22.30 Flash d'informations.
 - 22.35 Cinéma : La Maison Russie. ■ Film américain de Fred Schepisi (1990). Avec Sean Connery, Michelle Pfeiffer (v.o.).
 - 0.35 Cinéma : La Femme d'à côté. ■■ Film français de François Truffaut (1981).
- ARTE**
- 20.40 Soirée thématique. Le travail. Soirée proposée par Jacques Baynac et Pierre-André Bortang.
 - 20.45 Documentaire : Il était une fois le travail (1^{re} partie). De Jacques Baynac et Jean-Denis Bonan.
 - 21.35 Dénat.
 - 21.45 Cinéma : La Comédie du travail. ■ Film français de Luc Moullet (1987).
 - 23.25 Documentaire : Interview d'Alexandre Yakolev.
 - 23.35 Documentaire : Il était une fois le travail (2^e partie).
 - 0.20 Dénat.
- M 6**
- 20.35 Divertissement : La Mardi c'est permis. Présenté par Amanda Mac Lane.

- 20.45 Téléfilm : Retour à la jungle. De James Hill.
- 22.30 Cinéma : Philadelphia Experiment. ■ Film américain de Stewart Raffill (1984).
- 0.10 Magazine : Culture pub.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Archipel science. L'IFREMER.
- 21.30 Trêve en Alsace. Des enfants de l'ex-Yugoslavie entre deux feux.
- 22.40 Les Nuits magnétiques. La prison au féminin pluriel. 1. De face et de profil, clichés en noir et blanc.
- 0.05 Du jour au lendemain. Avec Vassilis Alexakis (Avant).
- 0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert Alegrias pour piano et orchestre, de Gerhard : Rhapsodie portugaise pour piano et orchestre, de Haïffter ; Nuits dans les jardins d'Espagne pour piano et orchestre, de Falla ; Symphonie n° 4, de Marco, par l'Orchestre Sinfonica de Tenerife, dir. : Victor Pablo Perez ; sol. : Guillermo Gonzalez, piano.
- 22.00 Les Voix de la nuit. Par Henri Gorniech. Chanteurs espagnols du début du siècle.
- 23.09 Ainsi la nuit. Quatuor pour guitares en ut majeur op. 21, de Carulli ; Quatuor à cordes n° 1 en ré mineur, de de Arriaga ; Duo pour piano et harpe op. 29, de Woelfl ; Canciones negras, de Montsalvate.
- 0.33 L'Heure bleue. Actualité des clubs de jazz, concerts et festivals, par Philippe Caries.

Mercredi 7 octobre

- TF 1**
- 14.35 Club Dorothée.
 - 17.25 Jeu : Une famille en or.
 - 17.55 Série : Hélène et les garçons.
 - 18.25 Feuilleton : Santa Barbara.
 - 18.55 Magazine : Coucou, c'est nous ! Présenté par Christophe Dechavanne.
 - 19.50 Divertissement : Le Sébaste Show (et à 23.55).
 - 19.55 Tirage du Loto (et à 20.40).
 - 20.00 Journal et Météo.

Sur le câble à 21 h 00

LE BAL DES VAMPIRES

De Roman Polanski

N° Vert 05 05 20 20

ciné ciné mas

- 20.50 Variétés : Sacré soirée. Présenté par Jean-Pierre Foucault. Avec Pierre Palmade, Adamo, Marc Lavoine.
- 22.45 Magazine : Le Droit de savoir. Présenté par Patrick Poivre d'Arvor. Les francs-maçons.
- 23.55 Spécial sport : Football 10^e journée du championnat de France.

- F 2**
- 15.25 Variétés : La Chance aux chansons.
 - 16.15 Jeu : Des chiffres et des lettres.
 - 16.40 Feuilleton : Beaumanoir.
 - 17.10 Magazine : Giga. La Fête à la maison : Quel de neuf docteur ? Reportages.
 - 18.30 Le Jeu ! Animé par William Leymérie.
 - 19.20 Jeu : Que le meilleur gagne plus. Animé par Nagui.
 - 19.59 Journal, Journal des courses et Météo.
 - 20.50 Téléfilm : Séparément votre. De Michel Bosquand.
 - 22.25 Visages d'Europe.
 - 22.30 Documentaire : Le Grand Jeu URSS-USA. De Jean Labib. 5. Désarroi et glaciation (1984-1986).
 - 23.30 Journal et Météo.
 - 23.45 Magazine : Le Cercle de minuit. Invité : Jacques-Pierre Amette (la Peau du monde) ; Mona et Jacques Ozouf (la République des instituteurs) ; Bruno de France, écrivain et enseignant ; Marc Ferro, historien ; Polyphonies corées.

- F 3**
- 14.55 Questions au gouvernement, en direct de l'Assemblée nationale.

- 17.05 C'est Lulo !
- 18.00 Magazine : Une pêche d'enfer. Présenté par Pascal Sanchez. Invités : Elie et Dieudonné.
- 18.30 Jeu : Questions pour un champion. Animé par Julien Lepers.
- 18.55 Un livre, un jour. Un enfant prodige, d'Irene Némerovsky.
- 19.00 La 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.35, le journal de la région.
- 20.06 Jeu : Hugobélère.
- 20.15 Divertissement : La Classe.
- 20.45 Magazine : La Marche du siècle. Présenté par Jean-Marie Cavada. Drogues : du rêve au cauchemar. Invités : Guy Sorman, écrivain, économiste et journaliste ; Francis Curlet, psychiatre ; John Marks, psychiatre au Mersey Drug Training de Liverpool ; Jacques de Witte, psychiatre au centre Pey-Berland de Bordeaux ; Jean-Michel Lecot et son fils Laurent.
- 22.25 Journal et Météo.
- 22.50 Mercredi chez vous. Programme des télévisions régionales.

- CANAL PLUS**
- 15.00 Documentaire : Les Allumés. Les moines marathoniens du Japon, de Mike York.
 - 15.30 Téléfilm : Les Derniers Jours de bonheur. De John Erman.
 - 17.00 Documentaire : Mozu, le singe des neiges. De Masanori Waseaki.
 - 18.00 Canaille peluche. Beate Juca.
 - 18.30 Ca cartoon.
 - 18.50 Le Top.
 - 19.20 Magazine : Nulle part ailleurs. Présenté par Philippe Gildas et Antoine de Caunes.
 - 20.30 Le Journal du cinéma.
 - 21.00 Cinéma : La Vieille qui marchait dans la mer. ■ Film franco-italien de Laurent Heynemann (1991).
 - 22.30 Flash d'informations.
 - 22.40 Sport : Football (et à 23.30). Coupe du monde 1994 : Subde-Bulgarie.
 - 23.00 Magazine : Jour de foot. Championnat de France de D 1 : buts et extraits.
- ARTE**
- 17.00 Sur le câble jusqu'à 19.00.
 - 18.00 Magazine : Mésamix (rediff.).
 - 19.00 Documentaire : Histoire parallèle (rediff.).
 - 19.00 Documentaire : Les Calchiquel mayas du Guatemala. De Bruce McDonald.
 - 19.55 Série : Monty Python's Flying Circus.

- De John Cleeve, Terry Gilliam, Terry Jones, Graham Chapman, Eric Idle et Michael Palin.
- 20.30 8 1/2 Journal.
- 20.40 Opéra : Pelléas et Mélisande. De Claude Debussy. Mise en scène de Peter Stein. Orchestre et Chœur du Welsh National Opera. Direction musicale : Pierre Boulez. Avec Nellie Archer, Alison Hagley, Donald Maxwell.
- 23.20 Documentaire : Albert Race Sample, survivant au Texas. De Georg Stefan Troller.

M 6

- 15.20 Variétés : Multitop.
- 16.45 Magazine : Noubis.
- 17.15 Jeu : Zygopolis.
- 17.35 Série : Campus Show.
- 18.05 Série : Bookor.
- 19.00 Série : Les Routes du paradis.
- 19.54 Six minutes d'informations, Météo.
- 20.00 Série : Madame est servie.
- 20.45 Téléfilm : La Dixième Homme. De Jack Gold.
- 22.30 Téléfilm : California Connection. De Steve Perry.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Tire ta langue. Quand la télévision souffrait mot du Golfe, par Antoine Perraud.
- 21.30 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse.
- 22.00 Communauté des radios publiques de langue française. Prix Paul Gilson 1992.
- 22.40 Les Nuits magnétiques. La prison au féminin pluriel. 2. Vivre hors la vie.
- 0.05 Du jour au lendemain. Avec Bruno Bayen (Hernando Colon).
- 0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert (donné le 1^{er} juillet 1988 en l'église de Divendres) : Benaurats als viuen a casa vostra, de Viola ; Toedet anmann meam, de Julia ; Salvé Regne, de Cerevals ; Beata Dei Genitrix, de Julia ; Manam matrem, extrait du Livre vermeil de Montserrat ; Magnificat, de Casanovas ; Missa Alma Redemptoris Mater, de Viola, par les Chœurs et l'Orchestre de l'Escolania de Montserrat, dir. : Ireneu Segarra ; sol. : Victoria de Los Angeles.
- 22.30 Espace libre.
- 23.09 Ainsi la nuit. Œuvres de Canales, Mozart, Turco, Granados, Tárrega.
- 0.33 L'Heure bleue. La jazz d'en France, par Xavier Prévost. Les nouveautés discographiques : L'introuvable : Des Américains à Paris ; Le concert : le quartette Blue Ensemble ; La rétrospective : André Ceccarelli.

هكذا من راحل

Les élections législatives dans l'émirat

L'opposition revient en force au Parlement du Koweït

L'opposition laïque et islamique va faire un retour remarqué au Parlement koweïtien après les élections législatives qui ont eu lieu lundi 5 octobre et dont les premiers résultats attestent, comme la campagne qui a précédé le scrutin, d'un désir de changement.

KOWEÏT

de notre envoyée spéciale

En masse - le taux de participation serait supérieur à 80 % - les Koweïtiens ont voté pour le changement qu'ils espèrent tant à la libération de l'émirat après l'invasion irakienne, et pour un retour au système représentatif qui distingue le Koweït de toutes les monarchies arabes du Golfe. Les premiers résultats des élections législatives font en effet apparaître un net retour de l'opposition démocratique et islamique, dont tous les dirigeants devraient être élus. En sanctionnant la plupart des anciens membres du Conseil national, ce Parlement croulant dont l'élection avait été boycottée par l'opposition en 1990 et que l'émir avait remis en place après la libération, les électeurs ont incontestablement voulu montrer qu'ils voulaient un vrai Parlement et non

une simple courtoisie de transmission pour la famille régnante des Al-Sabah.

Parmi les élus de l'opposition, la victoire du docteur Ahmad Al-Khatib, un vétérinaire, est particulièrement significative, car il avait été victime d'une insidieuse campagne de dénigrement tendant à mettre en doute sa position lors de l'invasion. Les électeurs, très nombreux lors de ses meetings, n'ont donc pas suivi sur ce terrain extrêmement sensible, les accusations propagées par les proches du gouvernement. Autre cible des pro-gouvernementaux, le docteur Abdallah Al-Nibari, porte-parole particulièrement critique du Forum démocratique, a été lui aussi élu, comme M. Hamad Al-Jouan, paralyté depuis une tentative d'attentat dont il avait été victime au lendemain de la libération. De façon significative, le groupe des anciens parlementaires de 1985, dont le leader et ancien président du Parlement, M. Ahmad Al-Saadoun, a été brillamment réélu, devrait être très bien représenté.

Prime à ceux qui sont restés sous l'occupation et qui s'étaient montrés particulièrement actifs, les chéites - environ 30 % de la population - ont d'ores et déjà emporté, avec cinq sièges acquis, deux de plus qu'en 1985. Les principales

figures des deux mouvements islamistes sunnites, qui avaient passé des alliances dans certaines circonscriptions, soit le Mouvement constitutionnel islamique (MCI), proche des Frères musulmans et l'Alliance populaire islamique, des salafites plus fondamentalistes, sont eux aussi sortis vainqueurs des urnes. Il faudra toutefois voir quel sera le comportement des membres du MCI au Parlement, certains de ses membres étant plus proches du gouvernement que d'autres. Dans certains cas d'ailleurs, le gouvernement aurait appuyé un discret soutien à quelques membres du MCI opposés à des membres du Forum démocratique. Traditionnellement plus favorables au gouvernement, les candidats des tribus devraient conserver leurs positions.

Un écho ailleurs ?

La composition finale du Parlement devrait être à peu près similaire à celle de l'Assemblée dissoute en 1986. Selon la constitution koweïtienne, le nombre des ministres ne doit pas excéder un tiers des 50 sièges de l'Assemblée. L'opposition a réclamé, lors de la campagne, que le gouvernement soit composé pour près de moitié par des parlementaires.

Le message des Koweïtiens est en tout cas clair : ils ne veulent plus de l'exercice sans partage du pouvoir par la famille princière et entendent avoir leur mot à dire sur la conduite de leurs affaires. Un message, qui pourrait trouver des échos dans les autres monarchies du Golfe, où des élections ont sans aucun doute été suivies avec attention. De nombreux députés bahreïnais, qatari, ou des Émirats arabes unis étaient en effet venus suivre à Koweït le déroulement du scrutin.

Les résultats confirment que les élections ont été globalement libres et honnêtes. La journée électorale s'était d'ailleurs déroulée sans aucun incident et une atmosphère de fraternité régnait devant certains bureaux de vote, où des supporters,

arborant casquettes et T-shirts aux couleurs de leur favori, distribuaient des autocollants aux noms des candidats; une précaution utile pour les électeurs illettrés, qui avaient le choix entre énoncer oralement leur vote, ou donner tout simplement au président du bureau, un juge, les étiquettes du candidat de leur choix.

Exclues du vote, les femmes koweïtiennes ont tenu toutefois à se manifester. A deux reprises, une cinquantaine d'entre elles ont brièvement défilé, portant des pancartes où il était écrit : « Nous serons avec vous en 1996 », soit lors des prochaines législatives.

FRANÇOISE CHIPAUX

Le Qatar se retire de l'organisation militaire du Conseil de coopération du Golfe

La tension est montée d'un cran lundi 5 octobre entre le Qatar et l'Arabie saoudite, à la suite du différend frontalier surgi il y a près d'une semaine (le Monde du 2 octobre). Le Qatar a en effet décidé de retirer son contingent d'une force militaire conjointe relevant du Conseil de coopération du Golfe (CCG), qui groupe outre les deux pays, Bahreïn, les Émirats arabes unis, le Koweït et Oman. Un haut dirigeant de la région, qui a requis l'anonymat, a exprimé des craintes que « cette décision n'annonce d'autres mesures pouvant aboutir au retrait du Qatar du CCG ». Dans le but évident de limiter le différend, le conseil des ministres saoudien a souhaité que les deux pays désignent en commun une organisation internationale spécialisée, pour le bornage de leurs frontières conformément à l'accord de 1965 que le Qatar a, unilatéralement, le 2 octobre, annulé.

Malgré l'hostilité des professionnels de la santé

Unité politique en Allemagne pour une réforme de l'assurance-maladie

FRANCFORT

de notre correspondant

La réforme du financement de l'assurance-maladie proposée dimanche 4 octobre par l'ensemble des partis politiques, mais pour l'occasion, suscitée, dès lundi, les protestations des médecins, dentistes et des firmes pharmaceutiques, qui estiment que les malades en feront les frais.

Comme beaucoup d'autres pays, l'Allemagne consomme trop de médicaments. En 1990, les dépenses de soins ont atteint 304 milliards de deutschemarks, soit 4 770 deutschemarks par tête (16 000 francs), chiffre en croissance de 9,7 % sur 1989. Le déficit des caisses maladie devrait doubler cette année pour atteindre 10 milliards de deutschemarks.

Après d'intenses débats, un accord a été trouvé dimanche 4 octobre, pour réduire les

dépenses de santé, entre les partis au pouvoir conservateurs (CDU-CSU) et libéraux (FDP) et l'opposition des sociaux-démocrates (SPD), sur un allègement d'environ 11 milliards de deutschemarks par an (38 milliards de francs) dont 10 milliards seraient supportés par les professionnels et le solde par les patients.

Le SPD a accepté le principe d'un ticket modérateur, mais en réduisant son coût pour le patient de 10 % du prix du médicament à 3 ou 5 marks suivant le produit. Les malades paieront, en outre, 11 marks par jour à l'hôpital. La liste des médicaments remboursés sera réduite, les prix des dentistes seront gelés pendant deux ans, le nombre des futurs médecins sera revu à la baisse. La proposition a toutefois toutes les chances d'être adoptée par le Parlement, étant donné le consensus politique trouvé.

E. L. B.

□ M. Lubbers dément avoir exprimé des craintes au sujet d'un renforcement de l'axe franco-allemand. - Le premier ministre néerlandais, M. Ruud Lubbers, a confirmé avoir envoyé une lettre au premier ministre britannique, M. John Major, président en exercice de la Communauté européenne, au sujet du traité de Maastricht. Mais il dément y avoir exprimé des craintes au sujet d'un renforcement de l'axe franco-allemand.

□ Magnard rachète Vuitton. - Les éditions Magnard (entreprise familiale créée en 1933) ont acquis 96 % du capital de Vuitton, une vieille maison créée en 1877 et notamment célèbre pour ses « Annales », utilisées par des générations de candidats au baccalauréat. La bonne santé de ces petits livres ne suffisait plus à assurer l'équilibre de Vuitton - 35 millions de francs de chiffre d'affaires - qui, selon M. Louis Magnard, disposait d'un compte d'exploitation de plus en plus périlleux. Vingt à trente des quarante membres du personnel de Vuitton devraient perdre leur emploi.

□ M. Arafat s'est entretenu avec l'ambassadeur de France à Tunis. - Dans le cadre de l'initiative prise par la diplomatie française au Proche-Orient (le Monde du 6 octobre), l'ambassadeur de France en Tunisie, M. Jean-Noël de Bouillane de Lacoste, s'est entretenu lundi 5 octobre avec le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat.

Après l'évasion en hélicoptère de Bois-d'Arcy

Les menaces du garde des sceaux

Au lendemain des trois évènements par hélicoptère de la maison d'arrêt de Bois-d'Arcy, le ministre de la justice, M. Michel Vauzelle, a décidé d'étudier la possibilité d'autoriser les surveillants à ouvrir le feu sur les hélicoptères posés au sol lors de ces opérations. La question n'est pas encore définitivement tranchée, mais il s'agit, dit-on à la chancellerie, de « dissuader » à la fois les sociétés de location d'hélicoptères et les candidats à l'évasion.

Le comportement des surveillants en cas d'évasion par hélicoptère est régi par deux circulaires, l'une de 1982, l'autre de 1988. Les instructions sont claires : en cas d'hélicoptère, lorsque la détermination est soulevée à l'aide d'un câble, les surveillants sont autorisés à tirer, mais si un hélicoptère se pose et amène des détenus, il leur est formellement interdit d'ouvrir le feu. En cas d'explosion, un tel comportement mettrait en effet en danger la vie du pilote pris en otage et celle des dizaines de détenus présents dans les cours.

M. Vauzelle envisage pourtant de revoir ces circulaires afin de donner aux surveillants l'autorisation de faire des tirs d'immobilisation lorsque l'appareil est posé au sol. Une telle décision reviendrait à prendre le risque de provoquer des morts par dizaines comme l'ont immédiatement souligné des élus de droite comme de gauche. M. Jacques Toubon, député

RPR de Paris, a déclaré qu'il s'agissait d'une décision « insensée », tandis que M. Michel Pezet, député PS des Bouches-du-Rhône, affirmait sur Europe 1 que M. Vauzelle avait été « pris par l'agacement ». Même les syndicats de surveillants, pourtant prompts à défendre la sécurité, ont fait connaître leur désapprobation. Le secrétaire général de l'Union fédérale autonome pénitentiaire, M. Gilles Sicard, a estimé que le garde des sceaux « ne semblait pas en avoir mesuré toutes les conséquences », et l'UGSP-CGT a dénoncé le choix en faveur du « tout-sécurité et répressif ». Quant à la CPDT-justice, elle a souligné que le coût de la sécurité ne pouvait être la vie humaine.

Pour empêcher les évènements par hélicoptère, il existe une autre solution, moins meurtrière : équiper les prisons de films anti-hélicoptères. Ces films n'empêchent pas les hélicoptères mais les interdisent aux appareils de se poser dans les cours. Un programme d'équipement a été lancé en 1988 et accéléré en 1992 dans le cadre d'un plan d'urgence mais ce programme nécessite un investissement important : 100 millions de francs. Cette somme est difficile à obtenir, mais les difficultés budgétaires ne sauraient justifier des propos aussi menaçants.

ANNE CHEMIN

Nouvelles offensives contre le tabagisme

Une campagne « à la française » et une croisade « à l'américaine »

Un peu moins d'un mois avant l'entrée en vigueur de la loi Evin, le 1^{er} novembre, la campagne 1992 de prévention du tabagisme a été lancée, lundi 5 octobre, par notamment le Centre français d'éducation pour la santé (CFES), tandis que, sur la base des témoignages de deux Américaines, l'Union internationale contre le cancer (UICC) fait croisade pour obtenir l'interdiction totale de la publicité des produits du tabac dans la Communauté.

Un cow-boy dans une lumière dorée, un aventurier en canot, un yuppie dans la ville, trois jeunes gens voguant vers une île, des randonneurs en forêt : les cinq affiches de la nouvelle campagne de prévention du tabagisme lancée le 5 octobre par le Centre français d'éducation pour la santé (CFES) à l'intention des jeunes de quinze à vingt-cinq ans, déclinent sous le même slogan que l'an dernier - « Fumer, c'est pas ma nature » - « des valeurs que les fabricants de tabac pensaient avoir fait leurs ».

Huit millions de francs ont été débouqués par le Fonds national de prévention. La stratégie de la contre-publicité a été réévaluée en prenant cinq « cibles » au lieu d'une seule - le cow-boy non fumeur - pour éviter les reproches qui avaient alors été faits par un tribunal (le Monde du 3 avril 1992).

□ Hausse de 14 % du prix du tabac en 1993. - Les prix du tabac seront relevés le 26 avril et le 2 août 1993 respectivement de 8 % et 6 %, selon le projet de loi de finances. Ces mesures, effectives après les élections législatives, porteront le prix du paquet de Marlboro, cigarette blonde la plus vendue en France, de 11,90 francs à 12,90 francs en avril et à 13,70 francs en août. Par ailleurs, afin de compenser les pertes de recettes provenant du tabac liées à la suppression du taux majoré de TVA - le taux majoré de 22 % disparaîtra et fera place au taux normal de 18,6 % - les droits de consommation seront relevés à due concurrence, le 4 janvier, sans incidence de prix pour les consommateurs. Le dernier relèvement des prix du tabac (un peu plus de 10 %) est intervenu le 27 avril, ce qui n'empêche pas la cigarette vendue en France d'être à un prix inférieur de 20 à 30 % par rapport à la moyenne européenne (le Monde du 6 octobre).

et du 30 novembre 1991). Le public visé n'a pas non plus changé, la plus forte proportion des fumeurs se situant toujours entre dix-huit et vingt-quatre ans, l'âge moyen de la première expérience tabagique demeurant précocité, 14,5 ans pour les filles comme pour les garçons (1).

Parallèlement à la campagne nationale de prévention, le Comité national contre le tabagisme (CNCT) a présenté de son côté les témoignages de deux Américaines en tournée européenne à l'initiative de l'Union internationale contre le cancer (UICC). Leur but : faire adopter définitivement la directive européenne interdisant la publicité pour les produits du tabac dans la Communauté, où le nombre des décès liés au tabac est estimé à 450 000 par an. L'examen du texte, adopté en première lecture par le Parlement européen le 11 février (le Monde du 13 février), avait été ajourné par le conseil des ministres de la santé de la Communauté le 15 mai dernier, cinq pays s'y opposant ou hésitant. La proposition est à nouveau à l'ordre du jour du conseil du 13 novembre.

Après Londres, La Haye, Bruxelles, Copenhague, Bonn et Athènes, et avant Madrid et Dublin, M^{me} Ellen Brubaker et Janet Sackman se sont arrêtées à Paris, lundi 5 octobre. La première était la compagne de Wayne McLaren, le cow-boy de la publicité Marlboro décédé le 22 juillet dernier d'un cancer du poumon. La seconde avait posé dans sa jeunesse pour deux marques de cigarettes, fumé pour son travail, elle subissait une ablation du larynx.

L. F.

(1) Sondage CFES-Ulmscopie réalisé en mars 1991 auprès de 1 000 jeunes âgés de douze à dix-huit ans et de 1 022 adultes de dix-huit ans et plus.

Depuis 1894
DE LA SIMPLE RETOUCHE
AU PLUS BEAU VÊTEMENT
avec la garantie
d'un grand maître tailleur
A qualité égale, nos prix sont les plus bas.
LEGRAND Tailleur
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra
Téléphone : 47-42-70-81.
Du lundi au samedi de 10 h à 18 h

Combats entre Kurdes de Turquie et d'Irak

Dans le nord de l'Irak, sept militants du Parti des travailleurs du Kurdistan turc (PKK) ont été tués dans des combats qui les ont opposés aux peshmergas, les combattants kurdes irakiens, a annoncé lundi 5 octobre, à Ankara, M. Serdijil Kazaz, agent de liaison en Turquie de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) dirigée par M. Jalal Talabani. Peu auparavant, un responsable de l'autre mouvement kurde irakien, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de M. Mas-

soud Barzani, avait indiqué que les peshmergas avaient lancé une opération d'envergure contre les bases du PKK dans la région de Hakourî (qui fait face à celle de Sendinli en territoire turc), de Haftanin (près de Zakho) et de Bostan. Il a précisé que cette initiative avait pour but d'arrêter les activités militaires du PKK qui, à partir du territoire irakien, visent les postes frontaliers de la gendarmerie turque le long de la frontière entre la Turquie et l'Irak. - (AFP)

DÉBATS

République : « A l'épreuve du bicentenaire », par Serge Berstein ; « Retour aux sources », par Georges Sarre ; « Un malentendu tri citoyen », par Evelyn Plesier. 2

ÉTRANGER

Russie : M. Eltsine annonce des corrections aux réformes... 3
M. Lesent Meri, nouveau président de l'Estonie... 3
La construction européenne : M. Major rentre dans le rang communautaire... 4
Etats-Unis : une défaite politique pour M. Bush... 4
Angola : le chef de l'UNITA ne veut pas reconnaître ses défaites électorales... 5

POLITIQUE

L'examen de l'Assemblée nationale de la réforme de la procédure pénale... 6
Les socialistes et le bon usage de l'adversaire... 7

SOCIÉTÉ

Justice : l'avocat général demande la réclusion à perpétuité pour le « trio à la 205 rouge »... 8
L'accident de l'avion-cargo d'El Al aux Pays-Bas... 9
Diagonales, par Bertrand Poirot-Delpech... 9

SCIENCES • MÉDECINE

Un siècle de tremblements : Le séisme tel qu'on en parle... 10
Les ferailleurs du nucléaire : « Deux ou trois choses que je sais d'eux », par le docteur Francis Curat et la recherche au microscope... 11 à 13

CULTURE

Audiodisual : la Vidéotheque change de tête... 14

Arts et spectacles :
Depardieu en Christophe Colomb
Au moment où les fêtes célébrant le cinquantième centenaire de la découverte de l'Amérique se multiplient avec, au Musée de l'homme, un panorama des civilisations amérindiennes, 1492, Christophe Colomb, le film de Ridley Scott, sur les écrans. Dans le rôle-titre, Gérard Depardieu, qui, depuis dix ans, affectionne les héros historiques, légendaires ou littéraires.

Cinéma : The Long Day Closes, de Terence Davies... 14
Légendes de la forêt viennoise, de Odon von Horvath... 15

ÉCONOMIE

La crise des places boursières et financières... 17 et 18

COMMUNICATION

La fusion de la Cote d'Azur et de la Tribune de l'Expansion... 18

MONDIAL DE L'AUTOMOBILE

L'alliance Renault-Volvo est-elle irréversible ?, affirme M. Louis Schweitzer... 19

INITIATIVES

■ Dossier : les embouteillages du travail
■ Finances : les gestionnaires du patrimoine
■ Échanges : les spécialités des militaires
■ Flexibilité : les flux tirés de l'Oréal
■ Tribunes : la harcèlement des télécommunications, par Yves Lasfargue... 25 à 40

Services

Abonnements... 2
Annonces classées... 18
Carnet... 22
Marchés financiers... 20-21
Météorologie... 23
Mots croisés... 22
Radio-télévision... 23
Spectacles... 16

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un cahier « Initiatives »

folioté de 26 à 40

Le numéro du « Monde » daté 5 octobre 1992 a été tiré à 514 551 exemplaires.

INITIATIVES

UNE fois n'est pas coutume, l'origine de ce dossier mérite une explication. Elle est venue d'une idée toute simple : s'il y a des « faux » chômeurs, comme le prétend trop souvent le Café du Commerce, il doit bien y avoir des « faux » travailleurs dans les entreprises. C'est-à-dire des salariés qui ne font rien, ou presque.

A peine exposée, cette réflexion en forme de boutade fonctionna comme la boîte de Pandore. Bien sûr que cela existait, puisque chacun avait un ou des exemples en tête. Mais, alors que la liste s'allongeait, détaillant les cas de figure possibles, survint une interrogation : fallait-il jouer les délateurs et proclamer que le monde du travail, malgré le chômage, sait encore cacher ses tire-au-flanc ? En guise de riposte, il fut admis que, de même que tous les chômeurs ne peuvent être assimilés à d'anciens « mauvais », ainsi punis, tous les salariés n'étaient pas nécessairement des « bons », authentifiés par l'emploi. Fatalement, l'inverse devait aussi se produire dans les deux sens, sauf à imaginer une société où les travailleurs sont à leur poste et les feignants appelés, tôt ou tard, à pointer à l'ANPE.

Une constatation, cependant : de restructuration en introduction des nouvelles technologies, ces pratiques douteuses reculent, mis à part dans les sociétés qui, faute de préparation, voient grossir les rangs de ceux qui sont inaptes à la modernisation. Cela appartient plutôt au passé et, d'ailleurs, sans qu'il faille y voir une marque d'infamie, correspond à un sens de la solidarité ouvrière tel qu'il a longtemps survécu dans les grands ensembles industriels. Dans les années 80, la fermeture de sites sidérurgiques ou de chantiers navals a révélé l'importante proportion de « bras cassés », « handicapés du coude », qui s'y trouvaient « planqués », selon la métaphore de l'ancien-syndicaliste-devenu-préfet-puis-ministre Jacques Chirac. Mais encore faut-il en comprendre les raisons. Dans ces cathédrales de la mono-industrie, les équipes, avec la complicité de la hiérarchie intermédiaire, s'efforçaient de dissimuler les défaillances passagères ou fréquentes. Les tâches étaient parfois accomplies par d'autres, dans l'atelier, au nom d'une morale commune. Et il arrivait que les directions, conscientes de leur poids sur l'emploi local, fermaient elles aussi les yeux.

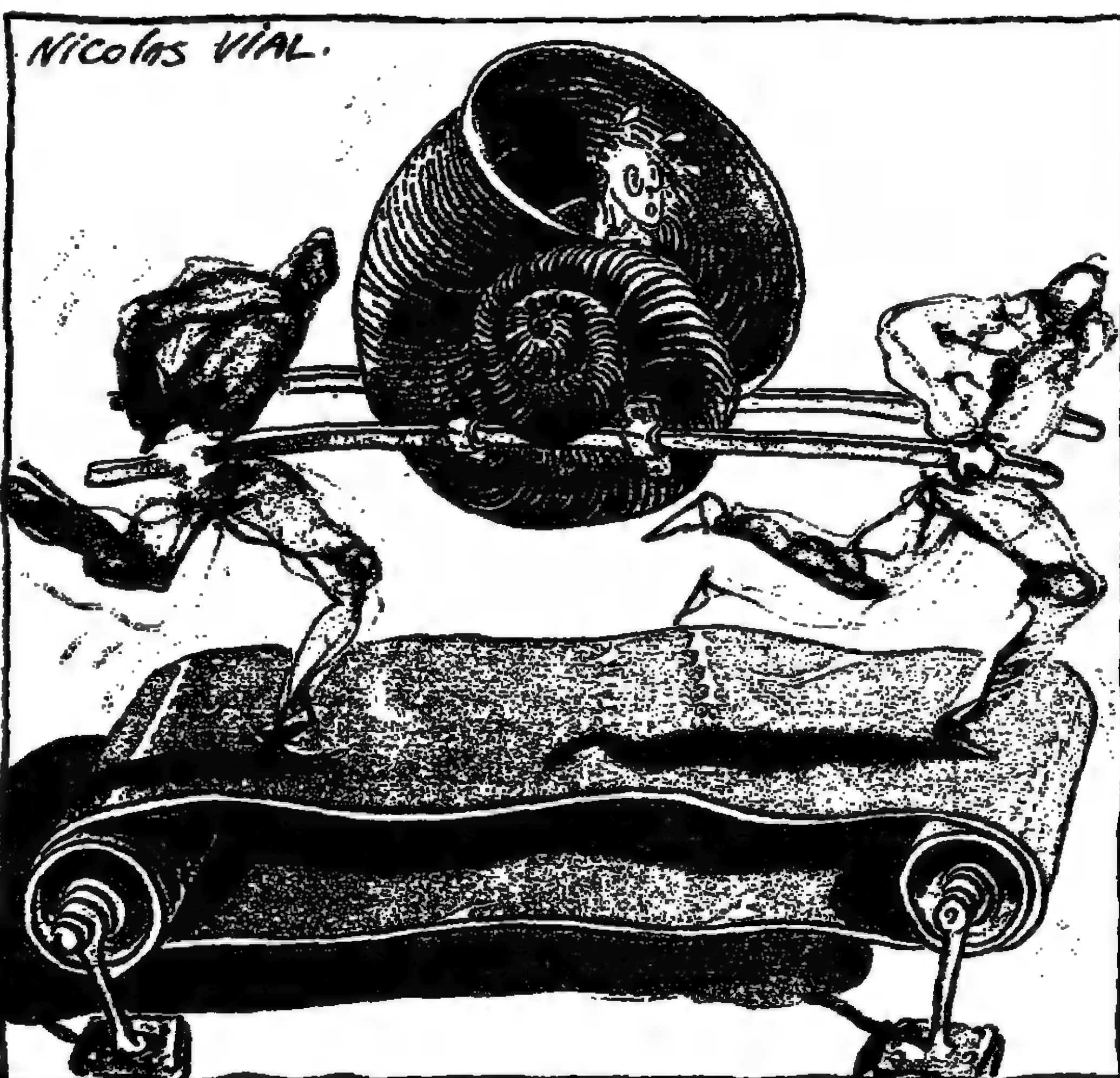
A y bien regarder, qui, dans sa propre entreprise, n'a pas été coincé par un tel dilemme ? Quand on se refuse à précipiter le licenciement de celui qui traîne les pieds, on n'agit pas différemment, quitte à ce que son inertie permanente alimente la moindre des conversations avec un collègue. Ici ou là, surtout de façon implicite, une collectivité de bureau supporte des manquements graves, et ce, pendant des années, parce que, de l'employé au cadre et quelquefois jusqu'au patron, tout le monde a conscience qu'une rupture du contrat de travail entraînerait un drame personnel, voire la mort. Ainsi, dans une association, le personnel s'exprima par vote avant de décider de soutenir une jeune femme, en dépression nerveuse, tout en sachant qu'il s'engageait dans une longue aventure. Ailleurs, un silence respectueux s'imposera, entre la mansuétude et la commisération, au nom d'un passé plus glorieux ou du respect dû à une souffrance personnelle. Il semble bien alors que, dans le comportement de l'autre, chacun lise un sort qui peut le menacer.

En revanche, les premiers temps passés, les critiques se font plus sévères à l'égard de ceux qui sont dans un placard – de moins en moins

RE
M
E
M
O
I
R
E

Les embusqués du travail

Malades, rétifs à la modernisation, « placardisés », certains salariés ont une plus faible productivité que les autres



nombreux, il est vrai – et qui s'y cramponnent. Mais s'il y a une catégorie que tout le monde déteste profondément, c'est bien celle, rare heureusement, des paresseux notoires qui, précisément, utilisent tout leur temps libre pour se faire valoir. Un comble, qui les conduit pourtant de poste en poste jusqu'à des sphères élevées ou très protégées où ils peuvent enfin laisser s'épanouir leur vrai talent, celui de ne rien faire. On objectera que tant d'obstination feinte vaut non seulement récompense, mais suppose de s'y consacrer à chaque instant, en professionnel, mais tout de même !

Au fond, cette énumération ne contient pas que des exemples scandaleux. Elle correspondrait plutôt à ce qui constitue la vie quotidienne, malheureusement, et donnerait finalement aux entreprises ce visage humain qu'elles disent chercher à avoir. Ce qui n'est ni glorieux ni insupportable. Cas sûrement unique, la RATP

va jusqu'au bout de la logique et a bâti un programme pour tenter de réinsérer ses agents perdus, de leur fait, ou abîmés par leur travail. Elle traite le sujet en considérant qu'il fait partie des missions de l'entreprise. Certaines autres, qui n'ont pas élaboré de politique particulière, n'en font pas moins des efforts de même nature et admettent, certes difficilement, qu'elles conservent un petit quota de ces « inadaptés ». Ce faisant, les uns et les autres assument une fonction sociale, pour de multiples raisons. Est-ce illogique ? Après tout, les grandes opérations de conversion ne réussiraient pas si elles portaient seulement sur les cas difficiles. Il faut bien que l'entreprise d'origine en garde sa part. Et puis, si l'on continue de rêver du plein emploi pour tous, les « embusqués » du travail doivent aussi avoir une place.

Alain Lebaube

■ Les grandes restructurations

Les leçons des secteurs qui ont beaucoup licencié
par Catherine Leroy

■ Le confort des sureffectifs

Les flots qui ont résisté aux restructurations
par Valérie Devillechabrolle

■ Variantes

Les différentes sortes d'embusqués du travail
par Françoise Chirot

■ Les placards

Une grande spécialité des chaînes de télévision
par Cécile Darto

page 26

■ Les inaptes de la RATP

Un système de reconversion pour ceux qui doivent changer de poste
par Marie-Béatrice Baudet

■ Les naufragés de l'atelier

Dans les usines, la solidarité continue de jouer
par Marie-Claude Reibeder

■ La double vie de Jean-Pierre

L'itinéraire sophistiqué d'un « paresseux »
par Liliane Delwasse

page 27

FINANCES

□ Les gestionnaires de patrimoine

ÉCHANGES

□ Les spécialités des militaires

REXIBILITÉ

□ Les flux tirés de L'Oréal...

page 28

TRIBUNE

□ Le harcèlement des télécommunications
par Yves Lasfargue

page 29

L'EMPLOI EN RHÔNE-ALPES

OPÉRATION SPÉCIALE
OFFRE D'EMPLOIS

Le 13 octobre (daté 14) dans

Le Monde

INITIATIVES

TECHNICIENS SUPÉRIEURS
devenez

INGÉNIEURS DIPLÔMÉS
EN TÉLÉCOMMUNICATIONS
PAR LA FORMATION PROMOTIONNELLE

A

TELECOM
BRETAGNE

■ admission sur dossier : DUT, BTS, DEST CNAM ou diplôme équivalent en électronique, informatique, mesures physiques + 3 ans d'expérience professionnelle

■ durée de la formation : 30 mois (congé individuel de formation)

■ début des cours : avril 1993

■ inscription : avant le 31 décembre 1992

■ pour tous renseignements :

Jacques LE ROY - Tél. : 98 00 13 30
TELECOM BRETAGNE - BP 832 - 29285 BREST CEDEX

Les grandes restructurations

Elles ont révélé et mis fin aux petits emplois souvent occupés par des cas sociaux

LES grandes restructurations dans les mines, la sidérurgie, les chantiers navals ont fait sortir au grand jour une couche sociologique un peu particulière et encore jamais répertoriée comme telle : celle des « faux travailleurs ».

Brusquement, on s'est rendu compte qu'une frange de salariés - 5 %, 8 % ou 10 % des effectifs, personne ne le sait réellement - était payée... à ne rien faire, ou presque. Alcooliques, déprimés, cas sociaux ou tout simplement fumeurs, ces salariés protégés par le groupe se sont retrouvés du jour au lendemain sommés d'aller vendre ailleurs ce qui pouvait leur rester de force de travail.

Comment en est-on arrivé à cette situation ? Dans la sidérurgie, comme dans d'autres secteurs d'ailleurs, l'entreprise avait une fonction sociale. Autrefois, on était mineur ou sidérurgiste de père en fils. C'était une tradition familiale. Et l'usine, engoncée dans un paternalisme de bon aloi, l'admettait fort bien, quitte à être peu regardante sur les capacités de travail de la jeune recrue.

« À l'époque, il y avait beaucoup de petits emplois. On considérait que ces personnes pouvaient toujours « rendre des services ». Au début cela marchait bien, et puis la situation se dégradait de plus en plus. Le contremaître fermait les yeux en sachant que s'il signalait le cas à la direction le

salarié se retrouverait à la porte sans grand espoir de retrouver un autre emploi », explique le docteur Jean-Marie Poncin, coordinateur de la politique de santé au travail du groupe Usinor-Sacilor. « Cela n'explique pas tout », objecte Michel Bove, directeur de la reconversion en Lorraine du groupe Usinor-Sacilor en 1985-1988. « Cette tolérance était également un moyen de « tenir » les syndicalistes. Quand un cégéliste commençait à devenir méchant, on lui parlait de la situation de son frère alcoolique. Lorsque les conflits devenaient durs, la direction faisait savoir qu'il pourrait y avoir une reprise en mains. » Donnant donnant.

Visites chez le coiffeur

Pendant des années, ce système a fonctionné cabine-cabine. Et tout à coup, lorsqu'il a fallu réduire les effectifs de 60 %, ces centaines de « planqués » ont été passés en première ligne. « À Gandrange, Rombas, Neuves-Maisons et ailleurs, il a fallu liquider en priorité ceux qui ne produisaient pas. Cela a été terrible », relate Michel Bove.

Dans certaines entreprises, on a cependant essayé de limiter la casse, si l'on en croit Jean-Marie Bastien, directeur des ressources

humaines de Sollac-Florange : « Pour éviter la tentation aux chefs de service de se débarrasser systématiquement de leurs cas sociaux », explique-t-il, la direction s'est réservée un droit de veto sur les « désignés ».

Sur les 617 inscrits, environ 5 % en ont bénéficié. Il n'en reste pas moins que les cellules de conversion ont vu arriver dans leurs locaux bon nombre de cas sociaux qui leur restaient sur les bras quand les autres arrivaient à retrouver vaille que vaille un emploi. Certes la CGPS (convention générale de protection sociale), en faisant partir les cinquante ans et plus, a permis d'évacuer en douceur un certain nombre de « déficients », mais elle ne règle pas le problème dans son intégralité. Pour remettre dans le circuit du travail les gens souffrant de désordres personnels, il fallut déployer des trésors d'ingéniosité.

« Nous avons tenté d'adapter le système aux besoins des individus et de ne pas répondre à des catégories, quitte à investir en temps et en argent davantage sur les cas difficiles », indique Guy Royon, responsable de l'opération reconversion de la Normed. Nous avions comme objectif qu'il ne reste pas une personne en route. En fait, nous avons eu 9 % d'échec. Cures de désintoxication, suivis psychologiques, les équipes de reconversion n'ont

pas lésiné sur les moyens. Dans certains cas, il a fallu commencer par réapprendre aux salariés en reconversion à se réapproprier leur corps. « Avec des gens de l'éducation nationale, des GRETA, on s'est posé la question : qu'est-ce qu'ils ont de valorisant ? La réponse a été : leur propre corps. On a donc monté des modules spéciaux basés sur des exercices physiques. Ceux-ci ont permis à chacun de se déterminer. Ou ils étaient physiquement cassés, et dans ce cas-là il fallait qu'ils partent dans les filières sanitaires ou sociales, ou ils avaient juste du brouillard dans la tête et il fallait tout faire pour l'en chasser », relate Michel Bove. Puis il fallut recycler les salariés dans les PME locales. Mais beaucoup revenaient dans la cellule de reconversion après quelques semaines d'expérience, et il fallait tout recommencer. Ainsi cet ancien chef d'équipe de la Sollac, qui reconnaissait qu'il ne faisait plus grand-chose dans l'entreprise depuis des années, a bénéficié d'un quasi-maternage : cure de désintoxication, visites chez le coiffeur.

Tous ces efforts ont fini par être récompensés. Après quatre ou cinq échecs, notre homme s'en est sorti. Il exerce de nouveau ses fonctions de chef d'équipe. Mais pour ces réussites, combien d'échecs ?

Catherine Leroy

Le confort des sureffectifs

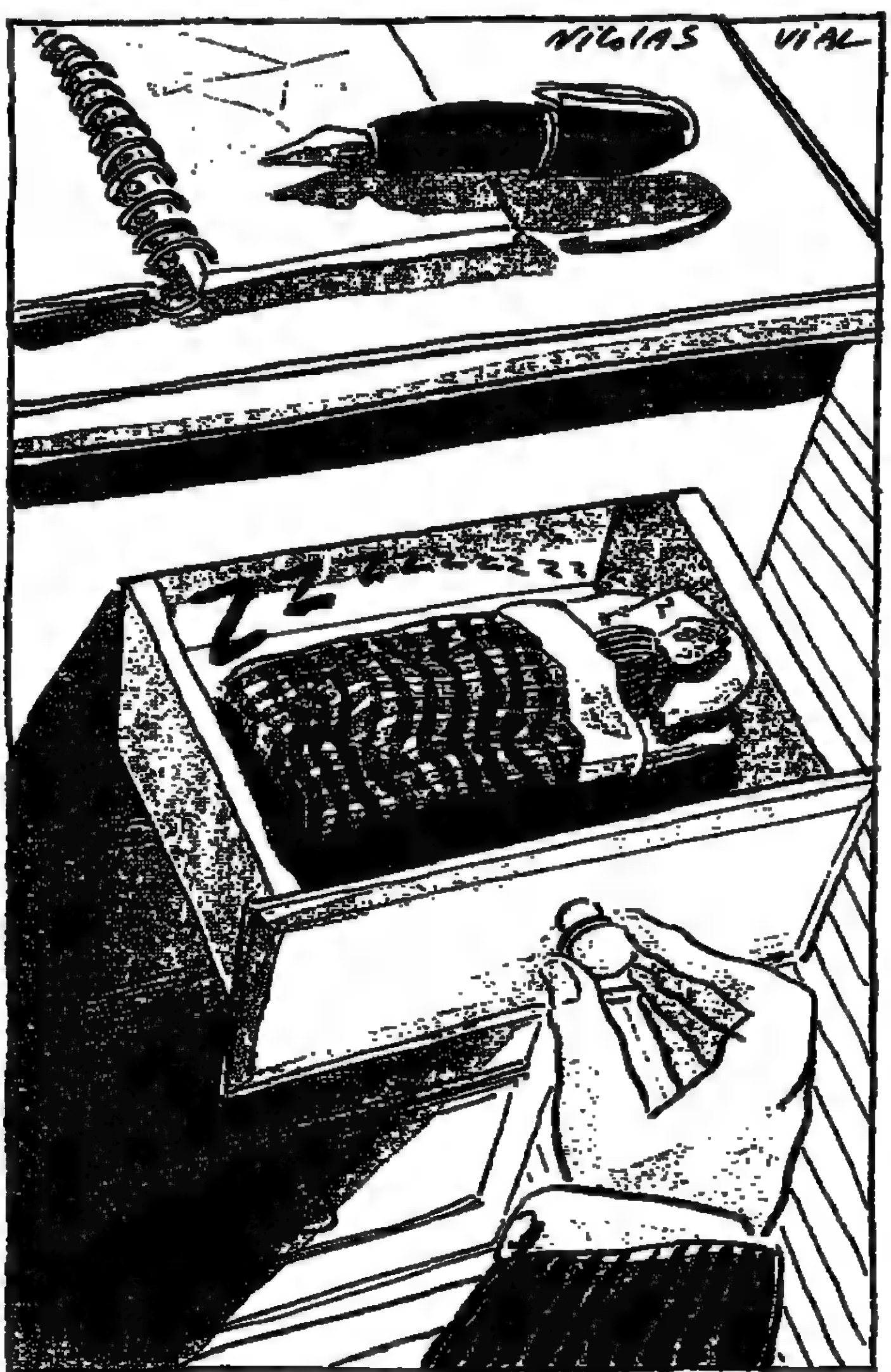
Rares sont les secteurs qui ont encore les moyens d'abriter des personnels « sous-occupés » ou « mal occupés »

« NOMBRE de gens continuent de croire que, du moment qu'ils sont occupés, ils travaillent ! » Las ! à l'heure où les entreprises recommencent à licencier, le risque de voir ces « occupations » se révéler brutalement inutiles augmente. D'autant que le carré d'entreprises ou de services ayant une organisation suffisamment opaque pour abriter des personnels « sous-occupés » ou « mal occupés » a plutôt tendance à se réduire.

Les restructurations du début des années 80 ont contraint les entreprises industrielles à mettre en place une production des plus efficaces pour survivre, et d'où ont été impitoyablement éliminés tous les salariés surnuméraires. Toutefois, les réorganisations actuelles tendant à autonomiser les centres de production « révèlent un certain nombre de fausses barbes au sein des hiérarchies intermédiaires », reconnaît Jean-François Dumortier, directeur de la division conseil de la CEGOS. Responsables de la centralisation et de la transmission des informations entre la direction générale et les centres opérationnels, ces hiérarchies se retrouvent brutalement sans grande utilité dans le nouveau schéma.

L'introduction de l'ordinateur

Les services périphériques de cette production n'ont pas toujours connu une cure d'amalgamisation aussi sévère. Ainsi, services généraux ou administratifs, centres de formation et autres bureaux d'études de ces sociétés industrielles ont même



parfois eu tendance à se gonfler, ne serait-ce que pour adoucir le choc de ces plans sociaux. Afin d'éviter de rendre leur situation trop criante, ces équipes en sur-

nombre se sont même parfois générées un travail purement artificiel. L'informatisation a également mis en lumière la soudaine inutilité de nombreux emplois.

L'introduction de l'ordinateur a, par exemple, permis à la Caisse nationale d'assurance-maladie de réaliser plus de 50 % de gains de productivité en moins de dix ans par le seul non-remplacement des candidats au départ. Mais « cette informatisation », relève Jean-François Dumortier, n'a pas toujours été poussée jusqu'au bout de sa logique. Et ce, que ce soit dans le souci de préserver l'emploi ou

par l'absence d'analyse des conséquences qui résulteraient de cette modernisation.

Des services administratifs d'entreprises du secteur tertiaire (banques, assurances, transports publics) vivent ainsi dans des tâches d'exécution susceptibles d'être informatisées du jour au lendemain. C'est, par exemple, le cas des employés du back-office bancaire chargés de finaliser les opérations réalisées par les commerciaux. Reste à savoir, s'interroge Jean-Alain Baup, directeur de Leroy Consultant, si les directions de ces entreprises disposeront du temps et des moyens nécessaires pour reclasser ce personnel fragilisé avant que la sanction du marché ne rende inévitables les plans sociaux.

L'empilement des missions

Dernier endroit où l'on a coutume de penser, vu de l'extérieur, que le travail s'apparente à une vulgaire occupation : la fonction publique. Il arrive, certes, de voir la désorganisation et la démotivation des agents de certains services défrayer la chronique, mais il ne s'agit là que de cas extrêmes. Car dans la plupart des services extérieurs de l'Etat, qui emploient 98 % des fonctionnaires, la tendance est plutôt au débordement en raison de l'empilement des missions. De même les occupants de « placards » relèvent-ils du phénomène marginal. Reste que l'organisation même du travail de la fonction publique d'Etat peut être globalement remise en question.

Que penser, en effet, lorsqu'un ministre, sous le coup d'une actualité particulière (grève, accident, scandale...), fait travailler en urgence durant des centaines d'heures des centaines de personnes pour élaborer une mesure qui ne verra peut-être jamais le jour. A l'heure où l'Etat se penche sur ses missions, la transformation de l'urgence en méthode de travail donne matière à réflexion.

Valérie Devillechabrolle

Variantes

« Ex-ss-pé-ran-te » la sonnerie du téléphone un samedi matin alors que, les enfants envoyés à l'école, vous pouvez enfin profiter d'une matinée sans précipitation. Mais pourquoi ce collègue vous appelle-t-il justement à ce moment-là alors que vous êtes restée à votre bureau la veille jusqu'à point d'heure ?

Il est vrai qu'il fait partie de ces fantasistes qui ont pour système de travailler à contretemps... plutôt moins que les autres. Ils visitent des expositions et vont au cinéma lorsque les autres bataillent avec leurs téléphones et épluchent leurs dossiers. En revanche, tous les samedis vers 18 heures, ils sont capables d'inventer une invraisemblable histoire pour appeler au domicile de leur chef de service. Autant de comportements qui leur valent la double réputation de « barjos » et de « tire-au-flanc » et de la part de leurs collègues des sentiments qui vont de l'exaspération à la compassion. Car peut-être ne font-ils ainsi que cacher un grand mal de vivre ?

Plus nuisibles sont ceux qui ont l'art de ne faire que ce qui se remarque... de le faire remarquer. La moindre tâche, habituellement réalisée par le commun des autres collaborateurs, prend subitement des allures d'exploit. Au lieu de s'y atteler discrètement et normalement, il ou elle « agit de l'air », interroge alentour, exige de l'aide, prend des airs importants et préoccupés. En pratiquant cet art de la valorisation personnelle, on ne se fait pas que des amis parmi ses collègues mais, en revanche, on est souvent bien noté par sa hiérarchie. Certains ont ainsi mené

de « brillantes » carrières qui étonnent encore ceux qui les ont côtoyés de près.

Dans le genre débordé et insaisissable, on trouve aussi le spécialiste des missions transversales ou des études à long terme. Impossible de savoir exactement sur quoi il travaille, ni quand cela aboutira, mais une chose est sûre : il va de rendez-vous en rendez-vous et il n'a pas un instant à vous consacrer... Une variante de ce comportement est celle de la force d'inertie : l'adapte de ce système ne refuse pas d'exécuter telle ou telle tâche, mais simplement, il ne la réalisera jamais. Et si quelqu'un lui fait des remontrances, il sait garder son calme et attendre que l'orage passe.

Les « planqués du boulot » ne recourent pas toujours à des méthodes aussi sophistiquées. La plupart se contentent de ne pas faire la différence entre leur bureau et leur appartement. Ils ou elles sont pendus au téléphone pour prendre des nouvelles de leur vieille tante malade, vérifier que les petits sont bien rentrés de l'école, appeler copains et copines pour organiser le prochain week-end. Sur leur bureau, la bouteille de vernis à ongles voisine avec un cahier de mots croisés ou les pronostics du tiercé. Sans compter le petit café de 11 heures et l'art de se perdre dans les couloirs à chaque fois qu'il faut faire une photocopie. Côté horaires, ils savent admirablement appliquer le précepte suivant lequel « il faut arriver tard, au moment où le patron s'en va en réunion ou en rendez-vous, sinon il a le temps de vous convoquer ».

Françoise Chivot

Les placards

L'exemple de la télévision en dresse quelques portraits

IL préfère se taire et compter les jours. Car si l'opposition gagne les élections législatives, ce haut fonctionnaire espère bien sortir de son placard. En tout cas, il s'y prépare, en prenant un « air doux et modeste ». Dans les entreprises privées, la pratique du placard a presque disparu avec la crise actuelle qui ne permet plus aux directions de payer des gens à ne rien faire ou pour des missions bidons. « Aujourd'hui, quand un cadre déçoit, quels que soient son âge et ses relations, il doit partir », affirme Pierre Vial, secrétaire général adjoint de l'UCC-CFDT.

Le terme de placard, au sens de mise à l'écart provisoire, daterait des débuts de l'audiovisuel de l'après-guerre, estiment Pierre Zimmer et Jean-Pierre Louison, dans le *Guide du placard* (Seuil). L'instabilité gouvernementale de la IV^e République influe alors sur la cote des journalistes politiques. Aussi, plutôt que de les licencier le jour où ils déplaissent, la RTF préfère les garder en réserve pour l'avenir. Aujourd'hui les placards existent toujours mais ils sont plus rarement politiques.

Le cas de France 2 est sans doute le plus intéressant. Exemple : pendant la cohabitation, Claude Sérillon, dont la liberté de ton éternait profondément le RPR, s'est vu retirer la présentation du journal de 20 heures, qui obtenait pourtant un taux d'audience égal à celui de TF1. Plus récemment, en pleine guerre du Golfe, Dominique Pradalié est « débarquée » de la rédaction en chef des journaux du week-end. Elle avait invité, en accord avec sa hiérarchie, l'écrivain Roger Garaudy, qui avait dénoncé « la nouvelle guerre coloniale » menée par les alliés. « J'ai essayé de faire mon métier en respectant le pluralisme des opinions », explique-t-elle. Cela a déplaît, à un moment où tout le monde devait être dans la ligne.

Le cas de Daniel Bilalain est plus complexe. Le 3 décembre 1991, dans son émission « Mardi soir » consacrée à l'extrême droite, il invite, entre autres, des néo-na-

zis et des skinheads, dont les propos violemment racistes font débiter le débat. L'émission a été faite en plein accord avec la direction générale, a toujours affirmé Daniel Bilalain. Mais elle provoqua par la suite des réactions d'indignation, en particulier d'un sénateur et de ministres. L'émission sera alors suspendue. En fait supprimée. Dix mois plus tard, Daniel Bilalain, toujours au placard, n'a pas encore digéré d'avoir servi, selon lui, de bouc émissaire. « Le président Bourges m'a lâché. Il faut savoir assumer une émission ou alors on ne la programme pas ».

Depuis la rentrée, la valse des présentateurs de France 2 mais aussi des chroniqueurs, chefs de service et rédacteurs en chef, bat son plein. Des journalistes issus de France 3 et de l'ex-Cinq remplacent leurs confrères de France 2. Ce jeu de chaises musicales a toujours été utilisé à la télévision, que ce soit pour remonter une audience, lancer une nouvelle formule ou encore lorsqu'un nouveau directeur de l'information a voulu imprimer sa marque. Parmi ceux qui ont dû laisser leur place, certains ont retrouvé une nouvelle affectation, d'autres pas, et gardent en mémoire le plan social de l'an dernier qui a supprimé quarante-sept postes de journalistes. Evidemment l'ambiance n'est pas à la franche camaraderie, d'autant que souvent ceux qui se retrouvent au placard ont appris la mauvaise nouvelle « dans les couloirs ». Etre chèrement payés à ne rien faire ne les console pas. Aussi se sentent-ils victimes de critères qui n'auraient rien à voir avec le professionnalisme. Les uns dénoncent, à tort ou à raison, « une reprise en main politique de la rédaction » en vue des législatives, les autres parlent de nominations par copinage qui « interdisent toutefois pas au bénéficiaire d'avoir du talent. Faut-il pour autant traiter « sans respect de leur dignité » ceux qui, hier encore, étaient des divas et le seront peut-être à nouveau demain ?

Cécile Darto

OVA'O
Stratégie et développement d'image de marque

STRATÉGIE DE MARQUE
ETUDE DE POSITIONNEMENT
EXPERTISE ET DÉPÔT JURIDIQUE
CRÉATION DE NOM DE MARQUE
CRÉATION D'IMAGE DE MARQUE
LIFTING D'IMAGE INSTITUTIONNELLE
DÉVELOPPEMENT DE PRODUITS
CRÉATION PACKAGING ET DESIGN
SÉMINAIRES DE FORMATION I.E.M.
Tél. (1) 40 28 00 92



مذاع من رايه

du travail

Variantes

INITIATIVES

Le Monde • Mercredi 7 octobre 1992 • 27

DOSSIER • Les embusqués du travail

Les inaptes de la RATP

Un système de reconversion est mis en place pour requalifier les déclassés

C'est qui frappe d'abord, c'est le chiffre : chaque année, la RATP déclare 200 agents « inaptes ». Ce mal frappe environ 5 % de ses salariés, soit 1 850 personnes. L'explication est vite donnée. La Régie est une de ces entreprises dont l'essentiel des emplois (plus de 65 %) sont dits « de sécurité » : conducteurs de bus, de métro, de RER, agents de station qui doivent intervenir vite en cas de panne du matériel électrique. Pas question, donc, d'avoir des problèmes de vue, d'ouïe, un cœur fatigué ou d'avouer un penchant trop prononcé pour l'alcool. Sans parler, bien sûr, des maladies professionnelles comme la dorsalgie, tassement des vertèbres qui a stoppé bien des conducteurs de bus au cours de leur carrière.

Pour la RATP, lutter contre l'inaptitude relève de la stratégie d'entreprise. Il faut l'entendre ainsi depuis la prise en charge du problème par Alain Henrion, chargé de mission au département politique et relations sociales. Auparavant, le phénomène était traité de manière passive. L'écrasante majorité des agents « tombés inaptes », selon le vocabulaire maison, avaient vingt ans d'ancienneté et attendaient tranquillement l'âge de la retraite en occupant des emplois spéciaux : classement du courrier, huissiers d'âge.

Aujourd'hui, le décor a changé et appelle des mesures appro-

priées : « Nous assistons, explique Alain Henrion, à une transformation de la population. L'inaptitude touche en priorité les jeunes, dont le plus grand nombre n'a que six à huit ans de service. » Le diagnostic change aussi. Si l'alcool était le phénomène prépondérant il y a dix ou vingt ans, ce n'est plus le cas aujourd'hui.

Les jeunes agents, confrontés à des horaires difficiles pour leur vie de famille ou à la mauvaise humeur des usagers, s'angoissent. La solution passe par une politique de reconversion. Initiative qui, dans l'ensemble, est plutôt bien accueillie par les partenaires sociaux : « Donner une seconde chance à quelqu'un qui ne peut plus faire son métier d'origine va dans le bon sens », reconnaît Alain Bourdon, secrétaire général du syndicat CFDT-RATP.

ment et sécurité, de laisser les agents sur le terrain en leur confiant une mission d'aide à l'exploitant et aux voyageurs. Une mission relationnelle et conviviale qui doit être un sas réservé aux volontaires avant une reprise d'emploi.

Deuxième axe : la requalification proprement dite vers des emplois directement liés à la production. « Nous avons nos propres centres de formation, poursuit Alain Henrion, où sont réalisés des bilans professionnels d'évaluation et d'orientation. Depuis le début de l'année 1991, 191 agents ont bénéficié d'un entretien ; 98 d'entre eux ont accepté de se reconvenir et 73 sont entrés dans un cycle de formation, dont 4 seulement dans le tertiaire. »

Rendre cette mobilité professionnelle effective - le pari d'Alain Henrion - passe par le décloisonnement des métiers. La question était cruciale pour les conducteurs de bus, qui constituent 60 % du bataillon des inaptes. Dans le bus, contrairement au métro, un seul métier. En changer impliquait, jusqu'à maintenant, si on n'avait pas quinze ans de métier, une régression dans le salaire. Ce n'est plus le cas aujourd'hui grâce au parcours professionnel décloisonné et à la gestion prévisionnelle de l'emploi.

Le décloisonnement des métiers

Marie-Béatrice Baudet

La double vie de Jean-Pierre

Fayotage et camouflage sont les deux secrets de son succès. Jean-Pierre s'inquiète : « Vous êtes sûr qu'on ne me reconnaîtra pas ? Avec mon ancienneté... Les jeunes n'ont rien dit. Ils sont terriblement sérieux, les jeunes. » Jean-Pierre a commencé sa vie glorieusement, en intégrant une grande école. Quand l'heure vint de « perdre sa vie à la gagner », selon son expression favorite, il se présenta dans les entreprises où ses parrains avaient l'air de trouver leur bonheur. Il fit un bref séjour dans une banque et, au bout de trois semaines, il décida que le costume trois pièces ne lui allait pas et que le port de la cravate l'étouffait sans propre et figuré du mot. Il fut alors embauché dans une agence de publicité : ses dons pour le dessin, sa passion des voyages à pied, son allure baba-cool, son blouson de cuir et ses bottes western, tenue inaccoutumée pour un polytechnicien, avaient séduit un patron peu habitué à des diplômés aussi brillants.

Au départ, il n'y avait pas chez Jean-Pierre une volonté délibérée de tirer au flanc. Ce fut lorsque son fils aîné Annibal refusa tout net d'aller à l'école que Jean-Pierre changea sa philosophie de la vie. Il se passionna alors pour les problèmes pédagogiques ; étudia soigneusement tous les autres systèmes et finit par trouver

une solution simple : fonder sa propre école et y assurer le maximum de présence pour le plus grand bonheur d'Annibal.

Le bureau du patron et la cafétéria

« J'ai trouvé des locaux à trois stations de métro de l'agence. Une fois l'intendance assurée, la rentrée scolaire passée, les inscriptions bouclées, il fallait « sécher » l'agence trois fois par semaine de 11 heures à 13 heures, pour donner des cours de maths et de sciences. Je me débrouillais pour passer un grand moment tôt le matin dans le bureau du patron, histoire de montrer que j'arrivais le premier. Je filais à la cafétéria et chez les secrétaires, je traînais des heures à l'accueil, dans les couloirs, pour que tout le monde me voie. J'avais un mot aimable et bruyant pour chacun. Quand on me cherchait, les gens disaient : « Il ne peut pas être loin. » Jean-Pierre parlait de la nécessité d'aller se ressourcer dans la rue, d'aller à la pêche aux idées sur le terrain, de humer l'air du temps, de contempler les affiches, les images. Le leitmotiv c'était : « Jean-Pierre, c'est un bohème, un esprit libre. »

Parfois, il s'éclipsait, ostensi-

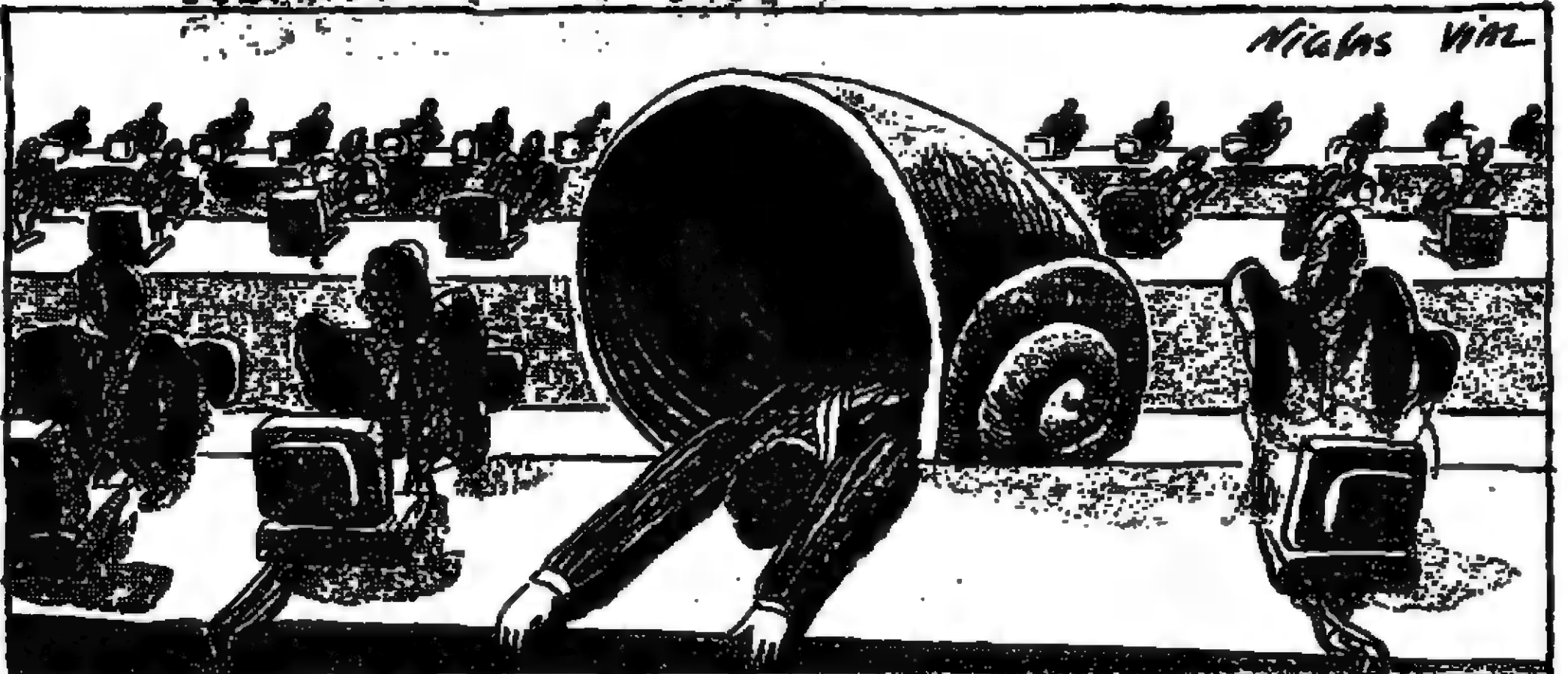
blement, en prétextant un rendez-vous avec un client. A son retour, il fulminait : le client l'avait fait poireauter, ou encore, il s'emportait : ce type était un nul, un minable. Ou on ne lui demandait plus jamais de travailler avec des gens pareils. « L'essentiel, c'était de rentrer à l'agence en courant vers 14 heures. 14 h 30, un sandwich entamé à la main, en maugréant que, dans ce foutu métier, on n'avait même pas le temps de déjeuner. » Autre système efficace : débouler, sans prévenir, dans le bureau du PDG, s'asseoir sans demander son reste, l'air préoccupé, affecter un grand trouble et gémir « ça sort pas ». Le PDG se sent obligé de vous reconforter.

Si la production de Jean-Pierre n'a pas été vraiment à la hauteur des attentes, il a dû à son label d'origine, si l'on ose dire, de conserver son poste et son salaire. Annibal a terminé ses études, et son père ne s'investit plus dans une réforme de l'enseignement. Seulement, l'habitude est prise, et ne pas travailler est devenu un parti pris idéologique. Mais la crise a changé les données du problème, et l'entreprise a évolué. Le nouveau responsable imposé à Jean-Pierre un mi-temps. Juste pour ne pas le mettre à la porte.

Liliane Delwasse

Les naufragés de l'atelier

Une sorte de loi du silence protège les moins travailleurs, certains réussissent à ne pas quitter les flancs du navire



Le travail d'usine a ses « présents » et ses naufragés. Le plus souvent, on les retrouve échoués sur les rives du chômage. Mais certains réussissent à ne pas quitter le navire.

Même si la production à la chaîne ne le permet guère, il lui arrive de s'encombrer de « parasites » bien particuliers : les anciens de l'usine automobile de Poissy, par exemple (elle s'appelait alors Simca, puis Chrysler...) n'ont pas oublié ces faux ouvriers apparemment affectés à un poste, mais qui étaient en réalité chargés de les surveiller... « Ils étaient 500 ou 600, assurent-ils ; l'usine comptait alors quelque 15 000 salariés ; cela a duré jusqu'en 1982. » La presque totalité des autres situations de travail laissent se for-

mer de ces « parenthèses ». Là où on travaille sur machine comme au niveau des postes de direction. Dans les grandes entreprises comme dans les petites. Le temps est l'un des facteurs qui leur permettent de se constituer, comme l'illustre le témoignage de Gérard, Michel et José, tous les trois métalliques dans une PME de l'est de la France. Le fondateur de cette dernière était lui-même métallique, et les actuels dirigeants ont tous commencé par travailler à l'établi. « Longtemps, ils se sont dépensés sans compter. Puis, plusieurs ont fini par s'endormir sur leurs lauriers... » Après des années de prospérité, l'entreprise est aujourd'hui menacée de faillite. Et les trois métalliques concernés la voient s'écrouler sous le poids de ses sept directeurs (un pour dix

salariés !) aussi immobiles qu'indéchiffrables. Ceux-ci ne sont d'ailleurs pas les seuls à « ronronner » : tel ouvrier surnommé « la main d'or » parce que, dans les premiers temps, la société a dû une part de sa notoriété à son habileté trouve le moyen de ne plus travailler qu'à petites doses, protégé par le souvenir des services rendus.

Complicités et solidarités

D'une manière plus diffuse, dans les ateliers de la plupart des entreprises (mais pas sur les chaînes), les « anciens » se voient en général reconnaître un certain droit de « souffler » : on leur évite les travaux les plus fatigants, on les dispense du respect des « temps ». Dans les ateliers où survit une forte tradition de solidarité, de vraies « niches » de tranquillité peuvent se former.

Paradoxalement, ce sont les baveux invétérés qui se révèlent être les principaux bénéficiaires de cette solidarité ouvrière. « On empêche le copain de travailler si on le juge hors d'état de continuer à le faire, on le soustrait aux regards, éventuellement on fait le travail à sa place. » En réalité, il régit souvent à leur égard un certain sentiment de culpabilité : « On les pousse à boire, reconnaît Jean-Pierre, un rectifieur de trente-cinq ans, car ils font rire, et l'on oublie un moment avec eux l'ennui du travail. » Cette fois encore, il faut mettre à part la production à la chaîne : avec ses absences, ses maladies, le baveux gêne. Il est pris de se soigner. S'il rechute, il est licencié. L'alcoolisme est en régression, mais d'autres catégories de « naufragés

du travail » pointent à l'horizon. Dans son atelier, Vincent, qui travaille pour une grosse entreprise d'électronique, voit naître l'usine du futur : « Le maître mot est l'automatisme : il n'y a plus de chefs, on contrôle soi-même son travail. Mais, constate-t-il, il y en a pour qui cela vient trop tard. Le changement qu'on leur demande le dépasse. » Paul, trente-sept ans, un ancien charcutier qui a appris la mécanique sur le tas, quinze ans d'usine, est l'un d'eux. Il refuse les stages de formation, rêve de faire « un travail intéressant » ; mais quand on lui en offre la possibilité, il bute sur la nécessité de prendre des initiatives.

Dans ce type d'atelier, les plus jeunes comprennent mal ce refus de s'adapter ; ailleurs, l'esprit de corps couvre le plus souvent celui qui travaille mal ou insuffisamment : « Entre nous, on se plaint de lui, explique les trois métalliques de la PME de l'est : ce traître, ce tricheur, ce faïnéant ! Mais pour rien au monde on n'aurait se plaindre de lui auprès de la direction. » De telles situations peuvent créer un climat de malaise. Celui qui ne fait pas son travail, ou le fait mal, constitue une charge pour ses voisins. Ceux-ci subissent sans rien dire, mais supportent mal - quand vient l'heure des augmentations de salaire - que le « faïnéant » soit traité comme les autres.

Ce dernier point pose le problème de l'attitude de la maîtrise. Informée de ce qui se passe, elle choisit de fermer les yeux. Soit pour ne pas provoquer de remous face à une solidarité qu'elle connaît ; soit par souci « humain » de ne pas amorcer un processus d'exclusion qui peut transformer un « cas social » en désastre. Pour José et Gérard, « quand une maîtrise, une direction, couvrent des situations de ce type, il y a forcément quelque part une monnaie d'échange ». Tel accepte de faire des travaux sur sa machine pour le pavillon du contremaître (la fameuse « perruque »), tel autre de venir le samedi finir des pièces urgentes. Bien d'autres compromis plus difficiles à repérer se négocient ainsi. Complicités et solidarités s'entremêlent, au risque parfois de donner à l'atelier des allures de bateau ivre. José, Gérard et les autres, aimeraient qu'on y mette un peu d'ordre, tout en préservant l'essentiel : que le milieu de travail continue à accueillir ceux qui ont du mal à « se couler dans le moule ».

Marie-Claude Betbeder

Les placards

MASTÈRES SPÉCIALISÉS

Formations professionnelles d'un an, ou deux ans en alternance.

NIVEAU A L'ENTRÉE :

- diplômés à BAC + 5
- cadres avec expérience professionnelle

SESSIONS :

- octobre
- janvier

Contact : Paul-Edouard IMBERT à Aix-en-Provence
Tél : (16) 42 24 84

SYSTEMIA

Centre Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur

(Publicité)

TOURISME, LOISIR, CULTURE

Licence et maîtrise d'université
Management - Ingénierie
Aménagement du territoire
Communication interculturelle

FORMATION CONTINUE SORBONNE NOUVELLE

13, rue de Santeuil 75005 Paris
Tél : 45-87-40-85

(Publicité)

UNIVERSITÉ PARIS-XII - VAL-DE-MARNE
Faculté de Sciences Économiques et de Gestion

Formation continue
Ouverture de 2 DESUP 3^e cycle.

MANAGEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DU DÉVELOPPEMENT LOCAL

Analyse des mutations socio-économiques, cadre institutionnel du développement local, développement et acteurs locaux, méthodologie de projet, etc.

MANAGEMENT DE LA PRODUCTION DE SERVICES

Systèmes d'information, recueil et analyse des données, logique, analyse des organisations, production de services en réseau, etc.

Condition d'inscription : BAC + 4, et 5 années d'expériences professionnelles, possibilité de dérogation après décision du jury.

Financement : plan de formation, coopté individuel.

Inscription avant le 15 novembre. Début de la formation en février 1993
Tél : 49-76-81-31

FORMATION EN SCIENCES HUMAINES

professions des Ressources Humaines, de la Graphologie, du Social

PSYCHOLOGIE • CARACTEROLOGIE

Diplôme Européen de Graphologie Professionnelle

PSYCHANALYSE • GRAPHOLOGIE

Études à votre rythme - Inscription permanente - Corrections personnalisées

MORPHO-PSYCHOLOGIE

Professeurs diplômés et professionnels des sciences humaines

PSYCHO-SOCIOLOGIE

EPC
ÉCOLE DE PSYCHO-GRAPHOLOGIE

Cours par correspondance et oraux

Organisme contrôlé par le ministère de l'Éducation Nationale

145 rue de la Paix
94220 Charenton
Tél : 16 (1)
49 77 88 88
Métro Liberté

Organisme privé fondé en 1953

Pour tous renseignements complémentaires, composer le 11 sur l'annuaire électronique

INITIATIVES
EXPERIENCES

FINANCES

Les gestionnaires de patrimoine

La multitude des produits financiers entraîne la création d'un métier

Il paraît que nous en avons tous besoin : vous, moi, les petits, les obscurs, les fauchés. A partir du moment où l'argent intervient dans notre vie, nous avons besoin d'un conseiller éclairé pour nous aider à tirer le meilleur parti de nos trois sous. La gestion du patrimoine n'est pas destinée à ceux qui jonglent avec les millions et qui s'adressent depuis toujours à des spécialistes en gestion de fortunes.

La gestion de patrimoine ne se place pas sur le même terrain. Vous êtes sur le point de convoquer en justes noces ? Il vous faut un régime matrimonial. Propriétaire ? Vous avez sans doute souscrit un emprunt bancaire. Vous avez droit à une retraite ou la chance de toucher un petit héritage, comment s'y retrouver dans la multitude de produits financiers offerts pour placer ses petites économies : SICAV, obligations, bons du Trésor ?

« L'environnement économique et financier est devenu tellement complexe que les gens sont obligés de faire appel à des spécialistes. Ils s'adressent généralement à leur banquier ou à leur assureur. Celui-ci s'empresse de répondre à leur demande en leur vendant un produit maison, bon ou mauvais, sans faire plus de détail, explique un conseiller en gestion de patrimoine installé à Boulogne. Nous mettons à plat toute la situation du client. Nous examinons l'ensemble de ses problèmes, parfois nous en détectons qu'il ne soupçonne pas. Nous posons un diagnostic général et nous lui prescrivons le remède. »

On affectionne les comparaisons médicales dans ce métier. Pierre-Marie Guillon, président de Patrimoine, Management et Technologies, une entreprise d'information et de formation en gestion du patrimoine, compare volontiers les consommations de santé et les consommations financières. Il distingue trois niveaux : le premier aboutit à l'autoconsommation de médicaments courants, le deuxième, à la consommation assistée, avec l'aide d'un pharmacien par exemple. Au troisième niveau, le professionnel intervient : c'est la visite au praticien, qui prend en compte toutes les données de la santé du malade et le soigne. « Pour son compte en banque courant ou sa carte de crédit, on se débrouille tout seul. Lorsqu'il s'agit de prendre une assurance sur la vie ou d'emprunter pour acquiescer son logement, on va voir son banquier ou son assureur. »

Le médecin du portefeuille

Pierre-Marie Guillon crée son entreprise en 1979, « des tréteaux et deux chaises dans une petite chambre ». Les organismes financiers étaient sous cape et le prenaient pour un visionnaire : proposer à tous les ménages les services d'un financier ! Petit à petit, le concept fait son chemin. Patrimoine emploie à présent 40 salariés et affirme donner des informations et faire de la formation pour tout ce que compte la France de banques et de compagnies d'assurances. Un logiciel Dicit a été mis au point par leurs soins. Il y a deux façons d'exercer la profession. Soit à l'intérieur d'un organisme financier, soit en indépendant. Comme toute profession libérale, Jérôme Lucereau conseille la clientèle de la Caisse d'épargne de l'île-de-France ouest. Celle-ci compte environ 700 000 clients au total : 350 sont suivis par le « médecin du portefeuille ». « Nous sommes rémunérés pour le service rendu et non pour le produit vendu, explique-t-il, ce qui est inhabituel pour une structure comme la nôtre ; mais à prestation nouvelle, méthode nouvelle. La gestion de patrimoine suppose un suivi régulier. Nos clients signent donc une convention, une

sorte d'abonnement pour trois ans, à raison de 1 200 francs par an. » Quels sont ses clients ? Certaines fortunes qui se montent à plus de 50 millions sans doute. Mais aussi M. Tout-le-Monde, qui représente l'immense majorité. Ses deux derniers « patients » ? Un ingénieur salarié qui veut devenir consultant et se mettre à son compte : autant de problèmes de couverture sociale, de caisses de retraite, de statut juridique auxquels il ne comprend pas grand-chose et où il craint de faire des erreurs irréparables. L'autre, un modeste jardinier, s'est aperçu en prenant sa retraite que la maison achetée en 1930 par son père pour une bouchée de pain vaut maintenant 2 millions de francs. Il se demande comment tirer le meilleur parti, pour lui et ses héritiers, de cet enrichissement pour le moins inattendu.

Etre totalement indépendant

Les gestionnaires de patrimoine installés en cabinet ne sont pas légion. De gros investissements sont nécessaires, reconnaissent-ils, pour se tenir jour après jour informés de toutes les nouveautés en matière fiscale, juridique et financière. La profession n'est pas réglementée et le titre ne fait l'objet d'aucune protection. Mais ils sont regroupés dans deux organismes professionnels. La Chambre syndicale de conseil en gestion de patrimoine compte moins de 100 membres. Son président, Yannick Simonet, installé à Carpentras, affirme que la démarche des clients n'est pas forcément liée à la possession de capitaux mais que les dettes font aussi partie du patrimoine. La Chambre nationale des conseillers et experts financiers (400 membres au total) possède une petite section de gestion de patrimoine de 70 membres. Critère de sélection pour en faire partie : être totalement indépendant.

Un système de double rémunération permet de joindre les deux bouts. « Nous sommes payés en honoraires en fonction du temps passé, du service rendu et des bénéfices que le client a réalisés, grâce à nos conseils, explique Denis Roy, installé à Paris depuis quatre ans. Par ailleurs, lorsque nous faisons acheter un produit financier, le vendeur nous consent un pourcentage, une commission sur le produit. » A la question de la fiabilité d'un conseiller payé à la ristourne, les intéressés rétorquent en faisant valoir que le pourcentage gagné sur les bénéfices du client corrige la tentation éventuelle de recommander un produit inadapté mais alléchant par la commission versée à l'intermédiaire.

A l'émergence d'une profession nouvelle, nouvelle formation. Les organismes de crédit qui veulent reconstruire leurs chargés de comptes et leurs vendeurs en gestionnaires de patrimoine offrent une formation continue auprès du Centre d'études supérieures de banque ou bien de l'Institut de la Bourse et du crédit, qui proposent des séminaires spécialisés. Depuis quatre ou cinq ans, un certain nombre d'universités ont créé des DESS de gestion du patrimoine : Clermont-Ferrand, Lyon, Montpellier, Rennes. Dauphine a emboîté le pas depuis l'an dernier. Des écoles de commerce proposent des masters et des cours de troisième cycle. Deux cents à 250 diplômés au total arrivent chaque année sur le marché du travail. « Une qualité est indispensable pour exercer ce métier, précise un enseignant, être capable de synthétiser le « fluctuant », le devenir des gens. Et surtout, s'intéresser à eux. Il ne suffit pas de savoir faire des additions. »

L. D.

ECHANGES

Les spécialités des militaires

La géopolitique expliquée aux entreprises, les groupes développent leur stratégie industrielle

AU Centre des hautes études de l'armement (CHEAR) il est une date qui ne s'oublie pas : le 9 novembre 1989, jour de la chute du mur de Berlin. Là mieux qu'ailleurs, on mesurait les conséquences de l'événement, y compris pour ce centre de formation habituellement réservé à l'élite des officiers et aux ingénieurs de l'armement. « Nous avons réalisé très vite que nous devions évoluer, explique Alain Crémieux, directeur du CHEAR, ingénieur général de l'armement, modifier notre enseignement et accueillir davantage de civils. »

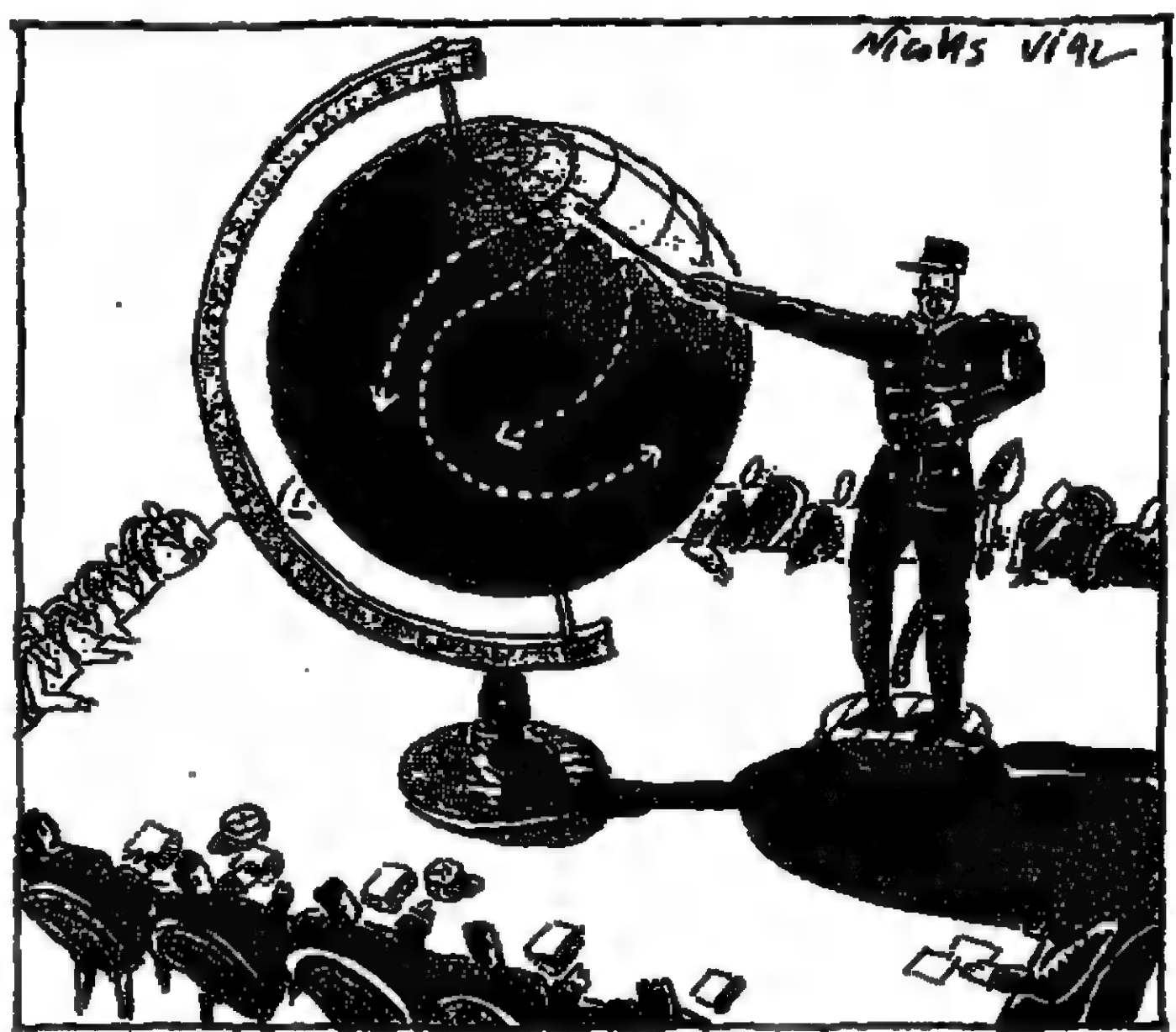
La géostratégie ouverte aux cadres d'entreprise... Un créneau difficile avec essentiellement deux lieux d'accueil : l'Institut des hautes études de la défense nationale (IHEDN) et l'Institut de formation aux relations internationales (IFRI). Le CHEAR ayant plutôt la réputation d'offrir un cadre militaire, son souhait de se tourner vers les civils est une nouvelle étape. Aujourd'hui sur une promotion de 55 auditeurs du CHEAR, dix sont issus de l'administration civile et quatre sont des cadres d'entreprise. Une proportion qu'Alain Crémieux aimerait voir augmenter. Pas vraiment pour des questions de rentabilité : le CHEAR, créé en 1964, organisme de la délégation générale pour l'armement et donc appartenant au ministère de la défense, n'a jamais été remis en question par la rigueur budgétaire. « Le CHEAR ne coûte vraiment pas cher, constate Alain Crémieux. Nous avons transformé des salles de réunions et nous utilisons les transports de l'armée pour nos déplacements. N'imaginez pas, non plus, que nous ayons un laboratoire hypersophisticé, notre rayonnement intellectuel n'est pas du tout orienté vers des jeux de guerre ! »

Une redistribution des investissements

Cette politique de la porte ouverte vise plutôt à revitaliser un auditoire traditionnel dont les

effectifs risquent de s'amincir dans les années qui viennent, politique de désarmement oblige. En revanche, comment imaginer que des hommes d'affaires ou des cadres d'entreprise internationale n'intègrent pas dans leurs stratégies la nouvelle donne géopolitique ? Jean-Louis Beffa, le PDG de Saint-Gobain, venu donner une conférence au CHEAR, a commencé son exposé en déclarant : « Je veux qu'on considère que Saint-Gobain est stratégique. » « L'avenir est lié aux évé-

cristaux et détecteurs dont les applications sont aussi bien civiles que militaires. Inscrit au CHEAR pour la session 1992-1993 - neuf mois de formation à raison de trois demi-journées par semaine, - il explique d'abord « vouloir y rencontrer des gens ». « Pas des militaires, à qui il ne vend pas, mais plutôt des industriels, comme l'aérospatiale, qui sont ses clients directs. » « Nous avons une délégation de l'Etat français pour contrôler la navigabilité des avions civils.



ments politiques, insiste un expert du ministère de la défense. Les exemples ne manquent pas : la réaffectation de l'Allemagne entraîne une redistribution des investissements des pays riches au détriment de l'Afrique. De même l'assassinat du président Mohamed Bouedjaf a augmenté les réticences des industriels européens à aller travailler sur le marché algérien... » Tout naturellement donc, les candidats civils au CHEAR se recrutent en priorité au sein de sociétés sensibilisées à ces problèmes : Matra Défense, Schlumberger Industries, etc. Pierre-Emmanuel Lévy fait partie de ce cercle-là. Il dirige à Saint-Gobain Céramiques industrielles, l'activité

explique Guy Martin, du Bureau Véritas, un des pionniers du CHEAR. Mes camarades de promotion m'intéressaient donc beaucoup. J'ai aussi appris énormément, notamment en matière de politique industrielle liée à l'armement. Quant aux autres sujets, il est toujours bon de se rafraîchir la mémoire. »

Le deuxième cercle d'auditeurs, plus large, se rencontre parmi les férus de géopolitique et de géostratégie. « Je suis un vieil Européen convaincu, explique André Benard, président d'Eurotunnel, recruté de la promotion 1992-1993 et je veux comprendre les prises de décision de l'Etat français en matière de politique de défense. »

Troisième et dernier cercle, celui des « Jéudis du CHEAR », cycle de soirées de formation organisé au rythme de six jéudis par an. Les curieux veulent en savoir plus : pêle-mêle parmi les anciens inscrits, le directeur général de la Sodexho, un sous-directeur d'agence de la Société générale, le chef du département stratégie d'IBM France, des journalistes...

S'ouvrir aux étrangers

Cet accueil élargi n'est pas sans conséquence sur le programme d'enseignement. Il y a vingt ans, la formation exclusivement réservée aux ingénieurs de l'armement et aux officiers était essentiellement économique : « Beaucoup ne savaient pas lire un bilan, ils faisaient donc des exercices comptables, raconte Alain Crémieux. Leur enseigner de la géopolitique, mais laquelle ? Les guerres coloniales étaient terminées et les relations Est-Ouest totalement bloquées, le paysage était figé. » Ce qui est évidemment loin d'être le cas aujourd'hui, d'où la mise en place d'un enseignement recentré sur la géostratégie et beaucoup moins sur l'économie où les auditeurs ont en principe des connaissances sérieuses.

Voilà pour les premiers changements. Le CHEAR veut aussi, et Alain Crémieux reconnaît « que c'est jusqu'à maintenant un peu le talon d'Achille du centre », s'ouvrir aux étrangers : conférenciers aussi bien qu'auditeurs. Actuellement, un étranger intervient, environ, une fois par mois. Ce qui est reconnu, comme « largement insuffisant ». Quant aux élèves, cette année est à marquer d'une croix, puisque pour la première fois depuis la création du CHEAR, un Britannique qui travaille déjà à la direction générale pour l'armement, va être admis à suivre le cursus. Exception faite de quelques visites ultrasensibles (plateau d'Albion, Taverny...) réservées aux nationaux.

M.-B. B.

FLEXIBILITÉ

Les flux tirés de L'Oréal

L'adaptation de la production au marché est à la base de l'organisation de la nouvelle usine

« UNE fleur posée sur un écran carré » : cette image presque poétique est en réalité le plan de la nouvelle usine construite par le groupe L'Oréal à Aulnay, au nord de Paris. Et cette architecture de verre et de métal avec une superbe toiture blanche qui évoque des pétales correspond à une organisation sophistiquée de la production où le fabricant de cosmétiques a intégré les innovations technologiques et les impératifs du marché.

Après avoir traversé la pièce d'eau où flottent des nénuphars roses, le visiteur se retrouve face aux trois pétales de la fleur. Plus prosaïquement, les trois unités de production reliées par une passerelle : colorations (teintures, shampoings, permanentes) ; cosmétiques (crèmes de la gamme Plénitude notamment) ; aérosols (laques, mousses, gels de coiffage des marques Crescendo, Réçital, Studio Line et Kerastase notamment). Chaque unité fonctionne de manière indépendante avec son stockage, sa fabrication, son conditionnement et son propre contrôle qualité.

Pour sa première usine construite en France depuis six ans et qui sera un lieu de visite pour ses clients, L'Oréal a voulu réaliser « l'excellence industrielle » autour du tryptique : adaptation au marché, qualité, responsabilité du personnel. « Nous avons réuni

ici l'ensemble des concepts industriels que le groupe avait développés jusqu'ici », explique Marcel Lafforgue, vice-président, en charge de la direction générale technique. Coût total de l'investissement : 500 millions de francs et quatre ans de travaux. L'objectif est de produire 100 millions d'unités par an dans 450 références à destination du marché français.

Trois jours de stocks

Cette organisation antitaylorienne se traduit par des « micro-chaines » qui font penser à des cuisines et où l'opérateur a tout à portée de main et réalise la totalité de son produit. Un « meuble qualité » lui permet de vérifier en cours de production la conformité du produit. Des petites machines permettent notamment de tester le remplissage, le vissage et l'étanchéité. Si l'indicateur se retrouve en zone rouge, l'opérateur sait exactement quoi faire. En cas de petites pannes, elles ont reçu une formation qui leur permet d'effectuer les réparations.

Mais l'originalité essentielle de cette usine réside dans son système « en flux tiré par la méthode du kanban » qui permet d'adapter

au plus près la production à l'évolution du marché. Le flux tiré est un système qui entraîne le déclenchement de la fabrication à partir de la consommation réelle du produit. La méthode du kanban - mot qui signifie « étiquette » en japonais - permet à l'opérateur de prévoir la production à réaliser au fur et à mesure que les produits finis sont expédiés. Tout cela grâce à des étiquettes qui voyagent entre la centrale d'expédition et l'usine. Les kanbans servent ainsi de liaison entre les représentants de L'Oréal et la production, permettant que les réserves soient renouvelées au fur et à mesure qu'elles sont consommées. L'objectif est de réduire les stocks à quinze jours, contre les trois à cinq mois habituels dans cette profession. La productivité devrait aussi en être améliorée : les responsables de l'usine espèrent, dans les prochaines années, une augmentation à deux chiffres.

Pour le personnel, cette nouvelle organisation de la production entraîne d'importantes transformations. Un gros effort de formation a été fait pour adapter les salariés à la polyvalence : en 1991, 5 000 heures ont été dispensées, soit une moyenne de trois jours consacrés à chaque salarié. Près de 8 000 heures sont prévues en 1992. Par ailleurs la hiérarchie a été réorganisée : au lieu des six ou sept échelons

habituels dans le système taylorien, l'usine de La Barrière en compte seulement quatre.

Mais la vie quotidienne en a aussi été bouleversée : on démonte l'usine de Chanteloup (transformée en centre de recherche) à celle de La Barrière, les 270 salariés de L'Oréal (60 % de femmes) ont changé d'horaires. Désormais, les mois sont divisés en deux séquences. La première quinzaine, les horaires sont flexibles sur une plage qui va de 7 heures 30 à 18 heures 15. La seconde quinzaine - celle des commandes de la grande distribution - le personnel est divisé en deux équipes dont les heures de présence s'étalent entre 5 et 21 heures.

Cette flexibilité a été un peu difficile à faire admettre et elle a donné lieu à l'automne dernier à des discussions entre la direction et les syndicats. « Le passage se fait difficilement et les équipes se chevauchent, estime Alain Joffroy, secrétaire CFDT du comité d'entreprise qui s'est opposé au passage des horaires fixes aux horaires flexibles, les impératifs de production ne permettent pas la flexibilité. »

Mauvais ajustements liés à la période de mise en route et de rodage de cette nouvelle usine ou difficultés à bouleverser les méthodes de travail ?

F. Ch.

INITIATIVES
RENDEZ-VOUS

TRIBUNE

Le harcèlement des télécommunications

par Yves Lasfargue

«**M**ON petit Lambert, en vacances beaucoup d'affaires peuvent se traiter par fax ! 2950 francs te fax... Vous n'avez plus d'excuse pour ne pas vous équiper... répète chaque matin la voix d'un PDG paternaliste, dans la publicité radiophonique de France-Télécom. Force est de reconnaître que la télécopie est un outil très utile. Faut-il pour autant chercher à culpabiliser tous les cadres qui partent en vacances sans installer de télécopieur dans leur maison de campagne ou leur chambre d'hôtel ? Tous ceux qui n'acceptent pas les télévacances ? Mais ceux qui publient au moins le mérite de nous rappeler qu'il nous faut apprendre à vivre et travailler avec ces technologies de télécommunication qui sont en train d'estomper les frontières entre affaires et vacances. Cette évolution s'accélère puisque les ventes de télécopieurs ont augmenté de 80 % entre le premier semestre 1991 et le premier semestre 1992.

Avec les micro-ordinateurs portables et les « mobiles » (téléphones de voitures notamment), se développe le « travail mixte », organisation qui donne la possibilité d'intégrer toutes les activités, professionnelles et non professionnelles, sans discontinuité entre travail, loisirs, formation et vie familiale. Cela permet la disparition des horaires contraignants, des notions d'« heure d'entrée » et d'« heure de sortie », et cela donne un réel sentiment de liberté et d'autonomie. Cette liberté dans les horaires est d'autant mieux ressentie que jusqu'à maintenant elle était réservée à quelques-uns : universitaires, journalistes, professions libérales, notables. A contrario, pour certains salariés, les frontières travail/loisirs étaient des garde-fous, et leur disparition accroît le risque réel de voir l'activité « travail » submerger toutes les autres activités.

Le développement du travail mixte, très séduisant par beaucoup d'aspects, peut présenter de nombreux dangers s'il ne fait l'objet de réflexions et de négociations. Il exige en particulier que soient reconnus le droit à l'isolement et le droit à l'insertion. Radiotéléphones, radiomessageries et autres technologies, permettent de joindre un individu en tout lieu, et à toute heure. Les salariés/ cadres sont encore protégés par des horaires bien définis. Ce n'est pas le cas pour les titulaires des cadres : jusqu'à maintenant, chez lui, le cadre pouvait s'isoler en s'éloignant du poste téléphonique. Mais peut-il échapper au téléphone portable, ou au message urgent du « bip bip » sagement accroché à sa ceinture ?

Le slogan publicitaire de l'Opérateur, service de radiomessagerie diffusé par TDF, fait frémir : « Voici le seul coin de France où, pour être parfaitement honnête, vous ne pouvez être joint avec un Opérateur. » Et à côté de ce slogan, on peut voir une carte de Saint-Pierre-et-Miquelon ! Comment peut-on vraiment y échapper ?

Si bien que la disparition des frontières entre l'activité professionnelle et les autres activités peut être une très bonne chose quand elle est désirée, mais insupportable quand elle est imposée par la hiérarchie ou la pression sociale. C'est pourquoi il faudra redéfinir de nouveaux rapports sociaux permettant de voir respecter son droit à l'isolement. Ces rapports sociaux seront d'abord le fruit d'une nouvelle déontologie des managers, d'une nouvelle politesse entre collègues : ne pas appeler le soir, le samedi, le dimanche ou pendant les vacances. Chaque cadre devrait se rendre compte que le harcèlement hiérarchique (appel intempestif d'un supérieur, qui veut montrer à ses collaborateurs qu'il est équipé de la panoplie du parfait télécommunicant, même en week-end) devient vite aussi insupportable que le harcèlement sexuel !

Mais ces rapports sociaux ne peuvent être seulement le fruit d'attitudes individuelles, ils doivent aussi être adaptés par la négociation collective, pour gérer, par exemple, les problèmes liés au fait que l'entreprise demande à un nombre de plus en plus grand de salariés d'être toujours disponibles. Depuis longtemps, certains salariés, en général spécialistes techniques, doivent être disponibles en permanence et vivent à leur domicile en « astreinte », prêts à intervenir en cas d'urgence : agents EDF, services médicaux, services de sécurité, services de maintenance dans les entreprises travaillant en continu. En contrepartie, ils profitent de conditions particulières : rémunérations élevées, primes d'astreinte, logements gratuits, congés spéciaux.

On constate aujourd'hui que certaines entreprises tentent de généraliser, grâce aux outils de communication portables, cette obligation de disponibilité à des catégories beaucoup plus larges (managers, cadres non techniques, agents de maintenance non urgente) sans reconnaître officiellement cette situation d'astreinte. « Mon petit Lambert, en vacances beaucoup d'affaires peuvent se traiter par fax ! », n'est que la forme publicitaire d'un discours de plus en plus courant de la hiérarchie, qui induit une généralisation insidieuse de l'astreinte. C'est ainsi que, depuis quelques mois, des ingénieurs informatiques de grandes banques doivent être disponibles la nuit, le samedi et le dimanche, après avoir travaillé normalement le jour. Ils doivent porter en permanence un téléphone afin que l'on puisse les joindre en cas de panne sur les ordinateurs et les réseaux reliés aux distributeurs automatiques de billets.

On constate que certains, peu habitués à l'astreinte, sont tellement stressés qu'ils décrochent le téléphone à 2 heures du matin, sans que celui-ci ait réellement sonné. Leur entreprise pense contrebalancer ce stress en leur versant une prime de 28,12 francs pour chaque intervention nocturne. Cette prime ridicule par rapport à leur salaire mensuel montre le refus de

certaines entreprises de gérer ces nouveaux types d'astreinte.

Avec le travail mixte, la notion d'accident du travail doit aussi être revue et renforcée. Les nombreux cadres qui font du travail mixte « sauvage » (c'est-à-dire non couvert par un accord explicite) prennent un risque non négligeable. Que se passe-t-il si le jeune Lambert s'électrocute en utilisant son fax sur son lieu de vacances, non reconnu comme lieu professionnel ? Une négociation des modalités et des conditions du travail mixte est d'autant plus urgente qu'il est possible de concevoir des postes de travail situés à 100 % en dehors des locaux de l'entreprise et reliés seulement par des réseaux au siège social de celle-ci. On s'aperçoit que certains métiers sont organisés de telle sorte que le salarié risque de n'avoir plus aucun contact avec son entreprise : VRP et réparateurs en permanence chez les clients, ingénieurs conseils en perpétuels déplacements, agents de maintenance faisant du télépannage depuis leur domicile. S'il veut permettre l'insertion des salariés, le travail mixte devra respecter un certain équilibre entre temps passé à l'extérieur et à temps passé au bureau ou à l'atelier. Dans l'assurance, par exemple, des accords actuels sur le travail mixte acceptent la répartition « un jour au foyer + quatre jours au bureau ».

Entendons-nous bien, il ne s'agit pas de rejeter ces matériels de télécommunication qui sont des aides incontestables pour le médecin, le pompier, le policier, le patron de micro-entreprises ou le réparateur, permettant de réduire les délais d'intervention. Mais sont-ils vraiment indispensables à tous les cadres, à tous les managers, puis peu à peu à tous les salariés ?

Qui a dit : « Un fax, un coup de téléphone, une vidéo-conférence ne sauront jamais communiquer la dignité et la solennité d'un profond salut au Japon, ni la franchise et la chaleur d'une poignée de main en Amérique ou en Europe ». Est-ce une réflexion de technophobe, ou de technostalgique de la lettre manuscrite ou du repas d'affaires ? Pas du tout ! C'est un message diffusé par la firme Boeing, peu suspecte d'anti-technologisme primaire, mais constructeur d'avions constatant que l'on transporte, par-dessus les océans, plus vite et moins cher les informations que les hommes. Ne réfléchissons pas ces « télécommuteries » dont on sait qu'elles sont trop séduisantes pour ne pas se généraliser rapidement : mais consommons-les avec modération. Et nous les cadres, rappelons-nous que, pour gérer et conduire une entreprise, il faut évidemment disposer d'informations, il faut évidemment communiquer, mais il faut aussi avoir le temps de la réflexion, de la décision et... du repos. Relax, fax !

Yves Lasfargue est directeur au Centre de recherches de l'Institut français de gestion.

ÉCHOS

Emploi des cadres : un ralentissement de la baisse en août

■ Selon l'APEC, qui vient de publier son indicateur mensuel, le marché de l'emploi des cadres aurait peut-être touché le fond. Avec un volume faible, comme toujours en été, le mois de juillet a enregistré une baisse de 18 % en données brutes par rapport à l'an passé, et le mois d'août un léger recul de 3 % seulement. En données corrigées, cela signifierait une hausse sur les chiffres du premier semestre qui, à est vrai, étaient particulièrement bas. Toutefois, la tendance globale depuis début 1992 s'en trouve à peine inféchiée, en raison de la faible influence des résultats mensuels obtenus à cette saison : elle passe de - 33 % en juin à - 31 % en août. En revanche, l'APEC croit pouvoir

noter l'apparition de hausses dans certains secteurs qui devraient se confirmer au cours des prochains mois. Elles concernent les fonctions commerciales ou de vente, le médical et le socioculturel, l'administration, la gestion et l'organisation, la communication et la création ainsi que les postes de direction générale.

Communication

■ Les directeurs et chefs de personnels se penchent sur les problèmes de la communication interne dans l'entreprise. C'est le thème de leur journée d'études qui se déroulera le 14 octobre. D'ici la fin de l'année, ils discuteront le 17 novembre de l'évaluation et de la classification des emplois et le 15 décembre du recrutement et de l'intégration des salariés.

► Renseignements : tél. : 42-56-39-34.

Chef de projets multimédias

140 heures de formation. De décembre 92 à novembre 93. Premières périodes : 7-8 décembre 92 et 18-19-20 janvier 93. Périodes suivantes déterminées avec les stagiaires.

Ce stage s'adresse aux chefs de projets chargés par leur entreprise ou organisme de formation de concevoir des systèmes mettant en œuvre les nouvelles technologies de l'information.

Consultant interne en relations sociales

350 heures de formation.

De janvier 93 à septembre 94.

1 semaine tous les 2 mois.

Ce stage s'adresse aux salariés titulaires d'une maîtrise, d'un diplôme d'ingénieur ou équivalent. Formation diplômante de consultant interne en relations sociales.

DOCUMENTATION ET TARIFS
CNAM - FC
292, rue Saint-Martin - 75141 Paris Cedex 03

CONSERVATOIRE
NATIONAL
DES ARTS
ET MÉTIERS

FORMATION
CONTINUE

STAGES

Le service des offres de stages est désormais accessible en tapant directement : 3615 LEMONDE. Les entreprises désireuses de passer des offres sont priées de consulter directement cette association au 45-46-16-20. STAG'ETUD 12, av. Raspail, 94257 Gentilly Cedex, tél. : 49-08-99-99.

GESTION

■ Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 12 mois. Ind. : 1 600 F/mois. Profil : bac + 3/4. Licence-Maîtrise (A.E.S. éco-droit). Mission : travailler au centre de documentation, accueil, information du public, travail de bureau (2 ou 3 après-midi par semaine). 02430.

■ Lieu : La Défense. Date : octobre. Durée : 8 semaines. Ind. : à définir. Profil : bac + 1/2. Mission : étude du rayon produits frais, étude de rentabilité, réimplantation du rayon. 02341.

■ Lieu : La Défense. Date : octobre. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac. Mission : responsable du sous-rayon jeux vidéo, relevé des prix, rendez-vous fournisseurs. 02342.

■ Lieu : Paris. Date : octobre. Durée : 3/6 mois. Ind. : 1 500 F/mois + tickets restaurant. Profil : bac. Mission : comptabilité générale, relance clients, règlements fournisseurs, saisie informatique. 02296.

COMPTABILITÉ

■ Lieu : La Défense. Date : octobre. Durée : 3 mois. Ind. : SMIC. Profil : bac +2 (BTS). Mission : gestion comptable des crédits de recherche. 02287.

■ Lieu : Nanterre. Date : à définir.

Durée : 1 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2 (BTS comptabilité). Mission : comptabilité fournisseurs, de tous les magasins. 02370.

■ Lieu : La Défense. Date : mars/avril 93. Durée : 2 mois. Ind. : à définir. Profil : bac. Mission : responsable d'une opération ponctuelle, relevé des prix à la concurrence, bilan chiffré. 02338.

PERSONNEL

■ Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 6 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 3/4. Mission : définition de poste de travail. 02406.

■ Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 6 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 3/4. Mission : participer au recrutement du personnel temporaire (banque et finance). 02405.

■ Lieu : Cachan. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 30 % du SMIC. Profil : Bac +2/3. Mission : participer à un module de gestion de la formation et à l'élaboration du budget frais du personnel. 02295.

MARKETING

■ Lieu : Paris. Date : à définir. Durée : 3 mois. Ind. : 1 500 F/mois. Profil : bac + 2. Mission : assistance commerciale, vente, envoi lettres commerciales. 02441.

■ Lieu : Le Bouscat (33). Date : octobre. Durée : 1 mois. Ind. : 1 500 F. Profil : bac + 2 ou plus. Mission : action marketing pour assurer la commercialisation d'une activité de l'agence, organisation de manifestations. 02437.

■ Lieu : Paris. Date : octobre. Durée : 3 à 4 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 3. Mission : rédaction de plaquettes, brochures et dossiers de presse. 02286.

■ Lieu : Les Ulis. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : remboursement frais + prime de mérite. Mis-

sion : définir et mettre en œuvre une politique de marketing. 02289.

■ Lieu : Nanterre-Suresnes. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : bonne rémunération. Profil : bac + 5 (école de commerce, gestion). Mission : participation à la réalisation d'une étude de marché. 02251.

VENTE

■ Lieu : Versailles. Date : à définir. Durée : 3 mois. Ind. : 1 600 F + commissions. Profil : bac + 1. Mission : commercial/vente communication d'entreprise. 02439.

■ Lieu : St-Ouen-l'Aumône. Date : octobre. Durée : 2 mois. Ind. : 2 000 F. Profil : bac + 1/2. Mission : participation à la réalisation d'une base de données clients industrielles par enquête téléphonique. 02435.

■ Lieu : Paris. Date : à définir. Durée : 1 à 6 mois. Ind. : 30 % SMIC + gratification. Profil : connaissance de la moto. Mission : contacts commerciaux suite aux demandes de la clientèle. 02423.

■ Lieu : Paris. Date : à définir. Durée : 3 mois ou plus. Ind. : à définir (possibilité contrat de qualification). Profil : bac + 2. Mission : vente de matériel informatique. 02420.

■ Lieu : Paris + déplacements. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 3. Mission : promotion d'un produit artistique et culturel de qualité exceptionnelle au profit d'une grande œuvre humanitaire. 02288.

COMMUNICATIONS

■ Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois et plus. Ind. : 1 500 F mi-temps. Profil : bac. Mission : accueil et prise de rendez-vous. 02460.

■ Lieu : Paris. Date : à définir. Durée : 2 mois. Ind. : à définir. Profil : bac 4/5. Mission : réseau d'aide à la création d'entreprise,

effectuer des missions de communication. 02121.

DROIT

■ Lieu : Versailles. Date : à définir. Durée : 2 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 4 droit/économie. Mission : assister le responsable juridique, rédaction, conclusion, assignation. 02444.

SECRÉTARIAT

■ Lieu : Gentilly. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 1 500 F/mois. Profil : bac. Mission : accueil, standard + divers travaux de bureau. 02462.

■ Lieu : Villejuif. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : 30 % SMIC. Profil : bac + 1. Mission : frappe et mise en forme de courrier sur Pagemaker sur PC. 02448.

AUTRE

■ Lieu : Paris. Date : à définir. Durée : 2 mois. Ind. : 34 F/heure. Profil : bac + 2. Mission : réception et accueil de la clientèle. 02411.

■ Lieu : Maisons-Alfort. Date : à définir. Durée : 1 mois. Ind. : à définir. Profil : bac +. Mission : effectuer des enquêtes. 02388.

Histoire de la philosophie

REPÈRES

L'urbanisme

REPÈRES

128 p., 42 F, 100 titres
LA DÉCOUVERTE

Le Monde ScPo

5^e SÉMINAIRE SCIENCES PO-LE MONDE

Faut-il enterrer l'autorité ?

« Pas de pouvoir sans autorité », dit l'adage. Qu'en est-il dans notre société ?

mercredi 25 novembre 1992

9h00 INTRODUCTION par Michel Crozier

Séances présidées par René Rémond
9h15 SOCIÉTÉ : CONTRAINTES ET CONVIVIALITÉS... avec : Paul Bernard, Gérard Demuth, François Dubet, Bruno Frappat, Marguerite Genzbiel.

11h15 POLITIQUE : POUVOIRS ET CONTESTATIONS ! avec : Marie-Christine Blandin, Henri Emmanuelli, Alain Luppé, Yves Meny, Gilles de Robien.

Séance présidée par Jacques Lesourne
14h30 ENTREPRISES : EXÉCUTANTS OU ACTEURS ? avec : Jean-Louis Bella, Jean Bergougnoux, Amaud de Boysson, Daniel Labbé, Rose-Marie Van Lerberghe, Michel Meyer, Renaud Sainsaulieu.

17h30 CONCLUSION par Alain Lancelot

Ce séminaire s'adresse aux membres des Directions Générales des Entreprises, Administrations et Collectivités locales.

Hôtel NIKKO, 75015 Paris.

Frais de participation : 120 francs

Renseignements et inscriptions :

Institut d'Études Politiques de Paris - Service Formation Continue

115, bd Saint-Germain - 75007 Paris

Tél. : 45 49 50 97 - 45 49 51 94 / Fax : 42 32 60 79

tes des militaires



tires de L'Oréal

مركزا من الاصل

LES DIRIGEANTS

PARIS

DIRECTEUR MARKETING



Nous sommes une Société multinationale française à taille humaine, réalisant un CA de 700 MF (dont 70% dans une quinzaine de pays où nos filiales sont implantées). Vous serez responsable du marketing et des ventes du sous-groupe français, leader sur ses marchés de fournitures et équipements industriels. Vous vous appuyerez sur les fortes capacités technologiques de l'entreprise pour accentuer le développement commercial en France et à l'étranger en adaptant les produits à de nouveaux marchés. Agé d'une trentaine d'années, vous êtes diplômé de HEC, SUP de CO, ESSEC, et vous possédez une expérience réussie dans un contexte international. Vous parlez couramment l'Anglais et si possible l'Allemand. Dynamisme et rigueur seront les conditions essentielles de votre réussite.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, lettre manuscrite CV et photo à PUBLIVAL/10175 - 27 Route des Gardes, 92190 MEUDON, qui transmettra. Discretion assurée.

Directeur Général France

NACESA-PIHER (CA 180 MF), filiale espagnole de la division électronique du Groupe MEGGITT, développe, fabrique et commercialise auprès des plus grands groupes industriels mondiaux des produits de haute technologie (potentiomètres, circuits hybrides...).

NACESA - NAVARRA DE COMPONENTES ELECTRONICOS SA

MEGGITT ELECTRONICS

A 30-40 ans, vous êtes un commercial confirmé et vous possédez une formation et une expérience technique de haut niveau.

Sous l'autorité du Directeur Général de la société, basé en Espagne, vous animerez une petite équipe existante.

Vous serez chargé de développer les ventes de nos produits, en liaison avec l'Espagne.

Vous serez responsable de la gestion des profits de la filiale.

La maîtrise de l'Anglais et/ou de l'espagnol est indispensable.

Nous vous proposons une rémunération motivante composée d'un fixe, de primes sur bénéfices, d'une participation et une voiture de fonction.

Vous voulez en savoir plus ? Alors n'hésitez pas à nous contacter (en toute confidentialité) au 40.93.52.96, de 9h à 12h30 et de 13h30 à 18h du lundi au vendredi ou envoyer votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo) sous référence 43278 à OP PROFIL - 19/21 boulevard Gambetta 92137 ISSY LES MOULINEAUX.

40 93 52 96
OP PROFIL

GRANDE ECOLE
recrute:

SECRETAIRE GENERAL

FONDATION FRANCO-POLONAISE
UNIVERSITAIRE

30-35 ans, école de gestion, attirait Europe Centrale, polyvalent et mobile (nombreuses missions en Pologne dans le cadre d'une structure légère). Anglais courant.

Financement - Gestion - Projets

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet avec C.V., avant le 14.10.92, sous réf.: SG, à: Millesimes - 16, boulevard Vital-Bouhot - 92200 NEUILLY-SUR-SEINE

CARRIÈRES INTERNATIONALES

Postes basés à l'étranger

AUDITEURS SENIORS

Région Francophonie

Après une longue expérience professionnelle, vous souhaitez rejoindre un cabinet d'audit. Vous souhaitez travailler dans une entreprise internationale avec des clients prestigieux ? L'un de nos bureaux, en France ou à l'étranger, vous accueillera, dans un ambiance particulièrement sympathique. Vous évoluerez dans notre réseau mondial.

Merci d'appeler pour un premier contact au 42.67.12.87 en précisant la référence G338.

nervet pont conseil

15, rue Cardinet 75017 Paris

Leader mondial des systèmes de régulation en climatisation recherche pour sa structure européenne un

Ingénieur Application Froid

Partenaire de nos filiales et clients Européens en matière de support technique, vous aurez en charge le suivi d'une gamme complète de produits de régulation destinés au marché du froid et de la climatisation.

Vous serez l'interlocuteur des clients utilisateurs (OEM, intégrateurs) afin de définir en collaboration avec leurs services techniques et marketing les produits les mieux adaptés. Vous assurerez la promotion et la présentation de votre gamme. De même, vous serez l'interface filiale/usine en matière de connaissances des applications du froid et participerez à l'élaboration de la documentation technique sur les applications rencontrées chez les OEMs.

Ingénieur thermicien de formation, possédant quelques années d'expérience, votre personnalité souple et ouverte vous rend apte à la négociation.

Le poste est basé à Stuttgart (Allemagne) et nécessite de fréquents déplacements de courte durée.

La langue de travail est l'anglais et la pratique de l'allemand est souhaitée.

NINTA

Merci d'envoyer votre lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 105HW à notre Conseil NINTA RESSOURCES HUMAINES - 30 rue du Faubourg Montmartre, 75009 PARIS.

Développeur et politique

RÉGION CENTRE

Aujourd'hui 25 millions de français utilisent les services de la mutualité française. Leader sur notre région, nous sommes présents sur de nombreux secteurs d'activité et nous recherchons notre

DIRECTEUR GÉNÉRAL

En collaboration directe avec les administrateurs, vous poursuivrez le développement de la mutuelle sur sa région. Vous contribuerez au maintien et à la pérennité du bon climat social qui règne dans l'entreprise. Reconnu comme un vrai manager, vous saurez faire partager notre projet d'entreprise à l'ensemble de vos collaborateurs.

A 35/40 ans, ouvert, concret et tonique, vous avez notre style. Vous appréciez de rejoindre une entreprise en croissance, profitable et bien gérée.

Votre expérience de la mutualité, la connaissance de l'assurance sont pour nous importantes.

Nous vous remercions de nous envoyer votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 5F20/M à notre Conseil : Pascal DECARY - CAPFOR - 22 bd de la Mame - 76000 ROUEN.

CAPFOR

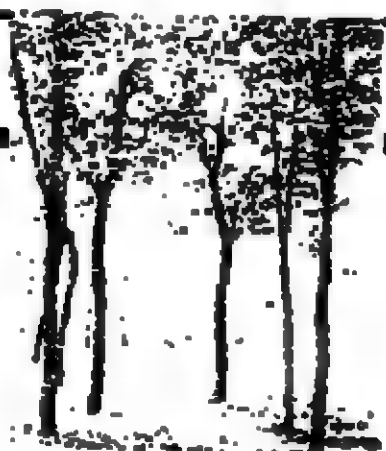
ALSACE - AQUITAINE - BRETAGNE - FRANCIE COMTE - ÎLE DE FRANCE - MIDI PYRÉNÉES - NORD PAS DE CALAIS - NORMANDIE - PROVENCE ALPES CÔTE D'AZUR - PAYS DE LOIRE - RHÔNE ALPES

36 15
LM

Chaque mois, 25 000 utilisateurs se connectent sur 3615 LM, le service télématique expert de l'emploi des cadres. Depuis un an, 40 000 CV ont été déposés sur 3615 LM.

SECTEURS DE POINTE

Production - Informatique - Haute Technologie



Née début 1992 de l'association entre SOLETANCHE et FRANCE DECHETS (filiale du Groupe SITA), INERTEC est spécialisée dans le développement et la mise en œuvre industrielle de procédés d'inertage de déchets industriels spéciaux pour lesquels elle a mis au point des procédés originaux et performants. Elle a acquis une connaissance approfondie de la nature des déchets à inertier et des industriels producteurs. Pour accompagner son développement, INERTEC recherche aujourd'hui, pour Nanterre, son

Responsable Ingénierie Industrielle h-f

Vous avez pour mission essentielle la mise en œuvre des procédés mis au point en laboratoire : définition et organisation d'essais sur pilotes, conception de matériels, consultation et sélection des fournisseurs, réalisation de projets d'exécution, suivi de travaux (plannings, coûts...), assistance technique au client. Vous travaillez en collaboration étroite avec le laboratoire d'INERTEC, mais vous pouvez aussi vous faire aider par des Bureaux d'Etudes extérieurs.

Agé de 35 ans minimum, vous avez nécessairement une solide formation d'Ingénieur Généraliste (Mines, Arts et Métiers...), assortie d'une expérience réussie d'environ 8 ans dans un poste à fort contenu ingénierie, process, génie chimique. Vous développez des connaissances générales sur le milieu des liants hydrauliques et les différents procédés de traitement et d'élimination de déchets. Homme de contacts, vous entretenez des relations étroites avec les entreprises extérieures (fournisseurs, clients). Vous êtes le responsable de tous les projets d'INERTEC.

Merci d'envoyer CV, photo et prétentions à Geoffroy Vieljeux - Responsable du Recrutement des Cadres - Groupe SITA - 7, rue de Logelbach 75017 Paris (fax : 42 67 42 75).



France Déchets

SOLETANCHE



GENEVE

Au sein de REYNOLDS TOBACCO (CA = 15 Mds USD) dont les marques leaders sont CAMEL et WINSTON, la Direction Europe, basée à Genève, gère les nouveaux marchés sur sa zone d'influence en très fort développement et pilote 7 sites de production.

Afin de prendre en charge la réorganisation des systèmes d'Informations EUROPE, nous recherchons le

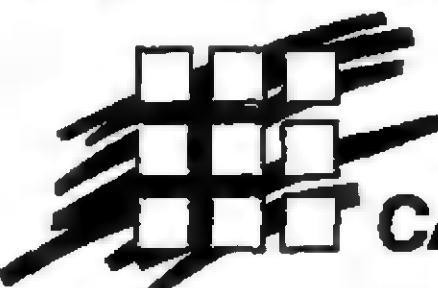
DIRECTEUR DES ETUDES INFORMATIQUES

Son objectif : mettre en place un système d'information global pour l'ensemble des sites organisé autour d'une architecture de systèmes départementaux IBM AS/400. Responsable des développements, il manage son équipe, gère ses ressources (humaines et financières), coordonne les différents projets. En relation avec les R.I. locaux, il définit et met en place les standards garantissant la compatibilité et la cohérence des informations entre les divers sites (unités de production, centres de distribution, directions nationales...).

Ingénieur ou universitaire, à plus de 30 ans, vous avez acquis 7 à 10 ans d'expérience de conduite de projets, dont une partie comme chef de service. Habitué aux environnements multi-sites, vous avez de préférence travaillé quelques années sur des projets destinés à des filiales étrangères.

Utilisateur de MERISE, vous avez de solides compétences IBM AS/400. Vous pratiquez parfaitement la langue anglaise, langue de travail du groupe.

Eric DETANG vous remercie de lui écrire en précisant la référence 3801 LM. Les entretiens auront lieu à Paris ou à Lyon.



CADRIciel

CADRICIEL 59 Bd Vivier Merle - 69429 LYON Cedex 03. CONSEIL EN RECHERCHE DE CADRES ET DIRIGEANTS

Développez vos compétences informatiques et réalisez de grands projets

Analyste débutant

Gervais Danone bénéficie d'une informatique puissante et diversifiée (en central : IBM 3090 18S sous MVS/ESA et dans les établissements : 8 bases et 8 usines : ordinateurs départementaux DIGITAL PDP et VAX). En relation permanente avec les utilisateurs, elle contribue activement à la compétitivité et à l'image qualité de l'entreprise. Rattaché au Chef de Projet vous développez des logiciels et gérez des applications avec l'utilisation d'outils de conception, de LAG et de bases de données relationnelles.

Ingénieur informaticien ou généraliste, magiste ou maître informatique, nous vous offrons une solide formation afin d'acquies un réel professionnalisme.

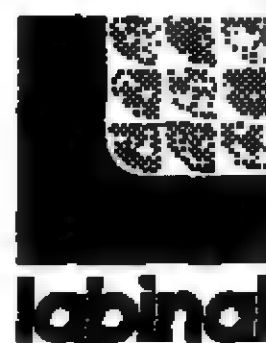
Pour ce poste basé à notre siège de Levallois (92), merci d'adresser votre candidature, sous réf. CW79M, à BSN, Service Recrutement des Cadres, 7 rue de Téhéran, 75381 Paris Cedex 08.



GERVAIS DANONE

8 usines totalisant
2 000 personnes
en France, premier
producteur mondial de
produits laitiers ultra-
frais. Qualité, fiabilité
et rapidité : trois règles
d'or pour satisfaire
chaque jour un million
de consommateurs.

PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS
ET TROISIEME EUROPEEN



17 000 personnes dans le monde, 10 milliards de francs de CA, 10 divisions dont les activités s'exercent dans les secteurs industriels de l'aéronautique et de l'automobile. Des produits et services caractérisés par une technologie avancée.

Ingénieur Assistance Technique Export

La société Telma (340 personnes, 400 MF de CA en 92 dont plus de 60 % à l'export), conçoit, développe et commercialise des ralentisseurs électromagnétiques pour véhicules industriels.

Au sein de la Direction Assistance Technique, vous assurerez les liaisons techniques avec l'Autriche et les pays de l'Est et assisterez notre filiale allemande basée à Stuttgart lors des contacts techniques avec les constructeurs de véhicules industriels et les équipementiers. Votre éventail de contacts est très large et vous faites l'interface entre les services du siège en France, de la filiale allemande et ceux des constructeurs. Le poste est situé au siège de Telma mais nécessite une grande disponibilité : les déplacements sont fréquents. Ingénieur mécanicien/électronicien, vous parlez impérativement allemand ; vous faites preuve de dynamisme ; tout en étant autonome, vous avez une faculté naturelle à travailler en équipe. La connaissance du monde automobile, une expérience professionnelle préalable sont souhaitées. Réf. IATE

Coordinateur Qualité

La Division Systèmes de Liaisons Électriques Automobile (5 800 personnes, 3 140 MF de chiffre d'affaires en 1991) conçoit et réalise des systèmes électriques pour l'industrie automobile.

Rattaché directement au Directeur de la Qualité Centrale, vous serez son représentant auprès des unités de production du nord de la France. Vous ferez l'interface entre le Service Central de la Qualité qui définit les procédures, et les services délocalisés (production, méthodes industrielles) ; vous veillerez à l'application de ces procédures, à la réalisation des étapes du plan annuel d'amélioration de la Qualité (P.A.A.Q.) et coordonnerez la politique qualité des différents sites. Ce poste est basé dans une de nos usines à proximité de Reims dans l'Aisne (02). Déplacements à prévoir.

Ingénieur mécanicien ou électricien (autour de 30 ans), vous avez une spécialisation en gestion des outils qualité et faites état d'une expérience de qualificateur en entreprise de quelques années. Vous faites preuve d'autorité naturelle et savez être diplomate. La connaissance du milieu constructeur ou équipementier est un plus. Réf. CQ

Merci d'adresser votre candidature, sous la référence du poste choisi, à Jean-Rémi Bur, Labinal, Direction des Affaires Sociales, Gestion des Cadres, 5 avenue Newton, BP 218, 78051 Saint-Quentin-Yvelines Cedex.



mercredi 28 octobre 1992 de 14h à 16h



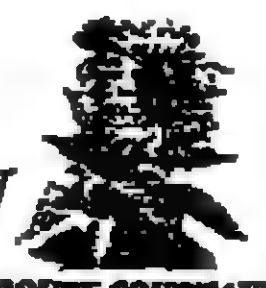
vous invite à assister à sa tribune :

"La gestion des hommes par famille professionnelle. Deux exemples : la famille des explorateurs et celle des juristes"

UNESCO
125, avenue de Suffren
75007 Paris
Métro Ségur

Ingénieurs de très haut niveau,
SUNMAN vous donne rendez-vous, en rubrique le "Monde des Cadres"

SUNMAN



RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36 15 LM

SECTEURS DE POINTE

Investissez-vous
dans votre entreprise.

Afin d'offrir une gamme de produits UNIX toujours plus compétitifs et de proposer à nos clients des solutions adaptées à leurs besoins, Bull recherche pour sa Direction Marketing Internationale :

Chefs de marchés

MISSION : Participer à l'identification des segments de marchés
● Définir le produit dans sa globalité (packaging, prix, image...)
● Positionner le produit face à la concurrence
● Développer les outils de vente en liaison avec les réseaux commerciaux
● Assurer le lancement des produits (plan d'annonce, production des outils de vente...)
● Coordonner les programmes marketing
● Assurer une information régulière des réseaux commerciaux.
PROFIL : De formation Ingénieur ou Ecole de Commerce, avec une expérience de 2 à 5 ans en marketing ou vente dans les systèmes ouverts. Maîtrise de l'anglais nécessaire.
Réf. CM/69

Chef de produit
Télécom

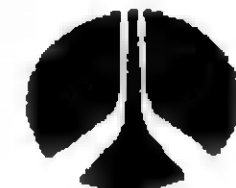
MISSION : Finaliser le packaging, le catalogue des produits télécom en environnement UNIX et les positionner face à la concurrence
● Définir les messages marketing
● Réaliser et distribuer les kits d'annonces
● Assurer les supports des réseaux commerciaux.
PROFIL : Ingénieur avec une réelle expérience des produits de télécommunication et d'UNIX, et si possible dans le domaine du marketing. Maîtrise de l'anglais nécessaire.
Réf. CP/69

Bull
lance le
défi
des hommes

Merci d'adresser votre candidature : lettre manuscrite, CV et prétentions en précisant la référence du poste choisi à Martine RAZAFI - Service Recrutement - BULL SA - 94, avenue Gambetta 75020 Paris.

Réseaux
et systèmes
d'information

Bull



Rockwell International

Équipementier automobile, nous sommes leader européen sur des produits tels que les lave-vitres, les toits ouvrants, les systèmes de sièges, les serrures et contrôles d'accès. ROCKWELL ABS France emploie 1500 personnes réparties sur 4 sites industriels. Notre Direction des Achats traite un CA de 750 MF dont un tiers à l'étranger pour 3000 articles. Cette direction, établie près d'Orléans, se renforce et crée un poste d'Ingénieur

ACHETEUR EQUIPEMENTS

Après étude des équipements et des fabrications dans les 4 sites, en conformité avec la politique Achats et en concertation étroite avec les Directeurs Opérationnels dont vous êtes l'interface et le conseil, vous êtes chargé : d'établir les besoins, de les hiérarchiser, d'étudier le retour sur investissement, de rechercher les fournisseurs ou constructeurs dûment qualifiés, de négocier les achats, de suivre les livraisons et installations en délais et qualité.

Ce poste requiert : un diplôme d'Ingénieur (option mécanique, automatismes, robotique...), une expérience industrielle d'au moins 5 ans partie en Achats, partie en ingénierie ou fabrication grande série pour composants et sous-ensembles mécaniques, électriques, plastiques. Vos qualités personnelles de rigueur et de négociateur, votre esprit d'équipe, votre aisance en anglais (+ une autre langue) et votre disponibilité... feront la différence.

h/b
RECRUTEMENT

Merci de confier votre dossier (CV, lettre manuscrite, photo, salaire actuel) à : HÉRVE LE BAUT CONSULTANTS 11 rue La Boétie, 75008 PARIS. Tél : 42 65 39 39

ORGANISATEUR

À LA DIRECTION DES INVESTISSEMENTS FINANCIERS

Dans le cadre de la restructuration de son système d'information, la Direction des Investissements Financiers des AGF recherche un consultant pour renforcer son service organisation et système d'information, composé de 2 personnes.

En liaison avec la Direction Informatique et les sociétés de service extérieures, vous contribuerez à la conception des schémas directeurs de la Direction et à la définition de nouveaux circuits de gestion.

Diplômé d'une école d'ingénieur, vous avez acquis une expérience d'environ 3 à 5 ans, de préférence dans une SSIL et effectué des missions d'organisation dans le secteur de la gestion des investissements et des marchés de capitaux.

Ces perspectives vous intéressent ? Adressez dès à présent votre candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions), sous réf. MOTIF, à Jacqueline MARIAUX - AGF Recrutement 33, rue La Fayette - 75009 PARIS.

Aux AGF, en étudiant chaque jour les courbes des grandes évolutions de ce monde, nous anticipons pour offrir des produits sans cesse plus compétitifs, plus adaptés et pour faire progresser le métier de l'Assurance.

Nous sommes 20000 personnes. Nous réalisons un CA de 55 milliards en France et dans plus de 30 pays.

Ensemble, nous allons donner de l'avenir à votre avenir.

PARCE QUE DEMAIN SE DÉCIDE AUJOURD'HUI.

AGF
avec vous



A l'aube du

XXI siècle,

venez vivre

l'un

des plus

ambitieux

défis

européens.

ANALYSER et CONSEILLER
INFORMER et ANIMER

sont les termes clés de cette fonction

INGÉNIEUR HYGIÈNE/SÉCURITÉ

Votre rôle :

Contribuer à l'optimisation des conditions de travail, d'hygiène et de sécurité chez Eurotunnel France par :

- La préparation et la gestion des réunions CHSCT.
- La coordination et la diffusion de l'information légale, la formation et la sensibilisation des personnels.
- L'analyse et le conseil en matière de prévention des risques, l'animation des correspondants hygiène/sécurité.

En poste à Calais, vous serez en relation régulière avec vos homologues britanniques.

Votre profil :

De formation supérieure technique, vous avez une expérience confirmée dans une fonction similaire, en environnement industriel ou de services, et une bonne pratique de l'anglais.

Vous êtes enthousiaste, pédagogue et bien organisé.

Merci d'adresser CV, photo, lettre et votre rémunération actuelle sous la référence 51HSLM (sur lettre et enveloppe) à : MERCURI URVAL, 95 avenue Victor-Hugo, 92563 Rueil-Malmaison Cedex.

Mercuri Urval

PEUGEOT CITROËN
MOTEURS

Filiale de Peugeot SA, notre vocation est d'adapter et commercialiser les moteurs et ensembles mécaniques produits par le Groupe. A 100 personnes, nous développons un CA de plus de 800 MF, dont 95% à l'export. Pour soutenir notre développement, nous recherchons notre :

Responsable des Etudes
et Développement Moteurs

Paris Ouest

Votre mission : A la tête d'une équipe de 7 ingénieurs et techniciens, vous prenez en charge et animez le développement et les essais des moteurs prototypes. Vous jouez à la fois un rôle technique (adaptations, performances, fiabilité, dépollution...) et un rôle de support auprès de notre Direction Commerciale. Vous définissez la meilleure adéquation entre le produit standard de PSA et l'application du client. Vous pilotez plusieurs projets en étroite liaison avec nos services internes et avec les ingénieurs de Peugeot et Citroën.

Votre profil : Ingénieur motoriste confirmé (ENSPM, A&M ESTACA...), vous avez la capacité à mobiliser votre équipe autour des objectifs que vous avez déterminés.

Homme de dialogue, vous collaborez avec nos différents services tant à l'interne que dans le groupe PSA. Vos qualités relationnelles et votre esprit de synthèse vous permettent d'optimiser nos propositions techniques auprès des clients (anglais indispensable).

Votre polyvalence vous permet de vous adapter à tous les types de projets industriels (automobile, marine, travaux publics, maintenance...). Vos résultats vous permettront d'évaluer au sein d'une structure qui allie les avantages d'une PME à ceux d'un grand Groupe.

Pour un entretien le jeudi 22 octobre 92, merci d'adresser lettre, CV et photo sous référence 34915 à HCA - 19/21 Bd Gambetta - 92137 Issy-les-Moulineaux Cedex.

BRANCHER

La Société BRANCHER

fabrique et commercialise en France et à l'international des encres d'imprimerie. Notre notoriété et notre professionnalisme nous incitent à créer un poste d'Ingénieur Commercial sur un marché très technique en développement.

Votre profil : à 26/32 ans, Ingénieur de formation, une première expérience de la vente de produits industriels vous a permis d'acquies une personnalité commerciale et un sens relationnel développé. Impliqué et motivé, vous maîtrisez une langue étrangère.

Votre mission : vous jouerez un rôle de vente-conseil et de prospection auprès d'industries spécialisées, en tandem avec un ingénieur RD. Votre efficacité vous permettra d'évoluer rapidement en France ou à l'international.

Ce Poste basé en RP implique de fréquents déplacements.

Merci d'adresser une lettre de motivation, CV, photo, rémunération actuelle et souhaitée sous référence B12/LM à : SELECOM - 226, rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 PARIS.

Seicom
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

SYNTHÉLABO - Société Française Pharmaceutique sur le marché français - 7 000 personnes - 4,5 Milliards de Francs de CA - 1 milliard de Francs consacré à la recherche.

Synthélabo, Ela Medical est le spécialiste français de stimulateurs cardiaques et de systèmes Holter. Synthélabo connaît une progression annuelle de son CA.

Ingenieur Concepteur
de Circuits Intégrés
Analogiques

Vous participerez à l'étude de nouveaux stimulateurs cardiaques au sein du Laboratoire de R & D. Dans ce but, votre rôle sera de concevoir des circuits intégrés à alimentation analogique (basse tension, faible consommation, faible bruit) dans des process CMOS et BICMOS, MICRONIQUE et SUBMICRONIQUE. Vos compétences dans le domaine

des circuits à capacités commutées et de la micropuissance seront très appréciées ainsi que vos connaissances des outils de C.A.O., simulation, layout... Diplômé d'une Grande Ecole, votre expérience professionnelle de 3 ans minimum dans un domaine comparable vous permettra une intégration et une évolution rapides.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous la référence 92ICC à l'attention de : Madame DONNAREL - Direction du Personnel - 98/100 rue Maurice Arnoux - 92130 MONTRouGE.

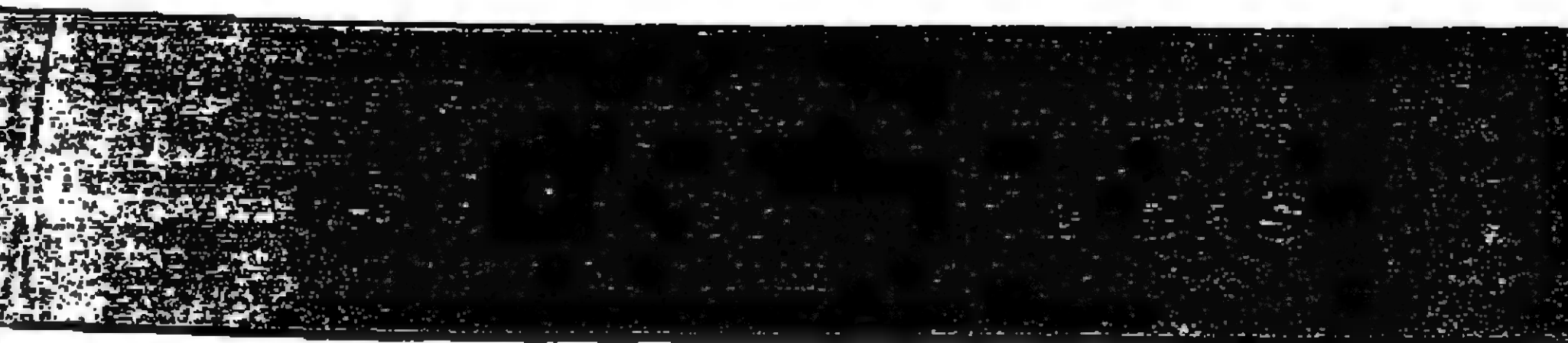
Synthélabo

مركزاً من راصيل

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mercredi 7 octobre 1992 33

SECTEURS DE POINTE



Conditions générales : Niveau minimum BTS/IUT, MAÎTRISE, INGÉNIEUR. Pour tous les postes la pratique de la méthode MERISE sera un plus. La rémunération sera celle du marché selon le niveau et l'expérience acquise.

Fonctions recherchées : Analyste/Concepteur • Ingénieur Études • Ingénieur Système.

PARIS

30 postes à pourvoir immédiatement dans les domaines de compétence suivants :

- GCOS8 - COBOL - DMIV TP/TP8
- GCOS8 - COBOL - DMIV TP/TP8 - TSS - IDS2, 5 ans d'expérience + spécialiste en Métrologie + connaissance du monde virtuel
- MVS - CICS - DB2
- MVS - CICS - DB2 OMF - TSO, 5 ans d'expérience
- Double compétence MVS - CICS - GCOS8 - DMIV TP
- Double compétence GCOS8 - GCOS7
- UNIX - INFORMIX - WINDOWS - EXCEL - Connaissance réseau
- UNIX - ORACLE (Client/Serveur)
- Spécialiste en réseau et sécurité informatique
- Avoir été Chef de Projet et Concepteur d'Application
- Avoir été Chef de Projet et Concepteur d'Application et avoir planifié à grande échelle
- Avoir été Responsable Technique de Projet UNIX - ORACLE

Candidatures à adresser à :

M. le Directeur du CREDI PARIS
66, rue de l'Ourcq - 75935 PARIS Cedex 19

EVREUX

1 poste à pourvoir immédiatement dans le domaine de compétence suivant :

- Avoir encadré une équipe, 3 ans d'expérience MICRO, WINDOWS/EXCEL/DOS

Candidatures à adresser à :

M. le Directeur du CENTI d'Evreux
11, rue de l'Horloge - 27038 EVREUX

RHONES-ALPES

LYON : 4 postes à pourvoir immédiatement dans les domaines de compétence suivants :

- Langage C - WINDOWS - LDO, Client/Serveur, 5 ans d'expérience
- Langage C - WINDOWS - LDO, Client/Serveur, 5 ans d'expérience et avoir été Chef de Projet

GRENOBLE : 7 postes à pourvoir immédiatement dans les domaines de compétence suivants :

- MVS COBOL Transactionnel
- GCOS8 - COBOL - DMIV TP/TP8
- Spécialiste méthodes d'automatisation de l'exploitation et connaissance des produits sous GCOS8

Candidatures à adresser à :

M. le Directeur du CREDI Rhône-Alpes
« L'Alliance », 96, rue de Stalingrad - 38000 GRENOBLE

TOULOUSE

8 postes à pourvoir immédiatement dans les domaines de compétence suivants :

- Avoir 5 ans d'expérience, une très bonne connaissance du domaine relationnel et décisionnel.
- Formation économie soudeuse
- Avoir 5 ans d'expérience, MAIN FRAME + UNIX + MICRO + bonne connaissance réseau
- Avoir 5 ans d'expérience, UNIX, Langage C, Bases de données, bonne connaissance réseau

Candidatures à adresser à :

M. le Directeur du CETELIC de Toulouse
1, impasse Henri-Ramet - 31081 TOULOUSE Cedex

OUEST

NANTES : 1 poste à pourvoir immédiatement dans le domaine de compétence suivant :

- UNIX/DOS/WINDOWS - DBASE IV

ANGERS : 8 postes à pourvoir immédiatement dans les domaines de compétence suivants :

- UNIX - INFORMIX (Client/Serveur) - 4 G
- Architectures des systèmes d'information. Langage C maîtrisé, LDO, UNIX, DOS, WINDOWS

Candidatures à adresser à :

M. le Directeur du CREDI Ouest
1, rue Bouché-Thomas - 49036 ANGERS Cedex 1

CONCEPTEUR EN SYSTÈME D'INFORMATION

Un C.A. de 14 milliards de francs en forte progression depuis plusieurs années consécutives. Un effectif de 5 000 personnes dont 3 500 commerciaux et 1 500 administratifs... Les chiffres parlent d'eux-mêmes : la Branche Vie Individuelle des AGF est n° 1 sur son marché.

La stratégie de développement de cette branche repose sur la réalisation d'investissements très importants dans le domaine de la technologie de l'information.

Afin de réaliser la conception du système informatique qui assurera la gestion des cartes AGF distribuées par le Groupe à sa clientèle, nous recherchons un concepteur en système d'information pour :

• prendre en charge côté utilisateur la définition des

besoins de demain en système d'information.

• participer en collaboration étroite avec la Direction Informatique des AGF à l'élaboration et la mise en œuvre des futurs systèmes.

Si vous êtes diplômé d'une grande école de gestion ou d'ingénieur.

Si vous avez acquis une expérience de 3 à 4 ans de la conception de système d'information (Merise) dans un cabinet ou dans une grande entreprise très informatisée.

Si vous avez une bonne connaissance de l'anglais.

Adressez votre candidature (lettre manuscrite, CV et références) sous réf. M06V à Jacqueline MARIJUX AGF Recrutement - 33, rue La Fayette - 75009 PARIS.

Aux AGF, en étudiant chaque jour les courbes des grandes évolutions de ce monde, nous anticipons pour offrir des produits sans cesse plus compétitifs, plus adaptés et pour faire progresser le métier de l'Assurance.

Nous sommes 20000 personnes. Nous réalisons un C.A. de 55 milliards en France et dans plus de 30 pays.

Ensemble, nous allons donner de l'avenir à votre avenir.

PARCE QUE DEMAIN SE DÉCIDE AUJOURD'HUI.

AGF

AVEC VOUS

CHEF DE PRODUIT MARKETING ASSISTANT CHEF DE PRODUIT MARKETING

TRANSPAC, Opérateur de Réseaux et de Systèmes de Communication, recherche pour sa filiale spécialisée en radio transmission de données basée à PARIS 14ème :

UN CHEF DE PRODUIT MARKETING

Vous serez chargé de : • l'analyse des marchés, • la définition de l'offre produits/service, • le suivi des développements, • le lancement et le suivi de la commercialisation, • l'élaboration des actions de stimulation et de développement du marché.

De formation grande école d'ingénieur ou universitaire vous avez une expérience marketing d'au moins 3 ans dans le domaine des télécommunications. Réf. MB/01

UN ASSISTANT CHEF DE PRODUIT MARKETING

Vous assisterez le responsable marketing dans la mise en œuvre de la politique de communication interne et externe.

Vous contribuerez à l'élaboration du plan de communication annuel (stratégie, plan-média, budget). Les principales actions à mener sont : • l'assistance aux Chefs de produit, • le suivi de la communication institutionnelle, • la réalisation d'opérations de promotion.

De formation universitaire, vous possédez une expérience de la fonction acquise dans une entreprise du marché des télécommunications professionnelles. Connaissance micro-informatique (WINDOWS) appréciée. Réf. MB/02

Adressez CV, photo et prétentions en précisant la référence choisie à : TRANSPAC - DPRH Tour Maine Montparnasse - 33 avenue du Maine - 75755 PARIS CEDEX 15.

TRANSPAC est une filiale de COGECOM (Groupe FRANCE TELECOM).

TRANSPAC

un élan pour vos compétences

JOUEZ GAGNANT AVEC NOUS !

CHEFS DE PROJETS

Confirmés

PARIS NORD

• Notre croissance très rapide nous amène à renforcer nos équipes et engager des Chefs de Projets, capables de maîtriser un outil de production à la pointe des technologies informatiques et en pleine évolution, rompus à l'informatisation d'une application de gestion.

• Diplômé d'une grande école d'ingénieur informatique, 10 ans d'expérience professionnelle dont 5 dans une fonction similaire vous ont permis d'appréhender l'informatisation des fonctions dans l'entreprise, la conduite de projets d'envergure (60 à 120 mois/homme) et la maîtrise entre autres de la méthodologie MERISE, du système UNIX, du langage C, du réseau NOVELL et des bases de données ORACLE.

• Organisé, rigoureux et disponible, vous menez à terme la spécification, le développement et le suivi du projet. Communicatif et pédagogue, vous encadrez une équipe d'analystes et de développeurs, internes et externes. Responsable, vous n'en avez pas moins le sens de la négociation pour veiller à la bonne exécution du projet quantitativement et qualitativement. Dans tous les cas, vous maîtrisez parfaitement l'environnement et le fonctionnement de l'entreprise.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à LA FRANÇAISE DES JEUX Secrétariat Général - Service Recrutement - 77230 MOUSSY-LE-VIEUX.

LA
FRANÇAISE
DES
JEUX

CEAC

COMPAGNIE EUROPEENNE D'ACCUMULATEURS

1er Fabricant Européen de batteries, nous sommes le partenaire privilégié des grands constructeurs automobiles. Nous réalisons 5 milliards de francs sur l'Europe, avec 6 000 salariés et 18 usines. Nous recherchons, pour renforcer notre Département "premier équipement automobile", un

Jeune ingénieur chimiste ou physico-chimiste

Dans un environnement de technicité élevée, vous aurez en charge le développement des nouveaux produits, l'évolution des produits actuels, le suivi des dossiers d'études.

Fortement attaché à la qualité des réalisations de votre équipe, vous contribuerez à l'amélioration des réponses aux besoins de nos clients.

A 25 ans, vous êtes ingénieur d'une grande école de chimie, physico-chimie ou électrochimie.

Vous avez une pratique courante de l'anglais et peut-être une première expérience. Ce poste est basé dans les Hauts de Seine.

Merci d'adresser votre dossier COMPLET

de candidature

(lettre + CV + photo)

sous référence LM/41

au Conseil de notre

Direction - COPERS

41, rue Cardinet

75017 PARIS.

copers

CONSEILS DE DIRECTION

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36 • 15 L M

مركز الامم

ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

Gestion - Finance - Ressources Humaines - Juridique

Consultant en Formation

7 millions d'heures de formation gérées, une méthodologie reconnue c'est la performance de notre groupe. Notre mission : préparer les hommes et les entreprises du Bâtiment et des Travaux Publics à leur avenir. Pour participer à notre développement en région parisienne, nous recherchons un **CONSULTANT EN FORMATION**.
Votre fonction vous mettra en relation permanente avec les entreprises (information, analyse des besoins, conseil pour l'élaboration et le suivi des plans de formation), avec les salariés (conseil pour le choix de la formation), avec les organismes de formation (ingénierie et coordination des actions). Vous êtes jeune diplômé de l'enseignement supérieur (commercial, économique, gestion des ressources humaines), vous avez au moins 2 ans d'expérience professionnelle.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle s/réf. CF/6 à notre conseil **THALMA RESSOURCES** - 17, rue de Constantinople - 75008 Paris, qui vous garantit une confidentialité totale.



mercredi 28 octobre 1992 de 9h à 11h

Le Monde

Crédit Mutuel

vous invite à assister à sa tribune :

"Gestion des ressources humaines : un second souffle"

UNESCO
125, avenue de Suffren
75007 Paris
Métro Ségur

CONSULTANT CONFIRME Management - Leadership

Depuis 11 ans, notre entreprise de conseil développe un haut niveau de professionnalisme dans "l'accompagnement" (coaching) de dirigeants et de leurs équipes de direction, afin d'accroître leur efficacité dans le domaine du management et du leadership.

Dans des contextes très variés du secteur privé et du secteur public, nous concevons avec nos clients des stratégies de développement de leur management.

Nous avons concrétisé des relations de partenariat avec des centres de recherche et d'autres sociétés de conseil dans 10 pays d'Europe ainsi qu'en Amérique du Nord.

Notre réussite résulte d'une mise en oeuvre constante d'approches pragmatiques, d'un investissement commercial fort et du développement personnel de chacun de nos collaborateurs.

Vous avez une formation supérieure et une très bonne pratique de l'anglais. Les responsabilités que vous avez exercées en entreprise et votre expérience du conseil, vous ont permis d'influencer de façon significative votre environnement professionnel et de vérifier que l'efficacité économique de l'entreprise est aussi affaire de comportements.

Vous êtes à l'aise dans la relation de partenariat avec les dirigeants, vous disposez d'un haut niveau d'énergie, vous aimez négocier, convaincre, et vous savez vendre. Vous avez envie de participer à la vie d'une équipe qui intervient en France et à l'étranger, à partir de ses deux implantations Paris et Lyon. Contactez-nous !

Merci d'adresser votre candidature à Robert BEROUD qui vous garantit une totale discrétion.

A.R.J. - 35, avenue de l'Europe - 75002 PARIS



UN GRAND GROUPE FRANCAIS DE CONSEIL ET DEVELOPPEMENT RENFORCE SON EQUIPE SERVICE PUBLIC.

NOTRE VOCATION : accompagner dans leurs mutations les administrations d'Etat, les collectivités locales et les entreprises publiques.

NOTRE MÉTIER : le conseil en stratégie, management, marketing et commercial depuis les études jusqu'à l'accompagnement opérationnel et la formation.

Nous recherchons un :

SENIOR DÉVELOPPEUR

(Réf. SP/SD)

Vous serez chargé, outre vos interventions personnelles, de développer l'activité, les produits, les méthodologies et d'encadrer les équipes de projet.

35/40 ans, de formation BAC + 5, vous avez 10 ans d'expérience minimum, dont une grande partie en entreprise publique, administration ou collectivité. Une expérience de conseil, soit en cabinet extérieur, soit en interne serait très appréciée. Vous parlez couramment anglais. Expertise en stratégie d'entreprise, marketing, management : une compétence en matière de GRH constituerait un plus.

Autorité, capacité au développement commercial et engagement personnel sont des qualités indispensables.

CONSULTANT SENIOR

(Réf. SP/CS)

Vous serez chargé d'intervenir dans les missions, d'en piloter certaines, mais aussi de développer commercialement.

32/35 ans, de formation BAC + 5, vous avez 5 ans d'expérience minimum, dont trois en entreprise publique, administration ou collectivité et possédez une formation initiale incluant obligatoirement le marketing. Vous parlez couramment anglais et maîtrisez parfaitement les techniques d'études. Une expertise particulière, soit dans le domaine de la gestion financière, soit dans celui de la GRH constituerait un plus.

Nous vous demandons une bonne aptitude pédagogique (animation de groupes de travail, formation) et une forte implication personnelle.

Merci d'adresser cv, lettre manuscrite, photo et prétentions sous référence choisie à BERNARD JULHIET - 79/83 rue Baudin - 92309 Levallois Perret Cedex.

BERNARD JULHIET
CONSEIL ET DEVELOPPEMENT

La qualité de

notre service,

ce sont

avant tout

des

collaborateurs

de qualité.

Leader incontesté sur notre marché, nous recherchons un **JURISTE IMMOBILIER**.

De formation supérieure (Maîtrise de Droit au minimum et connaissances comptables souhaitées), vous avez de préférence une expérience de 1 à 2 ans ou au moins de solides connaissances en DROIT IMMOBILIER.

Au sein de la Direction Juridique, vous assisterez le Responsable du Secteur Immobilier (bâti commercial, acquisition de terrains et d'immeubles, construction, assurances, desordres, fiscalité...).

Merci d'adresser votre candidature au Groupe DARTY - Service Juridique - 11 Bd Pershing - 75658 PARIS CEDEX 17.



TV - VIDEO - HIFI

ELECTROMENAGER

Le Groupe OCP, 60 sociétés en France et à l'étranger, 6 000 personnes, 35 milliards de CA (titres négociés au marché hors cote de la Bourse de Paris) est spécialisé dans la distribution de produits de santé. Nous recherchons un

AUDITEUR INTERNE

Rattaché au Secrétariat Général du Groupe, la mission du Service audit interne est de veiller à la sauvegarde des actifs et à l'amélioration des performances de l'entreprise dans toutes ses activités.

Vous êtes chargé d'assurer les missions d'audit, d'analyse et d'investigation à dominante opérationnelles, financières et de faire part de vos recommandations.

La trentaine, diplômé d'une Ecole de Commerce, vous possédez le DESCF voire le DEC et vous bénéficiez d'une expérience dans des fonctions similaires en cabinet et en entreprise. Outre des qualités de rigueur, d'autonomie, de diplomatie ce poste nécessite une pratique courante de la langue anglaise, (une deuxième langue serait un plus) et de bonnes notions en micro-informatique.

Basé à Paris, il implique de fréquents déplacements en province et à l'étranger.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. M91 à OCP - Recrutement et Suivi des Carrières - 24 rue des Ardennes - 75019 Paris.



Responsable Back Office

Importante compagnie maritime, basée à MONACO, recherche dans le cadre du développement de son département financier son Responsable Back Office.

Rattaché à la direction, vous supervisez une équipe de 12 personnes et vous assurez le contrôle des opérations financières (titres, placements financiers, achat/vente de devises...). Préférentiellement, vous êtes familier avec les statistiques financières.

Une expérience similaire dans le secteur bancaire ou financier associée à votre excellent sens de l'organisation et votre capacité d'encadrement font de vous le candidat idéal pour ce poste.

Vous possédez une parfaite maîtrise de l'anglais et avez de bonnes connaissances de la micro-informatique.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 90.110 à AMBITIONS +, 208 route de Grenoble, 06200 NICE, qui transmettra.

MONACO

مركزا من الامم

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mercredi 7 octobre 1992 35

ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

Le développement de logiciels graphiques performants est notre métier.
Filiale en France d'un important groupe U.S. solidement implanté en Europe, nous commercialisons des produits et services destinés aux professionnels des arts graphiques et aux utilisateurs de micro-informatique professionnelle. Notre culture d'entreprise est forte et notre croissance, nos projets nous conduisent maintenant à créer le poste de

Finance Controller 250 - 280 KF Bilingue Anglais

Avec 3 à 5 ans d'expérience confirmée du reporting anglo-saxon, vous maîtrisez bien les aspects comptables, budgétaires, prévisionnels de la gestion. Vous pratiquez EXCEL et MAC.

Bras droit de notre Directeur Financier, assisté de 3 personnes, votre rôle se définit par l'impératif d'élaborer et d'exploiter au plus haut niveau les données de gestion de notre centre de profit.

Votre fonction implique aussi la nécessité de favoriser la réflexion stratégique de la direction générale sur la base d'informations fiables et bien maîtrisées.

Diplômé d'études supérieures en gestion-comptabilité-finance, nous attendons de vous une compétence affirmée, autonome, pertinente et adaptative, acquise en environnement international.

Ce poste est basé non loin de Vélizy-Villacoublay (78) sur un parc technologique attrayant.

Merci d'adresser votre lettre de candidature, CV, photo et rémunération à notre Conseil sous référence E CNT 01 M, qui garantit la confidentialité.



EQUIPES ET ENTREPRISES

3, rue de la Bourse 75002 PARIS

PARIS • LONDRES • MANCHESTER • FRANCFORT • STUTTGART • MILAN • MADRID

Groupe industriel français (2,5 Mds F, 3 000 personnes)
recherche son

Responsable Juridique

Paris

Rattaché au Directeur Administratif et Financier, vous interviendrez principalement en droit des sociétés, droit des contrats, contentieux, assurances, propriété intellectuelle, immobilier... Vous serez également le conseil de la Direction dans le cadre d'opérations ponctuelles.

très significative en matière contractuelle. Appréciant les contacts à tous les niveaux, vous êtes sérieux, organisé, rigoureux, avez une ouverture internationale et souhaitez évoluer au sein d'une entreprise stable offrant des perspectives sur le long terme. L'anglais constitue un atout supplémentaire.

Agé de 31/34 ans, de formation juridique supérieure (DEA, DESS, DICE...), vous justifiez de 7/9 ans d'expérience, acquise principalement au sein d'une entreprise industrielle, dans une fonction juridique généraliste comprenant une pratique

Contactez Antoine Goldschmidt au (1) 45.53.26.26 ou adressez CV + lettre manuscrite + photo + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Tax & Legal, 30 bis rue Spontini 75116 Paris, sous réf. AG8464MO.



Michael Page Tax & Legal

Spécialiste en recrutement Juridique et Fiscal

LA GESTION DES
RESSOURCES HUMAINES
OUTIL CLE DE NOTRE
DEVELOPPEMENT

Notre Société parmi les leaders sur ses marchés
(1,6 Md de CA) recherche pour son Unité de Production
de MARSEILLE (200 pers.)

Responsable ressources humaines HF

Conseiller du Directeur de l'unité, vous assurerez la fonction sous tous ses aspects, dans le cadre d'une politique sociale fondée sur une gestion dynamique des Ressources Humaines (gestion prévisionnelle des emplois, développement des compétences, mise en place d'organisations qualifiantes...) et sur des actions de communication interne mobilisatrices et fédératrices du personnel autour des projets de l'entreprise.

Agé de 30 à 35 ans, votre formation supérieure complétée par une expérience réussie de 5 ans environ dans une fonction similaire, mais aussi votre charisme, votre sens de l'écoute et vos qualités relationnelles seront les garants de votre réussite.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) en précisant la réf. 141, à RCL, Direction des ressources humaines, 29 bd Charles-Nédelec, 13003 MARSEILLE.



CADRE FINANCIER INTERNATIONAL

Filiale de GTM-ENTREPOSE
(Groupe Lyonnais des Eaux-
Dumex) ETPM est l'un des spé-
cialistes mondiaux de l'offshore
parapétrolier et réalise un chiffre
d'affaires de 2,7 milliards de
francs. Notre volonté de
développement nous conduit à
recruter un CADRE FINANCIER.

De formation supérieure, vous
souhaitiez valoriser une première
expérience de 5 ans acquise
dans une direction financière ou
dans un établissement financier
ayant une activité internationale.
Vous prendrez en charge
l'analyse, le suivi et la mise en
œuvre de notre politique en
matière de change et de résor-
ter. Répondant directement
au Directeur Financier, secondé
par deux personnes, votre
mission s'articule autour de

3 axes principaux :
- Consolider les prévisions de
résultat à court et moyen
terme, en suivre les réalisations,
établir la position de change.
- Suivre les résultats liés aux
opérations financières.
- Superviser la gestion de résor-
ter en valeur (Back Office et
Front Office), la gestion des
paiements de la société et la
gestion du risque de change.

Notre bonne connaissance de
Lyonnais et votre pratique cou-
rante de l'anglais doivent vous
permettre de vous investir totale-
ment dans ce poste offrant
une évolution certaine vers des
responsabilités plus importantes.
Merci d'adresser votre candida-
ture (lettre, CV, photo) à
ETPM - DAF -
57, Avenue Jules Quentin
BP 207 - 92002 NANTERRE
Cedex.



LA MER A SES

ARCHITECTES

JURISTE A DIMENSION INTERNATIONALE POUR NOTRE HOLDING

Notre holding est l'expression d'une volonté
stratégique de croissance traduite en 5 ans dans
les faits par l'évolution de notre PME familiale
de 200 personnes à un Groupe d'une vingtaine de
sociétés représentant 1000 personnes. Nous
sommes industriels et les premiers mondiaux dans
notre domaine avec des produits reconnus.

Rattaché directement à notre Président, vous serez
notre conseil interne et l'interface avec nos conseils
externes. Que ce soit en France ou à l'international,
vous serez concerné par tous les aspects juridiques
de notre activité (droit des sociétés - social -
commercial, fiscal, propriété industrielle...). En un
mot vous saurez nous aider à aller plus loin, plus
sûrement.

La trentaine, vous avez au moins votre maîtrise de
droit et une réelle expérience du droit des affaires
dans ce type de fonction en entreprise ou en
cabinet. Impérativement vous parlez anglais.
Agissant à un niveau international, vous aurez à
voyager de temps en temps. Poste basé dans la
région de Reims (à une heure quinze de Paris).

Merci d'adresser lettre, cv, photo sous réf. 1/409M
à BERNARD JULHIET - 7483 rue Baudin
92309 Levallois Perret Cedex.

BERNARD JULHIET
CONSEIL ET DEVELOPPEMENT

Structure Management

CONSEILS DE DIRECTION

Structure & Management, cabinet de recherche de cadres supérieurs,
vous accueillera désormais à sa nouvelle adresse :

128, rue du Faubourg Saint-Honoré

75008 PARIS

Tél. : 42 56 27 55 - Fax : 45 61 19 79



SOCIETE D'AMENAGEMENT ET DE MAITRISE D'OUVRAGE
située à MONTPELLIER recherche

Responsable du service juridique

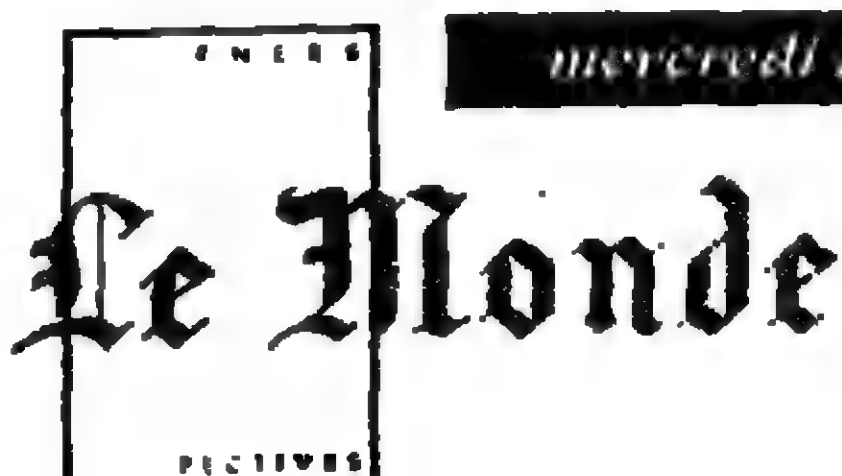
Mission : droit de l'urbanisme, marchés publics et privés, contrats et conventions
avec ses clients (SEM, collectivités locales...).

Profil : formation juridique de base, pratique de la fiscalité immobilière dans le secteur de
l'aménagement, de la construction (bâtiment, promotion immobilière, immobilier d'entreprise) et de
l'assistance aux collectivités locales.

Entretiens possibles à Paris.

Adressez CV et photo, sous la référence LR1092H, à Arlette
Garcia, Florian Mantione Institut, BP 9227, 34043
Montpellier Cedex 01, ou conseillez la définition de fonction
sur Minitel 3615 code SOFTEL.

Florian Mantione Institut
Premier Réseau National de Conseil en Recrutement



vous invite à assister
à sa tribune :

"La SNCF : décentraliser et anticiper"

UNESCO
125, avenue de Suffren
75007 Paris
Métro Ségur

Le 1^{er} octobre 1992

Jean-Claude BERNYS, Jean-François JOURDREN, Gérard Le MARCIS
changent d'adresse et vous remercient de bien vouloir noter
leurs nouvelles coordonnées.

Triade & associés

171, Quai de Valmy - 75010 PARIS

Tél. : (1) - 42.05.60.60 - Fax : (1) - 40.38.28.35

Recherche et Recrutement de cadres.

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36 15 LM

ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

BANQUE INTERNATIONALE à PARIS
recherche pour développer son département Correspondent Banking
ANALYSTES DE CREDITFormation Supérieure (Ecole de Commerce, Université).
Expérience bancaire souhaitée minimum 3 ans. Langue anglaise indispensable.Merci de déposer votre CV sur Minisat 3616 EUROMES code 2260 ou adresser lettre
manuscrite + CV + photo sous référence 2260 à EUROMESSAGES - BP 80 -
92105 BOULOGNE Cedex qui fera suivre votre dossier.3616
EUROMES**Chef de mission**Cabinet d'Audit et de Conseil
International Implanté à Paris,
nous savons être les conseillers
attentifs des entreprises à tous
les stades de leur évolution.
La diversité de nos
compétences nous permet de
nous investir auprès
d'entreprises couvrant de
nombreux secteurs d'activité.Dynamique et performant, de formation Grande Ecole
de Commerce, vous avez acquis impérativement
3 ans d'expérience en cabinet et pratiquez l'anglais
couramment.
Pour rejoindre notre équipe d'audit, adressez votre
dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo
et prétentions) sous réf. 7588 à DEB'S
103, rue Joffroy d'Abbas - 75017 Paris,
qui transmettra.Société industrielle, leader dans le domaine de l'équipement des routes
(CA 330 millions de Francs, 5 sociétés consolidées en France), recherche son**DIRECTEUR
ADMINISTRATIF ET FINANCIER**

Paris Ouest

500 KF +

■ Rattaché au Directeur Général et encadrant une équipe d'environ 30 personnes,
vos attributions couvriront la totalité de la fonction comptable et financière, la gestion
du personnel et l'administration générale. Vous serez en outre l'élément moteur du
développement et de la mise en oeuvre de nos nouveaux systèmes d'information, avec
pour objectif l'amélioration de notre contrôle de gestion.■ Agé d'au moins 35 ans, diplômé de l'enseignement supérieur (ESC + DECS), vous
avez acquis au minimum 5 ans d'expérience dans un environnement industriel et
maîtrisez les techniques comptables anglo-saxonnes.■ Une bonne pratique de la langue anglaise, vos capacités d'encadrement, votre
implication personnelle et votre disponibilité vis-à-vis des opérationnels vous
permettront de jouer un rôle actif auprès de la Direction Générale et d'exercer avec
succès le haut niveau de responsabilité proposé.■ Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite et CV) sous référence. P360 M
à Ernst & Young Conseil - 51, rue Louis Blanc, Cedex 75, 92037 Paris la Défense 1, qui
étudiera votre dossier en toute confidentialité.**ERNST & YOUNG**
CONSEIL**Promodès**Promodès, 2^e groupe de distribution en
France (47.000 personnes, CA consolidé
76 milliards de francs) recherche un**Directeur de la Gestion
Sociale**35 ans minimum, de formation supérieure, vous
justifiez de 10 ans d'expérience réussie dans la
gestion administrative du personnel d'un grand
groupe à structure complexe.Rattaché au Directeur Général des Ressources
Humaines, vous aurez à animer pour l'ensemble
du groupe, la gestion sociale (participation,
plan d'épargne d'entreprise, F.A.F., 1%, ...) et à
utiliser votre compétence d'expert dans deux
domaines importants : les régimes de retraite et
de prévoyance et la gestion informatisée
(payes - bilans sociaux - tableaux de Bord).Véritable coordinateur, vous travaillerez avec
votre équipe en liaison étroite avec les
Directeurs des Ressources Humaines des diffé-
rentes entreprises du Groupe.

Ce poste est basé à CAEN.

Envoyer lettre manuscrite, CV photo et préten-
tions sous réf. M/10 à notre conseil Gérard LABBE
13, bld du Maréchal Juin - 14000 CAEN, qui
garantit la plus totale confidentialité.

groupe Promodès LA DISTRIBUTION PAR EXCELLENCE

Join the team now !Implantés à Paris depuis 2 ans, nous sommes le siège européen
d'une société US dont les produits sont très réputés pour la pratique
des sports de plein air (alpinisme, surf, randonnée...). Notre
développement est très rapide (CA 92 : 100 MF). Notre objectif à
3 ans est de tripler notre CA à travers un réseau de magasins ou de
"corners" à notre marque dans les principales villes européennes.
Nous recherchons aujourd'hui notre :**YOUNG EUROPEAN
CONTROLLER H/F**■ Bras droit de notre Direction Générale Europe à Paris et en
liaison étroite avec notre Direction Financière aux USA, au sein
d'une structure légère, jeune et dynamique, animant une petite
équipe, vous assurerez l'ensemble des responsabilités attachées à la
Direction Financière d'une entreprise internationale à taille
humaine, vous améliorerez nos outils et systèmes de gestion et vous
serez fortement impliqué dans nos projets de développement.■ A 30/35 ans, de formation supérieure et comptable (type ESC
et DECS), vous avez acquis de solides compétences comptables et
financières en cabinet d'audit international et/ou au sein de la filiale
d'un groupe anglo-saxon avant une activité commerciale
internationale (import/export). Vous êtes dynamique et sportif, doté
d'excellentes qualités de communication. Une bonne maîtrise de
l'anglais est indispensable.■ Nous vous remercions d'adresser votre candidature : lettre
manuscrite CV et rémunération actuelle, sous la référence H362M
à Ernst & Young Conseil, 51 rue Louis Blanc, Cedex 75, 92037 Paris
la Défense 1, qui étudiera votre dossier en toute confidentialité.**ERNST & YOUNG**
CONSEILSociété internationale - 4,5 Milliards de C.A. en
1991, 2 900 personnes en France et à l'étranger -
nous produisons et commercialisons des articles
de luxe. Nous recherchons notre :**RESPONSABLE
PROPRIETE INDUSTRIELLE**Avec une équipe de 8 personnes, vous prendrez en charge
les domaines de la contrefaçon et de la protection des
marques et serez notre ambassadeur auprès de nos
interlocuteurs français et étrangers.De formation supérieure spécialisée, une expérience
conséquente dans cette fonction vous a amené à des résultats
tangibles. Vous maîtrisez réellement les techniques et
procédures de la propriété industrielle et vous parlez l'anglais
parfaitement.Votre motivation pour ce métier vous permettra d'évoluer
dans un contexte international pour une entreprise
résolument dynamique et réactive.Merci d'adresser votre dossier de
candidature (lettre manuscrite, CV, photo,
prétentions), sous référence RPI/0209, à
notre Conseil : QUIEL - 160, rue de Paris
92100 BOULOGNE.**Consultants****Ressources Humaines**Le développement de nos actions de conseil en interne auprès d'entreprises importantes, nous
conduit à renforcer notre structure. Nous souhaitons rencontrer des consultants seniors animés
comme nous d'un souci permanent d'écoute, d'analyse, de compétence et de rigueur dans le
suivi de nos missions : recrutement, mobilité interne, formation.Une expérience d'au moins cinq ans, acquise au sein d'une DRH ou d'un cabinet, une
formation supérieure en sciences humaines seront de bons atouts. De solides qualités
relationnelles, un engagement personnel important sont indispensables. Jacqueline RIGUIER
étudiera en toute confidentialité les candidatures adressées sous référence 591/M
SCAENE Ressources Humaines - 8 rue Saint Philippe du Roule 75008 Paris.**IMPORTANTE ORGANISATION HUMANITAIRE**

(Association reconnue d'utilité publique)

orientée vers le soutien au développement des tiers-mondes

recrute

**RESPONSABLE DE SON SERVICE
AMÉRIQUE LATINE****MISSIONS ET OBJECTIFS :**Sous la responsabilité du Directeur du Département Projets et
Programmes, il met en oeuvre les objectifs de développement
définis par l'Association pour le continent latino-américain. Il gère
et contrôle un budget de 15 MF et assure le suivi des réalisations
mises en oeuvre dans le continent.
Il assure la gestion des ressources humaines de son service (qua-
tre personnes).**PROFIL ATTENDU :**

- Expérience réussie de plusieurs années de gestion d'un bud-
get, d'encadrement d'équipe et expériences de vie associative.
- Bonne connaissance du continent latino-américain et expé-
rience des problèmes de développement sur ce continent.
- Niveau de culture générale et technique : bac + 4.
- Bonne pratique de l'espagnol.
- La pratique du portugais ainsi que celle de l'informatique sont
un plus.

INTÉRÊT DE LA FONCTION :

- Action et innovation dans un contexte international en change-
ment.
- Finalité et environnement riches.

CONDITIONS OFFERTES :

- Grande autonomie et importantes responsabilités.
- Rémunération en relation avec l'environnement associatif et
selon l'expérience.

Adresser lettre manuscrite + CV + photo
sous n° 5569 LE MONDE PUBLICITE
15-17, rue du Col.-P.-Avia - 75002 Paris Cedex 15.**Le Monde****LA POSTE**vous invite à assister
à sa tribune :**"La force de La Poste : les Hommes"**UNESCO
125, avenue de Suffren
75007 Paris
Métro Segur

LE MONDE DES CADRES



La communication vous donne des ailes ?

Leader mondial du logiciel pour micro-ordinateurs, Microsoft c'est un chiffre d'affaires de 2,7 milliards de francs et une croissance soutenue. Microsoft France qui commercialise ces logiciels, ce sont plus de 300 collaborateurs et une culture d'entreprise originale où créativité rime avec enthousiasme. Aujourd'hui nous étoffons notre département Communication et recherchons, pour assister la responsable Communication Interne et Publications, un

CONCEPTEUR-REDACTEUR

Chargé d'assurer le secrétariat de rédaction des publications, vous alliez une très bonne maîtrise de la langue française à la connaissance des différents phases de l'élaboration d'un magazine. Vous assurez également la gestion de la régie publicitaire, menez des actions de marketing direct et mettez en place les outils de suivi des actions engagées, dont vous mesurez la performance. Titulaire d'un DESS Marketing, communication ou équivalent, vous possédez dans l'idéal une première expérience en agence comme secrétaire de rédaction dans un service presse. Vous alliez un bon niveau en anglais à des connais-

sances en micro-informatique. Organisé et réactif, vous appréciez les responsabilités variées. Votre curiosité et votre sens de l'écoute vous permettront d'appréhender l'entreprise de façon concrète et de donner toute sa dimension à ce poste. Vous souhaitez prendre votre envol au sein d'un environnement convivial ? Devenez Microsoftee !

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 175 à Microsoft France - Direction des Ressources Humaines - 18, avenue du Québec - 91957 Les Ulis Cedex.

Microsoft

LES LOGICIELS QUI DONNENT DES AILES.

1er GROUPE EUROPEEN DE FORMATION PERMANENTE (275 consultants-formateurs en Europe - 400 titres de stages).

Dans le cadre de son fort développement, la DIVISION FORMATION recherche des :

CONSULTANTS-FORMATEURS H/F QUALITÉ

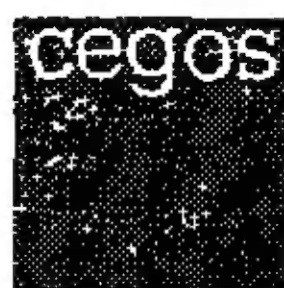
Ingenieur, spécialiste de la Qualité, vous avez pratiqué l'assurance et la gestion de la qualité : vous en maîtrisez les outils (Fiabilité, AMDEC, 5PC, méthode TAGUCHI, QFD) principalement dans les domaines industriels. Une expérience dans les services serait un plus.

- Vous prendrez en charge l'animation de stages existants que vous irez évoluer.
- Vous participerez à la création de nouveaux stages au sein d'une équipe de professionnels.
- Vous concevrez et animerez des actions de formation adaptées en analysant et en diagnostiquant les besoins en formation de nos clients.

Vous avez une forte motivation et un goût prononcé pour la formation, ainsi qu'une volonté permanente de progresser dans votre domaine de compétence.

Vous êtes persuadé, comme nous, qu'aider les entreprises à progresser vers la maîtrise de leur qualité est une activité passionnante et en plein développement. Venez nous rejoindre et développer votre expertise au sein de l'équipe Qualité de la CEGOS. Nous vous proposons une rémunération attractive.

Merci d'adresser votre dossier et candidature (lettre manuscrite, CV, prétentions) sous la référence 8178/LM à M.F. ALETTI - CEGOS - Division Recrutement - Tour Vendôme - 92516 BOULOGNE Cedex.



CONSEIL
FORMATION
RECRUTEMENT

WÄRTSILÄ DIESEL GROUP

Leader mondial dans le domaine des moteurs Diesel industriels - plus de 5 000 employés dans plus de 30 pays - et membre du Groupe finlandais METRA, cherche à remplacer son

DIRECTEUR DE LA COMMUNICATION

récemment nommé à une autre fonction attrayante au sein du Groupe. Vous avez idéalement entre 30 et 35 ans, et vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur.

Vous parlez couramment l'anglais et le français. La maîtrise d'autres langues sera un atout supplémentaire.

Vous justifiez d'une expérience réelle en environnement international et vous avez envie de rejoindre une équipe restreinte de direction générale.

Vous possédez une bonne connaissance de communication d'entreprise interne et externe, domaine dans lequel vous avez réussi une expérience significative.

Venez nous rejoindre au sein de la direction générale du Groupe WÄRTSILÄ DIESEL, basée à STRASBOURG. Vos responsabilités consisteront à :

- secondar la direction générale du Groupe dans la fonction « communication interne et externe » ;
- renforcer l'image visuelle du Groupe ;
- assurer les relations avec la presse au niveau du Groupe ;
- assurer la liaison avec le Groupe METRA pour les sujets ressortissant de la communication ;
- coordonner l'équipe de professionnels de la communication qui œuvrent au sein du Groupe pour mettre en place et appliquer la politique de communication ;
- apporter votre soutien à la promotion des ventes au travers du réseau mondial des ventes WÄRTSILÄ DIESEL.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre + CV) à : WÄRTSILÄ DIESEL INTERNATIONAL - M. Bertrand JEANMAIRE 12, quai Saint-Jean - 67080 STRASBOURG Cedex



RECHERCHE SA SECRÉTAIRE DE RÉDACTION (H./F., 25-35 ans environ)

Formé(e) aux techniques rédactionnelles en environnement informatisé et passionné(e) par les évolutions de la presse institutionnelle, vous êtes diplômé(e) d'une école de journalisme ou d'une filière universitaire équivalente.

Venez rejoindre l'équipe de la Communication du
CONSEIL RÉGIONAL DE PICARDIE
A AMIENS

Dans un contexte professionnel jeune et dynamique, vous aurez à gérer les aspects rédactionnels et l'équipe de journalistes d'un magazine régional à fort tirage.

Adresser lettre manuscrite, CV + photo et prétentions à :

CONSEIL RÉGIONAL DE PICARDIE - Service du Personnel
11, Mail Albert-1^{er} - BP 2616 - 80026 AMIENS Cedex 1 - Réf. : COM 92/10

RESPONSABLE DU RECRUTEMENT ET DE LA COMMUNICATION

HENKEL HYGIENE

700 personnes
1 Md de C.A.

Filiale d'un Grand
Groupe Européen

Leader dans le
domaine de l'HYGIENE

(restauration - textiles
surfaces industrielles
laitières et alimentaires)

Rattaché au DRH vous aurez, la charge, en relation avec les opérationnels, du RECRUTEMENT (Employés - A.M. - Cadres) de la définition du poste au conseil quant au choix des candidats.

Vous participerez et suivrez la politique "STAGIAIRES" et "RELATIONS ECOLES".

Parallèlement la COMMUNICATION INTERNE (lettre d'information - journal d'entreprise - accueil et intégration - séminaires) vous sera confiée.

Le candidat idéal aura acquis dans le domaine du recrutement une expérience de 2 à 5 ans, sera ouvert aux autres aspects de la fonction PERSONNEL et habilité à travailler en équipe dans un environnement dynamique. Poste basé dans le 92 (proche RER).

Merci d'adresser lettre, CV et prétentions avec réf. CE/RR à : HENKEL HYGIENE 8, rue Rouget de Lisle - 92442 ISSY LES MOULINEAUX CEDEX

TMO CONSULTANTS

L'une des 10 premières sociétés françaises d'Études Marketing

recherche

2 CHEFS DE PRODUITS D'ÉTUDE

pour promouvoir des méthodes originales mises au point internationalement

Expérience de la vente dans le domaine des services indispensable

Écrire à Corinne TURPIN,

TMO CONSULTANTS

22, rue du 4-Septembre - 75002 PARIS

(joindre photo)

DEVELOPPEMENT

recherche

psychologue consultant

Nous sommes une équipe de Psychologues Cliniciens expérimentés. Animés d'un même niveau d'exigence de fiabilité et de qualité, nous nous référons à des méthodologies rigoureuses.

Le Consultant qui nous rejoindra assurera auprès de certains de nos Clients un rôle de Conseil, basé sur des Évaluations Psychologiques approfondies, dans le contexte de Recrutements ou de Bilans Personnels de CADRES.

Ce poste, nécessitant sans clinique, réalisme, qualités de contact et facilité de communication orale et écrite, implique - outre de bonnes compétences techniques acquises au cours d'une formation, type PSYCHO-PRAT ou DESS de Psychologie clinique, et d'une expérience de 3 à 5 ans - un réel intérêt pour la vie des entreprises. Une bonne maîtrise de l'anglais est un atout supplémentaire.

Les dossiers de candidatures sous réf. 4057 M - à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par :

DEVELOPPEMENT
2, rue Dufrenoy - 75116 Paris

Conseils opérationnels

Une nouvelle approche

Cadres supérieurs de haut niveau, experts dans votre domaine, vous avez pris la décision de proposer vos compétences à des entreprises dans le cadre d'interventions à durée variable visant des objectifs et des résultats précis.

Vous recherchez le moyen de développer le volume de votre activité grâce à un appui logistique sérieux et efficace.

Notre société, filiale d'un groupe de conseil en management des ressources humaines, vous donnera les moyens d'assurer ce développement dans le cadre d'une interdépendance souple et efficace.

Pour recevoir une information détaillée, merci de vous adresser à Sunman, 26 rue de Berri, 75008 Paris, en joignant votre CV ou une documentation décrivant vos activités.

SUNMAN



PARIS - LILLE - LYON - NANTES

GROUPE COURTAUD

R E T R O U V E Z C E S A N N O N C E S S U R 3 6 • 1 5 L M

هكذا من الاصل

Le Monde

*Deux jours pour décider
de votre avenir professionnel*

**4èmes Journées Prospectives
les 27 et 28 octobre 1992**

le 27 octobre

(entrée sur invitation)

les Assises de l'Emploi

le 28 octobre de 9h à 21h

(accès libre et gratuit)

- les Tribunes des Entreprises
- les Rendez-vous des Métiers
- le Débat des Écoles et des Universités
- les Profils

UNESCO - 125, avenue de Suffren 75007 Paris - métro Ségur

Le Monde
INITIATIVES

BOSSARD
CONSULTANTS

elf

Price Waterhouse

TP

FRANCE
TELECOM

FRANCE
TELECOM

Cigref

Crédit Mutuel

LA POSTE

SNEF

FAO

MNEF

SECTEURS

Variantes

SECTEURS PUBLIC ET ASSOCIATIF

Collectivités Territoriales - Ministères - Associations



recrute, dans le cadre
d'une évolution importante
de ses activités,
deux nouveaux Cadres
(180/250 KF)

Chargé de Mission "Education"

(réf. MM9920)

Votre fonction :
• conduire une réflexion pédagogique et des recherches sur l'école, l'université et la formation des adultes
• mettre en œuvre, en liaison avec les partenaires concernés, des actions destinées à favoriser l'accès à l'éducation pour le plus grand nombre.

Chargé de Mission "Action Publique"

(réf. MM9921)

Votre fonction :
• mener un travail de formation et de recherche sur le développement local avec les élus et administrateurs
• contribuer à l'évaluation des politiques publiques locales et mener des missions expérimentales.

Vos profils :
• une formation supérieure niveau 3e cycle exigée, doctorat de préférence
• la maîtrise d'une deuxième langue européenne • une première expérience dans une fonction similaire en liaison avec des élus locaux • une grande autonomie et une forte capacité d'initiative.
Envoyer CV et photo et présentations sous réf. correspondante au Florian Mantione Institut, Conseil en recrutement, 14 rue du Dr. Fréry, 90000 Belfort, vous pouvez également consulter la définition de fonction sur Minitel 3615 code Sofel.

Florian Mantione Institut
Premier Réseau National de Conseil en Recrutement

LA MAIRIE DE RUEIL-MAIMAISON

67 000 habitants - Banlieue Ouest - PER 15 minutes de l'Etoile

Directeur adjoint

SERVICE SANTÉ/SOLIDARITÉ

Chargé de la coordination des différents secteurs d'activité (petite enfance, santé, famille, troisième âge), vous aurez la responsabilité de la gestion administrative, comptable et financière ainsi que celle du personnel (400 personnes).

Pour ce poste d'encadrement, nous souhaitons intégrer une personnalité jeune et tonique.

A 30 ans, titulaire d'un Bac + 4 juridique ou économique et social, vous avez une expérience de l'animation d'une équipe et une bonne connaissance des collectivités territoriales.

Ouvert, disponible, vous savez développer chez nous vos capacités d'écoute, de dialogue et de proposition.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo, sous référence MDSS/01, à MT Conseil BP 154 - 92504 RUEIL-MAIMAISON CEDEX.



Capitale de la Région Picardie
136 000 habitants - 1 heure de Paris

recrute sur Contrat

UN MÉDECIN-DIRECTEUR à mi-temps

pour son Service Communal d'Hygiène et de Santé

Cette unité (18 agents, budget de 4 millions de francs) est rattachée au Service des Affaires Sanitaires et Sociales de la Direction des Services à la Population.

MISSIONS :

- Encadrement, organisation, animation du service ;
- Animation et coordination de l'action AMIENS VILLE-SANTÉ ;
- Exécution des vaccinations en séance publique.

Les candidats doivent être titulaires du Doctorat en Médecine, une spécialité de santé publique ou épidémiologie serait appréciée.

Les dossiers de candidature (lettre motivée et prétentions + C.V. + photocopies des diplômes, attestations + photo) sont à adresser avant le 23 octobre 1992 à :

Monsieur le Député-Maire
Service Ressources Humaines
B.P. 2720 - 80027 AMIENS CEDEX 1

Sous la référence LM Méd.

Association Nationale - Paris

500 pers. - 230 MF

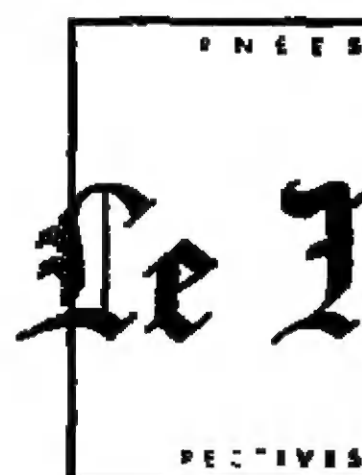
Formation - Animation - Loisirs - Tourisme, recherche

DIRECTEUR GENERAL ADJOINT - 250 KF

plus particulièrement responsable de l'organisation des centres de vacances, de l'animation des loisirs et du tourisme des jeunes, ainsi que de la formation des animateurs et directeurs de centres... ceci dans un souci de qualité et de partenariat avec les professionnels et les bénévoles d'un réseau de 2 000 adhérents.

Une formation supérieure de type Bac + 5, une expérience réussie (10 ans) de management administratif en milieu associatif ou entrepreneurial, une sensibilité au développement marketing et commercial, ainsi que les qualités humaines propres à une bonne compréhension culturelle de l'entreprise et un sens certain de la prospective, nous semblent les caractéristiques de base pour faire acte de candidature.

Ecrire (lettre + CV + photo) sous référence MF/PEZ/LM à notre conseil MF PARTNERS, 54 rue du Faubourg Saint Honoré, 75008 PARIS, qui vous garantit toute confidentialité.



mercredi 28 octobre 1992 de 11h30 à 13h30

Price Waterhouse

vous invite à assister
à sa tribune :

"Auditeur et consultant : recrutement,
carrières et débouchés en 1993"

UNESCO
125, avenue de Suffren
75007 Paris
Métro Segur



Capitale de la Région Picardie
136 000 habitants - 1 heure de Paris

recherche pour le MUSÉE DE PICARDIE

UN CHARGÉ DES ACTIVITÉS CULTURELLES SPÉCIALISTE DU XX^e SIÈCLE

- Il inscrit ses missions dans le cadre du projet Culturel du Musée (Convention Ville / État).
- Gestion des collections XX^e siècle du Musée.
- Pilotage des expositions temporaires.
- Suivi des commandes publiques.
- Suivi des publications sur les collections.
- Suivi des acquisitions XX^e siècle.
- Développement des relations publiques (Relations F.R.A.C., Maison de la Culture).

- **Diplômes - Connaissances exigées :**
- Maîtrise d'Histoire de l'Art (art moderne et/ou contemporain) ou équivalent (École du Louvre - École Nationale du Patrimoine).
- Parler couramment une langue étrangère (anglais ou allemand).
- Expérience du milieu institutionnel ou culturel.
- Expérience professionnelle des collections publiques XX^e siècle.

Le candidat devra être disponible et résider sur Amiens.

Statut : contrat de 3 ans, renouvelable.

Pour faire acte de candidature, veuillez adresser une lettre accompagnée d'un C.V., d'une photo et des photocopies de vos diplômes avant le 27 octobre 1992 à :
Monsieur le Député-Maire - Service Ressources Humaines
B.P. 2720 - 80027 AMIENS CEDEX 1

Sous la référence LM Méd.

La Fondation Santé des Étudiants de France
recherche pour l'un de ses établissements hospitaliers
situé en proche banlieue Sud-Est de PARIS, un :

RESPONSABLE RESSOURCES HUMAINES

■ En charge de la totalité de la fonction personnel, vous appuierez le Directeur dans la coordination des différents services administratifs et opérationnels, et participerez à la préparation du projet de regroupement de cet établissement actuellement implanté sur deux sites peu éloignés.

■ De formation supérieure (Droit, Eco...) et doté d'une expérience de 3 à 5 ans acquise dans une Direction du Personnel (au sein d'un contexte informatisé), vous souhaitez élargir vos domaines d'intervention et êtes motivé par le contexte médical.

■ Nous vous proposons pour ce poste, où votre fiabilité et votre disponibilité vous permettront d'être un interlocuteur apprécié à tous les niveaux, une rémunération d'environ 170 KF (selon CC 1951) assortie d'un logement de fonction.

■ Merci d'adresser votre candidature : lettre et CV, sous réf. P359M à Ernst & Young Conseil, 51 Rue Louis Blanc, Cedex 75, 92037 Paris la Défense 1, qui étudiera votre dossier en toute confidentialité.

ERNST & YOUNG
CONSEIL

LE DÉPARTEMENT
DU TERRITOIRE DE BELFORT
recrute dans les meilleurs délais

UN RESPONSABLE CONTRACTUEL

pour sa maison d'initiation à l'environnement

DESRIPTIF DU POSTE :

- gestion administrative et budgétaire de l'équipement et encadrement du personnel placé sous votre autorité ;
- élaboration d'un projet pédagogique en direction de divers publics et notamment du public scolaire ;
- commercialisation du produit environnement.

PROFIL DU CANDIDAT :

- d'un niveau bac + 2 (minimum), le futur responsable devra disposer si possible d'une formation de gestionnaire commercial et d'une formation scientifique dans le domaine de l'environnement ;
- il devra faire preuve d'esprit d'équipe et d'une réelle capacité d'organisation, d'encadrement et d'animation ;
- il aura le sens des relations humaines et sera à même d'être très disponible.

RÉMUNÉRATION :

A discuter selon votre profil.

Adresser lettre motivée de candidature et CV à :

M. le Président du Conseil Général
Direction du Personnel et de la Formation
Place de la Révolution française
90020 BELFORT Cedex • 84-36-90-30

(Sur demande, il vous sera communiqué un dossier complet du poste à pourvoir.)

هكذا من الامل

LE MONDE DES COMMERCIAUX

Marketing - Vente - Commercial

INFOLEASE

Infotelec, S.A. est une société spécialisée de la location d'équipements informatiques et d'assistance technique. Depuis sa création en 1984, elle a connu une croissance constante au niveau national et international. Nous recherchons pour étoffer sa structure :

Ingénieur Commercial

Notre société développe à BOSTON, le logiciel "PRO ENGINEER", la "TOP TECHNOLOGY" en matière de C.A.O. mécanique. Une croissance exceptionnelle (+ 80 % de C.A. par an), des références prestigieuses, témoignent du succès de P.T.C. Pour asseoir notre position de leader, nous recherchons aujourd'hui plusieurs

Homme de synthèse, vous saurez rendre compte, tout en gardant un esprit d'initiative et une grande autonomie, de la situation commerciale de notre société. Vous serez responsable de la gestion d'un portefeuille de clients et de la recherche de nouveaux clients. Vous serez également responsable de la gestion des commandes et de la relation avec les clients. Vous serez responsable de la gestion des commandes et de la relation avec les clients. Vous serez responsable de la gestion des commandes et de la relation avec les clients.

UN ÉTABLISSEMENT
SPÉCIALISÉ
DANS LE FINANCEMENT
DU CRÉDIT
AUX PARTICULIERS
RECHERCHE SON

RESPONSABLE DU DÉPARTEMENT DES CRÉDITS

Vous êtes âgé de 35 ans, diplômé d'une école supérieure de commerce ou de gestion. Professionnel confirmé de la banque et du crédit, votre motivation et votre disponibilité font de vous le candidat que nous recherchons. Votre mission sera de concevoir et de mettre en œuvre la stratégie commerciale. Vous serez responsable de l'animation des équipes commerciales tant au siège qu'en agences. Merci de transmettre lettre de candidature + CV + photo + prétentions sous réf. 712519 à PREMIER CONTACT - 38 rue de Villiers - 92532 LEVALLOIS-PERRET CEDEX ou tapez 3615 code PCONTACT, qui transmettra.

Responsable des ventes

Nous sommes le leader du Collège Industriel (3 000 personnes - 400 millions de dollars de CA). Notre filiale Nordson France S.A. renforce aujourd'hui son activité "Assemblage Industriel" et recherche un Responsable des Ventes pour ce marché. Nous offrons les avantages d'un Groupe dynamique et performant et des opportunités de carrière en France et en Europe.



Après une formation à nos équipements et applications, vous contribuerez au fort développement de nos ventes de systèmes de Collage / Assemblage sur l'ensemble de la France. Rattaché au Directeur Commercial, vous définirez avec lui vos plans d'actions et vous animerez une équipe de 5 ingénieurs Technico-commerciaux expérimentés. Basé à notre Siège de Marne-la-Vallée, votre grande disponibilité (40 à 50 % du temps) vous permettra de négocier avec nos clients (France) et de dialoguer avec nos groupes Marketing & Développement (Europe). A 35/40 ans environ, de formation supérieure technique, votre expérience réussie de vente de biens d'équipement à l'industrie sera déterminante pour mener à bien vos futures responsabilités. De plus, votre pratique de l'anglais vous permettra de communiquer avec nos autres filiales en Europe et aux USA. Merci d'adresser votre candidature sous pli confidentiel à : V. Lefèvre, Nordson France S.A., L'Esplanade, 2 rue Niels-Bohr, 77462 Saint-Thibault-des-Vignes. Les premiers entretiens sont prévus les 3e et 4e semaines d'octobre.

Responsable service export

GROUPE FRANCAIS A TAILLE HUMAINE
(CA 700 MF dont 70% réalisé dans une quinzaine de pays)
leader sur ses marchés de fournitures et équipements industriels.

Basé en France, vous aurez pour mission le développement des ventes à l'étranger (Europe, Afrique, Moyen-Orient). Vous coordonnerez l'action des filiales, développerez le réseau d'agents, dirigerez les chefs de zone, assurerez vous-même le contact avec les clients importants. Vous animerez également l'équipe d'administration des ventes. Diplômé d'une école de commerce, vous avez à 30 ans, une expérience réussie dans un contexte international. Une pratique courante de l'Anglais et d'une autre langue (Allemand ou Espagnol) est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, lettre manuscrite, CV détaillé et photo à PUBLIVAL/10150 27, route des Gardes - 92190 MEUDON (France), qui transmettra. Confidentialité assurée.



Notre société développe à BOSTON, le logiciel "PRO ENGINEER", la "TOP TECHNOLOGY" en matière de C.A.O. mécanique. Une croissance exceptionnelle (+ 80 % de C.A. par an), des références prestigieuses, témoignent du succès de P.T.C. Pour asseoir notre position de leader, nous recherchons aujourd'hui plusieurs

INGENIEURS COMMERCIAUX CAO

400 KF +
PARIS réf. 6332 PROVINCE réf. 6343
PROFIL : ☐ 25/35 ans ☐ formation supérieure (Ingénieur Grande Ecole / ESC) ☐ une expérience réussie dans la vente de produits high tech auprès de grands comptes ☐ une grande autonomie et un réel tempérament commercial.
MISSION : ☐ développer une clientèle de haut niveau ☐ en collaboration avec un ingénieur d'application, analyser les besoins de vos prospects et présenter des solutions appropriées ☐ fidéliser vos clients en contribuant à l'amélioration de leurs performances.
OFFRE : ☐ un environnement international de haute technologie ☐ un produit sans égal sur son marché ☐ une équipe jeune, enthousiaste et très professionnelle ☐ une rémunération non plafonnée (fixe + variable).
Pour un entretien individuel avec la société
Adressez ou télécopiez CV, lettre et photo à EUROMAN - 11, rue Heinrich - 92100 BOULOGNE. Fax : (1) 46 21 78 13 en indiquant la référence choisie sur la lettre et sur l'enveloppe.

EUROMAN

PARIS - ITON - TOULOUSE - NANTES - ANGERS - BRUXELLES - GERMANY - UNITED KINGDOM - SPAIN

Directeur Régional GMS

Cette société agro-alimentaire (400 personnes, 450 MF), implantée nationalement, commercialise des produits auprès de la grande distribution. Dans un contexte de développement de sa force commerciale, le Directeur des Ventes recherche un Directeur Régional pour le quart Nord-Est de la France. Basé de préférence à Paris, vous prenez en charge, avec une grande autonomie, le développement de la clientèle GMS, la gestion des budgets, la négociation des centrales régionales et l'animation de 5 chefs de secteurs. Véritable force de proposition, vous participez activement à la mise en œuvre de la politique commerciale de la société. De formation supérieure commerciale, vous avez une première expérience d'animation d'équipe de ventes, et vous êtes reconnu pour vos qualités d'animateur et de formateur.

Merci d'adresser votre dossier, sous la référence 27113 LM, à notre Conseil, Onoma, 26 rue de Berri, 75008 Paris.

ONOMA

Dans le cas d'une annonce domiciliée au « Monde Publicité », il est impératif de faire figurer la référence sur votre enveloppe, afin de transmettre votre dossier dans les meilleurs délais.

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 3615